

# HISTOIRE

DE

# NAPOLÉON I^ER

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

PUBLIÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE CHARPENTIER

à 3 fr. 50 le volume

ÉTUDES ET PORTRAITS POLITIQUES (L'Histoire du Consulat et de l'Empire, de M. Thiers. — Daunou. — Carnot. — Armand Carrel. — M. Guizot. — M. Proudhon. — Paris en Amérique. — Du régime parlementaire sous Louis-Philippe. — Un dernier mot sur Carnot). 3e édition.... 1 vol.

HISTOIRE POLITIQUE DES PAPES. — Nouvelle édition revue et corrigée.............................................. 1 vol.

Paris. — Typ. PILLET et DUMOULIN, 5, rue des Grands-Augustins.

# HISTOIRE

DE

# NAPOLÉON I^ER

PAR

P. LANFREY

SIXIÈME ÉDITION

TOME CINQUIÈME

PARIS

G. CHARPENTIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR

13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1876

En reprenant ce travail après une longue interruption, je ne m'excuserai pas de l'avoir délaissé pour des occupations plus pressantes. Quelle utilité ou quel intérêt pouvaient offrir des études rétrospectives en présence de catastrophes qui faisaient pâlir toutes celles du passé? Ces événements, si propres à faire réfléchir, n'ont modifié en rien mes appréciations premières sur un régime deux fois condamné par une épouvantable expérience. Mais je ne me défends pas d'avoir cherché dans mon récit des enseignements appropriés à notre situation nouvelle. L'exposition des faits n'offre aux recherches qu'un champ limité, mais les enseignements qu'on en retire peuvent se renouveler à l'infini. Ce sont eux qui donnent à l'histoire son attrait profond, sa bienfaisante influence, son inépuisable variété à

travers ses éternelles redites. Elle a toujours une réponse pour celui qui l'interroge; il n'est pas une situation qui n'y rencontre à chaque pas son précédent, son correctif ou son exemple. Il y a des leçons dans tous les temps, pour tous les temps; et celles qu'on emprunte à des ennemis ne sont pas les moins précieuses. Le difficile n'est pas de les mettre en lumière; ce qui est vraiment rare, c'est de trouver une nation qui ait assez de sagesse pour les entendre et de courage pour en profiter.

P. L.

# HISTOIRE

DE

# NAPOLÉON Ier

## CHAPITRE PREMIER.

ÉTAT DE L'EUROPE ET DE L'ALLEMAGNE PENDANT LA CAMPAGNE D'AUTRICHE EN 1809. — LE PAPE PIE VII EST ENLEVÉ DE ROME. — BATAILLE DE WAGRAM. — ARMISTICE DE ZNAÏM (JUIN ET JUILLET 1809).

Le grave insuccès d'Essling offrait aux ennemis de Napoléon une occasion unique de porter à sa domination un coup dangereux, sinon mortel. Sans avoir été précisément vaincu, il avait dû rétrograder, modifier ses plans, renoncer pour un temps à l'offensive si favorable à son génie et si chère à son orgueil. S'il n'avait pas subi toute l'humiliation d'une défaite, il avait vu ses combinaisons déjouées, son prestige atteint, sa situation compromise. Il avait en partie perdu cette merveilleuse force d'opinion qu'il ménageait comme son talisman; il était momentanément hors d'état de rien entreprendre. Les deux journées d'Ess-

ling avaient montré à quoi tenaient tant de gloire et de puissance, de si grands desseins, une si haute fortune. Tout cela avait failli échouer au passage d'un fleuve. Un effort de plus, et le héros de tant d'exploits était jeté dans le Danube. Maintenant, isolé, entouré d'ennemis, au milieu de populations prêtes à se soulever, à une si grande distance de son point d'appui naturel, il semblait que l'imminence de sa chûte, si ardemment désirée, allait provoquer contre lui un soulèvement universel.

Au point de vue militaire, il était établi désormais que le passage du Danube en présence d'une armée nombreuse et aguerrie n'était pas une de ces opérations qu'on enlève par un coup d'audace. C'était une entreprise pleine de périls dont l'exécution réclamait toute l'énergie et toutes les ressources d'esprit d'un grand capitaine, et dont les difficultés rétablissaient presque entre les combattants l'égalité des chances. Et tant que cette opération restait en suspens, tout le résultat de nos victoires antérieures était remis en question. Chacun sentait d'instinct qu'à la guerre, selon l'adage si connu, rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire. L'Empereur, disait-on, avait trouvé enfin cet obstacle que rencontre tôt ou tard la toute-puissance; il était venu se heurter à ce grain de sable qui fait trébucher les invincibles. L'Empire lui-même était en échec.

Par cela seul qu'un pareil doute s'élevait dans les esprits, les symptômes de dissolution se montraient partout, tant l'œuvre du nouveau César était au fond artificielle et mal assise. Les essais d'insurrection se multipliaient en Allemagne. Nos alliés de la confédé-

ration du Rhin combattaient à regret dans nos rangs, prêts à tourner contre nous les armes que nous les forcions à employer contre leur patrie. Nos alliés les Russes, à demi réconciliés avec l'Autriche par l'insurrection que nous avions déloyalement provoquée en Galicie, semblaient plus disposés à en venir aux mains avec les Polonais qu'à les soutenir. La Prusse indécise, mais à jamais hostile, épiait, pour se prononcer, l'heure d'un revers plus marqué. L'Angleterre terminait les préparatifs d'une grande expédition dont le but précis était encore un mystère, mais dont la destination n'était pas douteuse. Les affaires d'Espagne prenaient une tournure fâcheuse et faisaient pressentir de nouveaux échecs pour nos armées. Le pape s'apprêtait à lancer l'excommunication contre le spoliateur du Saint-Siége. La révolte tyrolienne, un instant apaisée, couvait sourdement comme un feu mal éteint. Enfin la France elle-même était mécontente et alarmée. On s'exagérait les périls de Napoléon; on le croyait cerné dans l'île Lobau tandis qu'il n'avait jamais cessé d'être le maître de la rive droite du Danube ; et cette manœuvre si originale, qui lui avait donné, comme dans les marais d'Arcole, un camp retranché presque inexpugnable, ne paraissait de loin qu'un expédient de sa détresse.

On ne saurait nier qu'il n'y eût, dans tous ces éléments de force matérielle et morale, de quoi contrebalancer avec succès l'énorme avantage que Napoléon tenait de la supériorité de son armée et de ses talents militaires. Mais ses adversaires sauraient-ils réunir et mettre en œuvre ces moyens épars? Ap-

prendraient-ils à saisir l'occasion, à connaître le prix du temps, à profiter des leçons du passé, à grouper leurs forces en un seul faisceau, à emprunter, en un mot, ne fût-ce que pour un instant, à leur terrible ennemi, la tactique qui lui avait si merveilleusement réussi? Voilà les questions que s'adressaient alors sur tous les points du monde les spectateurs émus de ce grand duel.

Dispersés sur d'immenses espaces, les auxiliaires sur lesquels l'Autriche avait le droit de compter, ne pouvaient parer aux inconvénients de ce défaut de cohésion qu'à force d'activité, de promptitude et de concert. Sous tous ces rapports, ils n'avaient eu jusque-là que des débuts malheureux, et c'était une raison de plus pour eux de chercher à mieux utiliser le temps d'arrêt, que leur offrait le séjour forcé de l'armée française dans l'île Lobau. L'Allemagne était prête pour l'insurrection, grâce au travail incessant du *Tugendbund* et des sociétés secrètes. Les femmes elles-mêmes s'y faisaient partout les agents de cette conspiration, elles en portaient les insignes; elles se montraient parées de joyaux d'acier, symbole de la régénération par le fer[1]. Sans doute, ni les mœurs, ni les lieux, ni les caractères ne s'y prêtaient à des mouvements insurrectionnels du genre de ceux qu'il nous était alors si difficile de dompter en Espagne. A cet égard, la démonstration était faite depuis l'ouverture de la campagne. Les tentatives de Dörnberg en Westphalie, de Katt à Magdebourg, du chevale-

1. Voir les curieux *Mémoires* de Beugnot, qui administrait alors le grand duché de Berg.

resque Schill à Berlin, avaient successivement avorté faute d'ensemble, ou, pour mieux dire, faute d'un sol favorable à la guerre de partisans. Elles n'en étaient pas moins un témoignage significatif du sentiment nouveau qui agitait ces populations d'ordinaire si paisibles. L'instrument de libération existait, la mise en œuvre seule était à trouver; et si, au lieu de ces insurrections décousues, intempestives, on organisait un mouvement unique et concerté, si on agissait avec discipline, si un gouvernement osait prendre l'initiative et la direction, peut-être leur donnerait-on une impulsion qui entraînerait tout. Qui peut dire l'effet qu'eût produit en Allemagne un grand débarquement anglais partant des bouches de l'Elbe, et remontant le cours de ce fleuve, pour tomber sur nos communications au moment où ces hardis partisans, mieux secondés, auraient soulevé les peuples sur toute l'étendue du sol germanique?

Schill semblait attendre et appeler une diversion de ce genre lorsque, après avoir menacé un instant les frontières de la Westphalie et du grand-duché de Berg, il se jeta brusquement sur les villes hanséatiques. Mais le secours espéré ne parut pas. Schill s'était trop hâté; il paya de sa vie sa généreuse erreur. Désavoué par son pays, flétri de l'épithète de déserteur par le gouvernement prussien, du nom de brigand par les bulletins de Napoléon, mis hors la loi par le roi Jérôme, qui se vengea de la peur qu'il avait éprouvée en mettant à prix la tête de son ennemi[1], enfin poursuivi, traqué par les troupes danoises et

1. Par un décret daté de Cassel, 5 mai 1809.

les colonnes du général Gratien, il tomba en héros sous les murs de Stralsund, chargé de cet opprobre officiel que l'avenir change en pure gloire, avec l'éternel honneur d'avoir été le premier, sinon le plus grand de ces fiers martyrs dont le sang servit de rançon à la patrie allemande (31 mai 1809).

Les compagnons de Schill furent envoyés au bagne par ordre de Napoléon : « Les hommes de la *bande* de Schill qui n'ont pas été passés par les armes, osa dire plus tard le *Moniteur*, ont été conduits aux galères de Toulon, au nombre de trois cent soixante... On ne doit que du mépris à ceux qui croient se distinguer des voleurs ordinaires, dont ils font le métier, parce qu'ils ont porté un uniforme[1] !... » Mais ni cette ignominie, ni le souvenir de cette fin tragique n'avaient tari la source des grands dévouements. Le drapeau échappé aux mains défaillantes de Schill avait été aussitôt relevé par Brunswick-Œls. C'était le fils du courageux vaincu d'Iéna. Malgré les premiers revers qui avaient démontré l'inefficacité des tentatives partielles, rien n'était donc perdu de ce côté, et les chances d'une grande insurrection allemande restaient presque entières ouvertes à celui qui saurait les saisir. Ici, il faut le dire, l'Autriche se débattant sous la rude étreinte de la main de fer qui s'appesantissait sur elle, pouvait difficilement prendre l'initiative. Ce rôle revenait naturellement soit à l'Angleterre, soit à la Prusse, puissances qui n'étaient pas moins intéressées à la défaite de Napoléon. L'Angleterre avait déjà payé et payait encore plus large-

1. *Moniteur* du 18 décembre 1809.

ment que personne sa dette à la cause de la liberté européenne. Ses inépuisables subsides étaient à qui voulait les prendre; ils étaient comme un fleuve d'or qui depuis des années allait remplir les trésors épuisés du continent. Ses flottes bloquaient sans trêve et sans relâche tous les rivages de l'Europe. En Espagne elle faisait plus; son armée y était devenue le nerf même de la résistance, le centre solide autour duquel se groupaient toutes les forces insurrectionnelles. En Italie, ses expéditions faisaient vivre le roi Murat dans de continuelles alarmes. Les énormes préparatifs qu'elle allait de nouveau diriger contre la France sur un point encore inconnu, pouvaient être d'un secours inestimable pour l'Allemagne à la double condition que ce point d'attaque fût convenablement choisi, et que la diversion fût opérée à temps. A ces deux points de vue, autant qu'on pouvait en juger d'après certaines apparences, la gigantesque entreprise s'annonçait mal. Une préoccupation égoïste, le désir de détruire nos établissements d'Anvers, faisait perdre de vue à ceux qui la conduisaient la nécessité de concentrer toutes les forces, sur le théâtre même de l'action principale pour y frapper le coup décisif. La Hollande, où ils voulaient, selon quelques suppositions, opérer une forte diversion, était un champ de bataille trop excentrique, et trop facile à défendre, pour qu'une victoire même pût y exercer une influence marquée sur l'issue de la guerre. L'Allemagne seule, dans l'espace compris entre le cours de l'Elbe et celui du Weser, fournissait la base d'opération cherchée. Le Hanovre, ce berceau de la dynastie britannique, eût été du premier

coup soulevé, la Prusse hésitante eût été entraînée, la faible royauté de Jérôme eût été emportée en un instant; aucune barrière n'eût arrêté le torrent jusqu'au Danube. Non-seulement les organisateurs de l'expédition ne se rendaient pas compte de ces avantages, mais ils semblaient ne pas mieux comprendre la nécessité d'une prompte détermination. Leurs lenteurs menaçaient de rendre inutiles cet inestimable répit que leur avait valu une bataille douteuse. Les jours, les semaines s'écoulaient, l'Autriche aux abois faisait entendre des cris de détresse, et le même mystère continuait à planer sur l'expédition anglaise.

Mais quels que fussent les torts en partie involontaires du cabinet britannique, la plus grande part de responsabilité dans les événements qui se préparaient était sans comparaison celle qui incombait au gouvernement prussien. Il avait non-seulement appelé de ses vœux les plus ardents la guerre actuelle, mais contribué puissamment à organiser contre Napoléon la grande conspiration des sociétés secrètes. Ses hommes d'État, ses généraux, ses fonctionnaires de tout ordre remplissaient les cadres du *Tugendbund*. Schill était l'ami et le frère des Stein, des Scharnhorst, des Blücher. L'armée entière brûlait du désir de prendre sa revanche des humiliations d'Iéna. Loin de rencontrer un obstacle à ses projets dans le sentiment des populations, le cabinet prussien avait plutôt à les contenir qu'à les exciter. Nos agents diplomatiques, les généraux et commandants des places fortes que nous occupions encore en Prusse, Rapp à Danzig, Michaud à Magdebourg

étaient unanimes à constater les sentiments de haine, de profonde inimitié que nourrissait contre nous la nation prussienne. On ne la maintenait momentanément qu'en trompant son impatience par la perspective d'une guerre imminente. Les dispositions du roi qui résidait encore à Kœnigsberg, n'étaient pas plus douteuses que celles du ministère qui siégeait à Berlin.

Le cabinet de Vienne comptait si bien sur le concours de la Prusse, que c'était principalement en vue de cette alliance qu'il avait donné une si grande importance au détachement de l'archiduc Ferdinand en Pologne. Et si l'archiduc, après avoir refoulé Poniatowski au delà de la Vistule, s'était rapproché des frontières de la vieille Prusse en s'éloignant toujours plus de sa base d'opération, c'était avec l'espoir d'y donner bientôt la main aux armées prussiennes. Cet espoir était fondé sur des assurances positives. Le prince d'Orange avait porté, de la part du roi Frédéric-Guillaume à l'empereur François, des promesses formelles d'une coopération prochaine. Après Essling, François II jugea le moment venu d'en réclamer l'exécution. Il envoya à Kœnigsberg le colonel Steigentesch avec une lettre[1] dans laquelle il rappelait au roi de Prusse les assurances qu'il avait reçues de lui, la solidarité d'intérêts qui unissait la Prusse et l'Autriche, la nécessité d'une résolution prompte et énergique si l'on voulait mettre un terme « aux envahissements et aux spoliations de l'empereur Napoléon. » Que l'heure d'une semblable décision eût en effet sonné, c'est ce

1. En date du 8 juin 1809.

ce qu'il était difficile de contester. Mais le roi Frédéric-Guillaume, esprit médiocre et indécis, montra ici la même irrésolution qu'à l'époque d'Austerlitz. Placé subitement en présence de l'éventualité qu'il avait lui-même appelée, il se troubla et tergiversa. Dissimulant son embarras sous un accueil plein de réserve et presque de défiance, il témoigna au colonel une grande froideur, affecta de craindre « qu'une fois engagé, l'Autriche ne l'abandonnât pour faire sa paix séparée » ; et comme Steigentesch exprimait son étonnement de l'entendre discuter une question qu'il croyait déjà décidée : « Il n'est pas temps encore, s'écria le roi en laissant échapper le secret de ses incertitudes... Me prononcer actuellement, ce serait vouloir ma ruine... frappez un coup encore et je viendrai ; mais je ne viendrai pas seul[1]. »

C'était dire trop clairement qu'on voulait bien partager les fruits de la victoire, mais non les risques de la bataille. Ainsi s'évanouissaient une à une les meilleures chances des adversaires de Napoléon. Les passions insurrectionnelles de l'Allemagne se dépensaient en agitation fiévreuse et stérile, l'irritation prussienne s'usait dans l'immobilité d'une vaine attente, l'égoïsme britannique se hâtait lentement, et se préparait de nouveaux mécomptes pour avoir trop songé à ses propres intérêts. Le seul secours qui vint à l'appui de l'Autriche, dans ce moment où elle avait si grand besoin d'être soutenue, fut une coopération qui ne pouvait lui être d'aucune utilité

1. Dépêche du baron de Linden, ministre de Westphalie à Berlin au comte Furtenstein.

dans des circonstances si critiques. Le décret de Schœnbrunn, qui prononçait la réunion des États du Pape à l'empire français, ayant été publié et affiché à Rome, dans la journée du 10 juin 1809, Pie VII s'était enfin décidé à fulminer contre Napoléon cette bulle d'excommunication depuis longtemps rédigée, et que sa timidité seule l'avait empêché de lancer jusque là. Après une longue délibération où éclatèrent tour à tour les sentiments les plus opposés, l'indignation, l'angoisse, la colère, la crainte, le faible vieillard se résigna, sur l'insistance de son confident, le cardinal Pacca[1], à frapper d'anathème et à dénoncer au monde catholique l'homme dont il avait tant contribué à accroître et à affermir la funeste puissance. Touchant spectacle sans doute, si l'on n'y veut voir que la faiblesse aux prises avec la force, mais spectacle plein d'enseignements salutaires, si l'on se place à un point de vue plus haut.

A ne considérer dans Pie VII qu'un vieillard sans défense en lutte avec un ennemi implacable et tout puissant, il est difficile de ne pas céder à la pitié qu'inspire son malheur. Mais lorsqu'on songe que ce vieillard était le chef spirituel de tant de millions d'hommes, le père des consciences, une sorte de représentant de Dieu sur la terre, on sent que sa conduite doit être envisagée sous d'autres aspects, qu'on a le droit de lui demander compte de l'usage qu'il avait fait de cette autorité sans pareille. Ce n'est d'ailleurs jamais faire tort à un personnage historique que de le juger au point de vue des de-

1. *Mémoires* du cardinal Pacca.

voirs que lui imposaient son rôle et sa situation personnelle. Ces devoirs, Pie VII les avait solennellement méconnus et trahis en s'associant par le sacre aux entreprises les plus perverses de celui qu'il accusait aujourd'hui. Toutes les usurpations de Napoléon à l'intérieur et à l'extérieur, ses coups d'État, ses trahisons, ses violences, le meurtre même encore récent du duc d'Enghien, il avait tout amnistié avec cette profonde immoralité que montre le prêtre toutes les fois qu'il est mis en demeure de choisir entre la justice et un intérêt d'église. Il avait tout sanctionné, alors qu'il espérait profiter de cette redoutable alliance. Il avait couvert le parjure et le meurtrier de l'égide pontificale; il lui avait apporté sa force morale pour le protéger contre les ressentiments de tous les cœurs amis de la justice. De quoi se plaignait-il donc maintenant? On ne faisait que lui appliquer la loi qu'il avait trouvée bonne et légitime pour les autres.

Les conséquences et le châtiment de cette conduite se retrouvèrent dans l'indifférence qui accueillit sa chute et ses protestations. La foudre pontificale ne couvrait plus comme autrefois le bruit des armes. L'anathème se perdit dans le tumulte des événements qui attiraient l'attention de l'Europe; et si un peu plus tard les sympathies revinrent peu à peu à Pie VII, il les dut moins à son caractère de chef suprême de l'Église qu'à la patience, à la simplicité, à l'inaltérable douceur qu'il déploya dans le cours de ses longues épreuves. Il était d'ailleurs évident, dès l'origine de ces démêlés, que par cela seul qu'il refusait de se soumettre au sort qui lui était

fait, son séjour à Rome devenait impossible. Habitué à tout obtenir du Saint-Siége par la menace et la crainte, Napoléon semble avoir compté d'abord sur la résignation du Pape. Les deux millions de traitement que le décret de Schœnbrunn ajoutait aux revenus pontificaux lui paraissaient un gage assuré de la docilité de Pie VII : « Vous avez vu par mes décrets, écrivait-il le 17 juin à Murat, *que j'ai fait beaucoup de bien au Pape*; mais c'est à condition qu'il se tiendra tranquille... S'il veut faire à Rome une réunion de cabaleurs tels que le cardinal Pacca, ajoutait-il aussitôt, *il faut agir à Rome comme j'agirais envers l'archevêque de Paris.* » Deux jours après, le 19 juin, l'illusion n'était plus possible, car Napoléon connaissait forcément à cette date l'excommunication, publiée le 10 juin, et les protestations qui avaient été affichées en même temps. Dans tous les cas, il donnait ce jour-là à Murat et au général Miollis des instructions qui s'appliquaient si bien à leur situation actuelle, qu'aucune hésitation ne leur était permise sur ce qu'il leur restait à faire : « Je vous ai déjà fait connaître, écrivait-il à Murat, que mon intention était que les affaires de Rome fussent menées vivement et qu'on ne ménageât aucune espèce de résistance. *Aucun asile ne doit être respecté*, si on ne se soumet pas à mes décrets, et sous quel prétexte que ce soit on ne doit souffrir aucune résistance. Si le Pape prêche la révolte et veut se servir de l'immunité de sa maison *pour faire imprimer des circulaires*, on doit l'arrêter[1]. » Le général Miollis reçut des

1. Napoléon à Murat, 19 juin 1809.

instructions dans le même sens et datées du même jour[1].

Il était impossible de viser en termes plus précis l'éventualité qui s'était présentée. L'ordre allait même au-delà du cas spécial qui venait de se produire à Rome, car il autorisait l'arrestation pour le seul fait d'avoir imprimé des *circulaires*, et c'était une excommunication qui avait été publiée. Mais chose remarquable, ici comme dans la plupart des occasions où il avait eu à prendre une résolution qu'il sentait devoir lui être reprochée un jour, Napoléon, d'ordinaire si impératif et si direct, s'exprimait au conditionnel; comme toujours, il se ménageait la possibilité de dire : « ce n'est pas moi! » Son ordre, quoique formel, était conçu en termes généraux, comme s'il eût cherché à laisser à ses agents la responsabilité de l'initiative.

Ce qui autorise cette supposition, c'est qu'aussitôt l'événement accompli il s'en lave les mains, il le renie, il le condamne, bien plus, il le déplore : « C'est une grande folie, écrit-il à Fouché; j'en suis bien fâché[2]. » Il va plus loin avec Cambacérès : « *C'est sans mes ordres et contre mon gré qu'on a fait sortir le pape de Rome*[3]. » Mais il se garde bien de revenir sur l'exécution, car, écrit-il encore, « ce qui est fait est fait! » Dans ses dictées de Sainte-Hélène, il s'attache à démontrer la nécessité de l'acte, mais il n'en rejette pas moins la responsabilité sur le zèle

1. A Miollis, même date.
2. Napoléon à Fouché, 18 juillet.
3. A Cambacérès, 23 juillet.

de ses agents[1]. Il resterait à expliquer par quel étrange phénomène, alors que tout se pliait de plus en plus à l'obéissance passive, à tel point que ses meilleurs généraux en étaient comme paralysés, des agents si serviles d'ordinaire, devenaient si hardis lorsqu'il s'agissait de prendre des résolutious qui pouvaient leur coûter la tête! Malheureux agents, toujours trop zélés, et justement dans les circonstances les plus graves, les mieux faites pour les troubler, pour les détourner de prendre un parti par eux-mêmes! Dans l'affaire du duc d'Enghien, le zèle de Savary; dans l'affaire d'Espagne, le zèle de Murat; dans l'affaire du pape, le zèle de Miollis ont tout perdu. On ne voit pas, à la vérité, que ce zèle leur ait jamais porté malheur, bien au contraire; il ne les en punissait que par de nouvelles faveurs! Ce n'en est pas moins là un trait particulier de son étoile. Napoléon est toujours compromis par trop de zèle; ces choses-là n'arrivent qu'à lui!

On doit dire toutefois à la décharge de ses agents à Rome, qu'ils n'auraient pas agi avec plus d'assurance et de décision, s'ils avaient reçu de lui la consigne la plus positive et la plus circonstanciée, et l'on doit convenir qu'ils étaient quelque peu intéressés à ne pas se tromper. Les instructions adressées à Murat et à Miollis étaient du 19 juin; le 6 juillet suivant, entre deux et trois heures du matin, heure nocturne et choisie comme celle du guet-apens

1. Notes sur les *Quatre concordats*, de l'abbé de Pradt, par Napoléon.

d'Ettenheim, trois détachements de soldats français, conduits par le général Radet, escaladaient clandestinement les murs du Quirinal et désarmaient la garde du pape. Le général pénètre de force avec quelques officiers dans les appartements du saint-père; il le somme au nom de l'empereur de renoncer pour toujours à son pouvoir temporel, et sur son refus lui déclare qu'il a l'ordre de l'emmener prisonnier. Un des témoins de ces déplorables violences assure que, faisant alors un retour amer sur le passé, le vieillard s'écria avec un gémissement : « Voilà donc la reconnaissance de votre empereur après tout ce que j'ai fait pour lui! Voilà la récompense de ma grande condescendance envers lui et envers l'Église de France[1]! »

Peu d'instants après, le pape Pie VII était entraîné rapidement vers Florence dans une voiture fermée à clef et entourée d'une escorte de gendarmes.

Le seul pays de l'Europe où cet événement aurait pu avoir un contre-coup immédiat était l'Italie; mais le gouvernement des prêtres y était trop justement détesté, et la crainte de nos représailles trop bien établie par de sanglantes leçons pour qu'un soulèvement pût s'y produire. Depuis que l'archiduc Jean avait été forcé de rétrograder de l'Adige sur les Alpes pour se porter au secours de son frère, tout

1. Voir et comparer sur ces événements les *mémoires* du cardinal Pacca, les deux *relations* du général Radet, le récit si complet du comte d'Haussonville : *l'Église romaine et le Premier Empire.*

danger de ce genre avait disparu de la Péninsule, et les faibles velléités de révolte qui s'étaient manifestées dans certaines localités, notamment à Padoue, avaient fait place à la soumission et au silence accoutumés. Quand aux expéditions que les Anglais organisaient à Palerme, elles suffisaient pour inquiéter et harceler Murat, mais non pour offrir un point d'appui à un mouvement de quelque consistance. En Italie, moins encore qu'en Allemagne, il ne s'opérait aucune diversion de nature à compromettre nos affaires. L'Espagne assistait au contraire au même moment à la tentative la plus sérieuse qui eût été faite jusque-là contre la domination française; mais l'éloignement ôtait aux efforts de Wellington toute influence directe sur le dénouement de la guerre d'Autriche, et ce n'est même qu'assez tard que cette influence se fit sentir fortement sur les affaires européennes. La Péninsule ibérique n'est quant à présent qu'un champ clos où les combattants sont livrés à eux-mêmes et ne peuvent rien pour des alliés engagés à de si grandes distances. Aussi leurs travaux et leurs épreuves exigent-ils un récit à part.

On voit par ce court exposé qu'avec tant de raisons d'espérer un concours extérieur, de compter sur l'appui des peuples dont elle soutenait la cause, l'Autriche se trouvait en définitive obligée de ne compter que sur elle-même, ce qui est toujours la ressource la plus sûre des États menacés dans leur existence nationale. Elle était malheureusement peu faite pour une guerre d'indépendance, et portait en ceci la peine de son passé et d'un vice d'organisa-

tion. État fédéraliste par nature et par essence, l'Autriche était devenue un empire presque unitaire grâce aux traditions despotiques de sa monarchie; de là une cohésion tout artificielle, maintenue seulement par la force, et comme une suite naturelle un grand affaiblissement du sentiment patriotique dans la plupart des provinces, excepté celles qui partageaient avec la maison impériale les bénéfices de cette vaste exploitation. La Hongrie particulièrement, moins exposée aux maux de l'invasion et moins accessible à la crainte d'une conquête, était loin de montrer l'ardeur guerrière si redoutable dont elle avait fait preuve sous Marie-Thérèse. Son insurrection, espèce de milice qu'on appelait en temps de guerre, sur laquelle on avait fondé tant d'espérances, ne se levait qu'avec mollesse et lenteur. La Galicie, possession beaucoup plus récente, acquise à la suite du partage de la Pologne, n'attendait qu'un signal pour se révolter contre des maîtres encore mal affermis. Le Tyrol seul, où le joug bavarois était en horreur, montrait l'enthousiasme qu'exigeaient les circonstances. Dans le reste de la monarchie, tout ce qui n'était pas force organisée manquait de ce ressort et de cette énergie si nécessaires à une nation qui veut se sauver elle-même.

Au milieu d'un tel état de choses, les milices, qui ne sont d'ordinaire que ce que l'esprit public les fait, et qui même lorsqu'elles sont soutenues par le sentiment patriotique offrent assez peu de résistance, ne pouvaient être que d'un faible secours. Peu capables en général d'affronter des troupes régulières,

elles étaient animées d'un sentiment militaire des plus médiocres, et l'archiduc Charles n'était pas l'homme qu'il fallait pour leur communiquer le feu et l'élan qui leur manquaient. Son génie essentiellement méthodique et froid se refusait aux conceptions d'une guerre d'enthousiasme. Dans la campagne qui venait d'aboutir aux journées d'Essling, on l'avait vu sans cesse tout préparer pour l'attaque et recevoir continuellement des batailles défensives. Son trouble en présence de Napoléon allait par moment jusqu'à paralyser ses remarquables facultés, et il ne parvenait pas même à dérober à ses inférieurs le secret de ses agitations : « Mais, monseigneur, s'écriait à Ratisbonne le général Bubna, son aide de camp, figurez-vous qu'au lieu de Bonaparte c'est Jourdan que vous avez devant vous[1] ! » A Essling, l'archiduc s'était relevé à ses propres yeux et à ceux de son armée ; mais au lieu de puiser dans ce succès plus de hardiesse et d'activité pour entreprendre davantage, il s'estimait heureux de l'avoir remporté sur un adversaire qui lui inspirait une immense admiration, et il tremblait de le compromettre par trop d'audace.

Son armée continuait à occuper en face de l'île Lobau ses anciennes positions, quelque peu modifiées par suite de l'expérience faite dans les combats précédents. Il avait fait retrancher et relier par des ouvrages garnis d'artillerie les trois villages d'Aspern, d'Essling et d'Enzersdorf ; mais cette ligne fortifiée ne menaçait qu'un des côtés de l'île Lobau.

1. *Mémoires* de Marmont.

Le côté qui s'étendait d'Enzersdorf à Mulheiten, c'est-à-dire jusqu'au rentrant du Danube, et sur une longueur de plus d'une lieue, restait à découvert, bien qu'il lui eût été facile de le rendre également inabordable. Cette lacune, qui permettait à Napoléon de prendre à revers la ligne fortifiée, en rendait par là même les défenses inutiles. Son but semblait donc être plutôt d'attirer Napoléon sur un champ de bataille choisi et étudié à l'avance que de lui fermer absolument le passage. Les positions stratégiques qui s'étendent du Bisamberg à Wagram et à Neusiedl lui étaient en effet depuis longtemps connues. Bien antérieurement à la bataille d'Essling, et avant de se douter du souvenir ineffaçable qu'elles devaient laisser dans sa carrière militaire, il les citait dans son ouvrage sur la tactique comme des positions modèles pour défendre le passage d'un fleuve. Il n'avait pas pu lui échapper que l'accès de la plaine du Marchfeld restait ouvert à Napoléon, mais il avait rétréci l'ouverture, et ne lui laissait le passage libre que d'un seul côté, afin de pouvoir le surprendre, et le rejeter de nouveau sur le Danube avant l'achèvement de son opération.

A ces précautions que l'événement a prouvé avoir été insuffisantes, il avait joint celle de rappeler à lui tous les détachements dont il crut pouvoir disposer sans dégarnir des points essentiels. Mais cette concentration ne s'opéra ni avec l'ensemble, ni avec la décision qu'exigeaient les circonstances. L'archiduc Ferdinand fut laissé en Pologne, avec beaucoup plus de troupes qu'il ne lui en fallait pour contenir Poniatowski. L'archiduc Jean, qui, après avoir manqué le moment

d'opérer sa jonction avec son frère à Lintz, s'était rabattu sur Kœrmond, fut trop livré à ses propres inspirations; et comme ce prince, jaloux de la gloire fraternelle, brûlait de se créer à la renommée militaire des titres plus solides que la victoire de Sacile, il était à craindre que sa turbulente personnalité n'amenât les mêmes malheurs qu'à Hohenlinden. Très-maltraité dans sa retraite par le corps du prince Eugène, l'archiduc Jean n'avait recueilli en chemin que les débris de Jellachich, échappés à grand' peine à la poursuite de Lefebvre dans les montagnes du Tyrol. Il ne ramenait pas plus de vingt-cinq mille hommes à Kœrmond, où il reçut à la vérité quelques renforts de l'insurrection hongroise; mais au lieu de se retirer à la hâte sur Presbourg, où il se fût trouvé à portée de rejoindre son frère, et où il eût occupé un point stratégique d'une importance capitale pour les opérations ultérieures de la campagne, il songea aussitôt à reprendre l'offensive pour son propre compte, sans se préoccuper ni de ses instructions, ni de la nécessité de subordonner ses opérations à celles de l'armée principale.

Pendant que les adversaires de Napoléon gaspillaient dans l'inaction, l'incertitude, dans l'emploi de fausses combinaisons, dans les lenteurs d'une temporisation sans fin, des avantages dont ils devaient connaître trop tard tout le prix, leur ennemi mettait à réunir et à multiplier ses ressources une activité aiguillonnée par le sentiment des dangers qu'il avait un instant courus. Autant leurs résolutions étaient vagues et leurs efforts décousus, autant ses actes étaient précis, rapides et visant droit au but. Con-

naissant de longue main leur manque d'initiative et de vigueur, leurs tergiversations, leurs divisions secrètes qu'il avait lui-même fomentées, il s'était dit tout d'abord que même en mettant les choses au pis et en les supposant décidés à aller jusqu'au bout, il les gagnerait de vitesse. Que s'il parvenait à détruire à temps l'armée de l'archiduc Charles, le soulèvement qu'on cherchait à créer en Allemagne ou tomberait de lui-même, ou serait peu redoutable pour nous. Insensible aux cris de détresse de son frère Jérôme, il s'efforçait de le rassurer, de réveiller son énergie, tout en refusant de lui envoyer les renforts qu'il demandait : « Les Anglais ne sont pas à craindre; toutes leurs forces sont en Espagne et en Portugal. Ils ne pourront rien faire en Allemagne; d'ailleurs, *alors comme alors !*... Quant à Schill, il s'est déjà mis hors de procès en se retirant du côté de Stralsund. Brunswick n'a pas huit cents hommes. Avant de faire un mouvement, il faut voir clair.... *J'attends toujours qu'une affaire soit mûre et que je la connaisse bien avant de faire manœuvrer*.... Inquiétez-vous moins; vous n'avez rien à craindre, tout cela n'est que du bruit[1]. »

On ne pouvait mieux joindre l'exemple au précepte que l'empereur en ce moment. Jamais la maxime dont ses conceptions militaires ont fourni tant d'admirables démonstrations, et qui est vraie dans tous les arts, mais plus vraie peut-être dans l'art de la guerre que dans aucun autre, n'avait été appliquée avec plus d'activité et d'à-propos; jamais on n'avait

1. Napoléon à Jérôme, 9 juin 1809.

mieux su sacrifier l'accessoire au principal, sacrifice d'autant plus méritoire à la guerre qu'il y faut la force du caractère autant que celle de l'esprit. Les complications qu'il craignait le plus étaient provisoirement pour lui comme si elles n'existaient pas. Aucun événement secondaire n'avait le pouvoir de l'arracher à la grande tâche qu'il s'était d'abord assignée. Sous le coup de tant d'éventualités menaçantes, de surprises qui devenaient de jour en jour plus probables, un autre eût perdu la tête, ou tout au moins perdu du temps en fausses démarches, en précautions superflues, en mesures prématurées; lui ne leur permettait pas d'occuper sa pensée, bien convaincu que la meilleure précaution qu'il pût prendre contre les périls qu'il prévoyait, était de vaincre d'abord l'obstacle le plus fort.

Dès le lendemain d'Essling, toutes les facultés de ce redoutable esprit s'étaient attachées à cet objet unique : franchir le Danube et détruire l'archiduc Charles. Convaincu que cet objet atteint, tout le reste viendrait par surcroît, il y mettait cette fertilité d'invention, cette volonté infatigable et acharnée avec lesquelles il attaquait une difficulté, une fois qu'il en avait reconnu le point décisif. Son premier soin avait été de transformer son échec d'Essling en victoire, afin d'agir sur l'opinion, car personne n'a jamais mieux su que lui combien l'assurance en impose aux hommes, surtout à la guerre, où elle est la moitié du succès. Une circulaire de Maret porta en Allemagne, en France, en Italie la nouvelle de nos exploits d'Essling; sous la plume de ses agents ils se transformèrent aussitôt en un triomphe signa-

lé[1]. Quelques jours après la vérité fut connue, mais l'effet était produit. Aux yeux du grand nombre qui sur ce point fait loi, il conservait l'attitude du vainqueur que ses adversaires ne savaient pas encore prendre. Quelque péremptoires que fussent les démentis, ils ne détruisaient qu'imparfaitement une impression fondée sur la crainte. Les bulletins de Napoléon vinrent ensuite pour maintenir envers et contre tous, « que les manœuvres du *général Danube* avaient seules sauvé l'armée autrichienne[2]. »

Il faisait des efforts moins heureux, mais non moins persévérants, pour perdre les princes de la maison d'Autriche dans l'esprit de leurs peuples. Il n'était guère de bulletin qui ne contînt contre eux quelque imputation de nature à faire impression sur l'esprit populaire. Il leur reprochait particulièrement les maux dont les classes pauvres avaient le plus à souffrir, c'est-à-dire la disette et la famine, résultat actuel de la guerre : « *La rage* des princes de la maison de Lorraine *contre la ville de Vienne*, disait-il, peut se peindre par un seul trait : la capitale est nourrie par quarante moulins établis sur la rive gauche du fleuve; ils les ont fait enlever et détruire[3] ! » Connaissant de longue date la crédulité avec laquelle les populations accueillent de tels griefs, il accusait l'ennemi d'arrêter les arrivages de vivres afin d'affamer Vienne, et il rappelait « notre Henri IV, » qui nourrissait lui-même la capitale qu'il assiégeait[4].

1. *Mémoires* de Beugnot.
2. 13e bulletin de l'armée d'Allemagne.
3. *Ibid.*
4. 14e bulletin.

Mais c'était surtout en l'honneur des peuples italiens que Napoléon jugeait en ce moment devoir se mettre en frais d'éloquence dans ses bulletins. Ce maître, d'ordinaire si exigeant et si dur, leur prodiguait aujourd'hui les expressions d'une reconnaissance calculée. Pendant la courte apparition que l'archiduc Jean avait faite dans les provinces de la haute Italie, à la suite de sa victoire de Sacile, ces peuples, habitués à changer si souvent de joug depuis la chute de la république vénitienne, avaient observé cette attitude de silencieuse immobilité qui pouvait le moins les compromettre. Napoléon, qui avait un désir extrême de voir leur conduite imitée partout, et principalement dans les provinces de la Confédération du Rhin, érigeait leur prévoyante circonspection en un véritable prodige de fidélité et de patriotisme : « Les peuples d'Italie s'étaient conduits comme auraient pu le faire les peuples de *l'Alsace*, *de la Normandie ou du Dauphiné*. Dans la retraite de nos soldats, ils les avaient accompagnés de leurs vœux et *de leurs larmes!*... Les proclamations de l'archiduc Jean n'avaient inspiré que le mépris et le dédain.... Parmi sept millions d'hommes, l'ennemi n'avait trouvé que trois misérables qui n'eussent pas repoussé la séduction.... Aussi la récompense ne se ferait-elle pas attendre.... Cette belle partie du continent que la cour de Rome, que cette nuée de moines, avaient perdue, allait reparaître avec honneur sur la scène du monde[1] ! »

Il avait adressé la veille même (27 mai) de magnifiques remerciements à l'armée d'Italie que le prince

1. 13e bulletin.

Eugène venait de lui amener au Semring, où elle avait fait sa jonction avec l'armée d'Allemagne. Cette armée avait en partie réparé ce que son début avait eu de fâcheux, mais ce que Napoléon appréciait en elle, c'était moins ses exploits que le secours si important qu'elle lui apportait. Il comblait d'éloges les soldats comme le peuple italien lui-même, moins pour ce qu'ils avaient fait que pour ce qu'il comptait leur demander par la suite. Mais au fond il savait à quoi s'en tenir sur la soumission de ses sujets d'Italie, et l'on voit par sa correspondance intime tout ce qu'il y avait à rabattre de cette satisfaction si bien jouée. « Mon fils, écrivait-il au prince Eugène le jour même où il mettait ses félicitations à l'ordre du jour, je sais qu'il y a des individus de Padoue qui se sont mal comportés; rendez-m'en compte pour que j'en fasse un exemple éclatant. Je sais que le maire d'Udine a eu la lâcheté d'ôter sa décoration.... S'il y a à Padoue quelque grande famille qui se soit mal comportée, *je veux la détruire de fond en comble*, *père*, *frère*, *cousin*, pour qu'elle serve d'exemple dans les annales de Padoue. Faites exécuter avec plus de rigueur que jamais le décret *contre les Italiens qui ont pris les armes contre vous*[1]. »

Mais cette mauvaise humeur ne perçait qu'avec ses confidents; pour tous les autres il voulait être le plus heureux et le plus adoré des souverains. Il voulait convaincre l'Europe qu'il avait contracté avec l'Italie une union indissoluble, et afin de produire cet effet sur les esprits, il éclatait à tout propos en

1. Napoléon à Eugène, 28 mai 1809. (*Mém.* du prince Eugène.)

bénédictions, en paroles de reconnaissance, en promesses libérales. Paradisi lui ayant adressé au nom du sénat d'Italie de tardives protestations de fidélité, qui auraient eu plus de prix si les Autrichiens avaient occupé Milan ou si elles avaient été votées avant la retraite de l'archiduc Jean, Napoléon lui répondit par des déclarations dont la phraséologie, empruntée aux idéologues, forme un curieux contraste avec les professions de foi cyniques qu'il exprimait si souvent au sujet de la *canaille italienne.* Il félicitait ses peuples d'Italie « d'avoir repoussé avec mépris et indignation les suggestions calomnieuses et les appels à la révolte qui leur avaient été faits par les princes de cette maison ingrate et parjure dont le sceptre de plomb a pesé pendant tant de siècles sur notre Italie infortunée... La providence, ajoutait-il, m'a réservé la singulière consolation de la voir réunie sous mes lois *renaître aux idées grandes et libérales que* NOS ANCÊTRES *les premiers entre les modernes proclamèrent après les âges de barbarie*[1]. » Nos ancêtres, à Paris c'étaient Charlemagne et ses successeurs, à Milan c'étaient les Italiens de la Renaissance ; on en changeait selon les lieux. Quant aux idées libérales, c'était selon les temps que l'appréciation se modifiait du tout au tout. Une fois le danger passé, les Italiens surent bien vite ce qu'il fallait penser de ces flatteuses assurances.

Ces artifices employés à ramener les indécis, à rétablir son prestige, à obtenir l'effet moral qu'il voulait produire sur l'Europe, servaient d'intermède aux

1. A Paradisi, 16 juin 1809.

immenses travaux que Napoléon accomplissait pour fortifier sa situation militaire. Concentrer toutes ses troupes sur un seul point afin d'y devenir invincible, diminuer et aplanir peu à peu l'obstacle que lui opposait le Danube, jusqu'à le rendre à peu près nul, tel était le double problème dont il s'était tout d'abord posé les termes et auquel il appliquait toutes les forces de son génie. En premier lieu il persistait à passer le Danube à l'endroit même où sa tentative avait échoué, et il a lui-même expliqué un peu plus tard les motifs de cette résolution dans une lettre adressée à Eugène, qui lui proposait de le franchir vis-à-vis de Raab :

« Il y a de Raab à Vienne, lui écrivait-il, six marches de troupes. Si j'avais un pont dans la position où vous vous trouvez, je ne pourrais pas y passer le Danube, car pendant que je passerais vers Raab, le prince Charles passerait le fleuve derrière moi à Vienne. En deux jours il aurait fait un pont. Or Raab ne vaut pas Vienne ; mon centre et ma ligne de communication seraient bouleversés et je me trouverais dans une mauvaise position[1]. » Et s'il rétrogradait jusqu'à Lintz pour profiter du pont de cette ville, les inconvénients quoique moindres seraient encore très-grands, puisqu'il faudrait également s'exposer à perdre Vienne. L'île Lobau lui paraissait toujours le point le plus favorable à cette opération. Il l'avait hérissée d'artillerie, transformée en une place d'armes imprenable. Ses meilleures troupes s'y trouvaient réunies sous le commandement de Masséna ;

1. A Eugène, 19 juin.

elles connaissaient à fond le terrain et les positions environnantes. Il s'attacha d'abord à assurer leurs communications avec la rive droite, tâche relativement facile à réaliser. D'une part en effet, les crues du Danube, qui avaient été si fatales à nos ponts de bateaux pendant les deux journées d'Essling, tendaient tous les jours à disparaître ; de l'autre, cette rive était à l'abri d'un retour de l'ennemi, grâce à Davout qui surveillait les environs de Presbourg, à la cavalerie de Montbrun qui éclairait la route de Hongrie, au corps de Bernadotte, qui rappelé vers Vienne, gardait le Danube de cette ville à Krems, où était posté Vandamme, enfin à Lauriston qui donnait la main au prince Eugène vers le Semring.

Il voulut que cette fois ses ponts fussent à l'abri de tout accident, même des brûlots et des moulins que les Autrichiens lançaient dans le fleuve pour les rompre. Le général Bertrand construisit par ses ordres deux ponts sur pilotis longs de quatre cents toises ; l'un devait livrer passage à trois voitures de front, et l'autre spécialement destiné à l'infanterie avait huit pieds de largeur. Tous deux furent protégés contre les machines incendiaires par des estacades également sur pilotis, que surveillaient incessamment des barques montées par des marins de la garde. On établit en outre un pont de bateaux afin de rendre les communications encore plus rapides.

Ces travaux qui furent achevés en vingt jours excitèrent une admiration universelle. Mais il y a de la puérilité à les comparer au pont que César jeta en huit jours sur le Rhin, selon le thème que Napoléon lui-même a eu le mauvais goût de suggérer à ses

futurs historiens dans son vingt-quatrième bulletin de l'armée d'Allemagne, et qu'ils n'ont pas manqué d'amplifier avec leur complaisance accoutumée[1]. Avec les ressources incalculables qu'offre de nos jours une capitale comme Vienne, il sera toujours facile de renouveler ce prétendu miracle de la construction de deux ponts sur pilotis en vingt jours, car il suffit pour cela d'un ingénieur actif et de quelques milliers d'ouvriers. Il n'y a pas plus de raison à les comparer à celui que César jeta sur le Rhin, au milieu des forêts de la sauvage Germanie, qu'à rapprocher le passage du mont Saint-Bernard du passage des Alpes par Annibal. Au reste, la combinaison la plus importante et la mieux conçue de Napoléon dans l'opération qu'il préparait, n'était pas la construction des ponts jetés sur le grand bras du Danube, et qui liaient l'île Lobau à la rive droite ; c'était bien plutôt la formidable surprise, grâce à laquelle il allait pouvoir en jeter six à la fois en deux heures, sur le petit bras qui séparait l'île Lobau de la rive gauche, en présence de l'armée autrichienne. Aujourd'hui, comme lors des journées d'Essling, les calculs de l'archiduc étaient établis sur l'impossibilité présumée de faire déboucher, en une nuit, une armée de deux cent mille hommes, par l'étroit défilé de deux et même de trois ponts; il ne lui venait pas à l'esprit qu'on pût les multiplier au point de créer une sorte de plancher

1. « Le pont de César, disait-il à ce sujet en revendiquant pour lui-même tout l'avantage de la comparaison, fut jeté, il est vrai, en huit jours; *mais aucune voiture n'y pouvait passer.* » (24e bulletin). Il est inutile de faire ressortir la petitesse d'un semblable rapprochement.

mobile qui supprimait pour ainsi dire le Danube, et qui allait permettre à notre armée de manœuvrer comme sur la terre ferme.

Pendant que ces grands travaux s'exécutaient, les uns sous les yeux mêmes des populations, les autres habilement dérobés à la connaissance de l'ennemi, Napoléon employait à grouper ses forces militaires, une activité et un art non moins dignes d'admiration. Nous avons vu comment le prince Eugène lui avait, dès le 27 mai, ramené le corps principal de l'armée d'Italie montant de 36 à 40,000 hommes, après avoir pris sa revanche sur l'archiduc Jean dans plusieurs combats heureux, notamment au Tagliamento, à Malborghetto, à Tarvis. Un fort détachement de cette armée était resté en arrière sous les ordres de Macdonald pour suivre et combattre le ban de Croatie Giulay que Jean avait laissé en Styrie. Macdonald n'avait pas dépassé Grätz; il avait environ vingt mille hommes[1]. Plus en arrière encore venait Marmont avec une petite armée de onze mille hommes. Il l'amenait du fond de la Dalmatie, après une marche longue et difficile, pendant laquelle il avait eu à batailler à chaque pas avec les insurgés croates commandés par le général Stoisewitch. Marmont était encore à Laybach, en Carniole. Ces deux corps devaient, tout en opérant leur jonction avec l'armée d'Italie, achever les débris de Giulay et intercepter le détachement de Chasteler qui cherchait à rejoindre l'archiduc Jean, comme Eugène avait arrêté celui de Jellachich. Napo-

1. Ce chiffre résulte de l'évaluation de Napoléon lui-même, qui estimait à soixante mille hommes le total des renforts que lui amenait Eugène. (A Bernadotte, 27 mai 1809.)

léon attachait le plus grand prix à la capture du marquis de Chasteler, émigré belge auquel il attribuait bien à tort nos insuccès dans le Tyrol. Il avait donné l'ordre qu'aussitôt pris on le fusillât afin de faire ce qu'il appelait un exemple. Dès son arrivée au Semring, l'armée d'Eugène fut employée à l'achèvement de la tâche que lui destinait Napoléon. L'archiduc Jean n'avait pas quitté Kœrmond : il fallait d'une part lui ôter toute possibilité de se jeter sur Macdonald, de l'autre, le forcer d'aller passer le Danube le plus loin possible, en le débordant sur sa gauche et en le menaçant de le placer entre deux feux, c'est-à-dire entre le corps de Davout et celui d'Eugène. Le vice-roi dut en conséquence marcher d'Œdenbourg sur Kœrmond par Güns et Stainamanger, puis descendre ensuite la Raab en suivant pas à pas son adversaire. Par suite de cette manœuvre, le point le plus rapproché où l'archiduc Jean pût passer le Danube était Komorn, et dans ce cas le détour qu'il avait à faire pour rejoindre son frère, était plus long que celui d'Eugène pour rejoindre Napoléon.

Ce mouvement de' concentration, que Napoléon imprimait en ce moment à son armée, ramenait peu à peu sous sa main tout ce qu'il avait de disponible non-seulement en Allemagne, mais en France et même en Italie. Il avait fait partir jusqu'à des régiments qui tenaient garnison à Rome[1]. Les dernières recrues, produit des anticipations sur l'année 1810, bien qu'elles ne pussent fournir que des soldats no-

1. A Murat, 28 mai.

vices, encadrés et exercés dans nos dépôts le long du Rhin, avaient été acheminées sur le Danube. Les troupes qui observaient ou occupaient le Tyrol, sous les ordres de Lefebvre et de Wrède, étaient venues remplacer à Lintz les Saxons de Bernadotte rappelés sous Vienne, abandonnant à elles-mêmes quelques garnisons bavaroises qui furent bientôt cernées par l'insurrection. Vandamme se liait à Lefebvre en occupant Krems avec les Würtembergeois. Junot organisait sur le Mein les conscrits de la Confédération.

Dans son ardeur à utiliser et à grouper autour de lui toutes les forces dont il croyait pouvoir tirer parti, Napoléon fut entraîné à une démarche singulière qui n'a pas été mentionnée jusqu'ici, et qui mérite d'être relevée parce qu'elle peint bien à la fois et son peu de scrupule, et la force avec laquelle une idée dominante s'emparait de son esprit. Dans ce moment de fébrile activité où sa vue perçante cherchait partout des armes et des hommes, pour les accumuler sur le point qu'il avait choisi pour une nouvelle lutte, ses regards auxquels rien n'échappait se fixèrent sur une escadre russe alors en relâche dans le port de Trieste. Il conçut aussitôt la pensée d'enrôler les équipages, et de les former en bataillons pour les amener vers le Danube. Il enjoignit en conséquence au commandant de l'escadre, officier dépendant il est vrai d'une puissance alliée, mais qui n'avait aucun ordre à recevoir de lui, d'avoir à mettre sur-le-champ ses vaisseaux en désarmement, de faire transporter à Venise « son artillerie, ses munitions, cordages, ancres, voiles, etc. » et enfin de diriger ses équipages sur Palmanova où ils seraient organisés,

et de là sur Vienne. Le même ordre devait être donné à la flottille russe qui était à Venise. En prescrivant à cet officier cette manœuvre extraordinaire, Napoléon ne lui disait pas précisément qu'il avait le consentement formel de l'empereur Alexandre, mais il lui écrivait en propres termes « *que cet ordre était conforme aux intentions du Czar*, » et il ajoutait qu'il avait pour but « d'empêcher les équipages russes de tomber aux mains des Autrichiens ou des Anglais. » L'amiral refusa d'obéir. Cette étrange prescription ne peut être convenablement appréciée, que si l'on se représente un instant l'accueil que Napoléon aurait fait à un de ses amiraux qui se serait soumis à une pareille injonction dans un port russe (16 juin).

Le prince Eugène poursuivait son mouvement contre l'armée de l'archiduc Jean. Parti le 5 juin d'Œdenbourg, il était le 7 à Güns, et le 19 à Kœrmond où il fut rejoint par Macdonald. Ce général avait laissé devant la citadelle de Grätz une partie de son corps d'armée, qui devait être recueilli par Marmont après la chute de cette place. L'archiduc avait remonté la Raab jusqu'à Saint-Gothard ; de là il se rabattit sur Papa, où Montbrun, qui le suivait de près, engagea avec son arrière garde un brillant combat de cavalerie. Le 13 juin, les deux armées se trouvèrent en présence sous les murs de la ville de Raab.

L'archiduc Jean avait résolu de nous livrer bataille. Rien ne pouvait être plus inopportun et plus contraire aux intérêts de la monarchie qu'une telle détermination, car même en supposant qu'elle serait couronnée d'un succès éclatant, elle ne pouvait aboutir qu'à une victoire sans résultat. Selon le té-

moignage du général Marziani, les principaux officiers de l'archiduc étaient pour la plupart opposés à cette effusion de sang au moins inutile, puisqu'il fallait repasser le Danube dans tous les cas. Il y avait de telles forces derrière la ligne que défendait Eugène que tout échec essuyé par nous sur ce point eût été promptement réparé.

Or, même dans les conditions les plus favorables, on ne pouvait se flatter de nous battre. Eugène avait été renforcé de plusieurs régiments de nos meilleures troupes. Il avait pour lui une telle supériorité numérique, qu'il put sans aucun inconvénient laisser en arrière, à Papa, le corps de Macdonald[1]; en cas de revers, il lui était facile de se replier soit sur ce détachement, soit sur le corps de Davout. L'archiduc, au contraire, n'avait reçu pour tout renfort, que les troupes mal disciplinées de l'insurrection de Hongrie que lui avait amenées son frère Raynier; son armée ne s'élevait pas à plus de trente mille hommes. Du moment où il avait manqué l'occasion de passer le Danube à Presbourg, selon les instructions de l'archiduc Charles, il n'avait qu'une seule chose raisonnable à faire, c'était de le passer au plus vite à Comorn, et de laisser aux corps insurrectionnels le soin de harceler et de surprendre nos cantonnements. Mais l'archiduc Jean était dévoré du désir d'agir par lui-même, et de se créer une réputation militaire qui pût rivaliser avec la gloire de

1. Ce détachement, qui lui a été reproché plus tard comme une faute militaire, lui avait été recommandé par Napoléon lui-même (dans une lettre du 10 juin), afin d'assurer « les derrières de l'armée d'Italie. » V. les *Mémoires* du prince Eugène.

son frère. Il attendit donc son adversaire dans des positions d'ailleurs habilement choisies, la droite appuyée à la ville forte de Raab, le centre protégé par la ferme de Kismegyer solidement retranchée, la gauche couverte par des marais, enfin tout son ordre de bataille formé de façon à ne perdre dans aucun cas ses communications avec Comorn.

Le combat s'engagea vers midi, dans la journée du 14 juin 1809, anniversaire de Marengo. Montbrun eut l'honneur de l'attaque. Après avoir refoulé les avant-postes ennemis, il commença à déborder la gauche de l'archiduc, composée surtout de cavalerie et l'action devint générale. Les divisions Severoli et Durutte marchèrent sur le village de Szabadhegy qu'occupait la gauche des Autrichiens, pendant que les divisions Grenier et Séras s'ébranlaient pour enlever la ferme de Kismegyer, où s'était retranché leur centre. Reçues avec une vigueur inaccoutumée, ces deux attaques sont vivement repoussées. La division Severoli est rejetée sur ses positions avec des pertes sensibles, et les troupes autrichiennes débouchent du village pour les poursuivre, mais Durutte accourant au secours de son collègue les force bientôt à s'y renfermer de nouveau. Séras n'a pas été plus heureux à Kismegyer qui est devenu le théâtre d'une lutte acharnée. Les assauts furieux que nos soldats livrent à la ferme n'entament pas son enceinte crénelée, le terrain est couvert de nos morts. Mais une charge générale de toute notre cavalerie, dirigée par Montbrun et Grouchy, ayant fait plier les troupes qui occupent les abords de la ferme, ses défenseurs réduits à eux-mêmes commencent à faiblir. Ils ne

songent pas un instant à se rendre et leur feu n'en est pas moins meurtrier. A la suite d'une longue et sanglante résistance, ils succombent enfin sous les efforts réunis des généraux Séras et Roussel. Les portes sont enfoncées à coups de hache, nos soldats irrités se précipitent par cette brèche, massacrant tout ce qui se présente, puis pour en finir plus vite, ils mettent le feu à la ferme, et les derniers survivants de cette boucherie sont brûlés vifs. Après cette exécution, tous les régiments devenus disponibles au centre sont lancés au secours des divisions Durutte et Severoli. Grâce à ce renfort elles réussissent à emporter le village de Szabadhegy. La victoire, longtemps disputée, se déclarait pour nous, et l'armée de l'archiduc Jean était en pleine retraite sur Comorn, après avoir perdu environ trois mille hommes tués ou blessés, et quinze cents prisonniers. Notre perte montait à plus de deux mille cinq cents hommes hors de combat[1].

La bataille de Raab, indépendamment de ses résultats immédiats, qui furent de dégager les abords de la Hongrie et de faire tomber, après quelques jours de siége, les défenses de la ville de Raab, avait une grande importance comme effet moral. Elle jeta de nouveau l'intimidation et le désarroi dans les rangs de nos ennemis, paralysa leurs mesures, déconcerta leurs projets et les empêcha de recueillir le fruit de plusieurs avantages partiels qu'ils remportèrent vers

1. *Correspondance* du prince Eugène, 19e bulletin de l'armée d'Allemagne. *Histoire de la campagne de* 1809, par le général Pelet, Jomini, *Mémoires* du maréchal de Grouchy, publiés par le marquis de Grouchy.

le même temps. L'insurrection tyrolienne s'était levée plus menaçante que jamais à la voix d'André Hofer; on se contenta de la circonscrire, en attendant qu'on pût l'étouffer. On cerna les débouchés du Tyrol, au moyen de quelques postes bien choisis qu'occupèrent les troupes du général Deroi, de Lefebvre, de Rusca; puis on laissa la révolte s'user sur place. Les tentatives d'insurrection qui se produisirent en Franconie furent réprimées promptement par le roi de Würtemberg; enfin les incursions du duc de Brunswick-OEls en Saxe n'y rallièrent que peu de partisans, bien qu'il eût pour lui la sympathie presque unanime des populations. Le temps, un temps irréparable, s'écoulait. Les adversaires de Napoléon avaient déjà, en grande partie, perdu le bénéfice des deux journées d'Essling, faute d'avoir saisi l'occasion avec l'énergie et la décision nécessaires. On n'entraîne les autres qu'à la condition d'être entraîné soi-même; leurs hésitations s'étaient communiquées à tout le monde. Ceux-là même qui avaient été d'abord les plus ardents voulaient, avant de se prononcer, attendre des succès moins contestés.

En Styrie et en Carinthie, où étaient restées une partie du corps de Macdonald, occupée au siége de la citadelle de Grätz sous les ordres de Broussier, et la petite armée de Marmont chargée d'intercepter le détachement de Chasteler, les vues de Napoléon s'étaient imparfaitement réalisées, mais il n'en avait pas moins atteint son but principal, qui était de réunir toutes ses troupes sur le Danube. Marmont, voulant remettre ses soldats des fatigues d'une longue marche, commit la faute de s'arrêter à Laybach pendant près

de quinze jours, du 3 au 16 juin, ce qui permit à Chasteler de s'échapper par Klagenfurth. Broussier, dans son impatience de faire sa jonction avec Marmont, eut l'imprudence de laisser devant Grätz un seul régiment, qui s'y trouva presque aussitôt assailli par des forces quintuples: mais tous deux réparèrent promptement ce malheur, le premier en battant à plusieurs reprises les détachements du ban de Croatie Giulay; le second, en dégageant à temps les braves troupes qu'il avait compromises. Peu de jours après, ils vinrent ensemble, sous les murs de Vienne, donner la main à la grande armée d'Allemagne.

L'arrivée de ces derniers détachements portait au grand complet l'effectif de l'armée que Napoléon voulait jeter au delà du Danube, pour écraser l'archiduc Charles. Tous ses préparatifs étaient maintenant achevés, et le moment était venu pour lui de frapper le dernier coup. Cinq semaines s'étaient écoulées depuis Essling. Il n'avait pas perdu une minute de ce temps que ses adversaires avaient dépensé en fausses manœuvres, en démarches intempestives ou inutiles. Appuyé d'une part à la ligne de la Raab, de l'autre aux corps échelonnés le long du Danube jusqu'à Lintz, peu troublé des échauffourées plus bruyantes que sérieuses qui avaient lieu sur des points plus éloignés, il n'avait plus qu'une seule crainte : c'est que l'archiduc Charles, devinant ses projets, ne fût tenté, au dernier moment, de franchir le Danube à Comorn ou à Presbourg, pendant que lui-même le passerait à Lobau. Afin de prévenir ce danger, il avait chargé Davout de détruire à tout prix le pont de bateaux que l'archiduc avait à

Presbourg; mais, comme les Autrichiens n'attachaient pas une moindre importance à sa conservation, les tentatives du maréchal étaient restées infructueuses. Le pont de Presbourg était protégé non-seulement par des ouvrages avancés, mais par de solides retranchements élevés dans les îles que le Danube forme devant cette ville. Les bataillons qui occupaient ces îles déjouaient tous nos efforts pour détruire le pont. On chercha vainement à les en chasser, au moyen d'une pluie de mitraille et de boulets. Napoléon eut alors recours à un procédé des plus extraordinaires pour forcer les troupes autrichiennes à évacuer les îles. Ce procédé consistait non pas à faire canonner les positions occupées par ces troupes, mais à bombarder l'inoffensive ville de Presbourg elle-même, afin d'arracher à l'ennemi, par le spectacle de la détresse des malheureux habitants, ce qu'on ne pouvait obtenir du courage de nos troupes. D'ordinaire, on ne bombarde une ville que pour la faire évacuer; mais ici c'était, selon l'expression de Napoléon lui-même, pour forcer l'ennemi *à rentrer dans Presbourg*[1], après avoir abandonné les îles, qu'on allait en venir à une extrémité si cruelle. Et Napoléon ne reculait devant aucune des conséquences de cette odieuse exécution. « Puisqu'on fait à Presbourg des préparatifs de passage, disait-il dans la même lettre, et que cette ville est un centre de magasins, *il faut y mettre le feu et la brûler*[2]. »

Dans la sommation qui fut signifiée à la ville,

1. Napoléon à Davout, 23 juin 1809. 1re lettre.
2. *Ibid.*

Davout allégua de prétendus « mouvements faits sur les quais, des travaux sur les hauteurs, » mais le seul objet sérieux qu'il eût en vue était l'évacuation des îles, qui lui fut obstinément refusée. Davout était redouté pour la dureté de son caractère, dans une armée dont les chefs avaient, pour la plupart, cessé de se recommander par la générosité et la noblesse des sentiments. Il exécuta à contre-cœur, mais avec une rigoureuse ponctualité, cette tâche pénible dont le *vingt-troisième bulletin* rendit compte dans ces termes menteurs : « L'ennemi *travaillait à des fortifications.* On lui a intimé l'ordre de cesser ses travaux ; il n'en a tenu compte. Quatre mille bombes et obus l'ont forcé de renoncer à son projet. Mais le feu a pris *dans cette malheureuse ville* et plusieurs quartiers ont été brûlés. » La vérité est que l'ennemi n'avait ni cessé ses travaux, ni évacué les îles. Le maréchal Davout, voyant, selon un euphémisme assez expressif, que ses rigueurs resteraient sans résultat, *céda à un mouvement d'humanité*, c'est-à-dire s'abstint de ruiner de fond en comble une cité dont la destruction lui était inutile. Il réussit toutefois à enlever la tête de pont, et éleva autour du village d'Engereau, situé en face des îles, une série de retranchements derrière lesquels quelques milliers d'hommes pouvaient empêcher pendant un certain temps l'ennemi de déboucher de Presbourg. D'après les calculs de Napoléon, avec quatre mille hommes et un régiment de cavalerie laissés devant Presbourg, sous les ordres de Baraguey d'Hilliers, avec douze cents hommes à Raab, autant à Klagenfurth, trois mille hommes à Bruck, on formait un rideau

suffisant pour contenir les détachements autrichiens, ou du moins pour leur faire illusion, pendant que les corps d'Eugène et de Davout se porteraient à marches forcées sur l'île Lobau. Ainsi en trois jours au plus, toutes nos forces réunies se trouveraient en état de déboucher sur le même champ de bataille, avant que l'archiduc y eût concentré toutes les siennes[1].

Les préparatifs pour le passage rapide et instantané du petit bras du Danube, habilement dissimulés à l'ennemi, grâce à la multitude de canaux intérieurs que présentaient les îles, s'achevaient au moment même où la concentration de l'armée se trouvait accomplie. Depuis la construction des deux ponts sur pilotis et des estacades, on n'avait plus à s'occuper du grand bras, qui pouvait être considéré comme supprimé, tant il était devenu d'un accès facile à nos troupes. Napoléon s'était étudié à rendre le passage du petit bras plus simple et plus facile encore. Aucun moyen ne lui manquant à cet égard, ni en bras, ni en instruments, ni en matériel, il était de la prévoyance la plus élémentaire de deviner qu'un génie comme le sien, éclairé par la sanglante leçon d'Essling, ne commettrait pas une seconde fois la même erreur. Toutes ses facultés s'étaient en effet appliquées à la solution de ce problème : au lieu de renouveler les attaques successives et saccadées d'Essling, se présenter à l'ennemi avec toutes ses forces réunies. Cette solution très-simple en théorie, sinon dans la pratique, con-

1. Napoléon à Eugène et à Davout, 29 juin.

sistait à multiplier les moyens de passage, au point de pouvoir jeter en une nuit toute son armée sur la partie du rivage que l'archiduc avait eu l'imprudence de laisser à découvert.

L'île Lobau forme une sorte de triangle irrégulier, aux angles arrondis, dont la base s'étend le long de la rive droite vis-à-vis de nos anciennes positions, tandis que ses deux faces supérieures regardent la rive gauche du Danube qu'occupaient alors les Autrichiens. L'une de ces deux faces était menacée de front par les ouvrages fortifiés qui liaient les trois villages d'Aspern, d'Essling et d'Enzersdorf; l'autre d'une étendue d'environ une lieue n'avait devant elle, au delà du fleuve, qu'une plaine ouverte où se montraient de loin en loin quelques détachements d'éclaireurs, et à distance le petit château de Sachsengang que gardaient des troupes autrichiennes, mais comme un poste d'observation plutôt que de résistance. C'est par cette large ouverture laissée libre que Napoléon avait résolu de faire déboucher son armée. Dans les canaux formés par de petites îles adossées latéralement à l'île Lobau, il avait amassé les matériaux nécessaires pour jeter jusqu'à six ponts; ponts de radeaux, de bateaux, de pontons, enfin pont d'une seule pièce, fixé au rivage par une extrémité seulement, et dont la partie mobile devait être en quelques minutes portée d'une rive à l'autre par le courant lui-même. Des mesures décisives avaient été prises pour mettre l'opération à l'abri des tentatives de l'ennemi. Tous les abords de l'île Lobau étaient couverts d'artillerie; mais Enzersdorf se trouvant la position la plus avancée

des Autrichiens du côté où devait s'opérer le passage, celle par conséquent d'où il leur était le plus facile de tomber sur nos flancs pendant que nous exécuterions cette manœuvre, on avait concentré contre ce malheureux village jusqu'à cinquante-huit pièces d'artillerie qui devaient le brûler et le raser en quelques instants[1]. D'autres batteries élevées un peu plus à droite, sur le saillant oriental de l'île, étaient destinées à écraser tous les corps ennemis qui oseraient s'aventurer dans la plaine voisine. Leur feu devait être secondé par de nombreuses chaloupes canonnières que montaient les marins de la garde. Et afin que la construction des ponts ne fût pas même gênée par une patrouille autrichienne, des bacs pouvant porter jusqu'à quinze cents hommes, devaient transporter sur la rive opposée toute une division chargée de repousser les avant-postes ennemis.

Toutes ces dispositions prises, des ordres dictés d'avance par Napoléon réglèrent avec la plus rigoureuse précision tous les détails d'exécution. Il désigna aux généraux la direction à suivre, la position que chaque corps d'armée devait occuper. Il indiqua l'heure où les bacs devaient quitter le rivage, les points où devaient être fixées les cinquenelles qui allaient servir à leur mouvement de va-et-vient, le moment précis où devait commencer la canonnade, les mesures qu'on aurait à prendre pour la garde des ponts et de l'île[2]. Les puissants moyens d'action réunis par son activité avaient été mis en œuvre

1. *Distribution de l'artillerie dans l'île Lobau.* 20 juin 1809.

2. *Ordre pour le passage du Danube,* 2 juillet 1809; 2e ordre, 4 juillet.

avec une si admirable prévoyance, ils avaient été combinés avec tant d'ensemble et de minutieuse exactitude à la fois, que leur succès était infaillible dans les données sur lesquelles spéculait Napoléon. Du moment où l'archiduc Charles, dans le vain espoir non d'empêcher, mais de ralentir, notre passage de façon à attirer nos corps divisés sur un champ de bataille étudié par lui, s'était borné à restreindre, et à restreindre d'une façon insuffisante, l'espace où nous pouvions franchir le fleuve, au lieu de nous en fermer complétement l'accès comme il lui eût été facile de le faire, l'obstacle du Danube n'existait plus pour notre armée. Grâce aux précautions de Napoléon, elle allait pouvoir manœuvrer comme sur la terre ferme, et se présenter tout entière à l'ennemi qui devait perdre par là même tous les avantages de sa position.

La nuit du 4 au 5 juillet fut choisie pour frapper le grand coup. Le secret était plus que jamais nécessaire au succès de l'opération. A partir du 3 juillet on retint les parlementaires que l'ennemi envoyait à notre camp. On employa en même temps diverses feintes pour lui persuader que le passage du Danube allait s'opérer sur le même point où il avait eu lieu lors des journées d'Essling. Le 2 juillet, on s'empara à grand bruit de l'île du Moulin située en face d'Aspern. Le 3 juillet, le général Legrand occupa avec sa division, et sous le feu des redoutes autrichiennes, le petit bois où s'était opéré notre premier débarquement. Le soir de ce même jour, à la nuit tombante, le corps de Bernadotte, la cavalerie de Bessières, la garde vinrent prendre successivement leurs positions

désignées dans l'île Lobau qu'occupaient déjà les corps de Masséna et d'Oudinot. Le 4 au soir, les corps de Marmont, du prince Eugène, et en dernier lieu celui de Davout, qui s'était habilement dérobé après avoir masqué ses lignes devant Presbourg, pénétrèrent à leur tour dans l'île. Vers dix heures du soir l'armée presque tout entière s'y trouva réunie. Les deux rives étaient encore silencieuses ; mais si du côté de l'ennemi tout dormait, du nôtre tout était debout et prêt à agir. La nuit était noire, le ciel d'une obscurité impénétrable ; une pluie accompagnée de violentes raffales commençait à tomber ; elle tomba bientôt par torrents.

A ce moment, des barques montées par les voltigeurs de la brigade Conroux et escortées par les chaloupes canonnières du capitaine Baste, se détachent sans bruit de la rive méridionale de l'île Lobau. Elles glissent dans les ténèbres jusqu'au petit bras du Danube, puis elles abordent la rive gauche au-dessous de Mulheiten, où nos soldats attaquent immédiatement les avant-postes autrichiens. Cette fusillade a donné le signal. Le front de l'île Lobau s'illumine aussitôt du feu de cent vingt pièces d'artillerie. Pendant qu'une fausse attaque, dirigée par Legrand, retient à Aspern-Essling les grenadiers de Klenau qui gardent ce poste fortifié, nos batteries font crouler sous leurs boulets les maisons d'Enzersdorf, qu'incendient bientôt les obus ; et le pont d'une seule pièce, sortant du canal de l'île Alexandre, vient en quelques minutes livrer à notre infanterie un solide plancher long de quatre-vingts toises. Trois autres ponts sont jetés successivement en face des divers emplacements où

nos corps d'armée ont pris position; à deux heures du matin nous en possédons quatre; un peu plus tard nous en avons six, ce qui rend notre débouché de l'île Lobau aussi facile que sur n'importe quel terrain, car aucune route, quelque large qu'on la suppose, n'eût offert un pareil développement. Nos troupes défilèrent pendant toute la nuit, sans rencontrer sur la rive gauche d'autre obstacle que quelques détachements qu'elles enlevaient, ou qui se repliaient rapidement à notre approche. En mettant pied à terre, nos corps d'armée se plaçaient et se déployaient selon l'ordre qu'ils devaient occuper dans la bataille prévue; à gauche celui de Masséna, au centre celui d'Oudinot, à droite celui de Davout, doublés en seconde ligne par ceux de Bernadotte, d'Eugène, de Marmont, par les Bavarois de Wrède; enfin soutenus en réserve par la garde et la grosse cavalerie. On ne peut guère évaluer à moins de cent quatre-vingt à deux cent mille hommes le total de ces forces[1]. Celles de l'archiduc Charles auraient à

1. Cette évaluation, systématiquement atténuée selon l'usage, ne peut être calculée que d'après la force connue de chaque corps au début de la campagne, défalcation faite des pertes probables. Notre calcul suppose qu'ils avaient perdu depuis lors près de la moitié de leur effectif, ce qui est loin d'être la vérité. Napoléon avait alors sous la main son armée presque tout entière, moins quelques détachements placés sous les ordres de Lefebvre, Vandamme, Baraguey d'Hilliers. Ses corps d'armée comptaient les uns trois, les autres quatre divisions en infanterie seulement. Celui du prince Eugène, qui n'était pas le plus nombreux, comptait à lui seul trente-deux mille hommes, *présents à la bataille*, sans compter le détachement laissé sur la Raab. Marmont assure avoir vu de ses yeux des états portant le nombre total des combattants de Wagram à cent soixante-sept mille hommes, ce qui se rapproche de notre évaluation. Enfin d'a-

peine atteint ce chiffre si toutes ses troupes avaient été réunies. Mais sur ce nombre, vingt mille hommes étaient encore à Presbourg sous les ordres de l'archiduc Jean, qui ne sut pas répondre à temps à l'appel de son frère; une douzaine de mille autres observaient Vienne sous les ordres du prince de Reuss; six à sept mille étaient devant Nussdorf, autant devant Krems. Son armée était donc inférieure à la nôtre d'environ quarante mille hommes, mais elle l'était par sa faute; et l'on ne comprend pas pourquoi les panégyristes de Napoléon s'étudient invariablement à lui ôter le mérite de la supériorité numérique, tandis qu'il déployait tant de ressources d'esprit pour se l'assurer dans toutes les hypothèses, et que, selon ses propres maximes, il faisait consister tout le génie de la guerre dans l'art de savoir se trouver supérieur en force à l'ennemi sur un point spécial, à un moment donné.

Le soleil levant vit notre armée presque tout entière déployée en bataille dans la partie de la plaine du Marchfeld qui s'étend d'Enzersdorf à Vittau. Enzersdorf, n'était plus qu'un amas de ruines fumantes derrière lesquelles tenaient encore quelques bataillons. Masséna qui formait notre gauche les en chassa, et alors toute l'armée pivotant sur Enzersdorf, s'avança la droite en avant, faisant tomber par le seul fait de sa marche, non-seulement le château de Sachsengang, mais tous les ouvrages fortifiés d'Essling et d'Aspern qui se trouvaient tournés et occu-

près un état officiel daté du 1er juin, le total de toutes les troupes françaises et auxiliaires que nous avions en Allemagne montait à deux cent quatre-vingt-six mille hommes *présents sous les armes.*

pés sans combat. Forcé de les évacuer, Klenau se replia sur Stadlau et Kagran où il forma la droite autrichienne et donna la main à Kollowrath dont le corps d'armée était cantonné près de Gerasdorf. Ainsi rectifiée, la ligne de l'archiduc offrait un vaste demi-cercle dont l'extrémité droite s'appuyait sur Stadlau, le centre de Gerasdorf à Wagram, la gauche de Wagram à Neusiedel. Quoique surprise par la rapidité de notre déploiement, son armée était bien préparée à combattre; elle occupait de fortes positions, sa droite s'étageant sur des hauteurs en amphithéâtre, tandis que sa gauche était couverte par un ruisseau peu large mais profond, le Russbach. L'archiduc devait renoncer à nous attaquer en pleine opération et avant notre entier développement, ainsi qu'il s'était flatté de le faire, mais il était en mesure de bien soutenir une bataille défensive.

Vers six heures du soir, notre mouvement, à peine ralenti par quelques résistances partielles, s'achevait avec un plein succès. L'armée française prit position sur une ligne concentrique à celle de l'ennemi, la gauche à Aspern, le centre à Raasdorf, la droite à Glinzendorf. Napoléon, jugeant l'archiduc mal préparé et surtout peu solide, en raison même de l'immense étendue de sa ligne, crut qu'une forte attaque brusquée à l'improviste sur son centre pourrait encore nous procurer des avantages décisifs quoique la journée fût bien avancée. Si ce coup hardi obtenait un plein succès, nous nous trouverions dès le début établis au centre des positions ennemies, et l'armée autrichienne, coupée en deux, n'aurait plus guère qu'à battre en retraite. En exécution de ce plan, Ou-

dinot se porte vivement sur Baumersdorf, pendant que le prince Eugène et Bernadotte s'efforcent d'enlever le plateau de Wagram, qui est la clef des positions autrichiennes. Mais le Russbach qui couvre ici le front de l'archiduc nous oppose un obstacle beaucoup plus sérieux qu'on ne l'a prévu. Loin d'être disposé à plier, l'ennemi reçoit l'attaque avec une extrême vigueur. Oudinot s'obstine en vain à pénétrer dans Baumersdorf; ses troupes sont ramenées à plusieurs reprises. Bernadotte plus heureux réussit à franchir le ruisseau; il entraîne les Saxons jusque dans Wagram et s'y maintient quelques instants; mais débordé par des forces supérieures, affaibli de la division Dupas qui vient d'être réunie au corps d'Oudinot[1], il cède à son tour et se retire sur Aderklaa. Le prince Eugène, qui avait essayé de gravir le plateau à droite de Wagram, venait d'éprouver un sort pareil malgré le courage déployé par Macdonald et par Grenier. Ces trois corps ne s'étaient prêté les uns aux autres aucun appui. Ainsi échoua cette attaque aventureuse et mal concertée. (5 juillet 1809).

Dans son vingt-cinquième bulletin Napoléon attribua son insuccès à la méprise de quelques bataillons saxons et français qui auraient tiré les uns sur les autres. Mais cet épisode, s'il eut lieu réellement, ce qui est douteux, car il n'est pas en général mentionné par les témoins oculaires de la bataille[2], n'a certainement pas eu les proportions

1. *Lettre du général de Gersdorf à Gourgaud.*

2. Pas même par Gersdorf, qui a écrit pour justifier les Saxons. J'ajoute que les bons juges militaires, tels que Jomini, le passent complétement sous silence. Il en est de même de Marmont, de Sa-

qu'il lui attribue, et n'a exercé aucune influence sur l'issue de cette échauffourée peu digne du génie de ce grand capitaine. L'attaque échoua parce qu'elle avait été mal combinée et mal soutenue, telle est la vérité. Le conflit réel ou supposé de nos troupes ne figura dans le bulletin que pour pallier une faute que ni l'orgueil, ni la politique de Napoléon ne pouvaient avouer.

La nuit se passa de part et d'autre en préparatifs pour la bataille du lendemain. Tout le monde se disait qu'elle devait être décisive. Jamais dans les temps modernes un aussi grand nombre d'hommes n'avaient été réunis sur un même champ de bataille. Près de trois cent cinquante mille soldats se préparaient à s'entr'égorger sur la vaste plaine du Marchfeld. Dès l'aube, des milliers de spectateurs couronnaient les édifices de Vienne, à un peu plus d'une lieue du théâtre de l'action, attendant avec anxiété l'issue du combat qui allait décider de leur sort. Napoléon donna à son armée plus de cohésion qu'elle n'en avait eu la veille. Il laissa Bernadotte dans sa position avancée d'Aderklaa, mais il eut soin de le renforcer du corps de Masséna qui vint se placer à sa gauche, en seconde ligne, après avoir confié la garde d'Aspern à la division Boudet.

Nos autres corps s'établirent d'Aderklaa à Grosshofen, en face du plateau de Wagram, et Davout lui-même, quoique placé à notre extrême droite, reçut l'ordre de se rapprocher de ce point. L'empereur

vary, etc., tous présents à la bataille. Le général Pelet le mentionne sous forme dubitative et sans lui attribuer aucune importance.

rendu, ce semble, plus circonspect par son échec de la veille, avait résolu d'attendre les mouvements de l'ennemi avant d'adopter un plan décidé, tandis que, par un sentiment contraire, l'archiduc avait résolu cette fois de prendre l'offensive, en sorte qu'on peut dire qu'ils avaient tous deux changé de rôle, l'un étant aussi peu porté par nature à attendre l'initiative de son adversaire que l'autre à la devancer. L'archiduc avait ordonné une attaque générale sur toute sa ligne, mais il voulait l'engager par l'aile droite qui se trouvait de beaucoup la plus forte. Cette aile, commandée par Klenau et Kollowrath, devait s'avancer de Süssenbrun et de Kagran dans la direction d'Aspern. Elle jetterait l'alarme sur nos derrières en menaçant nos ponts du Danube; alors les autres corps autrichiens profiteraient de cette confusion pour nous attaquer à leur tour avec plus d'avantage.

L'ordre de bataille qu'il avait adopté, avantageux au point de vue de l'efficacité des feux, avait l'inconvénient de rendre les communications difficiles. La distance considérable qui séparait le quartier général autrichien des corps d'armée les plus éloignés fut cause que ses instructions n'arrivèrent pas en temps utile. Par une interversion fâcheuse pour les Autrichiens, ce fut l'aile gauche de l'archiduc qui nous attaqua la première. Rosenberg, qui la commandait, descendit des hauteurs de Neusiedel, franchit le Russbach, et vers quatre heures du matin vint heurter de front le corps de Davout qui achevait son mouvement de concentration entre Grosshofen et Glinzendorf. Étonné de cette attaque excentrique

très-vivement conduite, l'empereur vient en personne au secours des quatre divisions de Davout avec huit régiments de grosse cavalerie et une batterie de douze pièces de canon qui prend en écharpe le corps de Rosenberg. Les Autrichiens, arrêtés court dans une manœuvre qui ne pouvait réussir qu'à l'état de diversion, perdent le terrain qu'ils ont gagné; ils se replient derrière le Russbach et reprennent leur position de Neusiedel.

Pendant ce temps notre gauche s'est trouvée engagée à son tour, mais avec moins de succès. Bernadotte qui en forme en quelque sorte la pointe à Aderklaa, au centre du demi-cercle que dessinent les positions autrichiennes, se voyant isolé, mal soutenu, entouré d'ennemis, a pris le parti de se replier sur Masséna, après avoir évacué le village qu'occupe aussitôt Bellegarde. Réunissant leurs forces, les deux maréchaux reviennent ensemble sur Aderklaa; ils en chassent l'ennemi au moyen d'une attaque combinée. Mais l'archiduc Charles est accouru avec ses réserves au secours de Bellegarde. Il pénètre dans Aderklaa avec un irrésistible élan. Bernadotte se retire lentement devant lui, tandis que Masséna est rappelé à Süssenbrun par Kollowrath et Klenau qui commencent aussi leur mouvement et débouchent sur son flanc. Malade encore des suites d'une chute de cheval, Masséna parcourt le champ de bataille en calèche. Avec son intrépidité accoutumée, rendue plus frappante encore par son état de faiblesse, il se montre sur les points les plus menacés. Jamais il n'a paru plus grand devant le danger ; jamais acclamations plus enthousiastes n'ont salué son nom glo-

rieux! Mais son corps d'armée ne peut se maintenir contre les forces presque doubles de Klenau et de Kollowrath. Il est ramené jusque sur Aspern où il rallie la division Boudet. Bientôt, entraîné plus loin encore, il est forcé de rétrograder au-delà d'Essling qui est réoccupé par l'ennemi.

Ainsi, vers neuf heures du matin, nous avions repoussé victorieusement l'attaque de Rosenberg sur notre droite, mais notre gauche était presque en déroute. Elle avait perdu près de deux lieues de terrain, et les Autrichiens se glissant entre elle et le Danube étaient déjà sur le point de nous tourner et de s'emparer de nos ponts. Mais la masse formidable de notre centre était encore intacte et n'avait pas combattu, bien qu'on eût pu l'utiliser plus tôt. Là étaient accumulés le corps du prince Eugène, celui de Marmont, celui d'Oudinot, les Bavarois, la garde, d'immenses réserves d'artillerie et de cavalerie. L'inertie inexplicable de forces aussi imposantes, pendant qu'on écrasait notre gauche, ne peut être attribuée qu'à la fatigue de l'empereur, à la difficulté résultant des distances, de l'embarras de faire mouvoir ces masses innombrables, car Napoléon avait été visiblement au-dessous de lui-même dans ces derniers engagements comme dans l'échauffourée de la veille, soit que son génie éminemment fait pour l'offensive fût comme interdit devant une attaque dont il n'avait pas prévu la force, soit qu'il eût comme épuisé momentanément les ressources de son esprit dans la merveilleuse opération du passage du Danube.

Quoi qu'il en soit, la faute commise n'avait rien

d'irréparable, et toutes ses mesures étaient déjà prises pour une éclatante revanche. Masséna, auquel il amène quelques renforts, se contentera de contenir la droite de l'archiduc : pendant ce temps la masse principale de notre armée se jettera, avec toutes les forces dont on a jusqu'ici suspendu l'élan, sur le centre autrichien dégarni. Davout mettra à profit ce grand mouvement offensif en faisant tourner l'obstacle du Russbach avant de l'attaquer de front avec Oudinot. Pour préparer l'irruption de notre centre, une énorme batterie, composée de cent pièces de réserve, s'est portée en avant sous les ordres de Lauriston et de Drouot. Elle ouvre immédiatement un feu terrible, refoule la ligne ennemie et fait d'affreuses trouées dans les rangs autrichiens. Alors s'avance, sous les regards de l'armée confiante, la colonne d'attaque commandée par Macdonald. Ce général entraîne sur ses pas les divisions Broussier, Lamarque, Séras, une partie de la garde sous les ordres de Reille, les régiments de cuirassiers de Nansouty. Les Autrichiens plient sous le choc de cette masse irrésistible : elle renverse tout sur son passage et pousse jusqu'à Süssenbrun sans avoir accéléré ni ralenti son allure calme et intrépide. Mais là elle s'arrête enfin devant les efforts désespérés de l'archiduc, de Liechtenstein et de Kollowrath. Il faut en effet que le général autrichien retarde à tout prix notre marche, s'il veut retirer sa droite du mauvais pas où elle s'est engagée en s'avançant trop loin entre notre armée et le Danube. Il lui expédie l'ordre de rétrograder devant Masséna qui la suit pas à pas; puis il concentre toutes ses forces disponibles contre

la colonne de Macdonald. Un peu isolée maintenant, cette colonne est exposée à un feu épouvantable et subit de grandes pertes. Les ravages que la mort a faits dans ses rangs sont bientôt réparés par l'arrivée des Bavarois de Wrède et de la division Durutte. Malgré ces secours, le succès de notre centre, d'abord si décisif, resterait douteux et même compromis si l'attaque de Davout sur Neusiedel, puis sur Wagram n'était déjà venue nous assurer définitivement la victoire.

Pendant que Macdonald exécutait cette marche si justement admirée sur le centre ennemi, Davout avait fait franchir le Russbach à deux de ses divisions et à la cavalerie de Montbrun, hors de la vue des Autrichiens, et sur des points qui auraient dû être garnis par les troupes de l'archiduc Jean, si ce prince avait su obéir à temps aux ordres de son frère. Le Russbach une fois tourné par une partie de nos troupes, les autres l'avaient abordé de front, et Rosenberg, qui gardait Neusiedel, s'était vu attaqué à la fois de face et de flanc par les divisions de Davout. Après un combat acharné, pendant lequel Neusiedel est plusieurs fois pris et repris, ce village est enfin emporté, et Davout, refoulant Rosenberg sur la route de Bockflies avec deux de ses divisions, marche avec les deux autres sur le plateau de Wagram où Hohenzollern est resté jusque-là intact. En le voyant paraître sur les hauteurs, Oudinot qui n'attend que ce signal s'est élancé à son tour. Accueillies par un feu des plus vifs, ses premières brigades sont cruellement maltraitées, mais il les ramène à l'assaut, pénètre de vive force dans Baumersdorf; puis il

vient donner la main à la division Gudin du corps de Davout, et tous ensemble se dirigent sur Wagram. Hohenzollern, débordé par les divisions de Davout, avait déjà compris l'impossibilité de défendre plus longtemps cette position; il opérait sa retraite comme Rosenberg. Bientôt l'armée autrichienne tout entière imita cet exemple. Le centre ne résista que le temps nécessaire pour dégager la droite, et lorsque celle-ci eut atteint Léopoldau, il se rabattit à son tour dans la direction de Wolkersdorf. Du moment où l'archiduc Jean n'arrivait pas pour rétablir les affaires de la gauche, le combat ne pouvait plus être soutenu avec avantage.

Il n'était pas plus de deux heures de l'après-midi. Les Autrichiens se retirèrent dans un ordre excellent, ne laissant dans nos mains qu'un très-petit nombre de prisonniers presque tous blessés[1]. Chose nouvelle dans l'armée de Napoléon, la cavalerie reçut plusieurs fois l'ordre de charger, comme c'est son rôle naturel à la fin d'une bataille, et l'ordre ne fut pas exécuté. On a donné de ce fait singulier plusieurs raisons : la blessure de Bessières le commandant en chef de cette arme, la mort de Lassalle son meilleur général, la confusion de cette immense mêlée. Il faut y ajouter cette particularité, c'est que la retraite des Autrichiens était couverte par une artillerie effroyablement destructive. Six à sept cents pièces d'artillerie avaient en effet tonné des deux côtés pendant cette journée, et les Autrichiens en abandonnèrent à peine

1. D'après le bulletin très-sommaire de l'archiduc Charles, ils nous en firent six mille, parmi lesquels trois généraux.

quelques-unes sur le champ de bataille. En revanche ils avaient eu près de vingt-cinq mille hommes hors de combat, et notre perte, que Napoléon évaluait dans son bulletin à *quinze cents morts et trois ou quatre mille blessés* était au moins aussi considérable que celle des Autrichiens[1]. La poursuite fut conduite si mollement que le lendemain, 7 juillet, on ne savait pas encore au juste à notre quartier général dans quelle direction l'ennemi s'était retiré, les uns supposant qu'il se portait sur la Moravie, les autres affirmant qu'il gagnait la Bohême.

Vers le soir, tout était terminé, lorsque les éclaireurs de l'archiduc Jean parurent aux environs de Léopoldsdorf; une panique indescriptible se répandit aussitôt parmi les vainqueurs. Malheureusement pour les Autrichiens, personne n'était plus là pour en profiter, et nos soldats se remirent bientôt de cette fausse alerte; mais ce triste épisode vint achever de démontrer aux moins clairvoyants que si, depuis quelques années, nos troupes avaient beaucoup gagné sous le rapport du nombre, il n'en était pas de même sous le rapport de la qualité. Wagram était encore une victoire, mais une victoire sans prestige et presque sans résultat, surtout si on la compare à ses aînées. Tel était l'effet, pour ne parler

1. Elle montait en réalité à vingt-sept mille tués ou blessés. Cette différence s'explique par la disposition des deux armées. La nôtre étant concentrée, tandis que la ligne autrichienne était démesurément étendue, le feu de celle-ci était nécessairement plus meurtrier. Le corps d'Oudinot perdit à lui seul, d'après le rapport de ce maréchal, huit mille neuf cent quarante-six hommes. La division Séras avait à elle seule tellement souffert qu'elle dut être licenciée après la bataille. (*Mémoires du prince Eugène.*)

qu'au point de vue strictement militaire, des conscriptions anticipées, de l'amalgame incohérent de vingt nationalités diverses, forcées de combattre contre leur propre cause, de ces déploiements de masses colossales dans lesquels la matière écrasait l'esprit, de la servilité passive des chefs, de l'aveugle idolâtrie des soldats, enfin, de l'ombrageuse autorité du maître et de sa folle confiance en sa propre infaillibilité. Ces éléments de dégénérescence que la grande armée portait en elle-même étaient loin encore d'avoir produit toutes leurs conséquences, mais ils avaient déjà considérablement affaibli son unité, sa discipline, sa force de cohésion, ces ressorts d'une nature toute morale qu'on nomme la vertu militaire, c'est-à-dire l'abnégation, la constance, l'esprit de désintéressement et de sacrifice unis au patriotisme. Il y avait toujours parmi nos soldats un grand courage individuel et, à certains moments, un élan héroïque, ils en avaient donné mille preuves à Wagram, mais ils n'avaient plus cette ardeur égale et soutenue qui anime, porte et entraîne une armée indépendamment du chef qui la commande. On en trouve une preuve des plus caractéristiques dans un ordre de Napoléon. Voulant prévenir les nombreuses désertions qui avaient lieu pendant le combat, sous le prétexte du transport des blessés aux ambulances, il ordonna que les blessés qui ne pourraient se retirer d'eux-mêmes, seraient laissés sur le champ de bataille tant que l'action ne serait pas terminée. Plus tard, il s'est défendu d'avoir donné cet ordre inhumain, et, selon son habitude, il a accusé de calomnie les écrivains qui ont rappelé cette particularité; mais on peut lire

dans sa *Correspondance* un projet de proclamation écrit tout entier de sa main et dans lequel se trouvent ces propres paroles : « Il est défendu, *au nom de l'honneur*, d'abandonner le champ de bataille pour conduire les blessés pendant que la bataille sera disputée ! » Comme je relève cette circonstance pour sa signification profonde, et non dans le but d'en tirer une accusation d'insensibilité qui serait bien superflue, il importe peu que Napoléon ait publié ou non cette défense, il me suffit qu'il en ait eu la pensée. C'était là un fait nouveau et de mauvais augure. Cette mesure n'avait paru nécessaire ni sous la République ni sous le Consulat ; car ce n'est ni à une armée combattant pour la patrie et la liberté, ni même à une armée combattant pour la gloire, qu'on songera jamais à donner de pareils ordres[1].

Mais le génie de l'Empereur, malgré les défaillances passagères auxquelles l'exposait son infatuation croissante, était encore assez puissant pour suppléer à tout. Et ce n'était pas seulement par la force et la fécondité de ses conceptions qu'il avait vaincu son adversaire, c'était aussi par la volonté, par la prévoyance, par la supériorité des efforts comme des calculs, par les miracles de son étonnante ac-

1. Voir sur Wagram les lettres et bulletins de Napoléon — le bulletin de l'archiduc Charles — les rapports de Macdonald, de Marmont, de Bernadotte, d'Oudinot, de Boudet — la *correspondance* du prince Eugène — les *Mémoires de Masséna* rédigés sur ses papiers par le général Koch — les *Mémoires* de Marmont — les *Mémoires sur la guerre de* 1809 du général Pelet — les *Mémoires* de Grouchy — les *Mémoires* de Savary — enfin les récits des historiens politiques et militaires Jomini, Thiers, etc.

tivité ; car, s'il est vrai de dire et de croire que la force morale triomphe toujours à la longue, il est bon d'ajouter que la force morale ne consiste pas seulement dans la justice d'une cause. Ce n'est rien d'avoir pour soi le bon droit et les généreuses passions qu'il enfante, si on ne l'emporte aussi par les lumières, par l'énergie, par la persévérance, par l'étude constante et l'action indomptable qui font seules les grands capitaines, les nations fortes et les armées invincibles. A ce point de vue, l'archiduc Charles, qui déployait les plus rares qualités le jour de la bataille, mais qui ne les montrait ni la veille ni le lendemain, avait encore beaucoup à apprendre de son heureux vainqueur, comme les autres adversaires de Napoléon.

L'archiduc donna une nouvelle preuve des plus frappantes de l'indécision qui paralysait ses grands talents militaires, fort peu de jours après la bataille de Wagram. Notre armée continuait, par trois routes différentes, sa poursuite incertaine et disséminée contre les Autrichiens. Masséna s'avançait par Hollabrunn, Marmont par Laa sur Znaïm, Davout marchait sur Nikolsburg. Napoléon était resté en arrière à Wolkersdorf avec Oudinot et les réserves. L'armée d'Italie couvrait Vienne avec les Saxons et les Würtembergeois. Marmont avait l'ordre de lier ses opérations à celles de Davout qui avait pris initialement la même direction que lui. Mais habitué à agir seul dans son petit empire de Dalmatie et impatient de se distinguer, Marmont ne fit rien pour attirer à lui ce maréchal, bien qu'il eût reconnu que la retraite des Autrichiens était dirigée sur la Bohême et

non sur la Moravie. L'archiduc se trouvait en effet en ce moment à Znaïm, il occupait les solides positions disposées en amphithéâtre que lui offrait cette ville, avec une armée aussi concentrée que la nôtre l'était peu.

Dans la journée du 10 juillet, Marmont vint donner étourdîment, avec des troupes très-inférieures en nombre, au milieu des forces autrichiennes. Nos deux corps d'armée les plus rapprochés, celui de Davout, et celui de Masséna, étaient en ce moment séparés de lui par une distance d'une ou de deux marches au moins. Napoléon, qui venait derrière eux, ne montrait pas sa vigilance accoutumée. Il était encore enivré de sa victoire et considérait l'Autriche comme anéantie: « J'ai, écrivait-il à Clarke, mon quartier général dans la maison qu'occupait le *chétif François II*... Je leur ai tiré cent mille boulets ! » L'archiduc pouvait nous faire payer bien cher cette fausse sécurité. Les deux corps de Marmont et de Masséna étaient surtout tellement compromis qu'il lui était facile de les écraser l'un après l'autre. Il ne sut pas mettre à profit cette chance inespérée.

Marmont reconnut le premier le danger de sa situation. Payant d'audace pour faire croire à l'ennemi qu'il était soutenu, au lieu de se retirer, il attaqua les défenses de Znaïm, avec une témérité qui eût été folle si elle n'avait été calculée. Il ne réussit pas à les entamer, mais il se maintint jusqu'à la nuit dans ses positions. Ainsi fut perdue pour l'archiduc une des plus belles occasions de revanche que la fortune eût offerte dans tout le cours de la campagne à ce génie trop circonspect. Le lendemain 11 juillet, la

lutte avait recommencé, mais cette fois avec le concours de Masséna et dans des conditions beaucoup plus favorables pour nous, lorsque la nouvelle qu'un armistice avait été signé entre les deux armées vint mettre fin au combat. (11 juillet 1809.)

## CHAPITRE II.

CAMPAGNE DE PORTUGAL EN 1809. — SOULT EST CHASSÉ DU PORTUGAL PAR WELLINGTON (JANVIER-MAI 1809).

L'armistice de Znaïm n'était pas et ne pouvait pas être la paix. En effet l'Autriche était loin d'être définitivement vaincue. Non-seulement elle nous avait infligé des pertes très-sensibles à une si grande distance de nos frontières, mais, ce qui ne s'était jamais vu depuis qu'elle avait Napoléon pour adversaire, elle avait plus d'une fois rendu la victoire incertaine. Elle nous avait disputé le terrain pied à pied d'Abensberg à Wagram avec une ténacité inouïe ; elle avait même fait pâlir un instant l'étoile de Bonaparte à Essling. Ces succès, quoique négatifs, étaient d'autant plus frappants qu'ils venaient après une longue série de guerres désastreuses dont chacune lui avait coûté quelque portion de son territoire, tandis que les forces de son ennemi s'étaient accrues suivant la même progression en sens contraire. Après tant de démembrements et d'affronts successifs, elle semblait plus forte qu'au début de cette longue lutte ; et Napoléon, après

tant de conquêtes et d'agrandissements, frappait des coups moins sûrs, il paraissait avoir plus perdu que gagné à cette extension indéfinie de son empire. On eût dit que cette supériorité toute morale du génie et de la discipline, première cause de ses triomphes et seul gage des victoires durables, semblait sur le point de passer de son camp dans celui de ses adversaires, depuis qu'il comptait surtout sur le nombre et la masse. L'Autriche s'était donc relevée à ses propres yeux et aux yeux de l'Europe ; elle possédait encore des ressources considérables. Le parti de la guerre, qu'inspirait la haine indomptable de Stadion, n'était nullement découragé. A la vérité, la retraite de l'armée autrichienne sur la Bohême, à la suite de la bataille de Wagram, était une faute stratégique, et il eût mieux valu pour elle à tous égards s'appuyer sur la Hongrie. Mais cette armée était encore solide et compacte, elle s'adossait à des places très-fortes ; elle pouvait compter sur des diversions qui n'étaient pas sans danger pour nous, car les corps de Giulay, de Chasteler s'étaient reformés sur nos derrières, ils menaçaient nos communications sur une ligne qui de Léoben s'étendait presque jusqu'à Trieste ; l'insurrection tyrolienne prenait des proportions alarmantes. Avec de pareils moyens de résistance, l'Autriche ne pouvait pas considérer la partie comme perdue. D'autre part, elle fondait de légitimes espérances sur les deux grandes opérations de guerre qui tenaient en ce moment le monde entier dans l'attente, celle d'Arthur Wellesley en Espagne et celle de la grande expédition britannique en Hollande.

La cour d'Autriche espérait, non sans quelque apparence de raison, que ces deux entreprises, à leur supposer même un succès incomplet, mettraient tôt ou tard Napoléon dans une situation des plus critiques en le forçant à rétrograder, ou tout au moins à affaiblir son armée, pour venir au secours de l'empire menacé. Il était important d'attendre ce moment pour reprendre les hostilités. Jusque-là, on s'y préparait avec activité en renforçant l'armée, en améliorant ses positions, en lui donnant pour point d'appui la Hongrie au lieu de la Bohême. Le temps semblait tout à l'avantage de nos adversaires, et il fallait que Napoléon, malgré l'éclat un peu artificiel qu'il avait donné à sa victoire, eût senti bien vivement l'instabilité réelle de sa situation et l'épuisement de son armée, pour consentir à leur laisser un répit, au lieu d'achever leur défaite selon sa constante méthode. Ainsi, d'un côté comme de l'autre, par des motifs différents, mais également plausibles, sous prétexte de négocier, on se détermina, avant d'en venir aux résolutions définitives, à attendre que l'issue de la partie engagée dans la vallée du Tage et de celle qui était à la veille de se jouer sur les rivages de la Hollande eût imprimé aux événements une tournure décidée.

Tout était redevenu incertain, précaire et chancelant en Espagne, depuis que Napoléon avait quitté ce pays à la fin de janvier 1809, pour aller faire ses préparatifs de guerre contre l'Autriche. Sa courte et brillante campagne contre l'insurrection espagnole avait eu elle-même plus d'éclat que de résultats solides. Grâce à la valeur de ses vieilles légions

d'Austerlitz et d'Iéna, à la supériorité numérique de ses soldats, dont l'effectif fut porté un instant jusqu'à quatre cent mille hommes, à la concentration momentanée de nos ressources sur des espaces assez restreints, à l'unité que sa présence seule pouvait imprimer aux opérations, il avait facilement dissipé des armées sans discipline et sans organisation. Mais il ne les avait nullement détruites; il ne s'était définitivement établi nulle part, et la diversion efficace, quoique désespérée, de sir John Moore dans le nord de la Péninsule, lui avait fait manquer le coup de théâtre sur lequel il comptait le plus pour impressionner les imaginations et intimider ses ennemis. Ce grand effet manqué, c'était le démenti que l'événement avait donné à son orgueilleuse promesse de « planter ses aigles victorieuses sur les remparts de Lisbonne. »

Être revenu en France sans avoir accompli cette promesse, sans avoir tenu un engagement pris à la face de l'Europe, c'était pour lui un échec relatif. Mais il y avait là plus qu'une blessure d'orgueil. La conquête du Portugal n'était pas seulement un moyen d'agir sur l'opinion et de saisir puissamment les esprits, elle était une véritable nécessité stratégique. Tant que le Portugal n'était pas soumis, tant que la révolte se maintenait dans un pays qui confinait, sur une étendue de cent cinquante lieues, avec les provinces les plus essentielles de la monarchie espagnole, l'Andalousie, l'Estrémadure, le royaume de Léon, la Galice, notre domination dans la Péninsule n'était qu'un mot. Aussi le premier soin de Napoléon avant de partir pour Paris fut-il d'élaborer

un plan très-complet pour la conquête qu'il n'avait pu réaliser lui-même. Il en confia l'exécution au maréchal Soult, un de ses plus habiles lieutenants.

D'après ce plan, dicté à Valladolid, en date du 1er janvier 1809, le maréchal Soult, que nous avons laissé avec Ney devant la Corogne, où venait de s'effectuer la retraite des Anglais, devait, après avoir enlevé cette place, marcher avec quatre divisions sur Oporto, puis sur Lisbonne, par la route la plus directe, c'est-à-dire par celle de Tuy et de Braga. Ses communications seraient couvertes par le corps de Ney, qui continuait à occuper la Galice. Suivant les calculs de l'empereur, Soult pouvait être à Oporto le 5 février et à Lisbonne le 15. Au moment où il commencerait à menacer cette capitale, le corps d'armée du maréchal Victor, qui était encore cantonné dans la vallée du Tage, passerait par un à-gauche dans celle de la Guadiana, et s'avancerait jusqu'à Merida, prêt à le soutenir s'il en était besoin, et, dans le cas contraire, à marcher sur l'Andalousie, dont il devait entreprendre et achever la conquête[1]. Toutes nos opérations dans la Péninsule, excepté celles de Saint-Cyr, en Catalogne, espèce de champ clos où ce général agissait à sa guise, et pouvait satisfaire pleinement ses goûts d'indépendance dans le commandement, étaient subordonnées aux succès de Soult en Portugal. Jusqu'à ce qu'il eût achevé la tâche que l'empereur lui avait confiée, tous nos autres projets pour la soumission de l'Espagne étaient ajournés. Nos autres corps d'armée devaient se borner à

1. Berthier à Soult, 1er janvier 1809.

occuper les positions acquises. A Soult seul allaient appartenir l'initiative et l'honneur de l'offensive pendant que Joseph, avec Jourdan pour chef d'état-major, avec les divisions Sébastiani et Dessolle, la réserve pour corps d'armée, garderait Madrid et la Nouvelle-Castille; que Mortier et Suchet occuperaient l'Aragon, Ney la Galice, Victor nos positions avancées sur le Tage. Lapisse restait à Salamanque, Kellermann à Valladolid, Bonnet en Biscaye. Une foule d'autres détachements gardaient nos communications de Madrid aux Pyrénées.

Selon les évaluations les moins incertaines, tous ces corps épars présentaient encore une masse d'au moins trois cent mille soldats, malgré les emprunts que Napoléon avait dû leur faire pour l'armée destinée à opérer sur le Danube. Mais l'écart, toujours considérable, qui existe entre l'effectif nominal et l'effectif réel d'une armée, prenait en Espagne des proportions inconnues partout ailleurs, et c'est là un des traits qui caractérisent le mieux cette triste guerre. Le chiffre des non-valeurs, c'est-à-dire des non-combattants, des malades, des traînards ou déclassés, des hommes employés aux services des transports, des communications, détachements, etc., qui ne s'élevait d'ordinaire en moyenne qu'au sixième du nombre total, montait en Espagne à près de la moitié de l'effectif. Ainsi Soult, qui était censé avoir sous ses ordres quarante-sept mille hommes, n'avait en réalité que vingt-cinq mille combattants; Ney n'en possédait que dix-sept mille au lieu de trente-cinq. L'esprit de ces troupes n'était d'ailleurs plus ce qu'il avait été. Obligées de piller sans merci pour vi-

vre, réduites à se protéger par d'effroyables représailles contre une guerre de surprises et d'embuscades, elles étaient en outre démoralisées par les rivalités, les jalousies, les défiances trop visibles qui en l'absence de Napoléon divisaient et déconsidéraient le commandement. Elles se plaignaient d'être sacrifiées à une entreprise ingrate, pleine de dangers sans gloire, et dans laquelle leur dévouement, perdu loin des regards du maître, n'obtiendrait aucune des récompenses réservées à leurs compagnons plus heureux.

Ces dernières plaintes n'étaient pas seulement celles de l'armée, mais celles de tous les fonctionnaires et employés du nouveau royaume, à commencer par le plus haut d'entre eux, le roi Joseph. La dure loi que Napoléon avait imposée à ses troupes de vivre sur le pays conquis, de ne rien attendre de la France, elle pesait encore plus inexorablement sur les fonctionnaires civils, car ils étaient tenus à plus de ménagements et obligés de garder quelques apparences de légalité. Pas plus que l'armée, ils ne pouvaient espérer ni paye ni récompenses dans ce lieu d'exil[1]; ils étaient réduits pour vivre aux plus misérables expédients. Cette nécessité était d'autant plus cruelle pour le roi Joseph en particulier, qu'il était plus que jamais attaché à sa chimère favorite qui consistait à gagner les Espagnols par la douceur. Dès le lendemain du départ de Napoléon pour Paris, on voit le pauvre roi poursuivre son frère de ses lamentations, afin d'obtenir de lui quelques secours

1. Miot de Melito.

qui lui permettent de soulager ses sujets, de payer ses employés, de renoncer au moins partiellement à un système de spoliation : « Je n'ai pas un sou à donner à personne.... Je vois encore ma garde avec le premier frac que je lui ai donné il y a quatre ans.... Tous mes serviteurs sont encore logés par billets de logement.... Sans contributions, sans capitaux, sans argent, que puis-je faire[1]? Tous les Espagnols seraient à mes pieds s'ils savaient ce qui est dans mon cœur[2]. » Napoléon, pour se procurer de promptes ressources, avait confisqué les biens des dix familles les plus opulentes du royaume; mais il s'était réservé à lui-même la disposition des biens confisqués. Joseph, sous le coup de ses pressants besoins d'argent, avait été amené à étendre le séquestre sur plus du double de ce nombre, car la pente est glissante, et, suivant l'observation d'un moraliste de ce temps-là, si l'on commence d'abord par confisquer pour punir, on finit toujours par punir pour confisquer. Fréville, l'administrateur préposé à la garde des biens séquestrés par Napoléon, se crut autorisé à mettre également la main sur les propriétés saisies par Joseph. De là des scènes déplorables qui n'étaient pas faites pour relever aux yeux de la nation espagnole le gouvernement chargé de la régénérer : « M. de Fréville s'est permis d'envoyer de nuit enlever les clefs des maisons séquestrées par moi; il a donné l'ordre aux intendants des émigrés de ne point obéir à mes agents. C'est aujourd'hui la

1. Correspondance du roi Joseph, 19 février 1809.
2. *Ibid.*, 7 mars 1809.

fable de la ville. Je viens d'ordonner à M. de Fréville, qui me paraît fou, de remettre les clefs des maisons à l'administration des domaines.... M. de Fréville ne reconnaît pas mon autorité ; il est malade, sans doute[1].... »

Le produit de ces confiscations, la vente des laines saisies dans certaines villes, les recettes de l'octroi de Madrid, la fonte de ce que Joseph appelait naïvement *son argenterie*, c'est-à-dire de ces chefs-d'œuvre d'orfévrerie qui faisaient partie de l'apanage héréditaire des rois d'Espagne, telles étaient les seules ressources sur lesquelles le Trésor pût compter. Et le seul moyen que Joseph possédât d'influencer son frère était d'offrir sans cesse une démission qu'il ne donnait jamais. Au fond, Joseph aimait le pouvoir, moins il est vrai pour le pouvoir lui-même que pour les satisfactions de vanité qu'on y trouve, et si ses menaces d'abdication, de retraite à Mortfontaine n'étaient pas toujours une feinte, il ne tardait jamais à s'en repentir, et trompait invariablement ceux de ses amis qui pour se tirer eux-mêmes d'embarras avaient la simplicité de compter sur l'énergie de ses résolutions[2]. Aussi ses plaintes restaient-elles sans effet; et cet avocat de la douceur était toujours forcé en définitive de se faire le ministre d'une politique sans pitié. L'opposition absolue qui existait entre ses vues et celles de Napoléon sur le système à suivre à l'égard de l'Espagne n'en était pas moins une cause permanente d'affaiblissement, car si la politique de

1. *Correspondance* du roi Joseph, 19 mars 1809.
2. Miot de Melito, Rœderer.

la clémence était au fond une utopie aussi vaine que celle de la rigueur, du moins fallait-il savoir choisir l'une ou l'autre, et le pire de tous les systèmes était de n'en avoir aucun. Grâce à ces perpétuelles fluctuations, la clémence ne paraissait plus être que de la faiblesse ; la rigueur ressemblait à de la cruauté.

Ce regrettable dissentiment au sujet de la politique générale se compliquait d'une dissidence bien autrement grave en ce qui touchait la conduite des opérations militaires. D'après toutes les déclarations officielles, Joseph était censé garder la haute direction de la guerre sous la surveillance de Napoléon. C'était là un système fâcheux, condamné par la triste expérience de Baylen, et Joseph était d'ailleurs bien loin d'être à la hauteur d'une pareille lieutenance ; mais avec les avis du maréchal Jourdan, conseiller éclairé, judicieux, plein d'expérience et de sagesse, de Dessolle, l'ancien chef d'état-major de Moreau, excellent officier que Joseph s'était fait honneur de tirer de sa longue disgrâce, on pouvait remédier au moins à quelques-uns des inconvénients de cette direction lointaine. Malheureusement Napoléon n'entendait nullement s'en tenir là. Il n'avait, avec raison, aucune confiance dans les talents militaires de Joseph, mais il affectait de mépriser ceux du maréchal Jourdan, ce qui était fort injuste. Il obéissait en cela tout à la fois à un sentiment de rancune contre l'honorable attachement que ce général avait gardé pour ses vieilles opinions républicaines, et à l'antipathie violente que lui inspiraient tous ceux dont le calme jugement n'était point ébloui par les grandeurs du nouveau régime. Une haine aveugle lui

était moins odieuse qu'une opposition discrète et raisonnée, car il savait que les esprits passionnés se portent facilement d'un extrême à l'autre, tandis que les caractères réfléchis gardent leur consistance dans le blâme comme dans la louange. Ce qui lui était insupportable, c'était de se sentir jugé. Il n'avait donc laissé à Joseph et à Jourdan qu'une autorité purement nominale, pour conserver un reste de prestige à cette faible royauté. Tous les chefs de corps devaient correspondre directement avec son ministre Clarke, qui seul avait qualité pour leur donner des ordres. Ils se conformaient d'autant plus fidèlement à cette consigne qu'elle favorisait leurs goûts d'indépendance et souriait à leur vanité.

De là des conflits sans nombre entre ces maréchaux désireux d'agir seuls, fiers de cette récente émancipation, jaloux à l'excès de leurs prérogatives, et la cour de Madrid qui s'obstinait à ne pas comprendre que sa suprématie militaire n'était qu'une simple formule d'étiquette, ou tout au plus un rôle consultatif, une affaire d'enregistrement. Ainsi les chefs de corps devaient attendre de Paris des instructions qui, pour leur parvenir, mettaient au moins quinze jours, souvent jusqu'à deux mois. Ces instructions, il fallait ensuite les défendre contre Joseph et ses conseillers, ou tout au moins tâcher de les mettre d'accord avec les ordres venus de Madrid, car on était tenu malgré tout à garder quelques ménagements envers le frère de l'empereur. Il est inutile d'insister sur les contradictions, les impossibilités qui étaient inhérentes à un pareil état de choses; mais ce qui paraît incroyable, c'est que celui qui en

était l'auteur principal, qui maintenait ce fatal système malgré les représentations de tous les esprits sensés, se plaignait dans ses lettres à Joseph, de ce que les affaires d'Espagne manquaient « *d'une impulsion centrale et instantanée!* »

Comment cette impulsion si nécessaire eût-elle été centrale, lorsque chaque maréchal se considérait comme un chef indépendant, agissant sous sa seule responsabilité, ou recevait des ordres tardifs, contradictoires, émanés les uns de Paris, les autres de Madrid ? Comment eût-elle été instantanée, lorsque ces ordres, d'une transmission si lente et si incertaine, ne lui arrivaient qu'après des événements qui les avaient rendus absolument inapplicables à une situation profondément modifiée? Comme Joseph le disait avec beaucoup de sens, les instructions de Napoléon n'auraient dû être « que des directions générales qui pussent être modifiées selon les changements survenus dans les affaires d'Espagne depuis que ces instructions avaient été tracées à Paris, » et il eût fallu les adresser « au maréchal Jourdan seul, afin que l'armée sût que l'action était imprimée du quartier général d'Espagne [1]. » A cette condition seulement, l'impulsion pouvait être centrale et instantanée, ce qui était, en effet, d'une telle nécessité que le commandement le plus incapable exercé à portée des événements eût été mille fois préférable à cette direction lointaine, et incohérente.

A ces causes d'insuccès encore latentes, mais qui

1. *Correspondance* du roi Joseph. Joseph à Napoléon, 19 avril 1809.

allaient éclater avec une force inexorable aussitôt que nos armées entreraient en action, se joignaient les incurables illusions de Napoléon et de Joseph lui-même au sujet de la facilité de l'entreprise. On voit par exemple, au début même de cette campagne, Napoléon faire écrire à Ney par Berthier « que s'il ne peut pas occuper ses bataillons pour empêcher les Anglais de communiquer avec la terre, *il doit en charger les habitants du pays*[1] ! » C'était la continuation de l'erreur obstinée qui, un peu auparavant, lui avait fait imaginer la création d'une garde nationale en Catalogne dans le but d'y réprimer l'insurrection. Vers la même époque, Joseph écrit à son frère que la Romana a le plus grand désir de faire sa soumission, et n'est retenu que par la crainte « *de ne pas obtenir son pardon*[2] ! » Ces traits qui sont loin d'être uniques, cet optimisme qui semble puéril lorsqu'on connaît la situation où nous nous trouvions alors, montrent à quelle distance prodigieuse de la réalité des événements vivaient ces deux esprits.

Ces graves mécomptes devaient se retrouver fatalement dans la conduite des opérations militaires. Le maréchal Soult, qui selon les instructions impériales, du 1er janvier, pouvait être à Oporto le 5 février et à Lisbonne le 15 février, parut à cette dernière date seulement sur le Minho, fleuve qui sert de frontière entre la Galice et le Portugal. Son armée, réduite à vingt-cinq ou vingt-six mille hommes d'effectif réel, avait été réorganisée à Saint-Jacques de Compos-

1. Berthier à Ney, 18 février 1809.
2. Joseph à Napoléon, 28 mars 1809.

telle; mais elle était encore mal remise des fatigues et des privations qu'elle avait endurées à la poursuite de Moore. Malgré ce retard forcé, notre entrée en Portugal se présentait encore dans les conditions les plus favorables qu'il fût possible de désirer. Grâce au retour de l'armée de Moore en Angleterre, nous n'avions plus à combattre que les obstacles résultant de la difficulté des chemins en hiver, les bandes dispersées de la Romana, qui se contentaient de harceler notre gauche du côté de Ribadavia, enfin les forces insurrectionnelles portugaises qui semblaient bien peu redoutables à des troupes éprouvées. Il restait bien à Lisbonne un corps anglais, que Moore y avait laissé sous le commandement de sir John Cradock, mais ce détachement, d'ailleurs peu important, ne pouvait quitter cette capitale, ayant à la protéger contre toute attaque dirigée par la vallée du Tage.

Pénétré de la nécessité de profiter de ces circonstances pour surprendre et déconcerter nos ennemis par une marche rapide, Soult ouvrit la campagne en se présentant sur le Minho. Malheureusement ce fleuve était démesurément grossi par les pluies d'hiver; tous les moyens de passage avaient été détruits, et la tentative que firent nos troupes à Campo Sancos, près de son embouchure, échoua non sans nous occasionner une perte assez sensible. Au lieu de perdre un temps précieux par une lutte intempestive contre la nature des choses, Soult modifie immédiatement ses projets. Il laisse à Tuy le plus gros de son matériel et remonte le Minho jusqu'à Orense, livrant en chemin de continuels combats d'avant-postes aux bandes

de la Romana, qui lui disputent le terrain pied à pied. A Orense, il peut enfin franchir le fleuve et s'engage, après avoir refoulé mais non détruit la Romana, dans les difficiles régions du Tras os Montès, pays montagneux dont les principaux défilés débouchent dans la vallée du Douro. Le marquis de la Romana, mécontent de ses alliés portugais à la suite de quelques combats soutenus avec eux, ne dépassa guère la frontière qui sépare les deux pays; il rentra en Espagne, et se replia sur nos derrières dans la vallée du Syl. On a reproché à Soult de l'avoir laissé s'échapper; mais s'il eût voulu poursuivre à outrance dans un pareil pays cet adversaire insaisissable, et ne s'éloigner qu'après l'avoir détruit, on peut dire qu'il ne serait jamais entré en Portugal.

Quoi qu'il en soit, ce maréchal ne put se présenter devant Chavès, première ville portugaise qu'on rencontre sur cette frontière, que le 10 mars 1809. Les forces portugaises massées aux environs de Chaves ne montaient guère, après la retraite de la Romana, qu'à huit ou dix mille hommes. Elles étaient commandées par le général Sylveira et se composaient, comme partout, de quelques troupes régulières, de milices, enfin de paysans. C'était la première ligne de défense. Venait ensuite une seconde armée d'environ vingt-cinq mille hommes massés à Braga, sous les ordres de Bernardin Freire et d'Eben; puis un rassemblement encore plus considérable réuni à Oporto et commandé par l'évêque de cette ville. C'étaient là, à vrai dire, des multitudes plutôt que des armées; mais ces multitudes étaient fanatisées à un point extraordinaire; elles montraient une exaltation dont la

guerre d'Espagne elle-même n'avait offert que peu d'exemples.

Comme dans toutes les circonstances où le commandement quel qu'il soit, civil, politique ou militaire, tombe sous la dépendance des passions populaires, c'étaient les résolutions les plus folles qui avaient le plus de chance d'être adoptées, pourvu qu'elles fussent colorées de quelque prétexte patriotique. Chaves n'était pas tenable, et les généraux avaient décidé qu'on ne la disputerait pas à l'ennemi, jugeant préférable de réserver leurs forces pour cette guerre de surprises et d'embuscades qui nous faisait tant de mal. Mais la populace, excitée par ses meneurs, força Sylveira à y laisser un détachement de trois mille hommes, ce qui n'aboutit qu'à une inutile destruction et à une capitulation inévitable après trois jours de résistance (13 mars). De Chaves, Soult marcha aussitôt sur Braga, où se reproduisirent les mêmes scènes avec l'accompagnement qui ne tarde jamais à s'y mêler, celui du meurtre. Bernardin Freire avait reconnu que la position de Braga n'était pas plus susceptible d'être défendue que celle de Chaves; il avait résolu d'épargner à cette ville les horreurs d'une prise d'assaut, à la cause portugaise les conséquences d'une défaite; il donna à ses milices l'ordre d'évacuer Braga. Elles s'ameutèrent et mirent en pièces leur général presque sous les yeux de notre avant-garde, conduite par Franceschi[1]. Peu d'heures après elles massacrèrent également son aide de camp Villaboas, et le lendemain une vingtaine de prisonniers

1. Rapport du général Eben à sir John Cradock.

que Soult leur avait renvoyés avec des paroles de paix. Mais la férocité abat les courages, bien loin de les stimuler, et de pareils actes n'étaient pas faits pour donner à des troupes, ce sang-froid et cette solidité sans lesquels une armée n'est qu'une masse flottante, confuse et impuissante. Les positions que les Portugais occupaient devant Braga au Monte Adaufe, furent attaquées le 20 mars à neuf heures du matin; elles étaient en notre pouvoir à dix heures. Les fugitifs se dispersèrent dans toutes les directions, poursuivis par nos cavaliers qui en firent un véritable carnage pour venger les cruautés commises sur leurs camarades. Les troupes régulières nous opposèrent seules quelque résistance à Ponte-Ponto et à Falperra [1].

Soult laissa à Braga la division Heudelet; il s'efforça de rassurer les habitants, de les ramener dans la cité déserte par des mesures de clémence et d'humanité. Après avoir reposé ses troupes et mis à profit les ressources considérables que lui procurait la possession de Braga, il se remit en marche sur Oporto avec une armée déjà fort réduite par les détachements laissés à Braga, à Chaves, à Tuy, et par des combats peu redoutables en eux-mêmes, mais renouvelés chaque jour. Les scènes de confusion qu'avait présentées la ville de Braga ne donnaient qu'une faible idée de l'immense désordre qui régnait à Oporto. Là, c'était un évêque qui était investi du commandement suprême et qui dirigeait les opérations militai-

1. *Mémoires sur les opérations militaires en Galice et en Portugal* par Lenoble. *Histoire de la guerre de la Péninsule :* Napier.

res. Toute la population s'était armée. Elle s'était employée avec une ardeur extrême, mais sans discernement, à élever au-dessus d'Oporto une longue ligne de fortifications qui allait du Douro à la mer, et qui ne présentait nulle part la solidité voulue, bien qu'elle fût garnie de deux cents pièces de canon. Comme il arrive toujours en pareil cas, elle accusait de trahison ceux dont la clairvoyance lui signalait les dangers de l'entreprise, et sur la seule annonce des malheurs de Braga, elle massacra une vingtaine des citoyens les plus éclairés d'Oporto et traîna leurs cadavres dans les rues. Moins cruelle toutefois envers les étrangers qu'envers ses propres compatriotes, elle épargna le général Foy, qui s'était laissé surprendre dans une reconnaissance.

Soult arriva devant la place le 27 mars. Il la fit sommer par une lettre dans laquelle il représenta vainement à l'évêque l'inutilité de la résistance et les désastres inévitables d'un combat de rues, dans une cité si riche et si populeuse. Le 29, il lança ses colonnes à l'assaut de la ville. Les manœuvres les plus élémentaires suffirent pour enlever de pareils obstacles. Il divisa son armée en trois corps : les deux ailes devaient faire de fausses attaques sur les deux points extrêmes de cette ligne de défense démesurée, et le centre pénétrer dans la ville. Merle, qui avait dès la veille occupé une partie des retranchements que les Portugais avaient élevés à la gauche d'Oporto, renouvelle énergiquement son attaque et attire leurs forces de ce côté, pendant que Delaborde et Franceschi se jettent avec impétuosité sur leur droite. On voit aussitôt cette multitude, qui comptait de

quarante à cinquante mille hommes, se porter tour à tour de droite à gauche dans la plus grande confusion, laissant dégarnis les ouvrages du centre. C'était l'effet prévu. Mermet s'élance avec sa colonne; il renverse tout ce qui s'oppose à son passage et pénètre dans la ville avec une force irrésistible, marchant tout droit au pont de bateaux du Douro, seule ligne de retraite ouverte aux fuyards qu'il chasse devant lui. Là se pressait dans un désordre inouï une foule éperdue, composée de femmes, d'enfants, de soldats de toutes armes, menacée d'un côté par nos baïonnettes, exposée de l'autre au feu de l'artillerie portugaise qui tonnait de la rive opposée pour nous éloigner du pont. Bientôt les bateaux s'enfoncent sous le poids de la foule qui s'y précipite, le pont est rompu; les fugitifs sont engloutis dans le fleuve. Désarmés par cette scène d'horreur, nos soldats s'arrêtent un instant pour venir en aide aux victimes; puis ils rétablissent le pont à la hâte et courent enlever les positions de la rive gauche. Le combat continuait dans la ville; mais lorsque ses défenseurs comprirent la folie d'une plus longue résistance, il était trop tard pour arrêter la fureur de nos soldats. La lutte se change en massacre. Oporto est livré au pillage, à la dévastation, à tous les excès auxquels s'abandonne une armée une fois qu'ayant perdu le respect de la discipline elle n'est plus qu'une populace militaire. L'évêque d'Oporto s'était mis dès la veille en sûreté en passant sur la rive gauche[1].

1. D'après un témoin oculaire, qui a écrit pour ainsi dire sous la dictée de Soult, les Portugais eurent à Oporto 8,000 hommes tués, et

Le maréchal Soult dut s'arrêter à Oporto pour reposer ses troupes, attendre le matériel qu'il avait laissé à Tuy et rétablir, s'il se pouvait, ses communications avec la Galice. Cette ville, la plus importante du Portugal après Lisbonne, possédait d'immenses ressources de tout genre; le Douro nous offrait contre toute attaque venue du midi une ligne de défense presque infranchissable; on pouvait donc s'établir solidement à Oporto; mais combien on était loin d'avoir réalisé le programme tracé par Napoléon! On arrivait aux premiers jours d'avril, et l'on avait à peine franchi le quart de la distance qui sépare Lisbonne de la frontière de la Galice. On n'avait pas même conquis un dixième de ce royaume tant convoité, et déjà l'on était réduit, sinon à la défensive, du moins à une attitude expectante. Jusque-là pourtant, Soult avait fait tout ce que les circonstances lui avaient permis de faire, et il n'y avait aucun reproche à lui adresser. Le seul coupable, c'était l'homme dont l'orgueil s'obstinait à nier tous les obstacles qui contrariaient ses chimères. En Portugal comme en Espagne, l'insurrection se refermait partout comme une barrière vivante sur les pas de nos soldats, aussitôt qu'ils avaient achevé la sanglante trouée qui leur livrait passage. Il eût fallu sans cesse revenir en arrière pour reprendre le terrain occupé la veille. Nous avions à peine quitté Tuy, où se trouvait notre principal dépôt, que les bandes de la Romana, un instant dispersées, étaient accourues pour le blo-

nous en perdîmes 80. De tels contrastes expliquent notre popularité en Portugal. (V. Lenoble : *Mém. sur les opérations militaires en Galice et en Portugal.*

quer. A Chaves, le mal était plus grave encore, car Sylveira, que nous y avions battu, avait immédiatement enlevé notre garnison et nos malades. Lorge et Heudelet arrivèrent à temps, il est vrai, pour dégager Tuy, mais Loison n'essaya même pas de reprendre Chaves, et dut se contenter, après quelques escarmouches, de prendre position à Baltar, sur les derniers contre-forts du Tras-os-Montes.

Pendant que Soult se trouvait ainsi arrêté dans sa marche, toutes nos autres opérations en Espagne subissaient le même temps d'arrêt; car tout s'enchaînait dans le plan de Napoléon, et les mouvements de nos armées y étaient étroitement liés au succès de l'expédition du Portugal. Cette expédition échouant, tout s'y trouvait suspendu et paralysé. Il y avait plus de deux mois qu'on n'avait à Madrid aucune nouvelle de Soult. Depuis le 24 février on ignorait absolument ce qu'il était devenu, et l'on était obligé de suppléer aux informations qu'on n'avait pas, par des conjectures aussi vaines que contradictoires sur ses mouvements probables. Dès le 13 mars, Napoléon, supposant que ce maréchal devait être sinon maître de Lisbonne, du moins très-près de cette capitale, pressait son frère de faire opérer à Victor la marche convenue sur Mérida et l'Andalousie, et Joseph, non moins impatient, pressait Victor d'obéir aux ordres de l'empereur[1]. Mais nos armées d'Espagne n'étaient guère plus en état de marcher en avant que celle de Portugal. Chacune d'elles était tenue en échec par une armée espagnole de force presque égale. En voulant

1. Napoléon à Joseph, 13 mars 1809. Joseph à Napoléon, 22 mars.

la détruire, on était entraîné hors de son centre d'action, on s'exposait à perdre de vue son véritable objectif, qui était de soutenir Soult; en la laissant sur ses derrières, on perdait ses communications.

Victor avait en face de lui, en Estrémadure, le vieux Gregorio de la Cuesta, général peu habile, mais très-brave et très-obstiné; Lapisse était bloqué à Salamanque par de nombreuses bandes insurgées, dont la principale était commandée par Robert Wilson. Ces deux coopérateurs désignés de Soult, assez occupés eux-mêmes de leurs propres embarras, montraient peu d'empressement à seconder une entreprise dont les résultats paraissaient fort problématiques. Notre armée de la Manche, qui les soutenait à distance, sous les ordres de Sébastiani, avait elle-même devant elle une autre armée espagnole, commandée par Cartoajal et appuyée sur les défilés de la Sierra-Morena. Il était devenu nécessaire toutefois de prendre une vigoureuse offensive, ne fût-ce que pour garder la liberté de nos mouvements. Vers le milieu de mars, Victor quitta Talavera pour marcher contre Cuesta. Après avoir franchi le Tage, il culbute ses avant-postes à la Mesa-d'Ibor, puis il le suit jusque dans la vallée de la Guadiana, et lui inflige, à Médellin, une défaite horriblement sanglante, le jour même où Soult entrait à Oporto (28 mars 1809). En même temps, Sébastiani rejoignait Cartoajal à Ciudad-Réal, le battait, lui enlevait son artillerie et le poursuivait jusqu'au pied de la Sierra-Morena (27 mars).

Mais ces brillants succès ne produisaient qu'un effet des plus médiocres. Au milieu même de leur victoire, nos armées voyaient leurs communications gra-

vement menacées par un ennemi qui ne se dispersait sur un point que pour se reformer sur un autre[1]. Victor s'avança jusqu'à Mérida, et là, également incapable de marcher sur l'Andalousie et de gagner le Portugal, enchaîné par ses instructions, qui lui interdisaient toute opération sérieuse avant l'arrivée de Soult à Lisbonne, il se renforça de la division Lapisse, qui lui était devenue indispensable, mais dont le départ de Salamanque livra à l'insurrection toute une province très-importante pour nous. Cela fait, il attendit les événements. Les historiens qui ont écrit sous l'inspiration des apologies de Soult[2] ont fait à Victor un grand sujet de reproche de cette inaction. Maïs les ordres qu'il avait reçus de Napoléon étaient formels; il ne lui appartenait pas de les modifier. S'il avait été tenté de le faire à ses risques et périls, le sort de Dupont lui disait assez ce que pouvait lui coûter une pareille initiative. On peut se demander d'ailleurs à quoi aurait abouti une marche sur Lisbonne, alors que Soult était encore à Oporto. Et si les communications de Victor avec Madrid étaient déjà difficiles à Mérida, que fussent-elles devenues s'il s'était avancé cinquante lieues plus loin, en laissant sur ses derrières une forteresse comme Badajoz, sans parler des débris de l'armée de Cuesta et des guérillas innombrables qui parcouraient le pays?

Si Napoléon avait été en Espagne, ou s'il avait laissé à quelqu'un l'autorité nécessaire pour prendre une

1. Extrait des *Mémoires inédits* du maréchal Jourdan, cité par M. Thiers.

2. Entre autres Napier.

grande décision dans de pareilles circonstances, il est évident qu'en présence de cette incertitude prolongée au sujet de Soult, on eût tenté quelque grand effort pour le dégager et le renforcer, soit en dirigeant Ney de la Galice sur le Portugal, soit en portant sur le Douro un fort détachement du cinquième corps qui restait inactif à Logroño sous les ordres de Mortier. Mais Mortier n'était pas plus maître de ses mouvements que ses collègues. Jourdan lui ayant demandé de s'avancer au moins jusqu'à Valladolid pour tâcher de s'y mettre en communication avec Soult et avec Ney dont on n'avait non plus aucune nouvelle depuis fort longtemps, tout ce qu'il crut pouvoir faire fut de s'établir à Burgos, où sa présence n'était utile à personne.

Ney pouvait heureusement se passer de secours. Il avait réussi à se maintenir en Galice bien qu'il eût cent lieues de côtes à défendre, mais à la condition de livrer des combats incessants, de sacrifier ses communications avec notre armée de Portugal, devenues incompatibles avec la concentration qui était pour lui une nécessité d'existence, enfin de désobéir à Napoléon. L'empereur lui avait prescrit de se fortifier à Lugo comme au centre de la Galice afin de rayonner de là partout où il serait nécessaire pour soumettre cette province. Lugo était en effet le centre *géographique* de la Galice, mais il n'en était nullement le centre au point de vue de la population, de la richesse, de l'influence, de l'importance politique. La Corogne, qui réunissait ces conditions, était désignée par là même comme le pivôt naturel de notre occupation en dépit de sa situation ex-

centrique. Et comme le principal danger qui nous menaçait en Galice devait être cherché non pas au centre de cette province, mais sur le littoral où nous avions sans cesse à nous défendre contre les débarquements des Anglais, on peut dire que, même au point de vue stratégique, Ney avait très-sagement agi en préférant se fixer à la Corogne plutôt qu'à Lugo.

Le mois d'avril 1809 s'écoula tout entier dans ces pénibles incertitudes. Pendant que nous étions condamnés à cette expectative dangereuse qui provenait plutôt du vice de notre système d'opération que de la force de nos adversaires, un événement capital, d'une portée irréparable s'accomplissait en Portugal. Le vainqueur de Vimieiro, sir Arthur Wellesley débarquait à Lisbonne le 22 avril; il y était reçu avec enthousiasme, et sa présence allait imprimer une vigueur et une direction toutes nouvelles à l'insurrection portugaise.

Pendant tout l'hiver de 1809 le général Cradock, fort affaibli par les envois de troupes et de matériel, qu'il avait dû faire à sir John Moore dans le cours de la campagne précédente, s'était borné à se maintenir à Lisbonne et aux environs dans quelques fortes positions défensives, négligé et presque abandonné par son gouvernement. Le cabinet britannique était alors fort occupé d'un projet qui consistait à prendre pour base des opérations de l'armée anglaise dans la péninsule Cadix, au lieu de Lisbonne. Lisbonne présentait en effet de graves inconvénients comme point d'appui d'une armée destinée à opérer soit dans la vallée du Tage, soit dans celle de la Guadiana. Une telle armée se trouvait forcément ex-

posée à une marche sur ses derrières ou sur ses flancs de la part d'un ennemi qui occupait la Vieille Castille, le royaume de Léon, et en général les provinces du Nord. En s'appuyant sur Cadix, position inexpugnable, pour opérer dans la Manche, après avoir laissé derrière soi les défilés de la Sierra Morena, on pouvait pénétrer au cœur de l'Espagne sans avoir un seul instant prêté le flanc à une attaque imprévue, ou exposé ses communications.

Mais les défiances espagnoles, justifiées peut-être par le voisinage de Gibraltar, bien qu'on ait pu se convaincre plus tard qu'elles étaient mal fondées, avaient fait échouer ce projet. Le détachement envoyé pour occuper Cadix avait dû rentrer à Lisbonne (12 mars 1809), sans avoir réussi à se faire admettre dans la place. On revint à l'idée d'une offensive par le Portugal. On expédia plusieurs renforts successifs au général Cradock, qui les mit à profit avec beaucoup d'intelligence et d'activité pour former et discipliner les levées de l'insurrection portugaise. Enfin, on renvoya en Portugal les officiers qu'on avait inconsidérément rappelés à la suite de la capitulation de Cintra, et on rendit son commandement au plus éminent d'entre eux, Arthur Wellesley, qui devait bientôt nous faire haïr et admirer le nom glorieux de Wellington. On l'avait non-seulement déclaré exempt de tout blâme, mais élevé à la dignité de généralissime, autorité qui lui fut décernée également par la régence portugaise, et dont personne dès lors n'était plus digne que lui dans l'armée.

Wellesley se trouvait à la tête d'une armée de vingt-cinq mille Anglais, de troupes régulières por-

tugaises montant de quinze à vingt mille hommes, de milices insurgées d'un nombre au moins égal mais d'une qualité très-inférieure. Deux partis s'offraient à lui. Il pouvait à son choix marcher contre Soult, ou contre Victor. Dans l'un et l'autre cas, il laissait Lisbonne, sinon à découvert, du moins fort exposée. Mais Victor était à dix-huit marches de Lisbonne, il ne pouvait s'avancer sur cette capitale sans laisser derrière lui l'armée de Cuesta, alors réorganisée au nombre de trente mille hommes, les forteresses de Badajos et d'Elvas; on avait donc le temps de le voir venir, et les moyens d'entraver sa marche. Soult pouvait au contraire franchir en quatre ou cinq jours la distance qui sépare Oporto de Lisbonne, et sans être arrêté par les mêmes obstacles[1]. C'est à Soult que Wellesley résolut en conséquence de porter le premier coup, d'après le plan qu'il conçut aussitôt qu'il eût jeté un regard sur la situation de nos armées, c'est-à-dire dès son arrivée[2]. Après avoir mis Lisbonne en état de défense, échelonné quelques corps d'observation commandés par Mackenzie, le long du Tage, sur la route que devait parcourir Victor dans l'hypothèse d'une marche vers Lisbonne, recommandé à Cuesta de se tenir sur la défensive jusqu'à ce qu'il eût lui-même battu Soult, il se dirigea sur Oporto avec une armée de vingt-cinq mille Anglo-Portugais. Le 2 mai 1809 il était à Coïmbre.

Pendant que ces préparatifs menaçants se formaient

1. *Dispatches of the Duke of Wellington.* Napier : *Peninsular war.*

2. *Dispatches :* à Castlereagh, 24 et 27 avril 1809 ; à Cuesta, 29 avril ; à Frere, 29 avril ; à Mackenzie, 1er mai 1809.

contre lui, Soult restait à Oporto, endormi en pleine sécurité, ignorant même les dangers d'une tout autre nature qui le menaçaient dans son propre camp et qu'il s'était assez maladroitement créés à lui-même. Forcé de s'arrêter à Oporto, après sa facile victoire, par le nombre croissant de corps ennemis qui s'accumulaient sur ses derrières, Soult s'était décidé à achever, avant de s'avancer plus loin, la soumission du pays conquis. Il attendait là qu'il lui parvînt quelque secours, sans trop savoir comment ce secours lui viendrait, puisque toutes les autres opérations étaient subordonnées à son entrée à Lisbonne. Solidement retranché dans ses fortes positions sur le Douro, il s'habitua à considérer la province d'Oporto comme une conquête définitive à organiser, ne doutant pas qu'elle ne dût tôt ou tard lui donner tout le Portugal. Il s'attacha d'abord à rassurer les habitants, à les rappeler dans les villes par des procédés humains, conciliants, par le rétablissement de l'ordre et de la discipline dans l'armée.

La classe aisée et paisible qu'avaient épouvantée tant de catastrophes, le sac d'Oporto, les exécutions militaires, les aveugles et abominables cruautés de la populace insurgée, écouta avec une joie facile à comprendre les déclarations de Soult et s'efforça d'obtenir de lui le plus de garanties possibles. Les habitants des villes, surtout les commerçants, lui envoyèrent des députations pour lui exprimer leur reconnaissance, lui prodiguèrent les plus flatteuses démonstrations. Naturellement vaniteux, enchanté de la docilité inespérée qu'il rencontrait chez une population qui ne nous avait offert jusque-là que

des témoignages de haine, ou des exemples d'un fanatisme indomptable, Soult ne tarda pas à se méprendre gravement sur la portée de ces manifestations. Où il n'y avait que lassitude du désordre, regrets d'une opulence perdue, désir de la tranquillité à tout prix, il vit des sympathies naissantes, une confiance inspirée par ses qualités personnelles, enfin la possibilité de créer en Portugal un ordre de choses stable et régulier au moyen d'une sorte de compromis entre le parti de la résignation et celui qui rêvait une indépendance absolue. Et si, comme les faits semblaient le démontrer, ce compromis était possible, pourquoi ne se réaliserait-il pas au nom et au profit de celui qui l'avait conçu et préparé? Pourquoi Soult lui-même ne deviendrait-il pas le gage et la personnification suprême de cette réconciliation entre le grand empire et un peuple jusque-là hostile? N'était-ce pas rentrer dans le système tant vanté des royautés vassales? Les services de Soult n'avaient-ils pas autant d'éclat que ceux de Murat? Ne valaient-ils pas ces titres de hasard que l'honneur mal soutenu d'une parenté privilégiée avait créés au profit de Joseph, de Jérôme et de Louis?

Il n'y a rien d'excessif à prêter au maréchal Soult des pensées qui seules peuvent expliquer sa conduite d'une façon plausible, et qui sont d'ailleurs en parfaite conformité avec son caractère. A des instincts faciles et humains, à une insouciance de condottiere, il joignait beaucoup de versatilité, une présomption quelque peu gasconne, un goût inné pour l'intrigue et une ambition sans profondeur, mais inquiète et remuante, dont il ne resta plus tard

qu'une insatiable cupidité, qui fut comme le pis-aller de ses espérances trompées. Circonvenu, pressé par des complaisants, dont les uns n'étaient pas moins las que lui de servir un maître qui voulait garder pour lui seul le privilége de ne songer qu'à lui-même, dont les autres étaient impatients de se partager les faveurs d'un règne nouveau, enchanté peut-être de déguiser sous un semblant d'organisation civile et politique, l'inaction militaire à laquelle il était réduit, encouragé par un isolement qui lui permettait d'agir sans contrôle jusqu'au moment où il pourrait à son choix, invoquer un fait accompli, ou désavouer une tentative avortée, le maréchal Soult ne craignit pas de provoquer officiellement dans les provinces du Minho et d'Oporto, par voie d'adresse, de pétitionnement, de députations, une sorte de *pronunciamiento* à son profit : « Son Excellence le duc de Dalmatie serait prié de prendre les rênes du gouvernement, de représenter le souverain, de se *revêtir de toutes les attributions de l'autorité suprême*, en attendant que l'empereur et roi eût désigné un prince de sa maison ou de *son choix* pour régner en Portugal[1]. »

Par malheur, ce plan que le maréchal croyait si machiavélique, ce calcul égoïste auquel se livrait l'âme vaniteuse et légère de Soult, il n'était pas alors de petit officier de fortune qui ne le fît pour son propre compte et dans la mesure de son ambi-

1. Circulaire du général Ricard, chef d'état major du 2e corps d'armée, en date du 19 avril 1809. Cette pièce curieuse a été publiée pour la première fois, croyons-nous, par M. Thiers.

tion et de ses convoitises personnelles. Lorsqu'une armée ne se bat plus pour la patrie, ni même pour un idéal de gloire et de grandeur qui peut, jusqu'à un certain point, se confondre avec des idées de justice et de civilisation, les mobiles intéressés prennent le dessus, la démoralisation commence et avec elle la décadence des institutions militaires. Que dans une pareille situation le succès vienne à faire défaut ou seulement à se montrer hésitant, le dernier ressort est brisé et les signes de cette dissolution latente apparaissent de tous côtés. La cause du mal ne datait pas d'hier ; elle était tout entière, on peut l'affirmer, dans la politique avide et cruelle de l'homme qui avait entrepris la guerre d'Espagne. N'y avait-il pas de sa part quelque infirmité d'esprit à imposer à ses soldats une tâche qui exigeait tant d'abnégation, de désintéressement, de sacrifices, lorsqu'il n'obéissait plus lui-même qu'aux inspirations d'un égoïsme monstrueux et solitaire, à une sorte de monomanie furieuse, d'orgueil et d'ambition? Comment leur demander de telles vertus, lorsqu'on se montrait soi-même livré aux plus vulgaires entraînements ? Sur les mobiles de la plupart des guerres qui avaient précédé celle-ci, on avait pu jusqu'à un certain point faire illusion au public en les déguisant sous les noms spécieux de liberté, de révolution, d'indépendance, mais ici on n'avait plus pris la peine de tromper personne. Dans cette abominable guerre d'Espagne, tout, depuis le premier jusqu'au dernier jour, n'avait été que rapacité, fourberie, violence et délire.

Tant que la conquête avait paru facile et qu'on en

avait espéré honneur et profits, on avait pris son parti d'une complicité fâcheuse mais forcée, car on excuse volontiers un crime dont on partage les bénéfices. Mais depuis que les choses tournaient mal, depuis que pour toute compensation de tant de souffrances, on n'avait en perspective qu'une lutte sans fin, des représailles sans merci, les plaintes d'un maître toujours mécontent, et au bout de tout cela une mort obscure au fond de quelque coupe-gorge, l'ardeur s'était refroidie, la réflexion était venue, puis le doute, le découragement, les murmures.

La plupart des officiers de cette armée avaient commencé leur carrière à une époque qui n'était pas encore déshéritée de toute indépendance et de toute fierté civique, où un seul homme n'était pas tout en France, où l'on pouvait croire qu'en faisant la guerre on se sacrifiait à autre chose qu'à un caprice. Déjà aigris et mécontents, lorsqu'ils virent leur chef dévoiler peu à peu des vues intéressées au lieu de leur donner l'exemple de l'abnégation qu'il exigeait d'eux, ils s'abandonnèrent de leur côté à tous les rêves qui flattaient leur lassitude, les uns encourageant Soult à saisir hardiment cette couronne vers laquelle il tendait une main à la fois timide et impatiente, les autres s'efforçant de propager dans l'armée une sourde conspiration qui devait s'attaquer à Napoléon lui-même. Un troisième parti qui avait à sa tête les généraux Loison et Delaborde, et qui tenait avant tout à maintenir intact l'honneur du drapeau, épiait d'un œil sévère les démarches de Soult, et n'attendait que son acceptation de la couronne pour se saisir e sa personne et ramener l'armée en France. Un

des conjurés nommé d'Argenton, officier très-brave, mais esprit plus aventureux que sensé, conçut la folle et criminelle idée de faire entrer dans cette conspiration l'armée anglaise elle-même et Wellesley son chef. D'après les plans fort incohérents que d'Argenton exposa au général anglais dans trois entrevues successives qu'il eut avec lui à Lisbonne puis à Coïmbre, Wellesley devait d'abord encourager sous main les villes portugaises à se prononcer en faveur de la nouvelle royauté. Soult une fois proclamé roi, on devait selon l'occurrence ou bien soulever l'armée contre lui et s'emparer de sa personne, ou se servir de lui pour entraîner les autres armées qui occupaient la Péninsule à marcher contre Napoléon[1]. Dans le cas où ce projet ne s'accorderait pas avec les vœux de Wellesley, d'Argenton allait jusqu'à lui suggérer un plan d'attaque pour faire l'armée française prisonnière.

On voit que le rêve des officiers restés fidèles à Napoléon, comme celui des officiers qui conspiraient contre lui, était le retour en France. Ce sentiment était ce qu'il y avait de plus réel dans les divisions de l'armée, il répondait à ses secrètes anxiétés à la lassitude provoquée par ces guerres sans fin et sans but, à l'évidence de nos périls. Ces dispositions étaient, dans toutes les éventualités, trop favorables aux desseins du général anglais pour qu'il négligeât une occasion de les entretenir. Il encouragea vivement d'Argenton, lui accorda les passeports qu'il deman-

1. *Dispatches of the duke of Wellington* : au maréchal Beresford, 7 mai 1809; au vicomte Castlereagh, 7 mai, 15 mai, 27 avril 1809.

dait pour aller continuer ses intrigues en France, mais jugeant l'homme et la situation avec son ferme bon sens, il refusa d'exciter les Portugais à offrir la couronne à Soult parce que cette démarche aurait, disait-il, pour effet de lui faire perdre leur confiance. Il évita d'ailleurs avec soin de laisser voir à d'Argenton les mouvements, le nombre et la composition de ses troupes. En définitive tout en se tenant prêt à profiter des projets des conjurés, il ne s'engagea à rien envers eux; il prévit même dès la première entrevue avec une remarquable perspicacité que, selon toute apparence, cette conspiration resterait à l'état de rêve et s'en irait en fumée. Le seul résultat qu'on en pouvait raisonnablement espérer était selon lui de forcer Soult à évacuer le nord du Portugal, ce qui du reste répondait au but qu'il se proposait d'atteindre[1].

Ce fut vraisemblablement grâce aux coupables intrigues de d'Argenton que Soult fut averti à temps de l'attaque imminente dont le menaçait Wellesley. D'Argenton ayant avoué le complot au général Lefebvre, dont il avait été l'aide de camp, dans le double but de le mettre en garde contre le danger auquel il était exposé sur la rive gauche du Douro, et de l'entraîner dans la conspiration, Lefebvre s'empressa de tout révéler au maréchal qui fit aussitôt arrêter d'Argenton et ses principaux complices. On sait que c'est le 8 mai que Soult fut prévenu des projets de Wellesley, l'arrestation était du 9 au matin[2]; la dé-

1. *Dispatches :* to viscount Castlereagh. 27 avril 1809.
2. A J. Villiers, 15 mai.

nonciation était fort probablement de la veille; il est difficile de ne pas admettre la connexité qui lie ces deux faits. Brusquement réveillé au milieu de ses rêves de royauté, Soult comprit qu'il ne lui restait qu'un seul parti à prendre, celui de décamper au plus vite. Mais soit qu'il lui coutât trop de renoncer en un instant à ce rôle glorieux pour se résigner à celui de général fugitif, soit qu'il ne connût pas toute l'étendue du danger, il ne sut pas exécuter à temps sa détermination. Il eut toutefois le mérite de ne pas se montrer plus sévère envers les autres qu'il ne l'était pour lui-même. Faiblement surveillé, d'Argenton put s'échapper à quelques jours de là, et s'il fut plus tard repris, jugé et fusillé, il ne put en accuser que sa propre imprudence.

Le plan de Wellesley était très-habilement conçu pour surprendre notre armée, malgré la force de ses positions. Mettant à profit la présence du corps insurgé de Sylveira à Amarante et à Chaves, sur nos derrières, pour nous fermer la vallée de la Tamega, il résolut de porter sur notre gauche vers Lamego et Villaréal, Beresford avec un fort détachement pour nous fermer également celle du Douro. A ce moment lui-même nous attaquerait de front avec le plus gros de ses forces en marchant de Coïmbre sur Oporto par la route la plus directe. Soult se voyant ainsi interdire l'accès de ces deux vallées, les seules issues du Tras os Montes, serait forcé d'effectuer sa retraite vers le Nord par le chemin le plus long, c'est-à-dire par la route de Braga. Wellesley se proposait de l'y pousser si vivement que le passage du Minho lui deviendrait très-diffi-

cile[1] sinon impossible. Dans tous les cas, Soult serait rejeté au fond de la Galice et hors d'état d'apporter à Victor une coopération quelconque lorsque Wellesley se retournerait contre lui.

Le 8 mai, Beresford était à Vizeu, et le surlendemain à Lamego où nous ne soupçonnions en rien sa présence. Ce même jour, 10 mai, le petit corps d'observation que nous avions sur la rive gauche du Douro, sous les ordres du général Franceschi, aux environs d'Albergaria-Nova, était assailli et presque enveloppé par l'armée que dirigeait Wellesley en personne. Sans le retard que subit la cavalerie anglaise égarée par ses guides, retard qui condamna à l'immobilité un détachement envoyé par le lac d'Ovar pour nous couper la retraite, Franceschi se serait trouvé dans une position désespérée. Il réussit à se dégager à force de bravoure et de sang-froid et se replia sur Oporto[2], que nos troupes regagnèrent dans la nuit du 11 au 12 mai.

Le maréchal Soult avait donné les premiers ordres pour assurer la retraite de l'armée par la vallée de la Tamega; mais plein de confiance dans la force de sa position à Oporto, il ne se pressait nullement d'évacuer cette ville. Depuis le 2 mai, et avant de penser encore à cette pénible nécessité, il avait fait reprendre Amarante par le général Loison qui en avait chassé les bandes de Sylveira, et c'est sur Amarante qu'il dirigeait maintenant tous nos corps détachés qui occupaient la province d'Oporto, principalement celui

1. A Castlereagh, 18 mai.
2. Napier : *History of the Peninsular War.*

de Lorges, ramené de la Lima sur la Tamega. Amarante était en effet la clef de la vallée de la Tamega, mais nous ne pouvions garder ce point si essentiel à notre sécurité qu'en surveillant avec une extrême attention le cours du Douro, de Mezamfrio à Villaréal, et en général jusqu'à la mer, car ce fleuve opposait à toute attaque venue du sud une barrière absolument infranchissable, pour peu qu'elle fût défendue. Protégée par ce formidable obstacle, notre armée pourrait se retirer aisément par Chaves et Braganco sur Salamanque; et là, bien que réduite à la défensive, elle continuerait à menacer les flancs de l'armée anglaise; elle pourrait à volonté, selon les mouvements de Wellesley, se porter au secours de Ney en Galice, ou de Victor sur le Tage.

Ce plan était sans doute le meilleur parti qu'on pût tirer de la nécessité cruelle et humiliante d'évacuer le Portugal. Il était aussi très-réalisable à la condition qu'on n'oubliât pas qu'on avait affaire, non plus aux levées tumultueuses et indisciplinées de l'insurrection, mais à un ennemi aussi habile qu'actif et entreprenant. Il semble que Soult, averti des dangers qui le menaçaient dans son propre camp, par les révélations de d'Argenton, de la marche et des intentions de l'ennemi par la retraite de Franceschi, aurait dû redoubler de vigilance et de célérité. Mais loin de prendre la prompte décision que réclamaient les circonstances, il se détermina à passer encore à Oporto la journée du 12 mai. La seule précaution qu'il prit, fut de faire retirer sur la rive droite du Douro les embarcations qui se trouvaient dans le voisinage immédiat d'Oporto. Il était si convaincu que le pas-

sage du fleuve était impossible, qu'il avait donné l'ordre de ne pas répondre au feu des tirailleurs anglais qui garnissaient la rive opposée[1]. Et, chose plus extraordinaire encore, avisé dès six heures du matin du projet de surprise que méditait Wellesley, il prit à peine le soin de faire vérifier le fait et se borna à un examen superficiel et insuffisant[2].

Wellesley occupait déjà les faubourgs de la rive gauche, dissimulant ses troupes derrière les hauteurs de la Sarea, petite montagne du haut de laquelle il découvrait nos positions et nos mouvements sans être aperçu lui-même. Témoin de la négligence extraordinaire avec laquelle nous gardions les abords du fleuve, il se résout sur-le-champ à tenter un passage de vive force, malgré l'obstacle en apparence invincible que lui oppose un courant de cent cinquante toises de large, et la présence de toute une armée sur l'autre rive. En face de la Sarea, au delà du Douro, se trouvait un édifice non terminé, mais formant un enclos très-solide, appelé le *Séminaire*. C'est le point qu'il choisit pour le débarquement de ses troupes. A l'aide d'un petit bateau dérobé à nos recherches, un de ses officiers lui ramène trois des embarcations que les Français ont retirées sur la rive droite. La première passe d'abord avec vingt-cinq hommes qui se lancent hardiment au milieu de notre armée, et prennent possession du *Séminaire* sans avoir été aper-

1. Déposition du secrétaire du gouverneur d'Oporto, du 13 mai 1809. Voir les *Supplementary dispatches of the duke of W.*, vol. VI.

2. *Mémoires sur les opérations militaires en Galice et en Portugal*, par Lenoble. Ce témoin est d'autant moins suspect qu'il a écrit sous l'inspiration de Soult.

Une fois arrivés là, nous avions de nouveau le choix entre la route de Braga à gauche et celle de Bragance par Chaves à droite. Mais il était plus que probable que Wellesley nous avait devancés à Braga, et Chaves était depuis longtemps au pouvoir de l'ennemi. Soult se décida en conséquence pour un chemin intermédiaire, mais très-difficile, qui devait nous conduire à Orense par Salamonde, Ruivaëns et Montalègre. On imposa donc aux divisions Lorge et Loison le même sacrifice qu'au reste de l'armée; on détruisit les bagages et les munitions, on abandonna les canons, et nos troupes ainsi allégées s'engagèrent dans le défilé de ces régions montagneuses, par un temps affreux qui changeait chaque ruisseau en torrent, soutenant des combats continuels contre les paysans insurgés ou les avant-gardes anglaises, et marquant chacun de leurs pas par les morts qu'elles laissaient derrière elles. Deux fois l'armée faillit être arrêtée et se vit sur le point de succomber devant des obstacles misérables. Au passage du Cavado, puis au Miserella, son salut fut à la merci des insurgés qui gardaient les ponts; elle ne se tira de ce mauvais pas que grâce à une sorte de miracle d'intrépidité. Deux fois elle fut sauvée, contre toute espérance, par l'héroïsme du major Dulong. Enfin, après des souffrances sans nom, elle arriva à Orense, le 18 mai 1809, épuisée de fatigue, les vêtements en lambeaux, sans chaussures, sans bagages, sans munitions, sans artillerie. Il y avait deux mois et demi qu'elle avait traversé cette ville en triomphe pour faire son entrée en Portugal. Elle y revenait battue, après avoir perdu un royaume et six mille hommes de son effectif, les uns aban-

donnés dans les hôpitaux, les autres tombés dans le combat ou égorgés le long du chemin dans les embuscades.

Wellesley avait atteint son but. S'il n'avait pas entièrement détruit Soult, comme il avait pu s'en flatter un instant, il l'avait forcé d'évacuer le Portugal, il l'avait rejeté sur la Galice bien loin de la ligne d'opération que Soult s'était proposé d'occuper sur les flancs de l'armée anglaise, enfin il avait mis, selon sa propre expression, ce corps d'armée dans « un tel état de mutilation, » qu'il ne pouvait plus rien entreprendre pour quelque temps. Si le général anglais ne nous avait pas fait plus de mal encore pendant notre retraite, c'est que selon la juste observation contenue dans une de ses lettres à Castlereagh, des troupes qui avaient conservé leur artillerie et leur équipement, ne pouvaient pas suivre les mêmes chemins que des troupes qui avaient jeté tout cela pour fuir plus vite. Toutes ses opérations depuis l'ouverture de cette courte et brillante campagne, si funeste pour nous, avaient été conduites avec une extrême hardiesse, en même temps qu'avec une prudence consommée. La surprise d'Oporto, où l'on vit une armée française et l'un des plus habiles élèves de Bonaparte forcés et battus dans des positions inexpugnables, attestait à elle seule un véritable génie militaire. Lorsqu'en présence de ces combinaisons si prévoyantes, dans lesquelles rien n'est jamais laissé au hasard, de ces ordres inspirés par un mélange si frappant d'audace et de calcul, on lit nos doléances stéréotypées depuis lors, et reproduites même par Jomini, sur le « *bonheur de Welling-*

*ton* », on ne peut s'empêcher de sourire de tant de naïveté dans le parti pris. Malheureusement pour nous, la continuité de ce bonheur ne devait pas être moins surprenante que son éclat, car il ne se démentit pas une fois, au milieu des situations les plus difficiles, de Vimieiro à Waterloo ; et l'on en trouverait à peine un autre exemple dans l'histoire. Mais pour quiconque eût pu suivre et observer de près le général encore peu connu qui, à cette extrémité de l'Europe et si loin du théâtre où se fixaient tous les regards, venait d'infliger à Napoléon deux des échecs les plus sensibles qu'il eût jamais éprouvés, pour qui eût pu voir à l'œuvre tant de qualités éminentes, son jugement si sûr, sa volonté froide et indomptable, son empire sur lui-même et sur les autres, son dédain pour tout charlatanisme, sa répugnance pour toute opération aventurée, dût-elle profiter à sa gloire personnelle, sa stratégie un peu méthodique et expectante, mais appropriée à la faiblesse de ses ressources, qui faisait de la défensive un art terrible, son habileté à ne recevoir que les batailles dans lesquelles il avait mis toutes les chances de son côté, sa sollicitude envers les siens, sa scrupuleuse probité envers ses adversaires, pour celui-là, dis-je, il n'y avait dès lors plus à s'y tromper : il nous était né un ennemi formidable, et l'Angleterre, qui pleurait encore Nelson et Pitt, avait retrouvé un homme.

## CHAPITRE III.

### CAMPAGNE DE TALAVERA. — EXPÉDITION DE WALCHEREN (MAI-SEPTEMBRE 1809).

Pendant que Wellesley nous arrachait pour la seconde fois le Portugal, et que Soult terminait cette campagne peu glorieuse, dans laquelle il avait déployé plus d'agilité que de qualités solides, tous nos mouvements militaires dans la Péninsule étaient paralysés par l'expectative à laquelle le plan de Napoléon avait condamné nos autres armées. D'après ce plan, c'était en effet lorsque Soult marcherait d'Oporto sur Lisbonne, et seulement alors, que le maréchal Victor et le général Lapisse devaient se porter vers les frontières du Portugal, pour se jeter ensuite sur l'Andalousie. Or, par un vice inhérent à ces opérations mal liées, et par suite du peu d'initiative accordé à l'état major de Joseph, la condition la plus essentielle de ce plan venant à rester inexécutée, on se trouva sans cesse dans l'impossibilité d'y suppléer, et rien ne put se faire à temps. Nos communications étaient partout interceptées, ce qui était à prévoir sur un champ d'opérations aussi

étendu, et aussi ardemment disputé. On ne savait rien à Madrid des mouvements de Soult ; on n'y savait rien du débarquement de Wellesley, de sa marche sur Oporto. On ne connut que le 14 juin 1809 l'évacuation de cette ville, qui avait eu lieu le 12 mai précédent. Malgré cette incertitude, le maréchal Jourdan, qui dirigeait les opérations pour le compte du roi Joseph, fit faire en temps opportun les mouvements convenus. Dès la fin de mars et les premiers jours d'avril, Victor, après sa victoire de Médellin sur Cuesta, vint prendre position à Mérida; Lapisse marcha de Salamanque sur Ciudad Rodrigo. Il trouva cette place occupée par l'ennemi, et ne pouvant en faire le siége, il vint rejoindre Victor à Mérida. Là tous deux attendirent la nouvelle de la marche de Soult sur Lisbonne.

Les instructions de Napoléon n'admettaient jamais la possibilité d'un échec, lorsqu'il avait donné un ordre. Il n'avait pas prévu le cas où ce maréchal serait forcé de s'arrêter à Oporto; avait-on le droit de le prévoir à Madrid et de modifier les plans de l'Empereur ? Non-seulement il ne l'eût pas souffert, mais il avait pris ses précautions pour que la cour de Madrid ne pût se permettre un pareil empiétement sur les prérogatives impériales. Les chefs de corps correspondaient directement avec le ministre de la guerre Clarke ; ils n'écoutaient les sages avis du maréchal Jourdan que pour la forme. Dans l'inquiétude croissante où l'on était à Madrid au sujet de Soult, Jourdan donna à Victor l'ordre formel de marcher sur la frontière du Portugal, pour faire une diversion en sa faveur et s'informer de son

sort[1]. Victor préféra s'en tenir à la lettre des instructions de Napoléon qui ne lui prescrivaient rien de pareil. Il resta immobile à Mérida jusqu'au 25 avril, puis sans consulter personne, il se replia sur Torremocha.

Il alléguait à l'appui de sa résolution la réorganisation de l'armée de Cuesta, la présence de bandes portugaises à Alcantara, de paysans insurgés sur ses derrières, enfin la nécessité de faire vivre son armée dans un pays mieux pourvu[2]. Le maréchal Jourdan, pénétré avant tout de la nécessité de garder la grande route du Tage, qui était le chemin de Madrid et la ligne la plus indispensable à nos communications soit avec Soult, soit avec Mortier et Ney, ordonna alors à Victor de s'établir à Alcantara, dont le pont avait pour nous une importance capitale. Victor lui désobéit de nouveau : il semblait uniquement préoccupé de son expédition en Andalousie, projet devenu irréalisable pour le moment, mais qui lui promettait une brillante occasion de jouer au général en chef. Il en résulta que les Portugais eurent tout le loisir désirable de faire sauter le pont d'Alcantara. Victor dut se rabattre piteusement sur Talavera, sans oser livrer bataille à Cuesta, dont l'armée venait de se reconstituer sous ses yeux[3].

Partout le même défaut d'ensemble et de concert avait amené les mêmes malheurs, sans qu'on pût

1. Rapport de Jourdan au ministre de la guerre, en date du 26 juin 1809.

2. Lettre de Victor au maréchal Jourdan, 25 avril 1809. — *Correspondance du roi Joseph.*

3. Rapport de Jourdan, déjà cité — Victor à Jourdan, 29 mai 1809; au roi Joseph, 8 juin 1809. — Jourdan à Victor, 1er juin.

les imputer avec justice à ceux qui en semblaient les auteurs. Chacun des chefs de corps n'obéissant qu'à Napoléon, c'est-à-dire se trouvant à peu près indépendant de fait grâce aux distances, et comme c'était fort naturel, s'occupant beaucoup plus des exigences de sa propre situation que des embarras de sesco llègues, la maxime « chacun pour soi » était la première règle de conduite, dans une guerre qui réclamait avant tout un grand esprit de sacrifice et d'abnégation. Ainsi, c'est au moment où Soult avait le plus besoin d'une forte démonstration militaire sur les frontières de Portugal, que Ney, fort excusable, il est vrai, puisqu'on lui laissait ignorer tous les mouvements de ce maréchal, préparait une grande expédition, combinée avec Kellermann, dans la province des Asturies, et se portait au nord de la Galice, lorsque sa présence aurait été si utile au sud.

Ney partit de Lugo le 13 mai, le lendemain même du jour où Soult évacuait Oporto. Le marquis de la Romana, qui s'était jeté dans les Asturies, ne pouvait espérer les défendre contre un tel adversaire: il ne s'étudia qu'à lui échapper en évitant avec soin toute action générale. Aussi, lorsque Ney, après lui avoir enlevé de vive force Oviedo, se flatta de l'acculer à la mer et de le forcer à se rendre, il n'arriva à Gijon que pour assister à son embarquement sur un vaisseau anglais. L'habile chef de partisans avait congédié peu à peu toutes ses troupes, en leur faisant faire avec les nôtres une sorte de chassé-croisé. Peu de jours après, il se faisait débarquer sur les côtes de Galice pour aller les rejoindre, et, pendant

que nous battions de toutes parts les Asturies pour y rencontrer cet ennemi insaisissable, ses bandes assiégeaient déjà Lugo, que Ney et Kellermann venaient à peine de quitter[1].

La Galice était donc comme abandonnée et à moitié retombée au pouvoir de l'ennemi, lorsque Soult reparut dans cette province, à la tête de ses troupes épuisées. Il n'eut aucune peine à délivrer Lugo, où Ney le rejoignit le 30 mai. Ce maréchal s'empressa de mettre à la disposition de Soult les ressources des arsenaux du Ferrol et de la Corogne, et, grâce à ces secours, le deuxième corps put se remettre de ses pertes et de ses fatigues avec une promptitude inespérée. Mais les récits des soldats firent connaître, dans tous leurs détails, les tristes épisodes de la courte royauté d'Oporto et de l'évacuation du Portugal : l'effet moral fut désastreux.

Pendant tout le cours de ce mois de mai si important, si décisif, Napoléon entièrement absorbé par les affaires d'Allemagne, qui étaient assurément bien faites pour le préoccuper, car il venait d'y subir l'échec d'Essling, n'avait pas donné un seul ordre relatif à l'Espagne, si ce n'est toutefois celui d'en retirer les troupes et les officiers dont il avait besoin sur le Danube. Ce n'est que le 3 juin, qu'il commence à s'inquiéter, à la nouvelle que les Anglais ont attaqué Soult, et le 11 juin, qu'il se remet à examiner sérieusement la situation de l'Espagne.

Il découvre sur-le-champ les fautes commises, mais loin de les imputer à son propre système, il les

1. Rapport de Ney à Joseph, 21 mai 1809. — Napier, Jomini.

rejette sur ceux qui n'ont fait qu'exécuter ses ordres. On a eu tort de laisser les Anglais se former à Lisbonne, tort de ne pas ouvrir les communications avec Soult comme avec Ney, tort de ne pas détruire Cuesta, tort de ne pas rejeter les insurgés de la Sierra Morena, au-delà de la Caroline, tort d'agir sur tous les points de la circonférence, comme si ce n'était pas lui qui avait poussé nos armées sur toutes les extrémités de la Péninsule, en Catalogne, en Aragon, en Galice, en Portugal après y avoir annihilé tout centre d'action! Et c'est Jourdan qu'il rend responsable de toutes ces fautes, oubliant à plaisir qu'il a mis Jourdan dans l'impossibilité de donner de tels ordres, qu'il a défendu à ses lieutenants de lui obéir, que ce maréchal a fait précisément tout ce qu'il fallait pour prévenir ou réparer ces malheurs, en ordonnant à Victor de menacer Lisbonne, et plus tard d'attaquer Cuesta, à Mortier de s'avancer de Logroño sur Valladolid. Et pour remédier aux embarras d'une situation devenue si critique, quel expédient imagine Napoléon? Celui de former des trois corps de Ney, de Soult et de Mortier une seule armée chargée avant tout de marcher aux Anglais et de les jeter à la mer; idée très-juste quoique tardive, mais qu'il fausse immédiatement. Il confie le commandement supérieur de cette armée, non pas au judicieux Jourdan, chef modeste et plein d'expérience, dont l'autorité eût été reconnue de tout le monde, mais à Soult devenu le plus impopulaire des maréchaux, à Soult déconsidéré par sa défaite et ses intrigues en Portugal, à Soult enfin, qui venait de se donner vis-à-vis de Ney de ces torts qu'un homme

fier ne pardonne pas. C'était tout à la fois paralyser plus que jamais la direction centrale de Madrid, en créant à côté d'elle une autorité égale sinon supérieure à la sienne, et affaiblir par avance tous les ressorts de la nouvelle force offensive qu'on sentait la nécessité d'opposer à Wellesley[1].

Soult était à Zamora dans le royaume de Léon lorsque cet ordre de l'empereur parvint en Espagne. Une mésintelligence des plus graves, qui allait jusqu'à l'inimitié déclarée, venait d'éclater entre ce maréchal et son collègue Ney, au moment même où ce dernier venait d'être placé sous les ordres de Soult. Avant de se séparer à Lugo, lorsque le deuxième corps eût retrouvé des ressources et des forces grâce aux soins empressés de Ney, les deux maréchaux étaient convenus de faire ensemble une expédition combinée, dans le but de détruire les bandes de la Romana, et les établissements que les Anglais avaient formés sur la côte à Vigo.

Une fois ce projet réalisé, notre position si précaire en Galice serait de nouveau consolidée, et Soult pourrait exécuter son plan favori, qui était de redescendre le long de la frontière du Portugal, jusqu'à ce qu'il se trouvât sur l'aile gauche de l'armée de Wellesley, à portée de la suivre et de l'observer. Conformément à cette convention qui, pour plus de sûreté, fut rédigée par écrit, Ney marcha sur Vigo le long du littoral galicien, pendant que Soult descendait le Minho jusqu'à Monforte, d'où il chassa la Romana. Mais au lieu de poursuivre le général espagnol

1. Napoléon à Clarke, 3 juin, 11 et 12 juin 1809.

sur Orense pour achever sa défaite, en le prenant entre deux feux, Soult se tint immobile à Monforte. Il lança des avant-gardes dans une tout autre direction, celle de la vallée du Sil, du Bibey, et sur la route de Zamora. Dans une lettre justificative qui fut interceptée par les Anglais[1], ce maréchal assure que sa mission se terminait là, et que c'était alors à son collègue de marcher sur Orense pour y détruire la Romana. Mais du moment que Soult pouvait obtenir à peu de frais un avantage si essentiel, avait-il le droit de s'en remettre à un autre, dont les forces pouvaient ne pas suffire à cette tâche? Ney trouvant de son côté les établissements de Vigo beaucoup plus redoutables qu'il ne s'y attendait, ne voulut pas les attaquer avant d'être sûr de la coopération du maréchal. Il se contenta de refouler les avant-postes anglo-portugais jusqu'à San Payo, où il rencontra une résistance énergique, et là il apprit tout à coup la présence des bandes de la Romana sur sa gauche. Menacé d'une double attaque par des forces très-supérieures, il écrivit à Soult, et n'en reçut aucune réponse. Il fut même informé que le mouvement du deuxième corps sur Zamora se prononçait de plus en plus. Il prit alors le parti de se retirer sur Saint-Jacques de Compostelle, le cœur plein de colère, accusant hautement son collègue de lui avoir tendu un piége combiné avec la plus noire perfidie.

Cette déception amena le maréchal Ney à une résolution beaucoup plus grave. Depuis qu'il occupait la

1. Cette lettre de Soult, datée du 25 juin 1809, a été publiée dans le tome VI des *Supplementary Dispatches* of Wellington.

Galice, il n'avait eu pour tout loisir qu'un continuel combat, et son corps d'armée s'était considérablement réduit. Il ne pouvait plus guère mettre en ligne qu'une douzaine de mille hommes, en réunissant toutes ses forces valides. C'était trop peu désormais pour lutter avec avantage contre les deux armées qu'il venait de reconnaître aux environs de Vigo, surtout si l'on tenait compte de leur accroissement probable, et de la certitude qu'on avait de ne recevoir aucun secours. Mais ce n'était pas tout : Ney savait maintenant que l'armée de Wellesley se préparait à franchir les frontières du Portugal. Qu'arriverait-il, s'il prenait fantaisie à ce général de recommencer la campagne de Moore et de le venger, en faisant une armée française prisonnière sur les lieux mêmes qui avaient vu fuir l'armée britannique? Dans ce cas, le sort de Ney était certain à l'avance : cerné à la fois par Wellesley, la Romana et Noruña qui commandait à Vigo, il ne lui resterait aucun moyen d'échapper. Sa présence pourrait, au contraire, être très-utile sur les autres points de la Péninsule dont le sort paraissait de plus en plus incertain. Ney se décida en conséquence à évacuer la Galice, et sa détermination une fois prise, il l'exécuta sur-le-champ. Il emmena avec lui ses blessés, ses malades, toute son artillerie, et dans les premiers jours de juillet 1809 il était à Astorga.

Ainsi, lorsque l'ordre de Napoléon, qui concentrait dans les mains de Soult le commandement de trois corps d'armée, arriva en Espagne, ce maréchal était à Zamora, Mortier à Valladolid, et Ney à Astorga, plus disposé à envoyer un cartel à son collègue qu'à

servir sous ses ordres. Nos autres positions militaires au centre de la Péninsule, étaient uniquement défensives. Victor avait rétrogradé jusqu'à Talavera, en face de l'armée de Cuesta, observant la vallée du Tage et couvrant la route de Madrid ; Sébastiani occupait la Manche, il refoulait dans les défilés de la Sierra Morena aussitôt qu'elle se montrait, une armée dont la vraie force était inconnue, et qui était commandée par Vénégas. Quant à Saint-Cyr et à Suchet qui tenaient la campagne avec des chances diverses, l'un en Catalogne, l'autre en Aragon, sans réussir à soumettre ces deux provinces, ils ne pouvaient avoir aucune influence sur des opérations engagées si loin d'eux. Tout ce qu'on pouvait espérer de leur concours, c'est qu'ils maintiendraient leurs positions respectives contre une insurrection toujours battue, jamais découragée.

Le premier effet de la concentration opérée dans les mains de Soult fut d'affaiblir le véritable centre de résistance, qui était sur le Tage et dans la région située autour de Madrid. Après l'évacuation du Portugal et la retraite de Soult sur la Galice, Jourdan pressentit avec beaucoup de justesse que Wellesley allait se retourner contre Victor, qui était d'autant moins en état de lui tenir tête, qu'il n'avait pas su venir à bout de Cuesta isolé. Il prévit que les deux armées de Wellesley et de Cuesta se porteraient naturellement contre la capitale que menaçait déjà l'armée de Vénégas. Si ce danger se réalisait, Joseph réduit aux corps de Victor, de Sébastiani, et à celui qui lui servait de garde, devait se trouver incapable de résister à cette triple attaque.

Jourdan décida alors, à force d'instances, le maréchal Mortier à prendre position au pied du Guadarrama, à Villacastin, où il était à portée d'accourir au secours du roi Joseph si les circonstances l'exigeaient, sans cependant s'éloigner trop du quartier général de Soult à Zamora. Mais Soult, qui avait son plan à lui et qui était jaloux d'établir son autorité de fraîche date, rappela Mortier de Villacastin sur Valladolid, sans tenir aucun compte des cris de détresse de Joseph. Non content du commandement que l'empereur venait de lui confier avec si peu d'opportunité, ce maréchal visait à attirer à lui tout le reste de nos forces militaires en Espagne.

Très-peu instruit des projets de Wellesley, il méditait contre le Portugal une seconde campagne, qui eût commencé par le siége de Ciudad Rodrigo et d'Alméida, places fortes capables d'une longue résistance. Ce plan exigeait la création préalable de deux corps d'observation, tirés des armées de l'Aragon, de la Catalogne et de la Manche, dont on ne pouvait distraire un seul régiment sans les exposer gravement, il impliquait des ressources en approvisionnements, en munitions, en argent, hors de toute proportion avec celles dont le roi Joseph pouvait disposer[1]. La lettre dans laquelle Soult exposait ses vues était du 13 juillet 1809. A cette date, Wellesley s'avançait vers Madrid par la vallée du Tage. Il était à Plasencia dans la position même où Soult proposait au roi de placer un des deux corps d'observation.

1. Soult au roi Joseph, 13 juillet 1809.

D'après la nature et le but de ses opérations comme d'après ses propres calculs, le général anglais aurait dû se trouver à Plasencia beaucoup plus tôt. Il avait été retardé par diverses causes qui ne dépendaient pas de sa volonté, par le manque d'argent, faute imputable seulement à un ministère incapable de comprendre l'importance de ses plans, par le délai nécessaire pour obtenir l'autorisation d'étendre ses opérations en Espagne, au delà des provinces adjacentes à la frontière portugaise, enfin par la nécessité de concerter ses mouvements soit avec le général Cuesta, soit avec la junte centrale. Cuesta, capitaine plus que médiocre, caractère intraitable, voulait imposer au vainqueur d'Oporto des plans qui se modifiaient chaque matin, et qui n'étaient le plus souvent que d'absurdes divagations. Wellesley qui ne pouvait se passer de cet auxiliaire incommode, l'écoutait avec une patience admirable, il s'efforçait de le ramener à des idées plus saines, le plus souvent sans y réussir : « Ma correspondance avec Cuesta, écrivait-il à ce sujet, est des plus curieuses, et prouve du moins que ce général est un gentleman aussi obstiné qu'on peut le désirer pour un chef d'armée. Il refuse de changer ses positions, même pour assurer le salut de son armée, sous prétexte que ce changement serait humiliant pour lui-même; et cependant, ce mouvement aurait pour effet d'anéantir l'armée de Victor ! [1] » Wellesley avait été forcé de céder devant l'invincible opiniâtreté de l'Espagnol et d'adopter ses plans à peine modifiés, lorsque la re-

1. *Well. Dispatches* à Castlereagh, 17 juin 1819.

raite de Victor sur Talavera vint lui épargner l'ennui de les mettre à exécution [1].

Cette retraite simplifiait, en effet, la situation des armées alliées qui n'avaient plus qu'à remonter ensemble la vallée du Tage, jusqu'à ce qu'elles eussent atteint les nôtres. Wellesley eut une entrevue avec Cuesta au Puerto de Mirabete. Il fut convenu qu'on marcherait de concert contre l'armée de Victor, pendant que Vénégas déboucherait de la sierra Morena, et menacerait Madrid par Fuente Duenas. Wellesley ignorait la concentration des trois corps d'armée sous les ordres de Soult, il croyait Ney encore en Galice, il ne se doutait pas que déjà près de quarante mille hommes étaient réunis aux environs de Salamanque. Il avait toutefois compris la nécessité de garder les passages de la chaîne de montagnes qui sépare la Vieille Castille de la vallée du Tage, et c'était dans ce but qu'il avait amené Beresford avec un corps d'Anglo-Portugais à Ciudad Rodrigo, le duc del Parque à Alméida. Deux défilés très-importants, les cols de Baños et de Peralès restaient ouverts sur sa gauche; il en confia la garde à des détachements de Cuesta, qui consentit à grand'peine à y envoyer quelques troupes. Cela fait, l'armée anglo-espagnole marcha contre Victor, dans le but de l'atteindre et de le combattre avant l'arrivée des renforts que devait lui amener le roi Joseph. Wellesley avait avec lui vingt-deux mille Anglais [2]. Cuesta commandait à

1. *Ibid.* au col. Bourke, 9 juin; à Cuesta, 10 juin; à Castlereagh, 17 juin.

2. Les états de l'armée anglaise ne portent que 20,997 hommes,

environ trente-huit mille Espagnols, troupes qui ne manquaient pas de bravoure, mais qui étaient incapables de manœuvrer sur un champ de bataille. C'était en tout soixante mille soldats, dont un tiers environ était vraiment redoutable, mais qui, s'ils parvenaient à se réunir, comme on pouvait le craindre, aux trente mille hommes de Vénégas, constitueraient vers le centre de la Péninsule une masse vraiment formidable.

Mais Wellesley, quelque avisé et patient qu'il fût, n'avait encore aucune idée des embarras qui l'attendaient avec ses alliés. Il avait à peine commencé son mouvement que déjà une affreuse disette se faisait sentir parmi ses troupes. Le gouvernement espagnol ne lui fournissait ni les vivres, ni les approvisionnements, ni les moyens de transport qu'il était convenu de mettre à sa disposition, et le pays depuis longtemps épuisé ne présentait aucune ressource. On lui fit en revanche beaucoup de belles promesses, et il consentit à poursuivre sa marche. Le 20 juillet, il était à Oropesa. Le 23, il atteignait les Français sur l'Alberche, un des affluents du Tage. Victor était encore réduit à ses seules forces; il était débordé sur sa droite par la guérilla de Wilson, qui s'était avancée jusqu'à Arenas; l'occasion était excellente pour l'attaquer. Mais ici une nouvelle surprise attendait Wellesley : aucune supplication ne put décider Cuesta à engager le combat. Victor eut tout le loisir nécessaire pour décamper pendant la

mais les officiers n'étant pas comptés dans ces calculs, l'effectif réel était de 22,000 hommes.

nuit et se tirer de sa position périlleuse. Il n'eut pas plutôt disparu que Cuesta ne pensa plus qu'à courir après lui, sans même savoir au juste dans quelle direction il s'était retiré. Loin de cesser, la pénurie des troupes anglaises avait augmenté. Exaspéré, poussé à bout par tant de mécomptes, Wellesley déclara qu'il n'irait pas plus loin, et laissa son fantasque allié libre d'opérer à sa guise.

Heureusement pour lui, Cuesta ne pouvait pas s'avancer bien loin, car Joseph venait enfin de rejoindre Victor près de Tolède. Le roi amenait toutes les forces qu'il avait pu réunir à la hâte, c'est-à-dire sa garde, une partie de la garnison de Madrid et le corps du général Sébastiani. Cette armée s'élevait maintenant à un total de quarante-cinq à cinquante mille hommes. C'était assez pour tenir tête et disputer le terrain à l'armée anglo-espagnole, mais non pour avoir la certitude de vaincre, certitude qu'un général est toujours tenu de s'assurer lorsqu'il en a les moyens dans sa main. Or ces moyens, Joseph les possédait incontestablement. En amenant un seul des trois corps de Soult à Madrid, il eût acquis sur Wellesley une supériorité décidée. S'il en appelait deux, il était invincible. Tel avait été évidemment le projet de Jourdan lorsqu'il avait attiré Mortier à Villacastin, mais Soult, en dirigeant Mortier sur Salamanque, avait dérangé cette sage combinaison. Au lieu donc de faire arriver l'armée de Soult à Madrid par Avila, pour marcher ensuite à l'ennemi avec plus de forces qu'il n'en fallait pour l'écraser, on se résigna à adopter un plan, plus séduisant peut-être mais beaucoup moins sûr, qui consistait à jeter

Soult avec ses trois corps d'armée sur les derrières de l'armée anglo-espagnole, à Plasencia, pendant que Joseph l'attaquerait de front. Ce plan présentait en effet d'assez grandes chances de succès, à condition toutefois que les deux attaques seraient parfaitement simultanées. Mais cette condition était bien difficile à réaliser, et même dans cette éventualité, Wellesley pouvait facilement se mettre à couvert derrière le Tage, ainsi que Napoléon l'a fait remarquer dans son admirable critique des opérations de Talavera.

Quoi qu'il en soit, Soult ayant préjugé la question par la direction donnée à Mortier, Jourdan, pour éviter un conflit qui aurait été funeste en un pareil moment, crut devoir entrer dans les vues de ce maréchal, et lui fit donner l'ordre de *se porter le plus rapidement possible de Salamanque sur Plasencia.* Cet ordre, écrit le 22 juillet, lui fut remis le 24 à Salamanque par le géneral Foy[1]. De Salamanque à Plasencia il y a quatre marches : en accordant cinq à six jours pour les faire au maréchal Soult, il pouvait aisément être à Plasencia avec Mortier le 30

1. On a longtemps discuté la question de savoir sur qui devait en dernière analyse retomber la responsabilité de cet ordre, les uns l'imputant à Jourdan, les autres à Soult. La correspondance des deux généraux nous paraît trancher la question : « Il résulte *de vos lettres,* disait Jourdan dans la lettre même où l'ordre était donné le 22 juillet, et de ce que le général Foy a dit au roi, que vous aviez prévu que ce mouvement deviendrait nécessaire, et *que vous vous y êtes préparé en réunissant vos trois corps d'armée vers Salamanque;* il ne s'agit donc que de l'exécuter promptement. » En fin de compte la responsabilité remontait tout entière à celui qui avait donné à Soult un commandement indépendant, c'est-à-dire à Napoléon.

uillet. Quant à Ney, qui était encore à Astorga, il ui fallait quelques jours de plus ; mais quarante mille hommes suffisaient en attendant pour faire suspendre le mouvement offensif de Wellesley, et même pour le faire rétrograder devant l'armée de Joseph. Il était donc d'une extrême importance pour Joseph de ne pas attaquer les armées alliées avant l'arrivée de Soult à Plasencia, car nos plus grandes chances de succès reposaient sur la coïncidence des deux mouvements.

Mais Joseph était démesurément préoccupé de la conservation de sa capitale. Il avait laissé Madrid sous le coup d'une panique inexprimable. Tous nos nationaux, nos employés et les hommes compromis pour nous s'étaient réfugiés avec leurs familles et leurs effets les plus précieux dans le Retiro, transformé en forteresse et défendu par environ quatre mille soldats, qui s'y retranchaient sous les ordres du général Belliard. Si Joseph continuait à rétrograder vers le Guadarrama, qui était sa ligne de retraite naturelle, et si Vénégas, qui était sorti de la sierra Morena, s'avançait vers la capitale découverte, c'en était fait de cette faible garnison, et des familles qu'elle protégeait contre les ressentiments de la population. A ces considérations d'humanité se joignaient des motifs politiques qui étaient loin d'être sans valeur. Joseph n'avait oublié ni l'effet moral extraordinaire produit par l'évacuation de Madrid après Baylen, ni les sanglants reproches que l'empereur lui avait adressés à cette occasion. Il était évidemment sous l'empire de ces appréhensions usqu'à un certain point justifiées, mais toujours fâ-

chcuses à la guerre, lorsqu'il résolut de marcher contre l'armée anglo-espagnole.

Cuesta continuait à s'acharner à la poursuite de Victor, malgré les sages avis de Wellesley, lorsque, le 25 juillet, son avant-garde vint donner dans nos avant-postes, entre Alcabon et Torrijos. Elle fut mise en déroute en quelques instants par la cavalerie de Latour-Maubourg et de Merlin. Ce début était encourageant pour nous, et notre armée, au lieu de rester sur la défensive, ce qui eût été le parti le plus prudent, revint sur l'Alberche à la suite des Espagnols. Ils se repliaient vers Talavera, soutenus dans leur retraite par des détachements anglais que Wellesley leur avait envoyés fort à propos. Le 27 juillet 1809, Cuesta repassa l'Alberche, très-vivement poussé par nos troupes, qui le suivaient l'épée dans les reins. Il se résigna alors d'assez bonne grâce à venir occuper le poste que Wellesley lui avait assigné, dans la position choisie par lui pour nous livrer bataille.

Notre armée parut devant Talavera vers la fin de la journée du 27 juillet. Elle y trouva les troupes alliées rangées sur une ligne qui allait perpendiculairement du Tage à la chaîne de montagnes qui longe ce fleuve. Les positions de l'ennemi interceptaient ainsi toute la rive droite, et nous fermaient entièrement le passage. De la ville à la chaîne de montagnes, s'élevait une série de mamelons d'un accès difficile, qui se terminait brusquement par une hauteur plus escarpée que les autres. Cette hauteur, qui n'était séparée de la montagne que par un petit vallon, servait d'appui à l'extrême gauche de l'armée an-

glo-espagnole, dont la droite s'étendait jusqu'à Talavera et au Tage; elle était la clef de toute la position. Sur ces mamelons peu accessibles, mais découverts et exposés au feu de l'artillerie, Wellesley avait posté les troupes anglaises commandées par ses lieutenants Hill, Mackenzie, Sherbrooke, Campbell. A Talavera même, derrière des fossés, des bâtiments, des remblais de terre, et des bois d'oliviers, était retranchée l'armée espagnole, dans une position appropriée à son inexpérience, et qui était inexpugnable pour peu qu'on la défendît. Autant Wellesley s'était montré hardi et entreprenant dans la courte campagne de Portugal, où il commandait à ses propres troupes; autant il était devenu prudent et circonspect depuis qu'il avait vu à l'œuvre cette armée de Cuesta, tour à tour si téméraire et si pusillanime, et comme le sont en général les levées insurrectionnelles, absolument incapable d'exécuter une manœuvre sur un champ de bataille. Résolu à ne combattre qu'à coup sûr, il avait adopté la seule disposition qui pût dans toutes les éventualités lui assurer un succès, c'etait de se tenir sur une invariable défensive.

La journée était déjà très-avancée lorsque nos troupes se déployèrent devant Talavera. Cependant Victor, dont le corps d'armée marchait le premier, n'hésita pas à engager l'action sans consulter personne. Connaissant le terrain de longue date, il avait compris dès le premier coup d'œil l'importance de la hauteur qui soutenait l'extrême gauche des Anglais. Cette position si essentielle ne paraissait pas avoir attiré l'attention de Wellesley, car elle était presque

dégarnie de troupes et n'était occupée que par la brigade du général Donkin. Il était donc possible de l'enlever dans le premier moment de surprise, et par suite de tourner la gauche des Anglais, ce qui les forcerait à exécuter un changement de front, opération toujours critique devant l'ennemi, et à combattre le fleuve à dos. L'attaque du mamelon commença à la nuit tombante. La division Ruffin s'élança bravement à l'assaut des hauteurs, les gravit avec difficulté, puis en gagna le sommet sans se laisser arrêter par la vive fusillade des Anglais. Les défenseurs du plateau, chargés à la baïonnette et trop faibles pour résister, commençaient à plier, lorsque le général Hill qui avait aperçu le danger, accourt de la hauteur voisine avec une brigade, rétablit le combat et force les assaillants à reculer à leur tour. Mal soutenue par les autres divisions de Victor qui sont restées en réserve, la division Ruffin est refoulée du plateau, où elle laisse trois cents hommes tués ou blessés, et l'attaque est remise au lendemain.

Cet échec n'était pas de bon augure. Devait-on s'obstiner et risquer une affaire générale ? On n'était encore qu'au 28 juillet ; il était de toute impossibilité que Soult eût déjà opéré son mouvement sur Plasencia. Bien qu'il ne lui fallût à la rigueur que quatre jours pour y arriver de Salamanque, toutes ses troupes ne se trouvaient pas rassemblées dans cette ville, et il fallait d'abord les réunir sur ce point, avant de les amener à Plasencia. En mettant la plus grande célérité dans ses évolutions, il ne pouvait s'y trouver au plus tôt que le 30 ou 31 juillet, et seulement avec les deux tiers de son armée, car il fal-

ait à Ney au moins deux ou trois jours de plus. Combattre le 28, c'était donc se priver volontairement de l'immense avantage d'une attaque combinée. On aurait pu passer sur cet inconvénient si la bataille nous avait offert de grandes chances de succès, mais il n'en était rien maintenant que Victor avait donné l'éveil à l'ennemi par sa malheureuse tentative. Wellesley connaissait désormais le point faible de sa position, on pouvait s'attendre à le trouver sur ses gardes. Telles furent les considérations très-sensées que fit valoir Jourdan en faveur de la temporisation. Il était démontré qu'en présence d'une armée très-lente dans ses mouvements, et en quelque sorte boiteuse, notre retraite pouvait s'opérer sans danger vers les sources de l'Alberche. Mais Joseph, toujours tremblant pour la capitale, qui serait restée découverte pendant quelques jours, préféra renouveler une attaque dont Victor persistait plus que jamais à lui garantir le succès, dans l'espoir d'effacer la petite humiliation que l'ennemi lui avait infligée.

Le 28, au point du jour, après avoir ébranlé la ligne anglaise par une très-vive canonnade, Victor lance de nouveau à l'assaut du mamelon les régiments de Ruffin, soutenus cette fois par la division Villatte. Ces braves troupes escaladent impétueusement la montagne sous le feu de ses défenseurs ; rien ne résiste à leur premier élan. Parvenues au sommet, elles trouvent rangées en bataille sur le plateau toutes les forces de la veille, soutenues par de nouvelles réserves que Wellesley y a dirigées. Elles n'hésitent pas à engager le combat malgré la fusillade terrible qui décime leurs rangs. Mais bientôt une

charge générale des troupes de Hill force nos soldats à plier ; ils sont rejetés dans le ravin après avoir perdu plus de quinze cents hommes dans l'espace de quarante minutes.

Ce second échec était beaucoup plus grave et beaucoup moins excusable que le premier, d'abord parce qu'on avait reconnu la nécessité de s'emparer à tout prix du plateau, si l'on voulait gagner la bataille, ensuite parce qu'on en avait les moyens et qu'on ne sut pas s'en servir. Victor n'employa que deux divisions pour cette attaque meurtrière ; on eût dû y mettre s'il le fallait la moitié de l'armée. Après ces deux défaites successives, la réussite était de moins en moins probable, car l'accès de la hauteur que nous voulions emporter était beaucoup plus facile pour les Anglais que pour nous, et comme elle était plus près de leurs positions que des nôtres, ils pouvaient envoyer plus promptement autant de renforts à la défense que nous en enverrions à l'attaque. Les raisons que Jourdan alléguait le matin en faveur de la retraite, avaient donc bien plus de force maintenant que nos soldats commençaient à se décourager. Mais le maréchal Victor était blessé au vif dans son amour-propre militaire. Il insista de nouveau avec tant d'assurance pour continuer le combat, que Joseph céda encore, autant cette fois par faiblesse que par conviction, bien qu'une lettre de Soult reçue au moment même, lui eût fait savoir que ce maréchal ne serait à Plasencia que du 3 au 5 août.

Cette résolution prise, on comprit la nécessité d'engager simultanément le combat sur toute la ligne, afin d'offrir du moins aux soldats de Victor l'avan-

age d'une diversion et d'attirer l'attention des Anglais sur d'autres points. Ce parti était d'autant plus naturel que leur centre, qui n'avait pas combattu jusque-là, n'était nullement inabordable, et que si la position des Espagnols à leur droite paraissait inaccessible, on pouvait toujours compter avec eux sur beaucoup d'imprévu. La veille même, dans le premier moment de leur surprise à l'apparition de notre cavalerie, une partie de leurs troupes avait été saisie d'une telle panique, qu'elle avait fui jusqu'à Oropesa dans un affreux désordre. Une attaque vivement conduite sur leurs positions, aurait donc pu y produire des effets incalculables, malgré les difficultés qu'elle présentait.

Vers deux heures de l'après-midi, les soldats des deux armées qui, d'un accord tacite, avaient suspendu le combat et s'étaient mêlés sans défiance pour aller étancher leur soif dans un petit ruisseau qui séparait leurs positions, reprirent leurs rangs. Le corps de Sébastiani engagea l'action au centre, sous la protection d'une artillerie formidable. La division allemande de Leval, lancée inconsidérément sans être soutenue, sur le point où les positions anglaises se liaient aux positions espagnoles, se vit obligée de rétrograder après avoir perdu une partie de son artillerie; mais une nouvelle attaque dirigée par Lapisse et Sébastiani contre les divisions de Campbell, de Sherbrooke et de Mackenzie fut plus heureuse, et nos soldats commencèrent à gagner du terrain sur les troupes du centre. En même temps, Victor se préparait nouveau à assaillir le mamelon qu'il s'était engagé à enlever : « s'il n'y parvenait pas, s'était-il

écrié, il fallait renoncer à faire la guerre.» Il attaqua la hauteur de front en même temps que de flanc, en la faisant tourner par le vallon qui la séparait des montagnes. Ce mouvement tournant était exécuté par la division Villatte. Au moment où elle traverse le vallon, une brigade de cavalerie postée là par Wellesley, fond sur elle à bride abattue. Nos soldats évitent en partie le choc, mais leur mouvement est arrêté, ce qui rend inutile la manœuvre de Victor. Le 23e régiment de dragons anglais, emporté par son élan, les dépasse, poursuit sa course avec une incroyable furie, et perçant notre ligne, charge à outrance jusqu'à notre arrière-garde. Mais là, chargé à son tour par nos lanciers et par la cavalerie westphalienne, il est sabré et laisse sur le terrain la moitié de son effectif. Le combat continuait au centre. Lapisse et Sébastiani, un instant refoulés par la brigade des gardes accourue au secours de Sherbrooke, avaient repris contre elle une vigoureuse offensive, puis ils avaient repoussé en désordre la légion anglo-allemande qui essayait de leur résister. Le centre anglais était à moitié rompu et tout pliait devant nous sur ce point, lorsqu'une attaque faite avec autant d'énergie que d'à propos par le colonel Donellan, à la tête du 48e régiment, vient changer brusquement la fortune du combat. Les troupes anglaises se rallient autour de lui, elles ressaisissent la victoire qui leur échappait; leur artillerie, mieux dirigée, éclaircit nos rangs, et nos soldats découragés sont ramenés pour la troisième fois sur leurs positions.

La bataille de Talavera était perdue pour nous,

puisque nous avions échoué dans tout ce que nous avions entrepris, mais elle n'eut pas les conséquences d'une défaite. L'armée anglaise était épuisée par la lutte inégale qu'elle avait soutenue. Elle en avait seule porté tout le poids, et les Espagnols n'avaient pris part qu'à des affaires épisodiques. Elle avait eu en outre à souffrir cruellement du manque de vivres, n'ayant reçu que des demi-rations depuis le 22 juillet. Elle avait perdu un peu plus de six mille hommes, et l'armée française un peu plus de sept mille; mais la perte était plus sensible pour les Anglais, vu leur petit nombre. Wellesley s'abstint d'ordonner une poursuite qui aurait pu compromettre son succès. Ses troupes campèrent sur le terrain qu'elles avaient si bien défendu.

Dans la nuit du 28 au 29, notre armée commença son mouvement de retraite sans être inquiétée par l'ennemi. Dès le lendemain, Joseph détacha le corps de Sébastiani pour protéger Madrid contre Vénégas, et ce qui prouve avec évidence qu'il aurait pu opérer plus tôt cette manœuvre, c'est qu'il put la faire impunément après une bataille perdue. Vénégas n'avait été d'aucune utilité à l'armée anglo-espagnole. Il s'était tenu immobile à Daymiel, dans la Manche, au au moment où son intervention était le plus nécessaire. Chose incroyable pour quiconque n'a pas vu à l'œuvre les haines de parti, il avait été encouragé dans son inaction par la junte de Séville, qui craignait de voir Cuesta devenir trop puissant. En enlevant Madrid quelques jours auparavant, il aurait produit en Espagne un de ces coups de théâtre qui changent en un instant la face des choses, il en avait

volontairement perdu l'occasion, et aujourd'hui qu'il ne pouvait plus que se faire battre, il marchait avec assurance au devant de l'ennemi, qui allait d'ailleurs lui épargner la peine de le chercher bien loin.

Victor était resté à quelque distance de l'Alberche, attendant l'effet prévu de l'apparition de Soult sur les derrières des Anglais, apparition qui ne pouvait plus se faire attendre. Ce maréchal, précédé à Plasencia par le corps de Mortier, y arriva lui-même le 3 août, au moment où Ney le suivait à son tour par Salamanque. Autant Joseph avait été inconsidéré dans la précipitation avec laquelle il avait attaqué l'ennemi le 28 juillet, autant Soult était inexcusable dans la lenteur qu'il avait mise à opérer son mouvement. Tous deux obéirent en cette occasion à une secrète préoccupation qui éclate à chaque ligne de leur correspondance, celle de jouer le rôle principal dans la destruction de l'armée anglaise. Selon le plan du maréchal, le roi devait se borner à contenir les Anglais jusqu'au moment où Soult viendrait frapper le grand coup; selon le plan du roi, le maréchal ne devait qu'achever la défaite, après que Joseph aurait rejeté l'armée anglaise sur Plasencia. L'un comme l'autre n'avait que le second rôle dans la pensée de son coopérateur, et dans la sienne propre il avait le premier; cela seul suffisait pour nous faire perdre tous nos avantages. Tel était le résultat de ces commandements divisés et de ces responsabilités mal définies que Napoléon avait créés dans la Péninsule[1].

1. Voir sur Talavera la *correspondance* du roi Joseph, juillet et

Wellesley était encore occupé à remettre son armée des fatigues de Talavera, lorsque le 2 août il apprit la présence à Plasencia des premiers détachements de Soult. Toujours convaincu qu'il n'y avait là que le corps d'occupation du Portugal, il se porte aussitôt à sa rencontre avec dix-sept mille Anglais, laissant à Talavera l'armée espagnole, qu'il charge de garder ses blessés et de défendre le passage du Tage. Le 3 août, il fut informé en même temps qu'il y avait à Plasencia au moins deux corps d'armée, et que Joseph allait rejoindre Victor pour reprendre l'offensive. Menacé d'une double attaque par des forces très-supérieures aux siennes, et comprenant tout le péril de sa position, il change sur-le-champ sa ligne de retraite. Il repasse le Tage à Puente de l'Arzobispo, envoie en toute hâte un détachement pour faire sauter le pont d'Almaraz avant notre arrivée, et protégé momentanément par la barrière que nous oppose le fleuve, il se replie sur Truxillo, à travers les chemins impraticables de la sierra de Guadalupe. Soit indécision, soit lassitude, notre armée renonce à le poursuivre. Livré à ses propres inspirations, Cuesta avait devancé le mouvement de Wellesley, en abandonnant à Talavera tous les blessés de l'armée anglaise.

août 1809; les rapports de Jourdan et de Victor, et les contestations si instructives de ce dernier maréchal avec Joseph; le rapport de Soult à Clarke en date du 13 août; le rapport de la Cuesta, daté de Séville, le 7 septembre 1809; la relation du général Desprez; les *Dispatches* of Wellington, 29 juillet 1809; les lettres interceptées de Jourdan à Berthier et à Soult, en date du 30 juillet 1809; Napier, *History of the peninsular war*, Lord Londonderry, Jomini, Toreno, etc.

A quelques jours de là, le 11 août 1809, Sébastiani, qui était parvenu à atteindre Vénégas, infligeait à ce général une défaite des plus sanglantes à Almonacid, non loin de Tolède. Mais ni cette victoire, qui nous fut d'ailleurs plus sérieusement disputée que celles que nous remportions d'ordinaire sur les Espagnols, ni la retraite précipitée de Wellesley n'effacèrent le mauvais effet de la campagne de Talavera. En apparence, notre échec de Talavera n'avait été qu'une attaque repoussée, et l'ennemi n'en avait pu retirer aucun des avantages de la victoire; mais l'ensemble des opérations qui l'avait accompagné présentait l'aspect le plus fâcheux pour nous. Conduite par Wellesley, cette petite armée anglaise, qui n'était pas supérieure à un de nos corps d'armée, nous avait forcés d'évacuer le Portugal, la Galice, où nous ne devions plus rentrer; elle s'était avancée jusqu'au cœur de la Péninsule, avait jeté l'alarme dans la capitale au point qu'à un moment tout avait semblé perdu, et, pour la faire reculer, nous nous étions vus réduits à concentrer contre elle tous les moyens dont nous disposions. Quoi de plus propre à démontrer aux yeux de toute l'Europe la faiblesse de notre domination en Espagne?

Napoléon ne s'y trompa pas un instant, en dépit des bulletins triomphants que le vaniteux Joseph lui transmit au suj t de Talavera, et que le maréchal Jourdan eut la faiblesse de contresigner : « Sire, lui écrivait Joseph le lendemain de la bataille, *hier l'armée anglaise a été forcée dans ses positions!* » Tout le reste de ce compte rendu était à l'avenant. La *Gazette de Madrid* publia que « la gauche anglaise avait été *cou-*

*pée et détruite* par le duc de Bellune »[1]. La clairvoyance impitoyable de Napoléon perça à jour ces maladroites dissimulations, et il signala en quelques lignes d'un bon sens admirable tous les défauts du plan qu'on avait adopté. Pourquoi diviser nos forces dans un moment si critique? Pourquoi n'avoir pas attiré Soult sur Avila et Madrid afin de combattre avec lui? N'était-il pas à prévoir qu'à la suite du mouvement sur Plasencia les Anglais se mettraient à l'abri derrière le Tage? Enfin, la bataille une fois décidée, comment justifier les attaques si mal engagées de Victor?

Il n'y avait qu'une réponse à lui faire: Pourquoi avait-il donné à Soult et à Victor le pouvoir de ne tenir aucun compte des ordres ou des conseils de Jourdan? Une chose toutefois le touchait plus que toutes les fautes commises, c'étaient les dissimulations de son frère. Avions-nous, oui ou non, perdu des canons à Talavera? Wellesley disait oui, Joseph disait non; il n'hésita pas une minute à croire Wellesley plutôt que son propre frère, et en cela il avait encore raison. Il poursuivit cette enquête jusqu'à ce qu'il eût forcé Sénarmont à confesser au moins partiellement la vérité. Joseph avait en outre, selon la méthode invariable des bulletins de Napoléon, démesurément enflé les forces de l'ennemi et réduit les siennes dans la même proportion. Napoléon, qui trouvait le procédé excellent pour lui-même, le déclarait détestable chez ses imitateurs : « On me doit la vérité! » s'écrie-t-il avec indignation dans la lettre où il relève les inexactitudes de ce qu'il appelle les

1. Voy. l'extrait publié par le *Moniteur* du 9 août 1809.

*carmagnoles* de Jourdan et les rapports emphatiques de Sébastiani. Mais quoi ! il avait fait école sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres; et à qui pouvait-il s'en prendre de la fidélité de ses élèves[1]? Ce qui peint l'homme mieux que toute autre observation, c'est qu'au moment même où il s'attachait à démontrer à Joseph qu'un général doit exagérer au triple le chiffre de ses forces et rabaisser d'autant celles de l'ennemi, « parce qu'il est dans l'esprit de l'homme de croire qu'à la longue le petit nombre doit être battu par le grand, » et afin de donner au soldat le sentiment de sa supériorité sur l'ennemi, il ajoutait en propres termes : « Quand j'ai vaincu à Eckmühl l'armée autrichienne, *j'étais un contre cinq*, et cependant nos soldats croyaient être au moins égaux à l'ennemi ! » allégation qui était un mensonge effronté ; et plus loin : « Au lieu d'avouer que je n'avais à Wagram *que cent mille hommes*, je m'attache à persuader que j'avais deux cent vingt mille hommes[2]. » On ne pouvait se réfuter soi-même par une plus complète opposition de la pratique à la maxime.

Malgré tout, en dépit des fautes commises, de notre domination ébranlée, de notre prestige évanoui, le résultat final de la campagne avait été à notre avantage en Espagne comme en Autriche, et Napoléon, qui avait habilement traîné en longueur les négo-

1. Voir sur ces curieuses récriminations la *Correspondance* de Napoléon avec Clarke et Joseph, et celle de Joseph avec Jourdan et Sénarmont pendant les mois d'août et de septembre 1809. Au reste autant il blâmait en secret les fautes de Joseph, autant il critiquait en public ce qu'il appelait « l'ignorance, la fausseté, la folie des calculs du général anglais. » (Voy. le *Moniteur* du 28 sept. 1809.)

2. A Clarke, 10 octobre.

ciations avec cette dernière puissance, allait enfin pouvoir invoquer contre elle ce grand fait accompli, pour la forcer dans ses derniers retranchements. Dans ses communications avec les négociateurs autrichiens, il n'avait été question jusque-là que de son désir de rétablir la paix entre les deux pays, de son désintéressement, de sa modération, de sa générosité : « La France n'a jamais envié rien de ce que possède l'Autriche..... la générosité que la France a montrée à la paix de Presbourg, l'empereur est prêt à la montrer encore, etc. » Il insistait seulement sur l'urgence d'un désarmement des landwehrs, d'une réduction de l'armée de ligne à la moitié de ses cadres, enfin de l'expulsion de tous les sujets francais; quant aux autres conditions de la paix, il les laissait à dessein dans le vague et semblait disposé à en faire bon marché[1].

Ce ton, qui lui était si peu habituel après la victoire, il était tout prêt à en changer, dès la première bonne nouvelle venue d'Espagne, et il attendait avec impatience l'avis de la retraite des Anglais, pour en accabler les négociateurs autrichiens. Mais, par suite de l'inconvénient inhérent à ces opérations lointaines, cette nouvelle ne lui parvint qu'après celle d'un événement qui lui fit perdre beaucoup de son importance et qui vint tout remettre en question, au moment où tout semblait décidé. Le 6 août 1809, Napoléon reçut de Clarke une lettre, qui lui annonçait que deux cents voiles britanniques, de toute grandeur, étaient signalées du côté de l'île de Wal-

1. Napoléon à Champagny, 24 juillet 1809.

cheren. Ces deux cents voiles n'étaient que l'avant-garde d'un armement naval, qui comprenait jusqu'à neuf cents bâtiments de toute dimension. C'était la grande expédition maritime des Anglais qu'on se déterminait enfin à faire entrer en action.

Cette coopération que l'Angleterre apportait à la coalition était bien tardive pour être efficace. La presse anglaise était presque unanime à prédire que l'expédition arriverait trop tard, et le *Moniteur* ne se faisait pas faute de reproduire ces prédictions[1]. En Allemagne, la partie était terminée : l'Autriche ne pouvait plus être que spectatrice des efforts tentés en sa faveur. En Espagne, l'issue n'en était pas plus douteuse, et la bataille de Talavera venait de s'y livrer, au moment même où la flotte britannique paraissait en vue des côtes de la Hollande. Cette expédition engagée, non-seulement après le moment opportun où elle aurait pu mettre le feu à l'Allemagne entière, mais encore si loin du centre où se frappaient les coups décisifs, n'avait plus qu'une portée en quelque sorte épisodique; même en obtenant un plein succès, elle pouvait tout au plus améliorer la condition des vaincus; elle ne pouvait pas relever leur fortune. La flotte britannique était restée si longtemps immobile, au moment où il importait le plus d'agir, que, grâce à l'absence de tout renseignement précis sur sa force exacte, on en était venu à croire qu'elle n'était qu'une sorte d'épouvantail, et, selon toute probabilité, un convoi de transports destiné à apporter des renforts à l'armée

1. Voir surtout le *Moniteur* du mois de juillet 1809.

d'Espagne. C'était en dernier lieu l'opinion de Napoléon lui-même[1]. Cette hypothèse n'avait rien d'effrayant pour lui, car il avait la certitude de pouvoir réduire l'Autriche aux abois, avant qu'une telle expédition fût en état de changer le sort de la guerre.

Dès qu'il eut reçu la lettre de Clarke, il comprit à la fois le but de l'expédition et la portée qu'elle pouvait avoir. Le but était évidemment la destruction de notre escadre et de nos établissements d'Anvers. En mettant les choses au pis, les Anglais pouvaient incontestablement réaliser ce double dessein, mais ils ne pouvaient rien au delà. Or il n'était pas homme à se laisser détourner de son but principal par une pareille diversion, quelque fâcheuse qu'elle fût. Il décida donc immédiatement « que cela n'influerait en rien sur ses opérations en Autriche et qu'il ne mènerait pas un homme en Hollande[2]. » C'était à la France à parer le coup avec ses seules ressources. Indépendamment de la nécessité de ne relâcher en rien l'étreinte qui maintenait l'Autriche, il avait, pour en agir ainsi, des motifs qu'il saisit avec une admirable sûreté de coup d'œil. La ville d'Anvers, quoique mal gardée dans le moment, était une place de guerre très-forte; elle ne pouvait être enlevée que par un coup de main très-rapide. Si les Anglais exécutaient ce coup de main avec la promptitude voulue, les renforts envoyés d'Autriche arrivaient nécessairement trop tard; si, au contraire, ils procédaient avec méthode et lenteur à un siége régulier,

1. Napoléon à Berthier, 30 juillet 1809.
2. Napoléon à Clarke, 7 août 1809.

les renforts amenés des départements limitrophes suffisaient pour mettre la place en état de leur résister pendant plus de six mois, et, d'ici là, il aurait trouvé, sans aucun doute, soit le moyen de lui porter secours sans s'affaiblir, soit celui de forcer la cour de Vienne dans ses derniers retranchements.

Ainsi, la préoccupation trop exclusive de détruire nos forces maritimes, alors qu'elles n'étaient plus un danger bien menaçant pour l'Angleterre, diminua sensiblement les chances de succès d'une diversion, qui, mieux conduite et surtout dirigée sur un point moins éloigné du théâtre de la guerre, eût sérieusement compromis notre situation sur les bords du Danube. La plupart des fautes de la coalition vinrent presque toujours de ce que chaque puissance cherchait ses avantages particuliers, de préférence à l'intérêt commun, sans se douter qu'elle rendait par là tout effort combiné et tout plan d'ensemble impossibles. Le coup tenté contre notre marine était d'autant moins urgent, que Napoléon semblait avoir renoncé à la lutte sur mer, que les Anglais bloquaient partout nos escadres emprisonnées dans les ports, et qu'ils venaient tout récemment de nous faire essuyer un véritable désastre à l'île d'Aix.

Le 11 avril précédent, vers dix heures du soir, par une nuit très-obscure, notre escadre de Rochefort, bloquée depuis plus d'un mois par une flotte que commandait l'amiral Gambier, se vit abordée, malgré les estacades qui la protégeaient, par une ligne de trente-cinq brûlots enflammés, lancés dans le but de la réduire en cendres. Un désordre indes-

criptible se mit aussitôt parmi nos vaisseaux, chacun cherchant son salut au milieu de ces masses de feu mouvant, soit en se laissant aller à la dérive, soit en coulant les brûlots à coup de canon. Par un hasard miraculeux tous furent préservés de l'incendie sans trop de dommages. Mais dans la journée du lendemain, quatre de nos vaisseaux, qui avaient été forcés de se jeter à la côte, et qui étaient restés échoués sur des rochers, furent canonnés, puis brûlés les uns par l'escadre anglaise, les autres par leurs propres équipages réduits à les évacuer.

Ce malheur, qui n'était guère imputable qu'au commandant de l'escadre, irrita au plus haut degré Napoléon, comme tous les faits qui lui apportaient une nouvelle démonstration de l'impuissance de sa marine. Mais au lieu de s'en prendre aux ordres imprévoyants qui avaient concentré notre escadre dans une rade trop accessible à l'ennemi, il s'en prit aux officiers qui avaient été les victimes plutôt que les auteurs de la catastrophe. Dans toutes les occasions de ce genre il lui fallait ce qu'il appelait « un exemple » expression favorite qui montre qu'il s'agissait dans son esprit non de faire justice, mais de produire à tout prix un certain effet d'intimidation, et de trouver un coupable, même si ce coupable n'avait été que malheureux. Il fit donc juger, condamner et exécuter avec une impitoyable rigueur un officier dont tout le crime consistait à avoir manqué à la lettre des règlements maritimes. Le capitaine du *Calcutta*, Lafon, s'était conduit ce jour-là avec une incontestable bravoure. Échoué sur les récifs des *Palles* avec un équipage incomplet, et une

artillerie à moitié hors de service, criblé de boulets par plusieurs vaisseaux ennemis il avait résisté jusqu'à quatre heures du soir, et il avait été blessé lui-même dans le combat. Mais la panique s'étant mise dans l'équipage au moment où il fut forcé d'abandonner son bâtiment, il le quitta pour maintenir l'ordre dans les embarcations, avant que l'évacuation fût entièrement terminée. Il manqua ainsi à la loi qui lui prescrivait de n'en sortir que le dernier. Ce fut de cette infraction à la lettre plutôt qu'à l'esprit des règlements, et tout au plus passible d'une peine disciplinaire, qu'on s'arma contre lui. Condamné à regret par ses compagnons d'armes qui connaissaient ses services et estimaient son courage, il expia, comme beaucoup d'autres, par sa mort les torts et les illusions d'un orgueil en révolte contre la force des choses[1].

L'expédition d'Anvers avait été entreprise avec des moyens infiniment plus puissants que celle de Rochefort, ce qui s'expliquait par la grandeur du but à atteindre. Il était évident en effet que si les Anglais parvenaient à s'emparer de cette place, et à s'y fortifier après avoir détruit notre flotte, ils auraient là, grâce à leur marine, un poste offensif d'une force redoutable. S'ils jugeaient au contraire plus avantageux d'évacuer cette place, faute de pouvoir s'y maintenir, la destruction de nos vastes établissements maritimes était une compensation suffisante aux dépenses d'un tel armement. Le 29 juillet 1809,

1. Voir les pièces du procès publiées dans le *Moniteur* du 11 octobre 1809, et dans l'ouvrage de son petit-fils : *Histoire des brûlots de l'Ile d'Aix*, par Julien Lafon, 1867.

eur flotte, composée de quarante vaisseaux de ligne, le trente frégates et de sept à huit cents transports, chaloupes canonnières, bricks et corvettes, parut en vue de l'île de Walcheren. Ces innombrables bâtiments portaient une armée de débarquement de quarante mille hommes, neuf mille chevaux, et cent cinquante grosses pièces de siége, indépendamment d'un immense matériel de guerre. Les forces de mer étaient commandées par l'amiral Strachan, celles de terre par lord Chatham, le frère aîné de Pitt, officier de cour sans titres militaires, qui ne rappelait en rien ce grand homme, et avait, disait-on, recherché et obtenu un commandement si important, en vue de réparer des embarras d'argent.

Nous n'avions en ce moment presquo rien à opposer à ce formidable armement. Grâce à l'extension démesurée de notre territoire, à ces guerres lointaines, qui retenaient en Espagne, en Autriche, en Italie, tout ce que nous avions de disponible en forces militaires, nos frontières nationales étaient partout dégarnies, et notre littoral, de la Manche à la mer du Nord, était presque sans défense. Dans l'île de Walcheren même, à Flessingue, quelques bataillons auxiliaires composés de Hollandais, d'Irlandais de, déserteurs prussiens, maintenus par un petit nombre de Français, formaient une garnison d'environ trois mille hommes, que commandait un vétéran de nos guerres républicaines, le général Monnet. Tout près de là, le général Rousseau occupait le fort de Breskens avec des troupes à peine suffisantes pour le défendre. Quelques centaines d'hommes dans les petits forts qui protégeaient les passes de l'Escaut à

Batz, à Lillo, à Santvliet, deux ou trois mille soldats à Anvers même, sans une seule pièce de canon sur les remparts, enfin sur le reste de la côte, quelques faibles réserves de conscrits et de gardes nationales pour garder les débris de notre flottille qui pourrissaient à Boulogne, tels étaient, avec l'escadre de Missiessy postée aux bouches de l'Escaut, mais hors d'état de les garder, les seuls obstacles que les Anglais pouvaient trouver sur leur chemin. On ne saurait guère en douter, si, au lieu de perdre un temps précieux devant Flessingue, ils avaient débarqué leur armée à Ostende ou à Blankenberg, et poussé tout droit jusqu'à Anvers par Bruges et Gand, ils auraient surpris et enlevé cette place presque sans coup férir[1]. Or la chute d'Anvers entraînait nécessairement la perte de notre escadre qui eût été par là même coupée de son unique retraite.

Mais tel était encore le prestige de nos armes que Chatham n'osa pas s'aventurer sur le territoire de l'empire, même pour une marche de flanc de vingt-cinq lieues. Il exécuta sa surprise avec la sage et méthodique lenteur d'un général qui opère sur un champ de manœuvre, comme s'il eût tenu à honneur de nous laisser tout le loisir nécessaire pour la déjouer. Il débarqua une partie de ses troupes au nord de l'île de Walcheren pour les diriger de là sur Flessingue dont elles allaient faire le siége. Le reste de son armée occupa les îles de Beveland, surtout celle du sud où elle avait ordre de se porter immédiate-

1. C'est l'opinion de Jomini et de M. Thiers, appuyée sur ce point par tous les documents contemporains.

ment sur le fort de Batz. Ce fort situé au point même où l'Escaut se sépare en deux branches, avant de se jeter dans la mer, en commandait le cours supérieur, et notre escadre ne pouvait regagner Anvers sans passer sous le feu de ses canons. En s'en emparant par un coup de main rapide, ce qui était facile par terre, on rendait impossible à nos vaisseaux toute retraite sur Anvers. Mais l'amiral Missiessy ne voulut pas plus se laisser cerner dans les bouches de l'Escaut qu'il n'avait consenti à se laisser enfermer dans le port étroit de Flessingue. Dès le 31 juillet, il avait remonté de l'Escaut occidental dans l'Escaut supérieur, laissant derrière lui le fort de Batz pour venir se ranger sous les forts de Lillo et de Liefkenshœck. Lorsque, dans la journée du 2 août, les Anglais parurent devant Batz qu'ils enlevèrent d'ailleurs dès la première sommation, notre escadre était en sûreté sous les murs d'Anvers.

Pendant que Chatham faisait dresser sur toutes les chaussées qui entourent Flessingue de formidables batteries dont cette place était hors d'état de supporter le feu, surtout s'il devait se combiner avec celui de la flotte, le conseil chargé de gouverner la France en l'absence de Napoléon, était en proie aux plus vives perplexités. Profondément divisé d'opinion, ce conseil flottait entre plusieurs directions contraires, et se livrait à d'interminables discussions lorsqu'il eût fallu agir. Partagé entre l'influence de Cambacérès et de Clarke d'une part, et celle de Fouché et de Decrès de l'autre, il serait resté dans une complète inertie si Fouché n'avait pris sur lui d'agir à l'insu de ses collègues par des mesures auxquelles on pou-

vait trouver beaucoup d'inconvénients, mais qui étaient commandées par l'imminence du péril. Fouché, qui cumulait alors les fonctions de ministre de l'intérieur avec celles de la police, par suite de la maladie de son collègue Cretet, eut le mérite de sentir tout d'abord la nécessité d'imposer à l'ennemi par une grande démonstration nationale. Il demanda qu'à l'envoi des troupes dont on pouvait disposer, on joignît la mobilisation immédiate des gardes nationales dans les départements du Nord.

Fouché expédia sur le champ l'ordre aux préfets, sans attendre qu'il eût été ratifié par le conseil: « Prouvons à l'Europe, leur disait-il dans sa circulaire, que si le génie de Napoléon peut donner de l'éclat à la France, sa présence n'est pas nécessaire pour repousser l'ennemi[1]. » Clarke et Cambacérès, l'esprit obsédé du danger des conspirations, des agitations révolutionnaires, poussaient jusqu'à la manie la défiance contre leur collègue Fouché dont le passé politique, les intrigues et l'incontestable supériorité comme homme d'action leur inspiraient une aversion mêlée de crainte. Ils ne virent qu'un piége et une manœuvre de parti dans la proposition de lever trente mille hommes de gardes nationales. C'était là à leurs yeux un moyen imaginé par cet ancien terroriste, dans le seul but de se créer à l'intérieur une armée redoutable et prête à toute éventualité, dans un moment où l'on avait plus d'une fois prévu comme fort possible la mort ou la défaite de Napoléon. Ils

1. Le *Moniteur* n'inséra pas cette circulaire. Il publia seulement celle qui était adressée aux maires de Paris (25 août 1809).

savaient d'ailleurs à quel point l'Empereur haïssait tout ce qui était mouvement d'opinion, agitation populaire, appel à la nation. Ils connaissaient sa répugnance ombrageuse et instinctive pour tout ce qui sortait de la routine administrative telle qu'il l'avait faite ; ils craignaient d'encourir sa colère par des mesures qui pouvaient provoquer des scènes de désordre. Sous l'empire de ces étranges appréhensions qui leur faisaient perdre à la fois tout patriotisme, tout discernement et jusqu'au sentiment du péril, on entendit le sage Cambacérès s'écrier en réponse aux instances de son collègue : « Monsieur Fouché, je ne veux pas me faire décoller moi[1] ! » Bientôt Fouché et Clarke en vinrent à se traiter réciproquement l'un de « jacobin », l'autre « d'étranger vendu aux Anglais[2]. » Les véhémentes exhortations de Fouché restèrent donc sans influence sur ses collègues. Ils ne voulaient agir qu'avec les moyens habituels et réguliers, c'est-à-dire en faisant refluer des provinces du Centre et du Nord sur la Belgique le peu de forces organisées qui s'y trouvaient en gendarmerie, en bataillons provisoires, en dépôts d'artillerie. Ces troupes réunies aux cinq ou six mille hommes qui restaient au roi Louis de Hollande devaient selon eux, suffire à la défense d'Anvers ; et s'il était besoin de prendre ultérieurement des mesures plus énergiques et plus décisives, il fallait attendre à cet égard les ordres de l'Empereur.

Au fond, ni Fouché ni Cambacérès ne se trompaient

1. Thibaudeau.
2. *Mémoires* de Philippe de Ségur.

tout à fait sur les dispositions présumées de Napoléon. Ils avaient à la fois tort et raison tous deux parce qu'ils envisageaient l'un et l'autre un côté différent de son caractère. L'un pensait à l'homme d'action ; l'autre, au personnage officiel, au créateur pompeux d'un ordre immuable, ennemi déclaré de toute idée qui n'émanait pas de lui. Fouché avait vu juste en comprenant que, aux yeux du maître comme aux siens, il fallait avant tout agir. Mais il jugeait mal lorsqu'il se figurait qu'on lui pardonnerait un service rendu avec une telle hardiesse d'initiative et tant d'indépendance de jugement. Cambacérès avait bien deviné en jugeant qu'une fois le danger passé, toutes ces démonstrations patriotiques deviendraient souverainement importunes et odieuses. Fouché devait avoir pour lui un premier mouvement commandé par l'irrésistible évidence du péril. Cambacérès pouvait compter avec plus de sécurité sur les retours inévitables et sur les tendances permanentes d'un caractère qu'il connaissait et craignait plus que personne.

Le ministre de la police obtint en effet un complet triomphe sur ses collègues, lorsque l'Empereur eut sous les yeux les dépêches qui l'informaient successivement de l'apparition de la flotte anglaise devant l'île de Walcheren et du débarquement de l'armée de Chatham. Dès le premier avis qu'il reçut de Clarke, le 6 août 1809, et avant d'avoir rien appris des dispositions de Fouché, pénétré de la nécessité d'intimider les Anglais par un mouvement national à défaut d'un grand déploiement de forces militaires, il recommandait au ministre de la guerre « de rédiger les circulaires nécessaires pour exciter la na-

tion et de lever trente mille hommes de gardes nationales» dans les départements du Nord[1]. Il lui prescrivait en même temps les mesures les plus urgentes pour arrêter l'ennemi, et le plan qui devait être suivi dans cette campagne essentiellement défensive. Il fallait compléter, surtout en artilleurs et en officiers, la garnison de Flessingue, ordonner à Monnet de couper les digues pour inonder le pays environnant, concentrer à Gand les gardes nationales d'élite que commandait le général Rampon, pour le mettre à portée de renforcer la garnison de l'île de Cadzand, appeler à Lille toute la gendarmerie que pourrait réunir le général Moncey, à Berg-op-Zoom toutes les troupes disponibles du roi de Hollande afin de pouvoir les acheminer sur Anvers au premier signal. Quant à la flotte, elle devait se réfugier à Anvers même. Il ne fallait d'ailleurs rien hasarder avec des troupes de si mauvaise qualité. Flessingue pouvait tenir deux mois, et d'ici là l'armée anglaise périrait par la fièvre et l'inondation[2].

Lorsqu'il connut l'opposition que Cambacérès et Clarke avaient faite aux mesures proposées par Fouché, son impatience naturelle se changea en colère, et il éclata en invectives : « Voulaient-ils donc laisser les Anglais venir les surprendre dans leur lit? Ce n'était pas trente mille, mais soixante mille gardes nationaux qu'il eût fallu lever. L'attitude qu'ils avaient prise en cette occasion était déshonorante et honteuse, et Fouché seul avait compris ce qu'il y avait à faire[3] ! »

1. Napoléon à Clarke, 6 août 1809.
2. Napoléon à Clarke, 7, 8 et 9 août.
3. Le même à Cambacérès, 10 août; à Clarke, 10, 11, 13 août 1809.

Le conseil n'avait pas été moins indécis et divisé lorsqu'il avait fallu donner un chef à cette armée improvisée. Fouché avait proposé Bernadotte, et Cambacérès, le roi de Hollande. La question valait la peine d'être examinée. Plus cette armée était faible, en effet, plus il importait de suppléer par un bon commandement à ce qui lui manquait sous le rapport de l'expérience et de la solidité. Bernadotte avait incontestablement les meilleurs titres à cette nomination; mais il ne se trouvait à Paris que par suite d'une disgrâce, et personne n'ignorait la haine que lui portait Napoléon, surtout depuis l'époque du procès de Moreau. En ce moment même, l'Empereur venait d'infliger presque publiquement à ce maréchal la plus sanglante injure. A la suite de la bataille de Wagram, Bernadotte blessé de ce qu'on n'avait pas rendu justice au corps saxon qu'il commandait, publia un ordre du jour inconsidéré dans lequel il félicitait ses soldats du courage et de la fermeté qu'ils avaient déployés dans les journées du 5 et du 6 juillet.

L'Empereur, d'autant plus irrité de ce reproche indirect qu'il était en partie mérité, y répondit par un autre ordre du jour destiné aux seuls chefs de corps, mais promptement divulgué par la malveillance et conçu dans les termes les plus insultants pour le maréchal : « Bernadotte s'était attribué la gloire qui appartenait à d'autres.... son ordre du jour tendait à donner de fausses prétentions à des troupes au moins médiocres. Il était contraire à la vérité, à la politique, à l'honneur national[1]. » En mille

1. Ordre du jour du 5 août 1809, à Schœnbrunn.

autres occasions il s'était efforcé de déprécier le caractère et les talents de Bernadotte. Mais si l'indépendance, l'ambition et la hauteur d'esprit de ce maréchal lui inspiraient une profonde aversion, il avait au fond une réelle estime pour son énergie et ses qualités militaires. On en eut la preuve le lendemain même du jour où il avait écrit cet ordre du jour outrageant, sans prévoir qu'il aurait si tôt besoin de celui qu'il flétrissait. Dès le 10 août, sous l'impérieuse pression du danger, il le désignait à Clarke comme l'homme qu'il fallait mettre à la tête de ce mouvement, de préférence aux maréchaux Moncey, Bessières et Kellermann, qui étaient également disponibles : « Si Flessingue est pris, écrivait-il peu de temps après à Bernadotte lui-même, je ne puis l'attribuer qu'au manque de tête du commandant. Sous ce rapport je considère Anvers comme imprenable.... Je me confie en votre bravoure, habileté, expérience. » Bernadotte était trop avisé pour s'y tromper, ces compliments ne signifiaient qu'une chose, c'est qu'on avait besoin de lui. En même temps Napoléon blâma sévèrement Cambacérès d'avoir songé à donner ce commandement au roi Louis, sous prétexte qu'il était grand connétable de l'Empire. N'était-ce pas, disait-il, comme si l'on voulait donner à Murat le commandement de la flotte sous prétexte qu'il était grand amiral? Mais, aurait pu lui répondre l'archichancelier, si Louis avait pu être improvisé roi dans un pays qu'il ne connaissait pas, pourquoi ne pouvait-on pas aussi bien l'improviser général?

Les mesures ordonnées par l'Empereur s'exécutèrent avec toute la promptitude que comportaient les

circonstances. Dès les premiers jours d'août, le roi Louis s'était dirigé d'Aix-la-Chapelle à Berg-op Zoom où il avait concentré huit mille Hollandais[1], qu'il distribua ensuite sur les points les plus menacés. Rampon se porta avec ses gardes nationales dans l'île de Cadzand pour y soutenir le général Rousseau. Les bataillons provisoires de conscrits, les dépôts, les gendarmes à cheval furent dirigés en toute hâte sur Anvers, qui eut bientôt une garnison respectable. Bernadotte lui-même y arriva le 15 août et déploya beaucoup de zèle et d'activité pour former et exercer ces troupes inexpérimentées. Quant aux gardes nationales, appelées si inopinément à partager une gloire qu'elles n'avaient jamais ambitionnée, elles montrèrent en général beaucoup de mollesse et de froideur[2]; et comment s'en étonner? Était-ce bien la peine d'avoir créé un gouvernement si fort, et subi l'Empire avec tout son despotisme, pour se voir exposé à des surprises et à des paniques que la Révolution avait à peine connues? Quel était donc l'avantage d'une si colossale puissance si elle ne savait pas même garantir la sécurité? Quelle gloire y avait-il à occuper les capitales des pays étrangers, lorsqu'on laissait la sienne découverte et exposée aux insultes de l'ennemi? A quoi bon enfin, entretenir à si grands frais une armée de six cent mille hommes pour recourir en même temps aux levées en masse, aux réquisitions, à tous ces

1. *Documents sur la Hollande*, publiés par le roi Louis.

2. Philippe de Ségur : *Mémoires*. Cet écrivain est d'autant plus digne de foi sur ce point, qu'il parle ici *de visu*, ayant eu le commandement de la cavalerie dans cette levée.

expédients primitifs d'une nation sans défense organisée?

Il y avait dans ces faits une sanglante critique du régime impérial, et la leçon était suffisamment intelligible pour tout le monde. Il n'est pas douteux que ces réflexions ne fussent pour beaucoup dans la répugnance avec laquelle quittèrent leurs foyers des hommes qui croyaient avoir acquis le droit de vivre tranquilles. Leur répugnance était encore bien plus fondée qu'ils ne le supposaient. Depuis que Napoléon commençait à prévoir le complet insuccès de la tentative des Anglais contre Anvers, cette levée qui allait bientôt monter à quatre-vingt mille hommes, suprême réserve de la France épuisée, n'était déjà plus à ses yeux qu'une armée de renfort pour la guerre contre l'Autriche, armée que, selon son expression, il n'aurait pas pu lever autrement et qui devait, suivant le besoin des circonstances, ou servir à influencer les négociations avec la cour de Vienne, ou, s'il le fallait, entrer en ligne contre cette puissance[1].

Toutes les prévisions de Napoléon allaient en effet se trouver confirmées par l'événement, sauf en ce qui regardait Flessingue. Cette place, qu'il supposait pouvoir tenir au moins deux mois, était en réalité hors d'état de résister aux attaques combinées de l'armée et de la flotte anglaises. L'inondation seule eût pu retarder de quelques jours sa chute, et le général Monnet qui la défendit de son mieux donna effectivement l'ordre de rompre les digues. Mais soit

1. Napoléon à Champagny, 19 août 1809.

que le niveau du sol se fût exhaussé, soit qu'on eût mal calculé la hauteur des eaux, cette coupure ne produisit que peu d'effet et n'empêcha nullement les Anglais d'installer leurs batteries sur les chaussées qui environnaient Flessingue. Le 12 août, après une sommation adressée à la ville, douze cents pièces de canon ouvrirent simultanément leur feu par terre et par mer, et criblèrent Flessingue de boulets et d'obus. Au bout de trois jours d'un épouvantable bombardement, toutes les maisons de la ville étaient en feu ou percées à jour, nos batteries étaient démontées, un tiers de la garnison était mis hors de combat et la population désespérée demandait à grands cris une capitulation devenue inévitable. Monnet, qui avait bravement fait son devoir, rendit la place au moment de recevoir un assaut qu'il n'était plus en état de repousser (15 août 1809)[1].

La prise de Flessingue fut le seul fruit que les Anglais retirèrent de cette gigantesque expédition, la plus considérable qui eût quitté les rivages de l'Angleterre. Leur armée comptait déjà près de dix mille soldats malades de la fièvre paludéenne; ce nombre s'accroissait tous les jours; on savait qu'Anvers était non-seulement mise à l'abri d'un coup de main, mais en état de résister à un siége en règle. En outre, comme il arrive toujours dans les entreprises malheureuses, la discorde s'était mise parmi les chefs de

1. D'après le témoignage même de Chatham et de l'amiral Strachan, Flessingue était en feu dès le soir du 14 août, et la ville « présentait un affreux tableau de destruction. » V. le rapport de Strachan en date du 17 août 1809 et celui de Chatham en date du 16 : *Annual register for the year* 1809.

l'expédition. L'amiral Strachan et lord Chatham se renvoyaient l'un à l'autre la responsabilité de l'échec probable d'une entreprise mal engagée; ils ne pouvaient se mettre d'accord sur la suite à donner aux opérations. Le 26 août, l'armée combinée n'était encore qu'à Batz, et les obstacles grandissaient en raison même de la diminution de ses forces. On tint un conseil de guerre qui décida la retraite, sauf approbation du cabinet britannique. Celui-ci se hâta de confirmer cette résolution, de peur d'ajouter la perte totale des troupes à celle de la campagne. L'expédition commença son mouvement de retraite. Bientôt après, l'armée anglaise évacua le territoire belge et jusqu'à l'île de Walcheren qui était devenue le tombeau de ses meilleurs soldats.

Napoléon refusa d'abord de croire à la reddition de Flessingue qu'il avait tant de fois déclarée « imprenable ». Lorsqu'il ne put plus douter de l'exactitude de la nouvelle, il n'hésita pas un instant à rejeter l'événement sur « la lâcheté et la trahison » du général Monnet. Avant même d'avoir reçu aucune information sur la conduite de cet officier, il prescrivait à Clarke de faire insérer dans les journaux des articles sur la lâcheté du général, sur la punition terrible réservée aux commandants de place qui encouraient un pareil déshonneur[1]. La violence de ce parti pris a rendu justement suspecte la sentence du conseil d'enquête institué par Napoléon. Monnet fut en effet mis en jugement et condamné à mort par contumace, par une commission militaire, plus soucieuse

1. Napoléon à Clarke, 2 septembre 1809.

de rejeter le malheur de nos armes sur la victime qu'on lui désignait, que de l'imputer à la détestable politique qui en était la principale cause[1].

Dès le premier moment où l'empereur sentit que le danger devenait moins pressant et que les Anglais par leur lenteur avaient manqué leur coup, il commença, ainsi que l'avait prévu Cambacérès, à revenir à son vrai naturel. Ses instincts ombrageux de despote, ami avant tout du silence, de l'immobilité, de l'obéissance passive, reprirent le dessus sur le jugement de l'homme d'action. Il réfléchit qu'après tout on avait fait bien du bruit pour peu de chose, que Fouché était allé trop loin et que, selon son expression, « il ne fallait pas tant de tapage et d'effervescence[2]. » A quoi bon multiplier les levées et les étendre à tous les départements du littoral? A quoi bon faire voyager les gardes nationales en poste? N'était-ce pas là alarmer inutilement les populations? Bientôt ce mouvement d'impatience se changea en mauvaise humeur, et sa mauvaise humeur en défiance, soit contre Fouché, soit contre Bernadotte. Lorsqu'il apprit à n'en plus douter le mouvement rétrograde des Anglais, il n'hésita pas à retirer son commandement à un auxiliaire dont il n'avait plus besoin. Il y avait à peine un mois qu'il le lui avait confié. Il reprochait à Bernadotte ses correspondances avec « les intrigants de Paris », et un nouvel ordre du jour,

1. Les rapports des deux chefs de l'expédition britannique contredisent sur plusieurs points essentiels les conclusions de la commission d'enquête, notamment sur le chiffre de la garnison. Comparer le *Moniteur* du 8 décembre 1809 avec les *state papers*.

2. Napoléon à Cambacérès, 1er septembre 1809.

lans lequel ce maréchal s'était vanté de n'avoir pas eu à Anvers plus de quinze mille hommes, pour y tenir tête aux Anglais[1].

Ces reproches étaient-ils bien sincères? On pourrait s'en rapporter sur ce point au témoignage de Napoléon lui-même : « Je n'ai point lieu, écrivait-il le 8 octobre suivant à Bessières, d'être mécontent du prince de Ponte Corvo, mais je n'ai pas jugé devoir laisser un homme d'une opinion si chancelante à la tête de forces si considérables. » Bernadotte reçut d'abord l'ordre de voyager, puis un commandement en Catalogne qu'il refusa, et enfin, à la suite d'une explication des plus violentes qu'il eut avec Napoléon, le gouvernement de Rome avec deux millions de traitement, dénoûment qui prouve qu'il était encore plus sûr pour lui de se faire craindre que de rendre des services. Au reste ce gouvernement lui fut presque aussitôt retiré par un nouveau caprice. Quant à Fouché, depuis que les Anglais paraissaient condamnés à l'impuissance, il n'était plus qu'un brouillon, un agitateur qui voulait « mettre la France en combustion et faisait naître de l'incertitude sur le gouvernement » avec ses éternelles levées : « Que diable voulait-il faire de tout cela[2]? » Son zèle ressemblait beaucoup à de la trahison, et ce serviteur suspect et dangereux ne devait pas tarder à recevoir sa récompense.

1. Napoléon à Clarke, 11 septembre.
2. Napoléon à Fouché, 26 septembre.

## CHAPITRE IV.

LA PAIX DE VIENNE. — LE DIVORCE ET LE MARIAGE AUTRICHIEN. — RÉUNION DES ÉTATS DU PAPE A L'EMPIRE. — PROJETS DE NAPOLÉON SUR L'ÉGLISE CATHOLIQUE (JUILLET 1809 — MAI 1810).

Les négociations engagées à Altenbourg entre Napoléon et l'empereur François, à la suite de l'armistice de Znaïm, étaient restées à peu près stationnaires tant que l'issue des événements d'Espagne et de Belgique avait été incertaine. Tout le monde sentait en effet que ces trois affaires, débattues à de si grandes distances, constituaient ce qu'on appelle une partie liée, et qu'une bataille perdue sur le Tage ou sur l'Escaut remettait en question tous les avantages obtenus sur le Danube. Jamais il ne fut plus facile de constater, selon une parole célèbre, que : « si ce sont les diplomates qui rédigent les traités de paix, ce sont les généraux qui les font[1]. » Jusqu'au moment où l'on apprit l'échec définitif de la campagne de Wellington dans la vallée du Tage, et de la

1. Discours de M. Thiers sur les négociations avec la Prusse, 1871.

tentative des Anglais pour s'emparer d'Anvers, les conférences d'Altenbourg ne furent qu'une espèce d'escarmouche diplomatique, où des deux côtés l'on bataillait plutôt pour gagner du temps que pour connaître les véritables intentions de ses adversaires. Aux prétentions inadmissibles que Napoléon mettait en avant, c'est-à-dire au principe de l'*uti possidetis* qui consistait à considérer tout le territoire occupé par nos troupes, avec ses neuf millions d'habitants, comme une possession acquise, destinée à devenir dans la négociation un objet d'échange en retour des portions du domaine impérial que l'Autriche préférerait céder, on répondait du côté des négociateurs autrichiens par le principe de l'intégrité de l'empire, et par l'offre d'une indemnité purement pécuniaire, proposition qu'on savait bien n'avoir aucune chance d'être acceptée par un vainqueur aussi exigeant que l'était Napoléon[1].

Au fond, les idées de l'empereur sur les cessions à exiger de l'Autriche furent assez promptement arrêtées, et il n'est pas difficile de les dégager des feintes diplomatiques sous lesquelles il les enveloppa d'abord. Sur sa frontière italienne, il voulait une portion de territoire de nature à établir une communication par terre entre la Vénétie et ses possessions de Dalmatie, c'est-à-dire la Carinthie, la Carniole et la partie de la Croatie qui longe l'Adriatique jusqu'à la Dalmatie. Sur l'Inn, il voulait avancer la frontière bavaroise le plus près possible de

1. Voir les lettres de Napoléon à M. de Champagny, du 24 juillet au 19 août 1809.

Vienne. En Galicie enfin, il voulait, sous prétexte d'arrondir et de fortifier le royaume de Saxe qui était son œuvre, agrandir ce grand-duché de Varsovie qui était comme la pierre d'attente d'une reconstitution de la Pologne. Mais sur ce dernier point il avait pour parvenir à son but à tromper les défiances justement inquiètes de la politique russe, avec laquelle il avait pris les engagements les plus formels. Il y avait à méconnaître ces engagements un danger des plus graves, car ce n'était pas l'empereur Alexandre, personnellement sympathique aux Polonais, c'était la nation russe elle-même que ce nom seul de Pologne irritait jusqu'à la fureur. Le czar eût certainement exposé sa couronne et sa vie s'il eût voulu se mettre en opposition avec une haine nationale aussi puissante. Chose bien caractéristique, tant que la guerre avec la Russie avait duré, Napoléon avait refusé de rien faire pour la Pologne, alors qu'il pouvait au moins le tenter avec impunité, sinon avec avantage. C'était depuis qu'il s'était engagé formellement à n'y plus penser que la tentation agissait sur son esprit, et qu'il encourageait sous main les patriotes polonais. On le savait à Pétersbourg. Aussi n'avait-on pas perdu une occasion de le prémunir contre de semblables visées, de l'avertir que ce serait là la fin de l'alliance. C'était le sujet le plus habituel des entretiens du czar avec notre ambassadeur Caulaincourt. Au moment même de l'ouverture des conférences d'Altenbourg, Alexandre avait renouvelé l'avertissement dans les termes les moins équivoques. Invité à s'y faire représenter par un négociateur et prévoyant qu'il serait peut-

être amené par-là à accepter la solidarité d'actes qu'il ne pourrait approuver, il avait préféré s'en rapporter à ce que Napoléon déciderait dans l'intérêt commun des deux puissances. Mais il lui avait de nouveau recommandé avec une insistance toute particulière de ne pas toucher à la question polonaise : « Mes intérêts sont dans les mains de Votre Majesté, lui écrivait-il le 21 août 1809. J'aime à placer ma confiance entière dans son amitié pour moi. Elle peut m'en donner un gage certain en se rappelant ce que je lui ai bien souvent répété à Tilsit et à Erfurt sur les intérêts de la Russie par rapport aux affaires de la ci-devant Pologne, et ce que j'ai chargé depuis son ambassadeur de lui répéter. »

La cour d'Autriche n'ignorait nullement que ce terrain était dangereux pour notre politique ; aussi ne négligeait-elle rien pour y attirer Napoléon, dont l'œil pénétrant voyait très-bien le piége, sans qu'il pût toutefois s'empêcher de céder à l'attrait du fruit défendu. Il prévoyait que l'Autriche exploiterait contre lui ce grief à Pétersbourg afin d'entraver les négociations. Il voulait donc ne prononcer que le plus tard possible ces noms dangereux de Galicie et de Pologne, puis, au dernier moment imposer ses volontés par un brusque fait accompli aux répugnances de la Russie, en alléguant pour prétexte l'impossibilité morale d'abandonner aux vengeances de l'Autriche les Polonais, qui s'étaient exposés pour nous. Il fallait tromper jusque-là cette puissance, empêcher qu'on ne pût l'accuser prématurément lui-même de songer à la Galicie. C'est dans ce but qu'il insista pour qu'on tînt un protocole détaillé des con-

férences, proposition qui excita au plus haut point le mécontentement de M. de Metternich et de Nugent, les deux négociateurs auxquels était échue la pénible tâche de lui disputer les lambeaux de la monarchie autrichienne. On s'explique difficilement que l'empressement de la cour de Vienne à le pousser dans cette voie si périlleuse, n'ait pas fait reculer Napoléon au moment de conclure une transaction qui devait aboutir fatalement à la guerre de Russie. Mais on ne peut nier qu'il n'ait agi à bon escient, en homme parfaitement averti et informé : « Mandez bien à Caulaincourt, écrivait-il à Champagny, le 24 août, de prévenir M. de Romanzof de se tenir en garde contre les insinuations de l'Autriche, de l'assurer que le mot de Galicie n'a pas été prononcé, *que nous ne voulons pas le prononcer, quoique l'on voie que les Autrichiens cherchent les moyens de commencer par là la question*[1]. »

Il le voulait en dépit de ces rassurantes protestations. Mais ne pouvant avouer ses projets sans compromettre sérieusement l'issue de la négociation, il prit un chemin détourné. En présence du mutisme consterné et persistant des négociateurs autrichiens, il s'était départi peu à peu de la rigueur de ses premières exigences. Il leur donna à entendre que si l'Autriche consentait à des sacrifices équivalents à ceux qu'elle avait faits lors de la paix de Presbourg, il accepterait volontiers de son côté une moyenne entre ces sacrifices et la base de l'*uti possidetis*, c'est-à-dire une cession de quatre ou cinq mil-

1. Napoléon à Champagny, 24 août 1809.

lions d'habitants, au lieu de neuf millions qu'il avait demandés d'abord. Il les amena ensuite à admettre en principe que cette cession aurait lieu d'abord sur la frontière italienne, puis dans la haute Autriche. Arrivé là, ne voulant pas encore parler de la Galicie tout en proposant d'arrondir la Saxe, il demanda qu'on annexât à ce royaume trois cercles de la Bohême, persuadé que l'empereur François en viendrait de lui-même à leur substituer une portion de la Galicie, acquisition nouvelle et à laquelle il ne pouvait tenir autant qu'aux vieilles possessions de la monarchie. En échange de ces cessions diverses, il restituait, disait-il, Vienne, les cercles de Brünn et de Znaïm, toute la basse Autriche et la Styrie[1]. C'était donner à entendre assez clairement qu'il mettrait encore en avant de nouvelles exigences; car nos troupes et celles de notre alliée la Russie n'occupaient pas seulement ces provinces, elles occupaient aussi près de la moitié de la Galicie, qu'il n'avait pas été question de restituer. A cet égard, Champagny devait déclarer que « ces pays devaient être l'objet d'une discussion particulière, et former un *uti possidetis* à part. »

Tout accablée qu'elle fût des dures conditions que lui faisait son vainqueur, la cour d'Autriche dut éprouver une satisfaction profonde lorsqu'elle le vit enfin, après de si longues hésitations, étendre une main furtive vers la proie qu'il convoitait. L'empereur François devint tout à coup beaucoup plus communicatif qu'il n'avait été jusque-là. Il envoya à Na-

1. Napoléon à Champagny, lettre du 15 août au 4 septembre.

poléon son aide de camp, M. de Bubna, affectant de rejeter la lenteur des négociations d'Altenbourg sur le formalisme de Metternich, de dire qu'on s'entendrait beaucoup plus vite sans l'intermédiaire des diplomates. Napoléon accueillit Bubna avec une courtoisie mêlée de familiarité, il prit la peine de déployer envers lui ces grâces félines auxquelles il en était venu lui-même, après ses flatteurs, à attribuer une sorte de pouvoir fascinateur; il alla, dans le cours de l'entretien, jusqu'à lui tirer la moustache, ce qui passait pour une faveur tout à fait hors ligne. Il feignit de lui ouvrir son âme tout entière, de n'avoir plus rien de caché pour lui. Il ne demandait qu'à vivre en paix avec l'Autriche, ne tenait nullement à la démembrer, mais il était forcé de prendre ses précautions contre la faiblesse de l'empereur François, qui était devenu l'instrument de l'Angleterre et qui « était toujours de l'avis de celui qui lui parlait le dernier. » Si l'Autriche avait eu un souverain auquel il pût se fier, comme, par exemple, le grand-duc de Würzbourg, l'ancien grand-duc de Toscane, frère de l'empereur actuel, Napoléon se disait prêt à lui restituer tout le territoire qu'il occupait. Là-dessus, Bubna se récriant pour affirmer que l'empereur d'Autriche n'hésiterait pas à abdiquer s'il en était ainsi, Napoléon affecta de ne pas le croire. Il voyait bien, disait-il, qu'on voulait l'obliger à recommencer la guerre, à répandre encore du sang; mais, dans ce cas, il ne se retirerait pas avant d'avoir séparé les trois couronnes. Si l'on voulait la paix, il fallait le prouver en se résignant aux concessions indispensables. Il insista sur la nécessité de

prendre des gages contre un souverain dont il avait éprouvé l'ingratitude et dont les intérêts étaient d'ailleurs si opposés aux siens propres : « Votre maître et moi, lui dit-il avec cette trivialité qu'il prenait pour de la franchise militaire, nous sommes comme deux taureaux qui veulent coucher avec la Germanie et l'Italie[1]. » Il repoussa d'ailleurs avec vivacité une demande de Bubna relative à la restitution du Tyrol à la maison d'Autriche, mais il réduisit sensiblement ses prétentions en se déclarant prêt à accepter un sacrifice analogue à celui de Presbourg, ce qui n'était plus exiger qu'environ trois millions cinq cent mille habitants.

A la suite de l'entrevue avec Bubna, Napoléon se détermina à faire le pas décisif. On connaissait maintenant à n'en plus douter l'échec définitif de l'expédition d'Anvers comme la retraite de Wellington sur le Portugal. L'Autriche n'avait plus aucun secours à attendre de personne; elle devait donc être résignée à en finir, et la démarche personnelle de l'empereur François auprès de Napoléon semblait indiquer cette disposition. D'autre part, nos succès, quoique incontestables, n'avaient pas eu ce caractère foudroyant qu'ils avaient eu à d'autres époques. En Autriche, une bataille plus que douteuse, Essling, et une autre très-disputée, Wagram; en Espagne, une bataille perdue, Talavera; en Hollande, un coup manqué par l'impéritie de nos adversaires beaucoup plus que grâce au mérite de nos combinaisons, ce n'étaient pas là des avantages qui nous permissent d'abuser beau-

1. Napoléon à Champagny, 10 septembre 1809.

coup de la victoire. Il fallait en conséquence réduire nos prétentions au minimum et dicter la paix au plus vite. Napoléon sembla en effet comprendre la nécessité d'une prompte conclusion, mais c'était moins pour hâter la paix que pour prévenir l'immixtion de la Russie dans un traité qui allait être fait en partie contre elle. Il prit donc le parti de démasquer enfin ses vues réelles, et le 15 septembre, il écrivit à M. de Champagny « de presser le plus qu'il pourrait les négociations », et de faire savoir aux diplomates autrichiens que « pour mettre une prompte fin aux maux de la guerre qui affligent les peuples et *spécialement cette bonne nation autrichienne*, » il était prêt à conclure sur la base d'une cession de population de un million six cent mille âmes sur les frontières de l'Inn et en Italie, et de deux millions en Galicie « *à partager entre la Saxe et la Russie*[1]. »

Ce prétendu *partage* n'était dans son esprit qu'un mot destiné à apaiser l'empereur Alexandre, car il lui réservait tout au plus un cinquième du territoire qu'il demandait en Galicie. Ainsi se découvrit enfin cette arrière-pensée funeste, si grosse de complications présentes et futures. L'agrandissement du duché de Varsovie, c'est-à-dire de la Pologne, dont il n'avait pas été question jusque-là, dépassait à lui seul celui qu'on avait réclamé pour l'Italie et la Bavière. Cette divulgation tardive d'une convoitise longtemps inavouée dévoilait à la fois les plans ultérieurs qu'on avait en vue, et la cause des dissimulations qu'on avait cru devoir s'imposer d'abord. La

1. Napoléon à Champagny, 15 septembre 1809.

cour d'Autriche n'eut garde de repousser une prétention qui lui était au fond si avantageuse; elle fit fort peu d'objections à nos demandes au sujet de la Galicie, elle nous eût au besoin cédé cette province tout entière, mais elle s'attacha avec passion à nous disputer son territoire sur les autres points en litige. Maintenant que Napoléon s'était démasqué, elle avait autant d'intérêt à prolonger cette discussion qu'il en avait à l'abréger. Ce calcul n'échappa point à son pénétrant adversaire qui en ressentit une violente irritation. Avec tout son génie, Napoléon était à la fois trop impatient et trop impérieux pour être un bon diplomate. Dans toutes les négociations qu'il conduisait en personne, après avoir préparé avec un art consommé le piége où il voulait faire tomber ses antagonistes, il lui arrivait rarement de ne pas se laisser deviner avant l'heure, et de perdre ainsi tout le bénéfice de ses stratagêmes; alors, pour dernière raison, il leur montrait la pointe de son épée. Cet argument était souverain en effet, mais il ajoutait l'humiliation à la défaite, et suscitait chez les vaincus des ressentiments d'autant plus profonds qu'on avait d'abord fait appel à des idées de transaction et d'équité. Dans son dépit d'avoir fait une fausse démarche, il accabla l'empereur et ses conseillers des plus injurieuses invectives : « Je ne sais pas, écrivait-il à Champagny, comment on fait dire à ce prince de *pareilles bêtises*; il faut que messieurs de la cour de Dotis n'aient aucune notion de géographie... il faut leur laisser les rabâchages.... L'empereur ne sait ce qu'il dit[1]. »

1. Napoléon à Champagny, 21, 22 septembre 1809.

Ces rabâchages avaient pour but de lui arracher quelques milliers de sujets, de gagner encore du temps, s'il était possible, et c'était là en effet ce que l'Autriche pouvait faire de plus habile. Mais Napoléon n'était pas homme à laisser tirer avantage de la fausse position où il venait de se placer. La diplomatie étant devenue inutile depuis qu'il avait résolu d'imposer à tout prix ses volontés, il attira brusquement à lui la négociation, et traita directement avec Bubna et le prince Jean Liechtenstein, le même qu'il avait si bien su ménager, caresser et enguirlander à la suite de la bataille d'Austerlitz. C'était dire à l'avance que les choses allaient être menées militairement et que les conférences d'Altenbourg étaient désormais inutiles. Il fit prendre ostensiblement à son armée des positions stratégiques, en inspecta les principaux postes, la passa en revue, puis, ces précautions prises, il signifia aux deux généraux son ultimatum. Sur la frontière italienne, il se contenta de la Carniole; en Carinthie, du cercle de Villach; en Croatie, de la rive droite de la Save jusqu'à la Bosnie; sur la frontière de Bavière, il céda Lintz et garda Salzbourg. C'était en tout un million cinq cent mille âmes, au lieu de un million six cent mille. En Galicie, il se contenta d'une population d'un peu plus de deux millions d'âmes. Il demanda en outre la réduction de l'armée autrichienne à cent cinquante mille hommes, l'exclusion des étrangers qui servaient en Autriche, enfin une contribution de guerre de cent millions (30 septembre).

Les démonstrations menaçantes dont il accom-

pagna ces demandes produisirent leur effet sur la cour de Dotis, et l'on ne disputa plus que sur le montant de la contribution de guerre. L'obstination que Napoléon mettait à ne rien céder sur le chiffre qu'il avait d'abord fixé semblait devoir prolonger ce dernier débat au delà de toute limite raisonnable, lorsqu'un incident bien propre à frapper son esprit vint lui faire sentir la nécessité d'y mettre fin. Le 12 octobre 1809, au moment où il passait ses troupes en revue à Schœnbrunn, un jeune homme sort de la foule et cherche à s'approcher de lui. Repoussé une première fois, il s'approche de nouveau, et par son insistance attire l'attention de l'entourage de l'Empereur. Rapp et Berthier le font arrêter; on le fouille et on découvre un long couteau très-affilé qu'il portait caché sous son habit. C'était un jeune homme de dix-sept ans, presque un enfant, à la physionomie triste et douce, fils d'un pauvre pasteur de Naumbourg; il se nommait Frédéric Staabs. Interrogé par l'Empereur en présence de Corvisart, il répondit avec un calme, une assurance qui dénotaient une résolution inflexible. Corvisart ne put que constater la parfaite régularité de son pouls. Staabs déclara sans aucune forfanterie qu'il s'était déterminé à tuer Napoléon pour délivrer l'Allemagne de son oppresseur. Du reste, il n'avait eu ni confidents ni complices, et ne témoigna ni regret ni repentir. « Je n'ai démêlé en lui ni fanatisme religieux ni fanatisme politique, » écrivait Napoléon à Fouché le jour même en lui rendant compte de l'événement. C'était donc le patriotisme seul qui avait armé son bras.

Cette première apparition des implacables passions

de 1813 ne produisit sur l'esprit de Napoléon qu'une impression passagère, et la leçon que contenait cet acte de fanatisme fut perdue pour lui. Elle ne lui suggéra d'autre idée que la nécessité de s'éloigner au plus vite d'une résidence devenue malsaine. Il n'y vit pas un témoignage de la haine des peuples, mais le crime d'une exaltation solitaire, et il eût volontiers fait passer Staabs pour un malade atteint d'aliénation mentale, si l'on n'avait constaté sa parfaite lucidité. Du reste, très-soigneux de sa sûreté personnelle, il n'eut pas à se défendre contre des sentiments de clémence qui ne furent jamais dans son cœur. Il ne sut pas comprendre qu'ayant eu avec Staabs un entretien personnel, il lui devait sa grâce. La vraie grandeur est toujours généreuse; entrer en discussion avec un ennemi vaincu, c'est lui pardonner.

Il n'ignorait pas combien ces actes désespérés sont contagieux; il recommanda qu'on fît le moins de bruit possible de l'attentat comme de l'expiation. Il donna l'ordre à M. de Champagny de signer immédiatement la paix, en transigeant s'il le fallait sur le chiffre des cent millions. Bubna et Liechtenstein consentirent à accepter celui de quatre-vingt-cinq millions, en réservant la ratification de leur cour. Napoléon n'attendit pas que les ratifications fussent échangées. Ajoutant une dernière ruse à tous les artifices qu'il avait mis en œuvre dans le cours de ces négociations, il quitta Vienne le 15 octobre, après avoir bruyamment annoncé à tout le monde une paix qui n'était pas encore conclue. Cette nouvelle si longtemps attendue provoqua partout des manifestations de joie, qui rendaient tout retour en

arrière impossible à la cour d'Autriche, quels que fussent son dépit et son désappointement.

L'échange des ratifications eut lieu en effet le 20 octobre, au grand déplaisir de cette cour, qui avait tout intérêt à faire durer la discussion. Peu de jours après, les troupes françaises évacuèrent la ville de Vienne, en faisant sauter les remparts inoffensifs de cette capitale, mesquines représailles, cruauté inutile qui détruisait, non une fortification, mais un souvenir historique et une promenade chère aux Viennois, comme pour les punir d'avoir osé arrêter pendant deux jours le roi des rois. D'après le *Moniteur* lui-même, les Viennois avaient admirablement soigné nos blessés de Wagram. Notre état-major les en avait chaleureusement remerciés dans une proclamation qui se terminait ainsi : « *Le grand Napoléon saura que vous avez des droits à sa bienveillance*[1] ! » Il leur témoigna sa reconnaissance en mutilant leur ville. Cette exécution sommaire rappela aux populations, trop promptes à l'oublier, que leur empereur n'était plus que le vassal du plus impitoyable des maîtres.

La paix de Vienne avait été achetée à de telles conditions qu'elle ne pouvait laisser derrière elle qu'humiliations, ressentiments, haines nationales. Cependant, grâce à la politique tortueuse que nous avions suivie, ce n'est pas chez le peuple vaincu, mais chez le peuple qui avait avec nous profité de la victoire, qu'elle provoqua le plus de mécontentement. En apprenant les dispositions du traité rela-

1. Voir le *Moniteur* du 23 juillet 1809.

tives à la Galicie, l'empereur Alexandre fut blessé au vif. Il parcourut en silence ce document en présence de notre ambassadeur Caulaincourt; puis, lorsqu'il eut achevé sa lecture, il prit sur la table un ordre du jour qui destituait le général prince Gortchakoff pour avoir exprimé des sympathies en faveur de l'Autriche, il fit remarquer à Caulaincourt la date toute récente de ce jugement, qui était un témoignage irrécusable de sa fidélité à l'alliance, et là-dessus rompit l'entretien sans vouloir écouter les justifications embarrassées du diplomate.

La violation des engagements contractés à Tilsit était aussi flagrante qu'elle pouvait l'être, et Napoléon ne s'était pas dissimulé la mauvaise impression qu'on en ressentirait à Pétersbourg. Mais il s'était flatté de la dissiper promptement, soit par les avantages qu'il assurait à la Russie, soit par ses protestations en faveur du maintien de l'alliance, soit enfin par la crainte qu'il inspirait. Dans son désir de désarmer à tout prix cette cour, il voulut qu'Alexandre connût la réparation en même temps que l'offense, et lui offrit spontanément une sorte de garantie pour l'avenir. Le jour même de la signature du traité de Vienne, c'est-à-dire le 20 octobre 1809, Champagny adressait à M. de Romanzof une longue apologie au sujet des cessions galiciennes. Il assurait que Napoléon n'y avait consenti qu'à son corps défendant, afin de dérober aux vengeances de l'Autriche des hommes qui s'étaient sacrifiés pour lui, qu'il veillerait à réprimer tout esprit révolutionnaire dans les pays cédés à la Saxe, enfin qu' « il était prêt à accepter que es noms de Pologne et de Polonais disparussent, non-

seulement de toute transaction, mais même de l'histoire. »

De telles assurances dépassaient la mesure, et ce n'était pas par un manque de dignité qu'on pouvait effacer un manque de bonne foi. Elles ne dissipèrent nullement la défiance d'Alexandre. Il garda son grief, mais il conçut un instant l'espérance de tirer parti de la garantie qui lui était offerte. Cette illusion ne tarda pas à se dissiper, et les choses s'envenimèrent peu à peu : il résulta bientôt de cette paix tant vantée une sorte de querelle ouverte entre la Russie et nous.

Pendant que la maison d'Autriche signait la paix avec Napoléon, on continuait à mourir pour elle dans une des provinces que les guerres antérieures avaient détachées de la monarchie. Le Tyrol, dont l'insurrection eût été si utile à l'Autriche s'il avait été géographiquement placé au cœur de l'empire, au lieu d'être situé dans une position excentrique et isolée, avait été négligé après les premiers efforts de Lefebvre pour le soumettre, comme une sorte de forteresse dont on se borne à occuper les avenues et à masquer les débouchés. La fin des grandes opérations et la signature de la paix permirent à Napoléon de concentrer contre cette malheureuse province les forces nécessaires pour la réduire, et la remettre sous le joug détesté de la Bavière. Drouet, Wrède, Vial et Baraguey d'Hilliers y pénétrèrent en même temps par les vallées du nord et par celles du sud, avec de fortes colonnes dont le nombre devait écraser toute résistance. Avant de reprendre les hostilités, le prince Eugène fit offrir aux insurgés une amnistie qu'ils

semblèrent un instant disposés à accepter. Mais, enthousiaste mystique et ignorant, mené par des fanatiques qui exploitaient sa crédulité et son courage, Hofer refusa de céder aux conseils qu'on lui faisait donner de Vienne; il reprit les armes après quelques hésitations. Battu, forcé de s'enfuir dans la montagne, il fut saisi à la suite d'une dénonciation, dans l'asile où il se cachait, et conduit prisonnier à Mantoue (19 janvier 1810).

Le prince Eugène, dont l'âme était humaine et généreuse, aurait voulu sauver ce hardi chef de partisans, qui avait plus d'une fois arraché nos soldats prisonniers à la fureur des vengeances populaires. Le crime de Hofer n'était après tout que du patriotisme; il méritait quelque indulgence de notre part, car c'était par de semblables criminels que la France avait été sauvée sous la révolution. Mais de telles inspirations furent toujours étrangères à une âme qui ne connut jamais que le calcul : « Mon fils, écrivit Napoléon à Eugène le 11 février 1810, je vous avais mandé de faire venir Hofer à Paris; mais puisqu'il est à Mantoue, envoyez l'ordre de former sur-le-champ une commission militaire *pour le juger* et le faire fusiller à l'endroit où votre ordre arrivera. Que tout cela soit l'affaire de vingt-quatre heures[1]. » Cet ordre montre par un trait frappant ce que c'était que cette justice impériale qui pouvait prescrire à la fois la mise en jugement, la sentence et l'exécution sans révolter jamais l'indépendance des juges. André

1. Cette lettre, parfaitement authentique, est de celles qui ont été retranchées de la *Correspondance de Napoléon*.

Hofer fut fusillé à Mantoue le 25 février 1810. Il refusa jusqu'au bout à ses juges le désaveu qu'ils sollicitaient de lui, pour un recours en grâce qui eût soulagé leur conscience ; il mourut sans repentir et sans faiblesse, simple, fidèle, intrépide, comme on doit mourir pour son pays, laissant chez ses concitoyens la mémoire d'un patriote et d'un héros[1].

Au moment où Hofer tombait dans les fossés de Mantoue, victime de son dévouement à la monarchie autrichienne, une grande et solennelle réconciliation s'opérait entre l'auteur du meurtre et celui qui avait bénéficié du sacrifice. L'empereur François donnait sa fille en mariage à Napoléon, sans que ni l'un ni l'autre parussent soupçonner combien cette tache de sang était d'un mauvais augure sur un pareil contrat. Mais, si l'on y réfléchit bien, chaque ligne de ce contrat extraordinaire n'était-elle pas en quelque sorte écrite avec du sang? Que de vies généreuses n'avait-il pas fallu immoler de part et d'autre pour qu'une semblable alliance fût possible entre l'ancien et le nouveau César!

La pensée d'une alliance de famille avec une des races royales de l'Europe était déjà ancienne chez Napoléon; elle était conforme à tous ses instincts de restaurateur de l'ancien régime : mais les événements ne lui avaient pas permis jusque-là de la réaliser. Il n'avait pu y songer au milieu de guerres sans cesse renaissantes, et d'ailleurs l'éclat inouï de sa fortune

1. Voy. sur l'insurrection de Hofer les *Mémoires du prince Eugène*, tome VI, et *l'Histoire de la guerre du Tyrol en* 1809, publiée en allemand par Hormayr, l'un des chefs de la révolte.

ne lui avait pas encore tout fait pardonner. Dès l'époque de la loi sur le divorce, on avait attribué au secret désir de contracter un second mariage l'étrange facilité qu'il avait fait prévaloir en matière de rupture du lien conjugal, et Joséphine avait suivi les discussions du conseil d'État avec un intérêt plein d'une douloureuse anxiété. A plus d'une reprise les courtisans, toujours empressés de deviner les volontés du maître, avaient devancé par leurs indiscrètes prévisions son projet de divorcer avec Joséphine. A Erfurt il avait pour la première fois osé dire son secret, en faisant pressentir Alexandre sur la possibilité d'un mariage avec la grande-duchesse Catherine, l'une des sœurs du czar. Alexandre, tout en se montrant favorablement disposé, pour son compte personnel, avait allégué la difficulté de vaincre la résistance de sa mère, et la négociation n'avait pas été poussée plus loin. Aujourd'hui, entouré du prestige nouveau que lui donnait la paix de Vienne, plus puissant en apparence qu'à Erfurt, quoique moins solide en réalité, Napoléon était en droit de croire qu'on ne lui opposerait plus ni faux fuyants ni prétextes. Il n'y avait plus autour de lui sur les trônes de l'Europe que des vassaux ou des complaisants; il était certain de voir sa demande agréée ou de faire payer cher un refus; son parti était pris.

Quelle était en ceci sa pensée dominante? Était-ce orgueil? désir de s'affermir lui-même en gagnant un allié parmi les souverains de l'Europe? Ou bien, comme il s'en est vanté, sacrifiait-il à l'État ses affections personnelles dans le but d'assurer un héritier

à l'empire? Le lien qui unissait Napoléon à Joséphine n'était plus depuis longtemps qu'un attachement où l'habitude avait plus de part que la tendresse, et qui était sujet à beaucoup de variations. Avant d'être rompu par le divorce, combien de fois ce lien n'avait-il pas été dénoué par le caprice? On pouvait donc contester le mérite d'un sacrifice qui consistait à substituer une femme jeune et belle à une épouse vieillie et délaissée. Quant aux idées d'avenir que supposait ce désir, aussi tardif qu'immodéré, de laisser un héritier, elles ont en général pour résultat de rendre l'homme prévoyant, prudent, ménager de ses ressources, en lui donnant cette sagesse qui, selon le langage de nos lois, appartient au « bon père de famille »; or il est difficile de ne pas remarquer combien elles paraissent avoir été étrangères à l'esprit de Napoléon jusqu'à la fin de son étonnante carrière. Quelque chimérique qu'il fût à certains égards, surtout lorsqu'il s'agissait d'enfanter des projets, est-il admissible qu'il ait poussé l'illusion jusqu'à croire que l'empire, avec ses proportions démesurées, pourrait être maintenu par un autre que par lui-même? Les idées de durée, de consolidation, de perpétuité n'étaient-elles pas incompatibles avec l'audace et la mobilité de ce joueur incorrigible, toujours prêt à risquer sa fortune sur un coup de dé? Il avait toute sa vie rêvé la gloire d'Alexandre et l'éblouissement du monde, et non la carrière sévère, patiente et laborieuse des véritables fondateurs d'empire. Ce mariage avec une fille de race royale était d'ailleurs le complément naturel de ce système monarchique dont il avait relevé avec tant de soin les mœurs, le

cérémonial et jusqu'aux préjugés. De tous les emprunts qu'il avait voulu faire au passé, un seul s'était trouvé hors de sa portée, celui du prestige héréditaire. Il avait cru y suppléer en parlant à tout propos de « son prédécesseur Charlemagne »; mais on n'avait guère pris au sérieux cette parenté carlovingienne. Il se flattait d'obtenir plus de succès en se parant des souvenirs d'une antique dynastie. Il est donc permis de croire que, tout en se rendant compte de l'effet rassurant qu'un tel acte était appelé à produire sur les esprits, par cela seul qu'il annonçait pour l'avenir des vues prévoyantes, des dispositions sages et pacifiques, son principal mobile était surtout d'effacer en lui le dernier stygmate du révolutionnaire et du parvenu, de traiter d'égal à égal avec les souverains par la grâce de Dieu, d'humilier enfin ces vieilles dynasties autrefois si dédaigneuses, en leur ôtant la seule consolation qui leur restât, l'orgueil de naissance et de race. Au reste, l'impatience et la susceptibilité excessive dont Napoléon fit preuve dans la négociation relative à son second mariage, montrèrent bientôt combien la vanité avait plus de part à cette détermination que les considérations de sagesse dont on a voulu lui faire honneur.

Le 26 octobre 1809, il arrivait à Fontainebleau avant toute sa cour, à laquelle il avait donné rendez-vous dans cette résidence, et il s'ouvrait aussitôt à son confident Cambacérès du projet qui occupait toutes ses pensées. Ce prudent personnage fut frappé du ton de majestueuse hauteur et de souveraine assurance que prit l'Empereur en lui exposant ses

vues. Napoléon, a-t-il écrit, « avait l'air de se promener au milieu de sa gloire »[1]; image qui rend bien le changement qu'une infatuation, trop concevable après de si grands succès, avait apporté dans ses manières autrefois brusques et inquiètes plutôt que solennelles. Cambacérès était trop sensé, il connaissait trop bien son maître, pour ne pas comprendre qu'une alliance avec les vieilles dynasties, loin de le rendre plus sage, aurait pour effet de porter au paroxysme un enivrement devenu si dangereux. Mais la confiance même qu'on lui témoignait, prouvait assez que l'archichancelier ne se compromettrait jamais par des avis inopportuns. Il se borna à alléguer timidement la popularité dont jouissait Joséphine, le danger d'indisposer la nation en lui faisant craindre une restauration de l'ancien régime. Mais, aussitôt qu'il vit que c'était chez l'Empereur une résolution bien arrêtée, il se chargea lui-même, comme toujours, de préparer les voies et d'aplanir les difficultés.

Après avoir longtemps redouté le malheur qui allait fondre sur elle, l'impératrice Joséphine avait fini par ne plus y croire à force de le voir ajourné. Pendant des années, l'éventualité d'un divorce avait fait la préoccupation et le tourment de sa vie; elle était redevenue calme et confiante au moment même où l'événement était à la veille de se réaliser. On n'avait rien fait pour l'y préparer. On possède encore la lettre dans laquelle Napoléon lui faisait savoir sa prochaine arrivée à Fontainebleau. Les termes

1. Expression de Cambacérès dans ses *Mémoires* inédits, cités par M. Thiers.

en étaient plus affectueux que jamais, comme s'il eût voulu entretenir ses illusions jusqu'au moment où il lui porterait un coup si douloureux. « *Je me fais une fête de te revoir*, lui écrivait-il de Nymphenburg, le 21 octobre; j'attends ce moment avec impatience. Je t'embrasse. Tout à toi[1]. » A Fontainebleau, pourtant, elle fut frappée de sa contrainte et de sa froideur, des airs triomphants de ses ennemis jurés, les frères et les sœurs de Bonaparte, qui s'étaient empressés d'accourir auprès de lui, les uns, pour lui présenter leurs hommages, les autres, pour rajeunir une faveur compromise par cette longue absence.

Une particularité significative vint ajouter aux angoisses qu'il lui fallait cacher sous un front riant, au milieu des fêtes quotidiennes de la cour de Fontainebleau. Elle s'aperçut que la communication secrète de son appartement avec celui de l'empereur avait été interrompue, comme si on avait voulu l'avertir que c'en était fait de l'intimité d'autrefois[2]. La cour quitta Fontainebleau le 15 novembre, pour revenir à Paris. Tous les souverains soumis au système de Napoléon, et fidèles satellites de sa puissance, avaient été convoqués par des invitations qni étaient des ordres déguisés. Là, les bruits de divorce prirent une telle consistance que l'infortunée ne put bientôt plus douter du sort qui l'attendait. Le soir du 30 novembre, le préfet du palais était de service dans une pièce contiguë au salon où se trouvaient l'Empereur et Joséphine, lorsqu'il entendit retentir des cris

1. Napoléon à Joséphine, le 21 oct. 1809.
2. Bausset : *Mémoires d'un préfet du palais.*

déchirants, et reconnut avec stupeur la voix de l'Impératrice. Quelques instants après la porte s'ouvrit, et Napoléon l'ayant fait entrer, il put voir l'Impératrice en proie à une violente attaque de nerfs, proférant des paroles de détresse et de désespoir. Il aida Napoléon à la transporter dans son appartement et à lui donner les premiers soins, non sans avoir eu occasion de s'apercevoir que si la douleur n'était pas feinte, l'évanouissement avait été joué[1].

L'éclat tant redouté avait eu lieu. L'Empereur, d'abord décidé à attendre l'arrivée du prince Eugène à Paris, afin d'adoucir par la présence et les consolations d'un fils tendrement aimé, l'amertume de la communication qu'il voulait faire à Joséphine, avait laissé échapper son secret dans une heure d'impatience et de dureté. Lorsqu'il annonça cette terrible nouvelle, qu'elle seule était encore à ignorer, à la femme qui avait si exceptionnellement contribué à sa fortune en lui apportant dans sa corbeille de mariage le commandement en chef de l'armée d'Italie, il y avait déjà huit jours qu'il avait chargé Champagny de demander pour lui la main de la sœur de l'empereur Alexandre. C'était à la Russie son alliée, qu'il avait jugé devoir s'adresser d'abord de préférence sur l'Autriche, soit que cette dernière puissance lui parût avoir été trop cruellement traitée pour être séduite par l'appas d'une union de famille, soit qu'un refus lui semblât moins probable de la part d'Alexandre, soit enfin qu'il estimât avec raison plus dangereux de blesser

1. Bausset : *Mémoires d'un préfet du palais.*

un souverain si redoutable que d'ajouter un déplaisir aux disgrâces d'une monarchie affaiblie et vaincue. Le 22 novembre, Champagny écrivait à Caulaincourt qu'à Erfurt l'empereur Alexandre avait dit à Napoléon « que la princesse Anne sa sœur *était à sa disposition* », altération étrange d'une proposition qui était venue non de la Russie mais de nous, et imaginée par Napoléon dans le but de rendre le refus plus difficile. Caulaincourt devait en conséquence aborder la question simplement et franchement avec Alexandre, et lui dire « que l'Empereur, *pressé par toute la France*, se disposait au divorce. Pouvait-on compter sur la sœur du czar? Que Sa Majesté y pense deux jours, et réponde franchement non comme à l'ambassadeur de France, mais comme à une personne passionnée pour les deux familles[1]. »

L'affaire n'était ni aussi simple ni aussi aisée qu'on feignait de le croire à Paris, surtout depuis qu'on avait blessé au vif le sentiment national des Russes en faisant reparaître si fâcheusement à leurs yeux le spectre menaçant de la Pologne. Quant aux difficultés que pouvait soulever le divorce, elles n'étaient pas de nature à embarrasser la toute-puissance de Napoléon. L'archichancelier avait indiqué la procédure à suivre. La dissolution du lien civil était facile à obtenir, puisqu'il suffisait d'après le Code, du consentement mutuel pour que le divorce fût prononcé. Il y avait bien une disposition d'un certain décret qui interdisait le divorce aux membres de

1. Dépêche de Champagny à Caulaincourt, 22 nov. 1809. Archives des affaires étrangères : *Russie*, 149.

la famille impériale[1]. Mais si l'empereur trouvait bon que cet article fût appliqué au roi Louis son frère dont les infortunes conjugales étaient si connues, il n'entendait nullement s'y soumettre lui-même. Et d'ailleurs, qui eût osé l'invoquer contre lui? En revanche, la dissolution du lien religieux présentait plus d'un obstacle, car elle dépendait de la juridiction ecclésiastique. A l'époque du sacre, dans le but de dissiper les craintes de Joséphine et d'apaiser les scrupules du pape, Napoléon avait consenti, sur les instances du cardinal Fesch son oncle, à contracter secrètement un mariage religieux, et la consécration lui avait été donnée par le cardinal lui-même dans un appartement des Tuileries. L'Église catholique n'admettait pas le divorce, ou du moins elle ne l'avait toléré que dans des cas très-rares, pour payer certaines faveurs qui lui coûtaient cher, puisqu'elle les achetait au prix de sa considération. Il fallait donc faire prononcer la nullité du mariage religieux, ce qui revenait au même que le divorce. Mais l'autorité compétente en ce qui concernait les souverains était le pape, et le pape était le prisonnier de Napoléon; on ne pouvait rien attendre de sa complaisance. Ici encore le savant et avisé jurisconsulte prit sur lui de dénouer, par des moyens sûrs et discrets, la difficulté qu'il y eût eu scandale et péril à trancher trop brusquement.

Depuis la triste scène qui avait divulgué les déchirements intimes de la famille impériale, le divorce était devenu l'entretien de la cour et de la ville. La

1. Décret du 30 mars 1808, art. VII.

malheureuse Joséphine, soutenue par l'affection de ses enfants qui n'étaient guère moins frappés qu'elle, et convaincue de l'inutilité de sa résistance, s'était soumise, sinon résignée, après de mortelles angoisses à une volonté désormais inflexible. Pour paraître consentante, il fallait qu'elle se montrât. On la traînait donc dans toutes les grandes réceptions officielles, et le public, avide de médisances, épiait sur ses traits l'étendue et les progrès de sa disgrâce. Les échos du palais répétèrent plus d'une fois ses plaintes et ses sanglots ; mais on voulait que cette victime de l'orgueil et de la politique parût heureuse du sacrifice, et on ne lui fit pas grâce d'une représentation. Dans les fêtes qui furent données au commencement de décembre, pour célébrer l'anniversaire du couronnement, Paris la vit, la mort dans l'âme et le sourire sur les lèvres, portant avec grâce le désespoir qui la torturait, jouant pour la dernière fois son rôle de souveraine, entourée de ses enfants qui, selon l'expression d'un contemporain, dansèrent aux funérailles de leur mère.

Le 15 décembre 1809, dans un conseil de famille auquel assistaient tous les membres de la famille impériale présents à Paris, l'Empereur lut une déclaration destinée à faire connaître la détermination qu'il avait prise de se séparer de Joséphine : « La politique de sa monarchie, l'intérêt et le besoin de ses peuples, voulaient qu'après lui il laissât à des enfants, héritiers de son amour pour eux, le trône où la Providence l'avait placé. Depuis plusieurs années il avait perdu l'espérance d'avoir des enfants de son mariage avec sa bien-aimée épouse, c'est ce qui le portait à

sacrifier les plus douces affections de son cœur, à n'écouter que le bien de l'État et à vouloir la dissolution de leur mariage... » Lorsque Joséphine se leva pour lire à son tour la déclaration qu'on lui avait remise toute rédigée, et qui constatait un consentement si peu en accord avec ses vrais sentiments, les sanglots lui coupèrent la parole. Il lui fut impossible, malgré ses efforts, d'articuler une seule phrase de ce rôle étudié, on ne vit plus que les convulsions de sa douleur, et pour un instant la vérité seule apparut au-dessus des mensonges officiels. Regnault de Saint-Jean d'Angély, prenant le papier des mains tremblantes de Joséphine, donna lecture de ce document, qui dissimulait sous des formules de convention, les tortures d'une âme blessée à mort par l'humiliation, les regrets et le désespoir. Le lendemain, 16 décembre, le procès-verbal de cette double déclaration fut présenté au Sénat avec le sénatus-consulte destiné à légaliser la dissolution du mariage. Ce sénatus-consulte déclarait dissous le mariage contracté entre Napoléon et Joséphine; il fixait à deux millions de revenu annuel sur le trésor de l'État le douaire de l'Impératrice divorcée, qui conservait son titre et son rang. L'Empereur ajouta à cette dotation une rente d'un million sur la liste civile.

Le prince Eugène, qui avait cruellement ressenti le coup porté à sa mère, et qui venait de perdre lui-même ses espérances de royauté en Italie, dut venir témoigner devant le Sénat des sentiments de reconnaissance de sa famille, et, ce qui dépassait peut-être la mesure, « de la satisfaction mêlée d'orgueil avec laquelle sa mère verrait tout ce que ses

sacrifices devaient produire d'heureux pour la patrie et pour l'Empereur. » Regnault célébra dans un discours larmoyant « Joséphine immolant sa tendresse pour le meilleur des époux, par dévouement pour le meilleur des rois, par attachement pour le meilleur des peuples »; il adjura les sénateurs « d'accepter au nom de la France attendrie, aux yeux de l'Europe étonnée, ce sacrifice, *le plus grand qui eût été fait sur la terre!* [1] ». Cette hyperbole rendait l'adulation bien difficile à ceux qui devaient parler après lui. Lacépède, à qui l'attendrissement ne faisait pas perdre son esprit d'à-propos, préféra offrir son encens au sacrificateur plutôt qu'à la victime. Il fit observer au Sénat que « chose bien digne de remarque, parmi les treize rois de France que leur devoir de souverain avait contraints à dissoudre les nœuds qui les unissaient à leurs épouses, on devait compter quatre des monarques les plus admirés et les plus chéris, Charlemagne, Philippe Auguste, Louis XII et Henri IV. » Grâce à cette interprétation de l'histoire, quoi que fît désormais Napoléon, il ressemblait désormais à un grand homme, et le divorce n'était qu'une perfection de plus du moment où c'était Napoléon qui divorçait. A la suite de ces deux discours, le sénatus-consulte fut voté par quatre-vingts voix contre sept.

La dissolution du lien religieux, poursuivie devant l'officialité diocésaine, provoqua d'abord quelques scrupules chez les membres de ce tribunal ecclésiastique, qui se fussent récusés avec joie, si on leur en

1. Séance du Sénat conservateur du 16 novembre 1809. *Archives parlementaires.*

avait laissé la faculté. Compétents vis-à-vis des particuliers, ils alléguaient, non sans apparence de raison, leur incompétence vis-à-vis d'un souverain, et le long usage qui attribuait aux papes cette juridiction spéciale. Le subtil Cambacérès répondait que l'intervention du pape, nécessaire peut-être pour dissoudre un mariage régulier, était inutile pour prononcer la nullité d'un mariage dans lequel aucune règle n'avait été observée, où il n'y avait eu ni témoins, ni propre prêtre, ni même consentement. En effet, disait la requête impériale, appuyée des témoignages de Duroc, de Talleyrand et de Berthier, l'Empereur n'avait donné qu'un simulacre de consentement, dans le but d'apaiser Joséphine et de rassurer la conscience du pape; mais il n'avait pas sérieusement consenti, puisqu'il avait dès lors la certitude de se voir obligé de contracter un second mariage. En d'autres termes, il avait trompé à la fois Joséphine, le cardinal Fesch et le pape[1].

Cambacérès ne refusa pas toutefois de calmer les consciences timorées de l'officialité. Il leur apporta une déclaration d'un comité, composé de sept évêques, certifiant que le tribunal de l'officialité était compétent pour trancher la question. L'officialité commença donc un semblant d'instruction sur les moyens de nullité invoqués par l'Empereur. L'argument tiré de l'absence de témoins et du propre prêtre, c'est-à-dire du curé de la paroisse, aurait eu une grande valeur, si le cardinal Fesch n'avait dé-

1. V. Thiers, d'Haussonville, l'abbé Lyonnet : *Vie du cardinal Fesch*.

claré, avec une franchise qui n'était pas sans courage, que le pape l'avait expressément dispensé, en raison des circonstances, de suivre les formes ordinaires ; particularité embarrassante pour des consciences catholiques. Ce fut donc sur le défaut de consentement de l'Empereur, sur l'espèce de violence morale que ce singulier mineur avait subie, c'est-à-dire, en réalité, sur la tromperie calculée dont Joséphine avait été victime de la part de son mari, que les ayants cause durent insister. Mais l'argument sur lequel ils comptaient le plus, et qui avait le plus de prise sur l'esprit de ces malheureux juges, était celui qu'on ne disait pas : c'était le pouvoir sans limites et le caractère connu de ce terrible justiciable. Le tribunal de l'officialité ne se piquait pas de plus de vertu que Pie VII lui-même n'en avait montré à une autre époque ; il ne demandait qu'un prétexte pour se soumettre. Il prononça, en conséquence, l'annulation du mariage religieux ; et le tribunal métropolitain s'empressa de confirmer cette sentence (janvier 1810).

Joséphine, que la solitude était venue chercher au milieu même de la cour des Tuileries avant que la répudiation fût consommée, alla ensevelir ses chagrins à la Malmaison, où elle acheva ses jours, peu d'années après, dans l'isolement et l'abandon. Napoléon alla chasser à Trianon pendant une semaine, afin de marquer la séparation qui commençait. Les négociations avec Pétersbourg pour la conclusion d'un mariage russe ne s'étaient pas ralenties un seul instant. Le 28 décembre 1809, Caulaincourt avait fait à l'empereur Alexandre l'ouverture dont Champagny

l'avait chargé. Lorsque cette demande fort inattendue vint le surprendre, Alexandre était encore tout entier à ses appréhensions au sujet du rétablissement de la Pologne, appréhensions provoquées par les cessions galiciennes, et qui se traduisaient chez toute la nation russe par une vive et profonde irritation. Sous l'influence de ses propres craintes, et sous le coup des reproches que lui adressait assez ouvertement l'opinion publique, qui était alors beaucoup plus libre en Russie qu'en France, il avait accueilli avec un empressement facile à imaginer, l'offre inespérée que lui avait fait faire Napoléon, à la date du 20 octobre précédent, de concourir avec lui à effacer tous les anciens souvenirs, et « à faire disparaître le nom de Pologne et de Polonais, non-seulement de toute transaction politique, mais même de l'histoire. » S'il obtenait seulement qu'on le fît disparaître du *Moniteur* où il figurait presque chaque jour, la concession ne serait pas sans importance.

Connaissant le caractère de son allié, et désirant que de telles promesses ne restassent pas à l'état de vaines paroles, il s'occupa immédiatement de les faire formuler en un projet de convention destiné à avoir force de loi. Ce projet fut rédigé sur les bases suivantes : 1° engagement réciproque à ne jamais laisser rétablir la Pologne ; 2° suppression des noms de Pologne et de Polonais dans tous les actes publics et privés ; 3° suppression des anciens ordres de Pologne et de toute autonomie du duché de Varsovie. Ce fut au moment où Alexandre et ses conseillers étaient en train de débattre avec Caulaincourt les termes de cette convention, que la

demande en mariage vint leur apprendre quel prix Napoléon entendait mettre à son abandon de la Pologne ; car il était difficile de croire que le hasard seul avait réuni deux propositions si différentes.

Pour donner une idée des sentiments que la demande de Napoléon dut inspirer à Alexandre, il suffit de dire que le czar avait pénétré à fond son allié. Son jugement intime était donc fort éloigné de l'admiration banale et officielle qu'il se croyait obligé de professer pour lui. Non-seulement il avait eu avec lui des rapports personnels fréquents, qui auraient suffi pour une appréciation des moindres nuances du caractère, mais il avait pu le mettre à l'épreuve dans la paix comme dans la guerre, dans les petites comme dans les grandes affaires. Alexandre, dont le seul défaut, au milieu de qualités généreuses et élevées, a été un penchant marqué pour la ruse, était un observateur assez pénétrant pour voir juste. On a de lui, datées de cette époque même (novembre et décembre 1809), des conversations recueillies jour par jour par son interlocuteur, le prince Adam Czartoryski, et dans lesquelles il est facile de saisir son jugement sur Napoléon. Tout en exprimant son opinion avec beaucoup de calme et de réserve, il manifestait envers lui une défiance extrême. Il déclarait que « c'était un homme à qui tous les moyens étaient bons, pourvu qu'il parvînt à son but, et chez qui tout était calcul jusqu'à l'emportement. » Il affirmait avoir la preuve en main qu'au moment même où Napoléon lui proposait d'effacer de l'histoire les noms de Pologne et de Polonais, et faisait faire au Corps législatif, par M. de Montalivet,

des déclarations équivalentes, il faisait assurer aux Polonais que c'étaient là de pures feintes destinées à tromper leurs communs ennemis. Enfin, son sentiment dominant au sujet de Napoléon était celui que peut inspirer une puissance redoutable et perverse, à un caractère naturellement bienveillant, c'est-à-dire une aversion mêlée de crainte[1].

Ces dispositions pouvaient passer pour amicales auprès de celles dont la cour et la nation étaient alors animées à notre égard, par suite des encouragements donnés à la Pologne et des vexations provoquées par le blocus continental. Alexandre ne put donc qu'être surpris très-désagréablement par l'ouverture inattendue que lui fit Caulaincourt. Trop politique et trop courtois pour ne pas dissimuler sa contrariété, il déclara que pour son compte il verrait avec plaisir une union si bien faite pour fortifier l'alliance entre les deux pays. Mais la décision, ajouta-t-il, ne dépendait pas de lui seul. Un ukase spécial de l'empereur Paul, son père, avait donné à l'impératrice mère la disposition exclusive de ses filles ; il s'efforcerait donc d'obtenir son consentement ; mais pour ménager la susceptibilité de l'Empereur, il ne parlerait de sa demande que comme d'une démarche possible et éventuelle[2].

Les sentiments de sa mère à l'égard de Napoléon lui étaient depuis longtemps connus. C'était pour échapper à une première ouverture de mariage, qu'après Erfurt, l'impératrice mère avait mis une si

1. *Alexandre I^er^ et le prince Czartoryski : correspondance et conversations* (à la date du 26 décembre 1809).

2. Bignon. La dépêche de Caulaincourt manque aux Archives.

grande hâte à marier la grande-duchesse Catherine au duc d'Oldenbourg, quelque peu brillante que fût cette alliance. Alexandre ne pouvait donc se méprendre sur le résultat de sa tentative; mais il voulait, d'une part, convaincre Napoléon qu'il avait tout fait pour réussir; de l'autre, il tenait à conclure dans toute éventualité la convention qu'on lui avait promise relativement à la Pologne, et qu'on entendait lui faire payer d'une rançon si chère et si nouvelle. De son côté, Caulaincourt avait reçu de Champagny l'autorisation de signer tout ce qu'on lui demanderait au sujet des Polonais, en réservant toutefois la ratification de Napoléon, précaution aussi significative que cette latitude était inusitée. Dans son désir de mener à bonne fin la négociation du mariage, notre ambassadeur devait tout naturellement s'exagérer l'influence que la conclusion de la convention exercerait sur l'heureuse issue du projet de mariage. Le 4 janvier 1810, au moment où Alexandre commençait à lui exprimer l'espoir de fléchir sa mère, Caulaincourt signa la convention relative à la Pologne, persuadé que cette importante concession de notre part allait décider du mariage, tandis que, par un calcul tout semblable, le czar traînait en longueur les pourparlers avec sa mère, et laissait espérer le mariage, persuadé que Napoléon allait ratifier le traité.

Les choses en étaient là lorsque, le 10 janvier 1810, Caulaincourt reçut l'ordre de demander une réponse catégorique dans un délai de dix jours. Cet ultimatum, vraiment extraordinaire en pareille situation, a été attribué jusqu'ici à l'impatience et à l'irritation que Napoléon aurait éprouvées en présence des lenteurs

le la cour de Russie. Un simple examen des dates suffit pour démontrer le peu de fondement de cette supposition. L'empereur Alexandre avait été absent de Pétersbourg jusqu'au 27 décembre, le fait est constaté par le *Moniteur* lui-même[1], et c'est seulement le 28 qu'il avait eu pour la première fois connaissance de la demande exprimée par Napoléon. Caulaincourt avait transmis sa réponse le jour même, mais comme les courriers mettaient alors de quinze à vingt jours pour aller de Pétersbourg à Paris, il était matériellement impossible que Napoléon connût la première dépêche de Caulaincourt, lorsqu'il imposa à ce diplomate la démarche singulière et presque blessante, que l'ambassadeur de France dut faire auprès d'Alexandre le 10 janvier 1810. Par une coïncidence remarquable, c'est au moment même où Caulaincourt demandait à Alexandre la main de la grande-duchesse Anne, que Napoléon renonçait définitivement à ce projet d'alliance, car il était trop perspicace pour se dissimuler qu'une rupture était l'inévitable résultat d'un ultimatum aussi peu convenable[2]. Que s'était-il donc passé de nature à modifier si brusquement ses résolutions? La perspective d'un mariage non pas plus honorable ni plus avantageux, mais au

1. *Moniteur* du 21 janvier 1810.

2. Les documents relatifs au second mariage de Napoléon ont pour la plupart disparu des archives des affaires étrangères; mais si l'on pouvait douter que le changement de Napoléon à l'égard de la Russie se soit opéré à la fin de décembre 1809, on en trouverait la preuve dans une lettre du 31 décembre, adressée à Alexandre, et singulièrement maussade et sèche. Une dépêche de Champagny, datée du même jour, indique un complet changement de ton et de politique (Archives des aff. étr. : *Russie*, 149).

point de vue dynastique plus flatteur pour l'orgueil de Napoléon, s'était présentée, et il l'avait embrassée aussitôt avec le capricieux engouement d'un enfant gâté de la fortune, sans se préoccuper des suites politiques d'un pareil revirement.

Lors de la dernière soirée que l'impératrice Joséphine présida aux Tuileries, c'est-à-dire un peu avant le 15 décembre, date de son départ pour la Malmaison, un secrétaire de l'ambassade d'Autriche, M. de Floret, causant avec M. de Sémonville, un des esprits les plus déliés du temps, lui exprima dans la conversation son regret de voir le divorce aboutir à un mariage russe, tandis que l'Autriche eût été, selon lui, enchantée de donner à Napoléon une de ses archiduchesses. Sémonville feignit la surprise, et affecta de ne voir dans les paroles du diplomate qu'un regret de politesse. Sur les assurances réitérées de M. de Floret qu'il parlait très-sérieusement, Sémonville s'empressa de rapporter le propos au duc de Bassano, qui le répéta immédiatement à l'Empereur. Napoléon venait de recevoir des renseignements tout semblables sur les dispositions de la cour de Vienne par M. de Narbonne, alors de passage dans cette capitale[1]. Il chargea en conséquence le duc de Bassano de faire, aussi secrètement que possible, une ouverture dans ce sens au prince de Schwarzenberg, ambassadeur d'Autriche, en s'efforçant d'obtenir sa pa-

1. La note de Narbonne, dont on a contesté l'existence, est une pièce sans date ni signature, mais qui est évidemment de la fin de nov. 1809. La proposition est faite par Metternich qui ajoute : « Cette idée est de moi, mais je suis certain que l'empereur y sera favorable. » (Arch. des aff. étr. : *Autriche*, 363.)

ole sans s'engager lui-même. M. de Laborde, qui avait servi en Autriche pendant l'émigration, et qui était lié avec le prince de Schwarzenberg, fut l'intermédiaire choisi pour cette négociation délicate. Il trouva le prince désolé du mariage russe, qu'il considérait comme un nouveau malheur pour l'Autriche. Dès les premiers mots de M. de Laborde, l'ambassadeur saisit comme une bonne fortune inespérée l'occasion qui lui était offerte. Il s'empressa d'en écrire à sa cour, qui était dévorée des mêmes regrets et des mêmes inquiétudes.

C'est qu'en effet le projet de mariage russe était une conjoncture bien grave et bien menaçante pour la cour de Vienne. Pendant tout le cours des négociations qui avaient précédé la paix, l'Autriche n'avait poursuivi qu'un but, indépendamment de sa préoccupation bien naturelle d'alléger le plus possible les charges que lui imposait la défaite, celui d'indisposer la Russie contre la France, de mettre fin à une alliance qui était un insurmontable obstacle au rétablissement de sa puissance. Ce but, elle l'avait en partie atteint en offrant la Galicie aux convoitises de Napoléon ; et au moment où elle s'applaudissait de son ouvrage, et voyait avec une joie secrète grandir la mésintelligence entre Alexandre et Napoléon, surgissait un événement imprévu qui allait mettre à néant toutes ses espérances. Bien qu'il fût impossible à des esprits vraiment politiques de se faire beaucoup illusion sur les avantages d'une alliance dynastique, dans une époque de révolution et avec un souverain tel que Napoléon, la cour de Vienne savait que, pour quelques années au moins, l'intimité entre les deux empereurs en serait plus étroite, et

les deux États n'ayant presque en toute chose que des intérêts communs et pas une opposition réelle et profonde, il y avait de sérieuses chances pour que l'alliance s'affermît avec le temps au lieu de se dissoudre. Ce mariage était donc un coup de grâce pour l'Autriche; il ne lui laissait aucun espoir de se relever dans un temps prochain.

On devine, d'après ces circonstances, avec quels sentiments la communication du prince de Schwarzenberg dut être accueillie à Vienne. On lui transmit immédiatement l'avis que si la demande à laquelle il faisait allusion était faite, elle recevrait une réponse favorable; et c'est évidemment sur cette assurance que Napoléon fit adresser à Alexandre l'espèce de sommation peu convenable, sinon blessante, d'avoir à se prononcer dans un délai de dix jours. Une autre preuve non moins forte que sa préférence était donnée à l'Autriche, résulte de la démarche publique qu'il fit à ce moment, comme pour se fournir à lui-même, aux yeux de l'Europe, de nouveaux arguments à l'appui de la résolution qu'il avait prise. L'ultimatum signifié à Alexandre lui laissait jusqu'au 20 janvier 1810, pour donner une réponse définitive. Dès le 21 janvier, c'est-à-dire quinze jours au moins avant de connaître cette réponse, Napoléon réunissait aux Tuileries un conseil privé, composé de tous les grands dignitaires de l'empire, pour soumettre à leurs délibérations le choix entre les deux grandes alliances qui s'offraient à lui. Une semblable discussion, ouverte en un pareil moment, était souverainement offensante pour la Russie, puisqu'elle donnait à entendre aussi clairement que possible qu'on ne se consi-

dérait nullement comme engagé par la demande qu'on lui avait faite. De l'étude attentive des faits et des dates, il résulte donc avec évidence que Napoléon renonça au mariage russe, au moment même où son ambassadeur Caulaincourt formait la demande auprès d'Alexandre, et que le conseil privé, dans lequel fut débattue la question des alliances, n'était à ses yeux qu'un moyen de se dégager dans le cas où la réponse du Czar eût été favorable.

Napoléon connaissait trop bien, en effet, ses conseillers pour ne pas savoir que la majorité se prononcerait toujours dans le sens de ses propres désirs. Jamais il ne se décida d'après leurs avis; ce n'était pas un conseil qu'il leur demandait dans cette circonstance, mais une manifestation qui eût le double avantage de lui offrir à la fois un de ces effets de théâtre qu'il aimait tant, et un prétexte pour masquer sous un prétendu intérêt d'État une volte-face inspirée par la vanité. L'intérêt d'État n'était pas douteux, quoi qu'on pût dire; il était tout entier du côté de l'alliance russe. Le mariage autrichien pouvait-il nous rendre l'amitié de la cour de Vienne? Comment le croire après tous les coups successifs dont nous avions frappé cette puissance, après les guerres qui lui avaient fait perdre en si peu d'années tant de belles provinces, la Lombardie, la Vénétie, le Tyrol, la Souabe, la Dalmatie, l'Illyrie, la nouvelle Galicie, sans parler de la Belgique, de la couronne impériale d'Allemagne, enfin du grand-duché de Toscane qui appartenait à un de ses archiducs? Comment supposer que le bonheur de donner une archiduchesse à un parvenu si longtemps l'objet

de sa haine, allait lui faire oublier tant de pertes et de griefs? Mais ce mariage n'était pour elle qu'un sacrifice et une humiliation de plus, si l'on ne supposait pas qu'elle y voyait un grand avantage politique. La douloureuse confession que fit plus tard l'empereur François ne permet aucun doute à cet égard : « Pour conjurer des maux incurables, disait-il dans son manifeste du 12 août 1813, et pour s'assurer le gage d'un meilleur avenir, S. M. *livra ce qui était le plus cher à son cœur!* » Au reste plus ce calcul était humiliant, plus il importait de nous le faire pardonner. Si Napoléon était disposé à faire à l'Autriche des restitutions de nature à la satisfaire, l'alliance autrichienne pouvait être un événement heureux, une garantie pour la paix de l'Europe; mais rien n'était plus éloigné de sa pensée qu'un acte semblable. C'était donc une ennemie intime qu'on allait avoir en elle, au lieu d'une ennemie déclarée, et ses menées devaient être d'autant plus dangereuses, que son désappointement aurait été plus amer.

On pouvait, non sans vérité, reprocher à l'alliance russe d'encourager Napoléon à une politique d'aventures qui n'était que trop conforme aux tendances de son génie, mais l'impunité avec laquelle il avait pu jusque-là s'exposer à ce danger, attestait la sécurité qu'il y trouvait, même lorsque la Russie ne le secondait qu'à demi, comme dans la dernière campagne. Elle lui donnait du moins la force, elle ne lui coûtait ni rétrocessions ni sacrifices, elle ne lui imposait que le maintien du *statu quo* au sujet de la Pologne. Il convient d'ajouter à ces considérations qu'un refus n'avait rien de blessant pour l'Autriche, puisque de ce

ôté là, on n'avait pas à retirer une demande qu'on n'a-'ait pas faite, tandis qu'une simple renonciation était offensante pour la Russie, même dans le cas où elle n'eût pas été disposée à accorder ce qu'on lui demandait, parce qu'on n'avait pas attendu sa réponse pour se décider. Conclure avec la Russie, c'était porter un dernier coup à l'Autriche déjà accablée; mais conclure avec l'Autriche, c'était rompre avec la Russie encore puissante et intacte.

On n'a aucun compte rendu officiel de la délibération du conseil privé; mais cette lacune ne paraît pas fort à regretter. La plupart des personnages qui étaient appelés à s'y faire entendre, savaient de reste à quoi s'en tenir sur l'importance de l'avis qu'on leur demandait. On n'y vit en général qu'une cérémonie destinée à faire connaître au monde entier que toutes les maisons souveraines d'Europe se disputaient l'honneur de donner une épouse à Napoléon. Des deux opinions qui avaient le plus de poids, celle de Talleyrand fut favorable à l'Autriche, et celle de Cambacérès à la Russie ; et toutes deux furent également bien motivées, à cette différence près que le système préconisé par Talleyrand, praticable après Austerlitz, avec les tempéraments et les concessions que lui-même jugeait alors nécessaires, exigeait aujourd'hui beaucoup plus de sacrifices, et aussi de sagesse politique qu'on n'en pouvait espérer de Napoléon. Les autres avis étaient dictés ou par la complaisance ou par la situation personnelle de leurs auteurs. Le prince Eugène, préoccupé surtout de l'idée de conserver la paix en Italie et de maintenir l'intégrité du royaume de son beau-père, le roi de

Bavière, se prononça pour l'Autriche, tandis que Murat, animé de l'hostilité que nourrissait la famille Bonaparte contre les Beauharnais, se déclara avec énergie pour le mariage russe, au nom des principes et des intérêts de la Révolution menacés, disait-il, par une union dans laquelle la nation verrait une sorte de réconciliation avec l'ancien régime. En résumé, deux voix se prononcèrent pour la Russie, cinq pour l'Autriche, deux pour le mariage avec une princesse saxonne dont il n'avait pas été question sérieusement, et qui ne figurait là que pour faire nombre. On affirme d'ordinaire, dans les comptes rendus qui ont été faits de cette singulière délibération, que Napoléon se borna en cette circonstance à écouter les avis sans en émettre aucun. Cependant le roi Louis, qui assista à ce conseil et opina pour la princesse saxonne, assure dans ses Mémoires, que Napoléon répondit à Murat et se déclara avec chaleur pour l'alliance autrichienne.

Le 10 janvier, Caulaincourt fit connaître à Alexandre le terme que Napoléon lui fixait pour répondre. Cette exigeance, qui ne pouvait s'expliquer que par l'arrière-pensée de rompre la négociation, était d'autant plus singulière qu'il s'agissait, on ne pouvait l'ignorer à Paris, d'une jeune fille à peine âgée de seize ans. Il était impossible de résoudre dans un délai si court les questions très-délicates qui se liaient à ce projet. Il est fort probable qu'Alexandre n'eût jamais accepté un ultimatum aussi insolite, s'il n'avait été avant tout préoccupé de faire ratifier la convention relative à la Pologne. Il s'efforça donc de ne pas décourager Caulaincourt, tout en évitant

avec soin de s'engager formellement. Il lui dit qu'il avait le plus grand espoir de venir à bout des résistances de sa mère, mais qu'on devait tenir compte de ses scrupules et de ses craintes. Elle avait perdu deux de ses filles pour les avoir mariées trop jeunes. La grande-duchesse Anne n'était pas encore nubile; il fallait par conséquent attendre un ou deux ans. La différence de religion était une autre difficulté. L'impératrice voulait que non-seulement sa fille ne changeât pas de communion religieuse, mais que l'exercice du culte grec lui fût assuré dans tous les cas. Elle rappelait que ce rite ne permet pas le mariage avec un homme divorcé, qu'elle s'était liée antérieurement par une promesse faite à un duc de Cobourg. Enfin ni les objections ni les prétextes ne lui manquèrent pour justifier ses répugnances, et le délai fixé par Napoléon s'écoula sans que l'empereur Alexandre eût pu lui faire transmettre autre chose que des assurances de bonne volonté.

Les dépêches de Caulaincourt annonçant que la cour de Russie n'avait pas encore pris de détermination, arrivèrent à Paris le 6 février. Sur l'heure même, Napoléon lui fit écrire qu'il se considérait comme dégagé à l'égard d'Alexandre. Et ce qui prouve à la fois combien il comptait sur ce dénoûment, et combien les négociations avec la cour de Vienne avaient marché pendant ce mois où il était censé attendre une réponse favorable de Pétersbourg, c'est qu'il put le jour même faire rédiger son contrat de mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, et le faire signer le lendemain 7 février 1810, par le prince Schwarzenberg Les raisons qu'il allégua

pour motiver sa renonciation à la main de la sœur d'Alexandre, tendraient à démontrer que son thème était fait même pour le cas, assez invraisemblable il est vrai, où sa demande aurait été agréée. « Vous lui ferez connaître, écrivait-il à Champagny, qu'un conseil a eu lieu il y a peu de jours, et que les opinions y ont été partagées entre les princesses russe et autrichienne; que les opinions sont partagées en France spécialement *à cause de la religion*, et que les personnes qui attachent le moins d'importance à la religion, ne peuvent s'accoutumer à l'idée de ne pas voir l'impératrice suivre les cérémonies de l'Église à côté de l'Empereur; que la présence d'un pope paraît un plus grand inconvénient encore et que *ce serait se reconnaître une grande infériorité que de constater par un traité la présence d'un pope aux Tuileries*... L'Empereur a remarqué que la princesse Anne n'était pas encore réglée, que parfois les filles restent deux années entre les premiers signes de la nubilité et la maturité, et rester trois ans sans espérance d'avoir des enfants contrarierait les intentions de l'Empereur.» Champagny devait faire observer, en outre, combien les lenteurs de la Russie contrastaient « avec l'empressement et le dévouement de l'Autriche, » afin sans doute qu'Alexandre sût avec certitude qu'on avait négocié avec cette puissance en même temps qu'avec lui. Il devait conclure en déclarant que Napoléon se considérait comme délié « non d'un engagement, puisqu'il n'y en avait jamais eu, mais d'une obligation de tacite honnêteté que lui imposait son amitié pour Alexandre, par le délai d'un mois qu'il avait mis à répondre à une question si

simple[1]. » Un message daté du lendemain devait faire connaître « qu'il s'était décidé *pour l'Autrichienne.* »

Mais ce n'était pas assez pour son ressentiment de rompre, avec cette brusquerie presque injurieuse, un projet qu'il ne pardonnait pas à Alexandre d'avoir accueilli froidement, bien qu'il y eût si vite renoncé lui-même. Il tint à lui prouver immédiatement que ce n'était pas là de sa part l'effet d'un dépit momentané, mais bien un véritable changement de politique, comme s'il avait craint qu'Alexandre ne fût pas assez sensible à l'inconvenance de ses procédés. Le même jour 6 février, il fit notifier à la Russie son refus de ratifier la convention signée par Caulaincourt, et dont il avait provoqué lui-même la conclusion. Lui qui avait offert d'effacer de la politique et même de l'histoire le nom de Pologne et de Polonais, il déclarait « contraire à sa dignité » de déclarer « que le royaume de Pologne ne serait jamais rétabli » (art. 1er de la convention). Et quant aux dénominations de Pologne et de Polonais, il était « absurde et ridicule » de prendre l'engagement de les supprimer[2]. Il n'acceptait pas même la clause qui abolissait les anciens ordres de chevalerie polonais. Il avait des objections contre tous les autres articles de la convention, et leur substituait un projet de sa façon, dont la rédaction ambiguë se prêtait aux plus subtiles interprétations, mais dont le but principal était véritablement de contredire et de mécontenter

1. Napoléon à Champagny, 6 février.
2. Le même au même, 6 février 1810.

une puissance qui ne devait pas tarder à relever ses défis.

L'empereur Alexandre était trop fier pour laisser percer le moindre dépit au sujet de la rupture du mariage; il affecta même de féliciter Caulaincourt des heureux effets que ce rapprochement avec l'Autriche allait produire pour la paix de l'Europe. Mais comme il était aussi trop clairvoyant pour être dupe des défaites fort peu satisfaisantes qu'on lui offrait, il fit observer à notre ambassadeur combien il était impossible que le contrat de mariage eût été signé le 7 février, si l'on n'avait pas négocié avec la cour de Vienne longtemps avant cette date, c'est-à-dire à une époque où l'on n'avait encore aucune réponse de Pétersbourg. Pour que les choses fussent aussi avancées à ce moment-là, il fallait de toute évidence que les négociations eussent commencé dès le mois de décembre. A cet argument sans réplique, il ajouta une autre observation qui n'était pas moins embarrassante. Sans relever ce qu'avait de peu sérieux la crainte de blesser les susceptibilités religieuses des Français, par la présence d'un pope aux Tuileries, dans la bouche d'un homme qui avait enlevé le souverain pontife de Rome et qui le retenait captif à Savone, il se borna à rappeler à Caulaincourt la déclaration qu'on lui avait faite dès le début, à savoir, « que la différence de religion ne serait point un obstacle. » L'ambassadeur n'avait aucune bonne raison à opposer à ces reproches, il se contenta de déplorer les lenteurs qui, selon lui, avaient tout perdu. Ces justes griefs n'étaient pas de nature à rendre plus facile l'acceptation du projet que Napo-

léon avait substitué à la convention russe. Alexandre en fit ressortir avec une certaine amertume les équivoques et les sous-entendus ; il opposa à la rédaction de Napoléon un nouveau contre-projet plus net, sans se dissimuler le peu de chance qu'il avait d'être accueilli, et il laissa échapper devant Caulaincourt ces paroles remarquables, qui prouvent qu'il ne se faisait aucune illusion sur la portée de l'alliance autrichienne : « Ce n'est pas moi qui troublerai la paix de l'Europe ni qui attaquerai personne ; mais si on vient me chercher, je me défendrai[1]. »

Pendant que ce point noir, si imperceptible encore, si facile à dissiper jusqu'au moment où il éclata par le coup de foudre de la guerre de Russie, grossissait insensiblement à l'horizon, Paris se livrait avec une aveugle confiance aux fêtes, aux démonstrations, aux transports de joie qui saluaient partout le grand, l'heureux événement destiné à assurer la paix du monde. La paix, tel était le sens qu'on était convenu universellement d'attacher au mariage, comme pour enchaîner l'Empereur par l'expression des vœux publics. « *Elle annonce à la terre des jours sereins.* » Cette inscription semblait la devise de la nouvelle impératrice. Napoléon, pour mieux marquer sa métamorphose définitive de parvenu en souverain de l'ancien régime, avait voulu copier en tout le cérémonial employé aux noces de Louis XVI avec Marie-Antoinette. On reproduisit non-seulement mot pour mot le contrat de mariage et les formules épistolaires de la

1. Dépêches de Caulaincourt, du 12 au 26 février, 8 et 10 mars 1810 (Archives des aff. étr. *Russie*, 150).

vieille cour de France, mais jusqu'aux moindres minuties de l'étiquette. Une commission du ministère des affaires étrangères fut spécialement chargée du soin de reconstituer cette archéologie galante.

Marie-Louise, épousée à Vienne par l'archiduc Charles, au nom de l'empereur Napoléon, fut remise le 16 mars, à Braunau, à la reine de Naples. Là, conformément à un antique usage, on la déshabilla des pieds à la tête, et elle revêtit de nouveaux vêtements, symbole de la vie nouvelle dans laquelle elle allait entrer. A Compiègne, par une infraction assez malséante au cérémonial convenu, Napoléon passa plusieurs nuits sous le même toit que Marie-Louise; mais cette dérogation même était encore un plagiat : il imitait Henri IV, qui en avait agi ainsi, disait-on, avec Marie de Médicis. Le 2 avril, les deux fiancés firent leur entrée dans Paris au milieu d'un cortège de rois et de reines, et d'une véritable cohue de chambellans, de dames d'honneur, de pages et de courtisans de toute grandeur. Les représentants les plus illustres de l'ancienne aristocratie s'étaient disputé l'honneur de faire partie de leur suite. Un prélat catholique, un Rohan, avait demandé à être attaché à leurs « augustes personnes, » et il avait écrit : « Le grand Napoléon est *mon Dieu tutélaire*[1] ! »

Ce n'étaient partout que banquets, illuminations, danses, concerts, distributions de vivres au peuple. Le lendemain eut lieu le mariage. Le même jour, à la même heure, dans tous les lycées de l'em-

1. Décision en date du 15 février 1810. La requête porte en marge cette réponse : « Le duc de Frioul fera payer au premier aumônier 12,000 fr. *sur la caisse des théâtres.* »

pire, tous les professeurs de rhétorique prononcèrent un discours latin sur les gloires de cet hymen; dans toutes les églises, tous les prêtres durent le célébrer et le bénir. Plus de cent cinquante poëtes le chantèrent dans leurs épithalames. Le Sénat, le Corps législatif, le conseil d'État se surpassèrent eux-mêmes par des adulations qui touchaient à l'apothéose. Mais ils s'attachèrent surtout à démontrer que le mariage c'était la paix : « Et cette paix, s'écria Regnault dans son discours au Sénat, quelle garantie l'Europe vient d'acquérir pour sa solidité et sa durée! Vous avez vu arriver au sein de la France transportée de joie et d'amour une *auguste messagère de paix*, un gage révéré d'une alliance éternelle! le monde y voit le présage du repos de l'univers! » Le président du Sénat ne fut pas moins lyrique dans ses confiantes prédictions : « Quel intérêt a répandu sur nos travaux ce glorieux hymenée! Quelles longues années de douceur et de repos se sont présentées à nos souvenirs et à nos espérances! » Folles espérances, justement déçues! propos d'esclaves se flattant d'influencer un maître qu'ils se repentent d'avoir fait, et qu'ils n'oseraient contredire. Malgré tout, ces journées d'ivresse et d'illusion n'avaient pas le profond contentement des prospérités durables. Elles n'étaient que l'éblouissement passager de tout un peuple. Ces fêtes bruyantes, ces transports d'allégresse, ces pompes d'une magnificence inouïe n'étaient qu'une apparence, une grossière tromperie qui nous dérobaient le piége où nous allions bientôt tomber. La vérité de notre situation n'était pas là; elle était dans les événements qui s'accomplissaient aux confins de la pé-

ninsule ibérique, sur ces rochers de Torrès Védras, témoins déjà désignés du désastre de notre armée d'Espagne ; elle était sous ce sombre ciel du Nord où commençaient à se montrer les signes précurseurs de la catastrophe de 1812.

Quelque imposant que fût le spectacle de ces splendeurs et de ces prospérités, il était trop artificiel pour que la réalité ne s'y trahît pas par quelque note discordante. Ce fut pendant la cérémonie même du mariage qu'éclata cette dissonnance. L'office religieux venait à peine de commencer, lorsqu'on vit Napoléon lancer des regards furieux vers les bancs à moitié dégarnis où devaient siéger les vingt-sept cardinaux présents à Paris, puis s'adressant à l'archevêque de Malines : « Où sont les cardinaux? lui dit-il, je ne les vois point.» Comme le prélat énumérait ceux qui assistaient à la cérémonie, et cherchait à excuser les absents sur leurs infirmités : « Ah les sots ! » s'écria-t-il à plusieurs reprises avec l'accent d'une vengeance concentrée[1]. Cette scène déchirait brusquement le voile de convention qui cachait aux yeux l'état réel de ses relations avec l'Église. Elle eût pu se renouveler pour chacun des représentants des puissances qui assistaient au mariage, s'il leur avait été permis de montrer leurs véritables sentiments, car tous n'y pouvaient figurer qu'à contre-cœur ; celui de la Russie, parce qu'on avait trahi l'alliance ; celui de la Prusse, parce qu'il subissait en ce jour une nouvelle défaite ; celui de l'Autriche elle-même, parce qu'en attendant les bénéfices fort problématiques du ma-

1. De Pradt : *Les quatre Concordats.*

riage, sa cour n'en avait recueilli qu'une humiliation de plus. Si les mouvements du cœur avaient pu se montrer à la place des démonstrations officielles, sur tous les visages où se lisait une satisfaction de commande, on aurait vu éclater les défiances, les rancunes, la haine et la guerre.

La seule présence de ces cardinaux à Paris disait assez dans quel bouleversement profond l'Église venait d'être jetée, par celui qu'un peu auparavant elle nommait avec tant de complaisance « le restaurateur des autels. » A la suite de son enlèvement de Rome, le pape Pie VII avait été traîné de ville en ville jusqu'à Grenoble, puis de là ramené à Savone où il était gardé prisonnier. Mais la captivité du pontife n'avait été que le prélude des mesures de Napoléon pour transformer l'Église. Craignant avec raison ce que les cardinaux pourraient entreprendre pour suppléer à cette sorte de vacance du saint-siége, et déterminé à les entraîner de gré ou de force dans la direction nouvelle qu'il entendait imprimer à la religion catholique, il avait enlevé de Rome et dirigé sur Paris le collége des cardinaux tout entier, en exceptant seulement ceux qui avaient allégué pour excuse leur grand âge ou leurs infirmités. On peut facilement apprécier d'après ces faits, quel était le degré de culpabilité des cardinaux qui n'avaient pas cru devoir figurer à la cérémonie du mariage. Amenés par force à Paris, il eût été de leur droit strict autant que de leur dignité de ne paraître dans aucune réunion officielle, mais ils étaient loin d'avoir poussé l'audace jusque-là. Leur crime consistait uniquement dans le refus de s'associer à un

acte qu'ils considéraient comme la méconnaissance des droits de leur chef spirituel, seul juge à leurs yeux des difficultés relatives aux mariages des souverains. Si c'était une protestation, elle était bien timide, puisqu'elle ne se manifestait que par le silence et l'abstention. Dès le lendemain, ils étaient à la réception des Tuileries, comme pour racheter par une prompte soumission leur hardiesse d'un instant. C'est là que les attendait une vengeance aussi cruelle que raffinée. Après les avoir maintenus pendant plusieurs heures dans l'incertitude, exposés aux regards moqueurs des courtisans, Napoléon les fit chasser du palais comme des serviteurs infidèles. Non content de leur infliger publiquement cette sanglante injure, il les fit dépouiller de la pourpre, leur intima la défense de porter désormais aucun des insignes du cardinalat, fit confisquer leurs biens personnels, supprimer leurs traitements en ne leur laissant pour toute ressource qu'une paye insuffisante à leur entretien, et enfin les relégua deux par deux dans différentes villes de province[1].

Ces procédés « du nouveau Charlemagne» à l'égard des cardinaux, donnent une juste idée de l'autorité qu'il entendait exercer désormais sur l'Église catholique. Il agissait envers elle comme un créateur, et il entendait être obéi sans un murmure. Il se rendait un compte fort exact de l'état d'anéantissement dans lequel il l'avait trouvée à l'époque du concordat, et de la puissance qu'il lui avait rendue. L'Église l'avait célébré alors comme son sauveur et le mot

1. *Mémoires* du cardinal Consalvi.

n'était point exagéré. Mais en se rappelant ses propres bienfaits, Napoléon avait complétement perdu la mémoire des services qu'il avait lui-même reçus et de la part que l'Église avait eue à son élévation. Il oubliait aussi la force de résistance et de propagande qu'il avait rendue aux idées religieuses. Dans la dernière révolution consommée à Rome par le décret de Schœnbrunn, comme dans tous les actes qui l'avaient préparée, il avait rencontré chez le souverain pontife, comme chez les princes de l'Église, tant de douceur, de résignation, de faiblesse, qu'il s'était dit que rien, ni dans ces caractères amollis ni dans ces institutions vieillies, n'était plus de force à résister à ses volontés. Il agirait donc à l'égard de Rome comme à l'égard de tant d'autres États, également usés par le temps, qu'il avait transformés pour mieux les assimiler et les soumettre; il agirait comme un réorganisateur qui achève et perfectionne un merveilleux instrument de règne.

Ce n'étaient pas seulement les cardinaux qu'il voulait avoir à Paris; le Pape lui-même devait bientôt y être attiré à son tour, et moitié séduction, moitié crainte il y subirait inévitablement son ascendant. Pie VII ne tarderait pas à comprendre que mieux valait pour lui partager avec l'Empereur le gouvernement du monde, accepter de lui un magnifique établissement soit à Saint-Denis soit à Reims, rendre la paix à l'Église en acceptant la loi d'un pouvoir si redoutable, que de persévérer dans une bouderie inutile et une opposition sans espoir. En attendant cette soumission prévue, Napoléon avait voulu selon sa constante méthode accumuler en peu de temps les transforma-

tions et les faits accomplis de façon à rendre tout retour en arrière impossible. Étonné de la facilité avec laquelle il avait pu renverser le gouvernement pontifical, du peu de bruit que sa chute avait fait dans le monde, de l'indifférence profonde qui avait accueilli ses protestations, de la docilité incroyable avec laquelle cette organisation autrefois si puissante se laissait manier, il avait fait transporter à Paris à la suite du collége des cardinaux tous les organes essentiels de la vieille centralisation catholique, les généraux d'ordre, les membres des tribunaux de la pénitencerie et de la daterie. Il avait fait avertir en même temps les représentants des diverses puissances auprès du Saint-Siége, que les affaires ecclésiastiques seraient dorénavant expédiées à Paris, et que là devait être leur résidence, invitation qu'aucune puissance catholique n'était alors en état de décliner. Les archives du Vatican, chargées sur des convois de cent voitures qui partaient de huit jours en huit jours, avaient été aussi dirigées sur Paris pour y être installées par Daunou à l'hôtel Soubise. Il poussa la précaution jusqu'à y faire venir également la tiare, un exemplaire saisi de l'anneau du pêcheur, et tous les autres insignes et ornements du pouvoir pontifical.

C'était en quelque sorte le personnel et le matériel tout entier de l'Église catholique qu'il se trouvait avoir désormais dans sa main. Aux yeux de Napoléon tout n'était-il pas là? Avait-il jamais tenu compte des forces morales? L'âme lui opposerait-elle plus de résistance que le corps? Il pouvait croire que non d'après la facilité avec laquelle s'étaient accomplis

tous ces changements. Ces violences n'avaient pas soulevé un seul cri de révolte, pas même une plainte. L'excommunication, aussitôt étouffée que produite, semblait avoir été le suprême effort de l'énergie pontificale. Les cardinaux se montraient à toutes ses réceptions, ils couraient les salons de Paris, ils touchaient pour la plupart avec résignation le traitement de trente mille francs qui était la consolation de leur servitude. Quant à ceux qui avaient osé s'abstenir de paraître à la cérémonie du mariage, ils étaient dispersés, muets, terrifiés de leur propre audace. Le clergé de France, trop soumis pour essayer d'une protestation directe, avait tenté une opposition déguisée en organisant des missions; les missions avaient été immédiatement interdites et tout était rentré dans le silence accoutumé. Bien plus, Napoléon se flattait d'amener ce clergé, sous couleur de gallicanisme, à être son coopérateur dans une entreprise dont le seul but était de confondre en sa personne les deux pouvoirs spirituel et temporel.

Dès le mois de novembre 1809, il avait fait réunir un comité d'évêques bien pensants, choisis par lui, dont le rôle devait consister à lui indiquer le moyen de tourner les difficultés ou de briser les obstacles sans sortir de la doctrine catholique, à couvrir d'une autorité sacrée ses actes contre la cour de Rome. Le 11 janvier 1810, il soumettait au comité entre autres questions celle de savoir : si en présence de l'obstination du pape il ne convenait pas de réunir un concile ; si l'on ne devait pas donner à Pie VII une sorte de conseil de famille composé de prélats de tous pays; s'il n'y avait pas de mesures à prendre pour prévenir

les excommunications; si le Pape pouvait pour des motifs temporels refuser son intervention dans les affaires spirituelles[1]. Les réponses du comité furent vagues et embarrassées, sauf en ce qui concernait l'excommunication qui fut nettement qualifiée « d'abus de pouvoir, » mais cet embarras même semblait prouver que ces évêques sauraient se convertir au moment opportun.

Le complément naturel de toutes ces mesures fut le fameux sénatus-consulte, du 17 février 1810, qui réunit les États de Rome à l'Empire. Le pape devait jouir d'un revenu de deux millions, avoir un palais « dans les différents lieux de l'Empire *où il voudrait résider* » (art. 15), ironie peu séante à l'adresse d'un prisonnier gardé à vue. Les papes devraient, lors de leur exaltation, prêter serment de ne jamais rien faire contre les propositions de l'Église gallicane. L'empire prenait à sa charge les dépenses du Sacré-Collége et de la Propagande. Les États du pape formaient les deux départements de Rome et du Trasimène. La ville de Rome devenait la *seconde ville de l'empire*, et la résidence d'un prince du sang ou d'un grand dignitaire. Enfin l'héritier dont on annonçait, non-seulement la naissance mais le sexe, avant même que le mariage ne fût consommé, devait porter le titre de roi de Rome.

A l'appui de ce sénatus-consulte, Regnault lut au Sénat, sous le titre d'exposé des motifs, une diatribe des plus violentes contre l'administration de Pie VII.

1. *Correspondance de Napoléon :* Questions au comité des évêques, 11 janvier 1810.

Aux griefs de Napoléon, le pontife aurait pu opposer des récriminations plus fondées; mais en approuvant, en consacrant même par un acte solennel, tant qu'on les avait appliqués à d'autres souverains, les odieux procédés dont il était victime aujourd'hui, il avait perdu toute autorité pour les réprouver. Le jour où il avait sacré empereur le meurtrier du duc d'Enghien, le jour où il s'était exposé à être appelé par un catholique aussi fervent que de Maîstre « un polichinelle sans conséquence », Pie VII avait perdu toute influence sérieuse sur l'opinion européenne, et même sur l'opinion des croyants. Il n'avait plus d'autre prestige que celui de ses malheurs, de ses vertus privées et de sa faiblesse.

L'exposé de Regnault ne touchait qu'incidemment aux grands, aux vrais griefs qu'on pouvait formuler au nom de l'histoire contre l'existence même du pouvoir temporel. Il aurait pu montrer les papes livrant incessamment l'Italie, à la conquête, à l'invasion étrangère, aux discordes civiles, afin d'y prévenir tout établissement national durable qui eût été une menace pour le pouvoir pontifical, les intérêts spirituels de l'Église elle-même sans cesse sacrifiés aux intérêts politiques du saint-siége. Mais une telle accusation eût été la critique la plus irréfutable de l'homme qui avait relevé ce même pouvoir temporel, dans le seul but de le faire servir à ses ambitieux projets. Plus ces griefs étaient justes et fondés, plus Napoléon était inexcusable de n'en avoir tenu aucun compte. Au reste l'Empereur sentait mieux que personne que là était en réalité la seule justification possible du renversement de la souveraineté politique

des papes. On n'arrive pas à remuer le monde et à gouverner de grandes nations, sans posséder un sens historique pénétrant. Napoléon avait depuis longtemps compris et jugé le rôle de la papauté en Italie, sa déplorable influence sur les destinées de ce pays. Le plaidoyer qu'il ne jugeait pas à propos de faire mettre dans l'exposé de Regnault, il voulait le faire développer dans les ouvrages d'histoire et de doctrine, afin d'en pénétrer tous les esprits éclairés. Le but de ces ouvrages devait être selon lui : « 1° de prouver que la cour de Rome a toujours employé ses armes spirituelles pour maintenir et agrandir son état temporel ; 2° qu'elle a toujours été l'ennemie de la puissance prépondérante en Italie.... et employé son pouvoir pour détruire cette puissance[1]. » Ce thème historique, rigoureusement vrai, fut le programme même du livre substantiel et savant que Daunou écrivit sur ce sujet[2], livre dont le seul tort fut d'avoir été publié par ordre, au profit d'un césarisme qui n'était pas moins dangereux que la théocratie.

Le jugement que Napoléon formulait ici au sujet du rôle historique de la papauté, avait déjà été exprimé au seizième siècle par Machiavel. Jamais arrêt n'avait été plus juste, et condamnation plus méritée. Mais la question était plus complexe que Napoléon et ses apologistes n'affectaient de le croire. En politique on ne doit jamais perdre de vue les conséquences d'une mesure, et il s'agissait de savoir non-

1. Napoléon à Champagny, 15 décembre 1809.
2. *Essai sur le pouvoir temporel des papes,* par Daunou.

seulement si la destruction du pouvoir temporel était légitime, mais au profit de qui elle allait s'opérer. Or cette destruction ne pouvait profiter, dans les conditions où elle allait être faite, ni à la civilisation ni à la liberté de conscience. Tous les actes de Napoléon à cette époque, indépendamment de ses confidences de Sainte-Hélène si souvent trompeuses, mais d'accord ici avec les faits, nous disent assez haut quel régime il se proposait de substituer au système qu'il venait de détruire. Ce régime était une sorte de patriarchat oriental dans lequel le pape, assermenté, payé, inspiré par lui n'eût plus été qu'un grand fonctionnaire de l'Empire, un collègue de Cambacérès, une sorte d'archi-chancelier ecclésiastique : « Quel levier ! quel moyen d'influence sur le reste du monde !... s'écriait-il plus tard avec enthousiasme, en faisant un retour sur ses idées favorites de ce temps-là au sujet de l'Église. J'aurais fait du pape une idole, il fût demeuré près de moi. Paris fût devenu la capitale du monde chrétien, et j'aurais dirigé le monde religieux ainsi que le monde politique.... J'aurais eu mes sessions religieuses comme mes sessions législatives. *Mes conciles* eussent été la représentation de la chrétienté, les papes n'en eussent été que les présidents. [1] » Toutes les notes, toutes les lettres et tous les actes de Napoléon, à cette époque, prouvent que c'était là, en effet, le dernier mot de ses projets en matière d'organisation religieuse. Une fois l'Église asservie à ses volontés, disciplinée comme un régiment, et les deux pouvoirs, confondus en la personne de

1. *Mémorial de Sainte-Hélène,* par Las Cases.

l'empereur, il n'est pas douteux, vu les perfectionnements infinis qu'il avait déjà donnés à son despotisme, que ce système aurait produit la tyrannie la plus absolue que le monde eût jamais vue, et auprès d'un pareil fléau qu'étaient-ce que les abus de la souveraineté temporelle des papes?

Quelque grandiose qu'elle fût, cette conception était entachée du vice qui infirmait tous les plans politiques de Napoléon, et qui devait tôt ou tard conduire son règne à un immense avortement. Elle était sans proportion réelle avec ses forces, contraire à l'esprit du temps, incompatible avec la marche constante de la civilisation. Les trois siècles de libre discussion qui s'étaient écoulés depuis le moyen âge avaient répandu dans le monde trop de lumières, d'indépendance d'esprit, pour qu'un absolutisme aussi monstrueux fût encore réalisable. Tous les manifestes de Napoléon étaient remplis d'invectives et de déclamations sur la folie de Grégoire VII et de Boniface VIII; son rêve n'était que leur système retourné au profit d'un empire encore plus chimérique que ne l'avait été leur théocratie. Mais cette utopie de despote n'avait pas l'excuse d'avoir été conçue dans un siècle de barbarie et de ténèbres. Un observateur perspicace eût pu dès lors reconnaître l'inanité de ce rêve à un fait qui est la pierre de touche des idées fausses. Le signe auquel il est facile de reconnaître les faux systèmes, c'est que, même lorsque les hommes sont disposés à s'y soumettre, les choses leur résistent, et il suffit alors du plus petit obstacle pour les tenir en échec. Napoléon était arrivé au point où il pouvait croire que les plus grandes diffi-

ultés étaient vaincues. Il avait sous la main, à Paris, ous les organes, tous les instruments de l'ancien gouvernement pontifical, il en détenait tous les chefs, levenus pour la plupart ses prisonniers volontaires, soumis à ses caprices, et portant avec une parfaite résignation leurs chaines dorées; il avait pour lui l'opinion publique trompée, la philosophie indifférente aux malheurs de ceux qui l'avait si longtemps persécutée. Le pape lui-même semblait avoir pris son parti de la perte de ses États, il n'osait ni protester, ni se plaindre, il ne parlait qu'avec amitié de son ancien allié[1]. Pie VII aurait pu, puisqu'on lui reprochait si souvent d'imiter Grégoire VII, essayer de se servir des armes spirituelles que ce pontife avait employées; il aurait pu en jetant un interdit sur la France, en y déclarant un schisme, y suspendre sur tous les points du territoire l'exercice du culte, il aurait pu renouveler en les aggravant des anathèmes que Napoléon redoutait tout en affectant d'en rire. Il recula devant l'emploi de ces moyens énergiques, il se borna pour toute défense à s'enfermer systématiquement dans le silence et l'abstention. Eh bien, le césarisme religieux échoua contre cet imperceptible obstacle, et cette résistance passive suffit à elle seule pour paralyser tous les plans de Napoléon.

En ressuscitant la vieille théorie impériale et pontificale, Napoléon avait en partie réveillé les démêlés de l'époque carlovingienne entre le pape et l'empereur. Dès les premières mésintelligences, la querelle

1. Dépêche de M. Lebzeltern à M. de Metternich, 16 mai 1810, datée de Savone.

des investitures avait reparu en ce qui concernait l'institution des évêques. Le pape avait refusé, sous différents prétextes, de pourvoir les évêchés vacants, ce qui jetait le trouble et le désordre au sein des populations. Plus tard, sur les représentations de ses conseillers, il avait consenti à instituer les évêques nommés par l'empereur, mais à la condition de ne pas faire mention de ce dernier dans les bulles d'institution, ce qui était en quelque sorte lui dénier en droit la prérogative qu'on voulait bien lui reconnaître en fait. A la suite de son enlèvement et de sa captivité, le pape refusa toute institution, sous quelque forme qu'elle fût, alléguant avec raison qu'il n'était plus libre et ne pouvait plus remplir aucun des offices du pontificat. Le nombre des évêchés vacants s'accrut rapidement, il monta bientôt au chiffre de vingt-sept. L'empereur, conseillé par des hommes fort experts en matière canonique, chercha un moyen de tourner la difficulté. Il crut l'avoir trouvé en faisant attribuer aux évêques nommés, et non institués, le titre de vicaires capitulaires.

Ces vicaires sont, comme on sait, les administrateurs provisoires, élus par les chapitres pour gérer le diocèse, en attendant qu'il soit pourvu à sa vacance par l'institution du saint-siége. En faisant élire par les chapitres les évêques nommés par lui, Napoléon se flattait de créer une espèce d'épiscopat provisoire qui gouvernerait en paix les diocèses jusqu'à l'époque où sa réconciliation avec le pape viendrait régulariser la position de ces prélats. Mais d'une part, ces fonctions du vicariat capitulaire étaient peu recherchées par les titulaires des évê-

chés, parce qu'elles ne leur conféraient qu'une autorité précaire, disputée, compromettante pour leur dignité future[1]; de l'autre, les choix étaient déjà faits pour la plupart, lorsque l'empereur s'avisa de cet expédient, et les évêques nommés par l'empereur ne pouvaient prendre possession de leur siége, sans se mettre en opposition à la fois avec le pape et avec les chapitres. L'obstacle restait donc tout entier et le refus du pape paralysait tout. Ainsi au moment même où il s'était emparé de ce merveilleux mécanisme catholique, perfectionné par les siècles, et se flattait de le faire fonctionner à son profit, Napoléon s'aperçut qu'en dépit de toutes ses précautions, il lui manquait le moteur destiné à le mettre en mouvement. Il y avait là entre les deux pouvoirs une solution de continuité presque invisible, et qui suffisait pour annuler son influence. Tenir le pape impuissant et enchaîné n'était rien, s'il ne parvenait à le décider, de gré ou de force, à donner à l'Église cette première impulsion sans laquelle elle tombait dans l'immobilité, et en quelque sorte cette *chiquenaude* initiale dont, selon le mot de Pascal, Descartes n'avait pu se passer pour mettre en mouvement ses tourbillons.

Il s'agissait donc de vaincre à tout prix la résistance passive de Pie VII, entreprise difficile, car les âmes les plus faibles sont capables de persévérance et de courage lorsqu'elles n'ont à en faire preuve que sous forme d'inertie. Le pape, quoique entouré

1. Lettre du ministre des cultes, Bigot de Préameneu, à Napoléon, 7 déc. 1809.

à Savone des égards compatibles avec la captivité, avait été absolument séparé de tous ses anciens conseillers. Il n'avait autour de lui que quelques serviteurs. Napoléon qui connaissait de longue date ses qualités vraiment touchantes de douceur, de bonté, de résignation, et qui disait de lui « qu'il avait le caractère d'un agneau », avait compté sur cet isolement, sur la tristesse, sur le découragement, pour avoir plus facilement raison de l'obstination du pontife, mais le résultat n'avait pas répondu à son attente. Pie VII avait paru plutôt soulagé qu'accablé, depuis qu'il n'avait plus à porter la responsabilité et les soucis du gouvernement pontifical. Ses goûts, qui étaient d'une simplicité monastique, s'étaient fort bien accommodés de sa nouvelle vie. Il avait même repoussé le supplément de luxe et de représentation que le comte Salmatoris lui avait offert au nom de l'empereur, se contentant pour lui et ses serviteurs du plus strict nécessaire. Il n'avait aucun regret de son opulence passée, et Napoléon avait commis une lourde méprise en se figurant exercer une séduction sur son esprit, par la perspective des gros traitements et des magnificences impériales. On ne pouvait rien espérer de ce genre de tentation ; on fit agir sur lui des mobiles mieux faits pour le toucher.

Des cardinaux, des évêques, Fesch, Caprara, Maury, durent écrire au Pape pour le supplier de rendre la paix à l'Église en instituant les évêques nommés par l'empereur ; il refusa avec fermeté de se rendre à leurs instances. Un peu plus tard, un diplomate autrichien, M. de Lebzeltern, vint à Savone sous prétexte d'y régler quelques affaires de son

gouvernement, et dans le but réel de sonder les dispositions de Pie VII à l'égard de Napoléon. Il s'assura que tout en conservant une sorte d'affection pour son terrible adversaire, le pape était plus que jamais résolu à persister dans son système d'abstention : « Nous ne demandons rien, s'écria le vieillard en faisant allusion à sa situation personnelle, nous n'avons plus rien à perdre. Nous avons tout sacrifié à nos devoirs. Nous sommes vieux, sans besoins. Nous ne voulons pas de pensions, nous ne voulons pas d'honneurs. Les aumônes des fidèles nous suffiront. Quelle considération personnelle pourrait donc nous détourner de la ligne que notre conscience nous prescrit de suivre[1] ? »

Sur ce terrain, Pie VII était invincible, parce que aucune contrainte ne pouvait l'y atteindre. Les cardinaux Spina et Caselli, qui vinrent le visiter peu de temps après, afin de tenter un nouvel effort dans le même sens, le trouvèrent inébranlable. C'était trop pour l'impatience et l'irritabilité de Napoléon. Il répondit à l'inflexibilité du pontife en faisant donner aux évêques nommés l'ordre de se rendre sur-le-champ dans leurs diocèses, de les administrer à titre épiscopal et de ne tenir aucun compte de la résistance des Chapitres[2]. Pour donner plus d'éclat à cette guerre qu'il déclarait non plus au pape-roi, mais au chef spirituel de l'Église, il nomma à l'évêché de Paris l'illustre et éloquent défenseur du clergé de France sous la révolution, le cardinal Maury, après

1. Dépêche de Lebzeltern à Metternich, 16 mai 1810.
2. Napoléon à Bigot de Préameneu, 16 nov. 1810.

avoir dépossédé de ce siége le cardinal Fesch, son propre parent, qui en était le titulaire provisoire, et qui montrait souvent une honorable indépendance à l'égard de l'empereur. Maury avait passé à Rome près de quinze ans d'exil ; il y avait perdu beaucoup de ses illusions et de son ancienne âpreté ; son bon sens naturel s'y était fortifié par l'observation des grandes scènes de l'histoire, mauvaise condition pour bien servir la cause catholique, dans un moment où toute transaction semblait impossible et où les passions seules étaient écoutées. L'évêque de Nancy, M. d'Osmond, fut nommé à l'archevêché de Florence.

En même temps, pour rendre par une prompte exécution ses décrets aussi irrévocables qu'un arrêt du destin, Napoléon travaillait avec une incroyable ardeur à effacer des États romains jusqu'au dernier vestige du gouvernement pontifical. Non content de les avoir transformés en deux départements français, d'en avoir entièrement renouvelé l'organisation civile et militaire, il voulut en déraciner à fond le cléricalisme qui y était comme incarné dans les mœurs, les institutions et jusqu'au fond des familles. Tous les tribunaux suprêmes de l'Église avaient été transférés à Paris ainsi que les chefs d'ordre, le collége des cardinaux, les archives, mais le personnel inférieur était resté tout entier à Rome ; il formait une innombrable légion recrutée dans le monde entier. On s'attaqua d'abord aux évêchés. Il y avait dans les États romains trente évêques, c'est-à-dire environ un évêque pour vingt-cinq mille âmes. Dans le reste de l'empire la proportion était en moyenne d'un évê-

que pour six à huit cent mille âmes, et souvent pour un million; on réduisit ce nombre à quatre évêques pour les deux départements de Rome et du Trasimène. Le nombre des cures, des chapitres, des couvents, des prêtres bénéficiaires étrangers n'était pas moins exorbitant, ce malheureux pays en était littéralement dévoré. Les prêtres étrangers reçurent les premiers l'ordre d'avoir à regagner leur pays natal[1]. Tous les couvents furent ensuite supprimés, leurs biens réunis au domaine, leurs membres renvoyés dans leur pays avec de petites pensions. Le total des biens de main morte dans les États romains montait à deux cent cinquante millions, Napoléon en saisit et fit aliéner immédiatement pour une somme de cent cinquante millions[2]. Le nombre des paroisses de Rome dut être réduit à vingt. Pour se défaire plus facilement des curés comme des évêques on leur imposa, ainsi qu'à tous les religieux et ecclésiastiques, l'obligation de prêter serment à l'Empereur et de professer la déclaration des libertés gallicanes. Le refus équivalait à une démission, aussitôt suivie de l'exil et de la confiscation : « Donnez ordre à la consulte, écrivait Napoléon, de faire prêter serment à tous les évêques, d'envoyer en France ceux qui le refuseraient, de faire mettre le séquestre sur leurs biens[3]. » Et deux jours plus tard : « Je suppose que tous les évêques, curés, vicaires, chanoines auront, à l'heure qu'il est, prêté serment ou seront sur la route de

1. Napoléon à Bigot de Préameneu, 15 avril 1810.
2. Napoléon à Gaudin, duc de Gaëte, 17 mai 1810.
3. Le même au même, 7 mai 1810.

France, que leurs biens auront été saisis par l'enregistrement. Quant aux évêques, il faut qu'on saisisse non-seulement leurs biens ecclésiastiques mais aussi leurs biens patrimoniaux[1]. » Ces mesures, auxquelles Napoléon prit goût en raison des biens immenses que les confiscations faisaient tomber dans ses mains, furent étendues au Piémont, à la Ligurie, à la Toscane, aux États de Parme et de Plaisance ; elles furent appuyées par une forte occupation militaire et de nombreux envois de troupes. Au bout de quelques mois, c'est par centaines que se comptaient les malheureux prêtres Italiens déportés dans l'île de Corse ou internés dans nos départements[2]. Rome, privée de son pape, dépouillée des pompes pontificales, de ses légions de prêtres, de religieux, de cardinaux, gouvernée par un général, prit en peu de temps l'aspect uniforme et décoloré d'une préfecture française. Au gouvernement des prêtres on substitua le régime militaire, qui ne vaut guère mieux. En échange de ce qu'elle avait perdu, Rome ne reçut que le vain titre de *seconde ville de l'empire;* et les cendres mêmes de cet antique foyer du catholicisme furent comme dispersées et jetées au vent.

1. *Ibid.*, 9 mai 1810.
2. Voir les documents inédits cités par M. d'Haussonville : *L'Église romaine et le premier Empire.*

## CHAPITRE V.

DISTRIBUTION DES TERRITOIRES CONQUIS — LE BLOCUS CONTINENTAL. — NAPOLÉON ET LE ROI LOUIS. — LA HOLLANDE EST RÉUNIE A L'EMPIRE (NOVEMBRE 1809 - JUILLET 1810).

Ainsi, la paix de Vienne était à peine signée que déjà Napoléon, en dépit des heureuses et rassurantes dispositions que semblait annoncer son mariage avec Marie-Louise, était en guerre ouverte avec l'Église, en hostilité sourde avec la Russie. Ses relations avec les autres puissances continentales n'étaient guère plus satisfaisantes. Qu'il eût laissé un mécontentement profond chez la Turquie, trahie et livrée par lui, chez la Prusse, qu'il avait démembrée, écrasée de contributions de guerre, et qu'en ce moment même il traitait en créancier impitoyable, on ne saurait s'en étonner. Mais ses exigences et sa mobilité poussaient à bout jusqu'à nos alliés naturels, jusqu'à ces royautés qui étaient son œuvre et qui ne pouvaient vivre que par lui. Ses rapports avec Murat, avec Joseph, avec Louis et Jérôme, malgré les liens de famille qui les unissaient, étaient plus voisins de l'ini-

mitié que de la bonne intelligence, et malgré toute la soumission à laquelle les obligeait leur dépendance, leurs vrais sentiments se trahissaient souvent par des paroles d'impatience et d'irritation.

Les souverains mêmes qu'il enrichissait des dépouilles de l'Autriche, tout en se montrant plus satisfaits, étaient au fond indisposés contre lui en raison des charges de toute espèce dont il leur faisait payer ses bienfaits, de l'humiliante sujétion qu'il leur imposait, et surtout du peu de sécurité que leur assurait un système qui était un perpétuel remaniement de leurs États. Napoléon jugeait encore nécessaire de maintenir, au moins en apparence, l'engagement qu'il avait pris de ne pas étendre au delà du Rhin les limites de l'Empire; il distribuait donc à ses vassaux de la Confédération du Rhin les territoires conquis. Mais en donnant d'une main, il s'attribuait le droit de reprendre de l'autre, sans tenir aucun compte des convenances du donataire, et lorsqu'il augmentait un domaine, c'était comme un maître qui avait le droit d'en disposer. Il donnait à la Bavière Salzbourg, Ratisbonne, l'Innwertel, Bayreuth. Mais il lui retirait le Tyrol italien qu'elle tenait comme le Tyrol allemand du traité de Presbourg, et qu'il voulait annexer à l'Italie; Ulm, qu'il voulait attribuer au Würtemberg; enfin certaines parties du Palatinat qu'il réservait à Bade. Elle devait en outre payer ces faveurs d'une somme de trente millions, et d'une quantité de dotations accordées aux généraux français. La principauté de Ratisbonne, que venait d'acquérir la Bavière, était retirée brusquement à un autre allié de Napoléon, au prince primat, président de la Confédé-

ration du Rhin, qui recevait en dédommagement la principauté de Francfort, formée des territoires de Fulde et de Hanau.

Le prince primat, duc de Dalberg, avait été antérieurement électeur et archevêque de Mayence; il en était à sa troisième souveraineté, et on ne lui changeait pas seulement ses États, mais jusqu'à son héritier présomptif. C'était le cardinal Fesch, oncle de Napoléon, que l'Empereur avait d'abord désigné pour lui succéder dans ses titres et sa souveraineté. Aujourd'hui, Fesch était tombé en disgrâce pour avoir défendu les intérêts de l'Église, et on avait besoin d'une compensation pour consoler le prince Eugène déchu de son rôle de fils adoptif, et menacé dans son titre de vice-roi. La principauté de Francfort fut déclarée réversible sur la tête du prince Eugène.

Jérôme ne fut point oublié dans ce partage, malgré les sujets de plainte que Napoléon avait contre lui. Il reçut la place de Magdebourg et le Hanovre, à la condition d'entretenir et de solder un corps d'occupation de dix-huit mille hommes de troupes françaises, et de servir des dotations montant à un revenu annuel de onze à douze millions. Jérôme, habitué comme ses deux frères, Joseph et Louis, à recevoir de Napoléon beaucoup plus d'invectives que de compliments, avait sur eux un grand avantage: il ne prenait pas sa souveraineté au sérieux. Occupé uniquement de ses plaisirs, et ne voyant dans la royauté qu'un moyen de satisfaire ses vices, il ne se souciait ni de gagner l'affection de ses peuples, ni d'alléger le fardeau qui pesait sur eux. Il n'avait d'ailleurs ni à soutenir une guerre comme celle qui

ravageait l'Espagne, ni à surmonter des difficultés comparables à celles que Louis rencontrait en Hollande. De là la faveur relative dont il jouissait auprès de Napoléon, si dur pour ses autres frères.

Ce règlement des affaires allemandes avait été accompagné de l'évacuation des provinces autrichiennes. Napoléon retrouvait ainsi la libre disposition de ses forces militaires. Tout le monde croyait deviner l'emploi qu'il allait en faire. Il dépendait de lui de les tourner tout entières contre l'Espagne, le seul point du continent où l'on osât encore lui résister. Le coup si sensible qu'il venait de porter à l'Autriche, l'alliance peu sûre, mais momentanément efficace qu'il avait contractée avec elle, lui garantissaient pour un temps la neutralité des puissances au fond du cœur les plus hostiles. On ne pouvait mieux mettre à profit ce répit inespéré qu'en se hâtant d'en finir avec cette guerre difficile et dangereuse. Si Wellington, après sa brillante campagne de Talavera, s'était vu forcé de se rabattre sur le Portugal en présence d'une concentration énergique des troupes que l'Empereur avait laissées en Espagne, comment supposer qu'il pourrait leur tenir tête, lorsqu'elles seraient renforcées de l'armée qui venait de triompher à Wagram, et commandées par son incomparable général? Il faut en convenir, en dépit des formidables défenses que Wellington accumulait alors autour de Lisbonne en prévision même de cet événement, l'issue d'une nouvelle campagne, entreprise en Espagne par Napoléon à la tête de son armée victorieuse, avait bien des chances pour être décisive. Cette campagne, il la devait à ses malheureux soldats d'Espagne

exténués par une guerre de grands chemins, il se sentait lui-même l'obligation de la faire. Il en avait pris l'engagement solennel le 3 décembre 1809 en ouvrant la session du Corps législatif : « Lorsque je me montrerai au delà des Pyrénées, avait-il dit, le *léopard épouvanté cherchera l'Océan* pour éviter la honte, la défaite et la mort. » Ses ennemis croyaient à cette résolution parce qu'elle était celle qu'il avait le plus intérêt à prendre et qu'ils redoutaient le plus de sa part ; ses admirateurs, parce qu'elle était conforme à son génie, habitué à négliger l'accessoire pour se porter directement au point vif des difficultés, à tout ramener, à tout sacrifier au but principal.

Mais l'illusion n'était plus possible, s'il voulait atteindre ce but comme il en était temps encore, il devait y consacrer tous ses moyens. La démonstration était faite à cet égard. Depuis que la lutte avait commencé en Espagne, Napoléon y avait entretenu presque constamment une armée qui montait à près de quatre cent mille hommes et qui était composée de ses meilleures troupes ; il y avait envoyé ses lieutenants les plus éprouvés et les plus intrépides : Soult, Jourdan, Ney, Lannes, Victor, Suchet, Junot, Mortier, Saint-Cyr, et malgré leurs efforts, malgré tant de sang répandu et de batailles gagnées, la royauté de Joseph était moins affermie que jamais. Quelque mépris qu'on affichât pour les forces insurrectionnelles, il leur avait suffi d'un renfort de vingt-cinq mille Anglais commandés par Wellington pour remettre en question toute notre conquête. Après une pareille expérience, il n'était pas permis de croire au succès des demi-mesures. On ne pouvait vaincre l'Espagne qu'à

la condition de l'écraser, et pour dompter cette résistance obstinée, ce n'était pas trop de toutes nos forces réunies. Disons plus, ce n'était pas trop du génie de l'Empereur en personne, et surtout de son autorité, car sa présence seule pouvait mettre un terme aux rivalités des maréchaux, elle seule pouvait imprimer aux opérations l'ensemble et l'unité nécessaires pour surmonter tous les obstacles.

Aussi l'étonnement fut-il grand en Europe, et grande aussi la joie de nos ennemis, lorsque après l'évacuation des territoires autrichiens on vit la majeure partie de nos troupes, au lieu de prendre, comme on s'y attendait, le chemin des Pyrénées et de l'Espagne, se diriger vers les rivages de la mer du Nord et de la Baltique, occuper tour à tour les côtes de la Hollande, du Hanovre, les bouches du Weser et de l'Elbe, les villes hanséatiques, les places fortes de l'Oder, Stettin, Cüstrin, Glogau, restées dans nos mains comme gage de la dette prussienne, et pousser leur menaçante avant-garde jusqu'à Danzig sur la Vistule. Le sévère et inexorable Davout eut le commandement supérieur de toutes ces forces et dut fixer sa résidence à Hambourg. Rapp fut maintenu à Danzig. Le blocus continental servit de prétexte à cette immense ligne d'occupation qui embrassait presque tout le littoral du continent, des bouches de la Vistule jusqu'à la Dalmatie. Par suite de l'extension donnée à cette ligne, des renforts successifs montant à une centaine de mille hommes purent seuls être acheminés vers les Pyrénées. Bientôt le développement exagéré qui fut donné à ce fatal système, les complications que fit naître son application,

offrirent à Napoléon des motifs plausibles pour ne pas s'éloigner de Paris, et pour éluder son engagement de paraître en personne dans un pays dont il redoutait le fanatisme. La guerre d'Espagne resta attachée aux flancs de l'Empire, comme une de ces maladies qu'on traite par des palliatifs lorsqu'il y faudrait des remèdes énergiques, et dont on ajourne l'examen parce qu'on craint de s'en avouer la gravité.

Lorsque Napoléon avait publié ses deux décrets de Berlin et de Milan, le premier, par lequel il déclarait mettre l'Angleterre en état de blocus, alors qu'il lui était impossible de faire tenir la mer à une simple barque ; le second, par lequel il déclarait dénationalisés et de bonne prise tous les bâtiments neutres qui se soumettraient aux ordres du conseil de l'amirauté britannique, en acceptant ses permis de navigation, on avait cru de sa part à une bravade et à un essai d'intimidation plutôt qu'à un système arrêté et suivi. Il était en effet difficile d'imaginer qu'un homme d'un si pénétrant génie, après avoir reconnu l'impossibilité de vaincre l'Angleterre sur mer, eût conçu la folle idée de la forcer à capituler en fermant à son commerce tous les débouchés du continent. La première condition pour réaliser un tel rêve était que Napoléon fût le maître absolu du continent, et même, cette hypothèse admise, son projet eût été d'une exécution fort difficile. Or l'Empereur était encore loin d'en être là en 1807 et 1808. Le blocus continental, à l'époque de sa première apparition, avait donc semblé une mesure comminatoire, un essai de représailles sur le papier, un dernier écho des mauvaises déclamations du comité de salut public. On le crut d'autant mieux

qu'il ne fut d'abord observé qu'avec assez de mollesse, surtout pendant la guerre contre l'Autriche.

Mais cette illusion fut de courte durée. A peine la paix signée, Napoléon revint avec plus d'ardeur que jamais à son idée favorite, il annonça hautement la ferme intention de faire observer le blocus dans toute sa rigueur. Pour se rendre compte de ce que ce système avait d'exorbitant, il importe d'en bien connaître toutes les conséquences pratiques. Ce qu'il impliquait en effet, ce n'était pas seulement, comme on semblait le dire, l'interdiction du commerce anglais, mais l'interdiction de tout commerce maritime. Le premier effet des mesures édictées par Napoléon avait été l'anéantissement ou l'immobilisation de toute la marine des anciennes puissances neutres. Il ne se faisait plus de commerce que par l'intermédiaire de l'Angleterre. Le blocus, c'était donc, outre la privation des produits manufacturés de l'industrie anglaise, une prohibition absolue de ces produits coloniaux, qui, dans le Nord surtout, étaient devenus des objets de première nécessité, le sucre, le coton, le café, le tabac, le thé, les épices, les bois de teinture si indispensables à l'industrie, les produits pharmaceutiques tels que le quinine; enfin le sel lui-même qui, dans certains pays comme la Suède, n'arrivait que par mer. Mais ces privations, quelque pénibles qu'elles fussent, n'étaient pas tout. En même temps qu'à ces précieuses importations des régions plus favorisées que les nôtres, il fallait, dans ces mêmes pays du nord déja si maltraités, renoncer à tout commerce d'exportation; car leurs produits naturels, le fer, les bois de construction, les

goudrons, ne pouvaient être transportés que par eau. Les transports par terre triplaient leur prix de revient, ce qui créait une véritable prohibition.

Ainsi, le blocus continental équivalait, pour la plupart des États européens, à l'anéantissement de tout commerce et de toute grande industrie, à la privation des denrées les plus nécessaires à la vie, il leur avait coûté leur marine et leurs colonies, il était pour eux la misère et la ruine; enfin il leur imposait une série de vexations insupportables, car la marchandise prohibée était non-seulement poursuivie sur les frontières, mais recherchée et saisie jusque chez les particuliers. Aussi a-t-on pu affirmer à bon droit, surtout en ce qui concerne l'Allemagne, que le système continental contribua plus encore que la conquête à soulever contre nous les peuples[1].

En France et dans les régions méridionales de l'Europe, dont les productions naturelles pouvaient jusqu'à un certain point suppléer aux produits coloniaux, où l'on remplaçait, par exemple, le sucre par le sirop de raisin, et, plus tard, par le sucre de betteraves, les cotons d'Amérique par ceux de Naples ou par le lin, l'indigo par le pastel, le café par la chicorée, le mal était moins sensible. La France avait, d'ailleurs, toutes les compensations de la victoire et les ressources d'un génie merveilleusement habile à l'exploiter, mais, pour les pays du nord, pour les peuples habitués à demander au commerce les produits et les denrées que leur sol leur refusait, la soumission était un suicide. Et tous ces maux intolérables, ils devaient

1. *Mémoires* du comte de Senfft, ancien ministre du roi de Saxe.

se les imposer pour consolider le pouvoir de leur oppresseur ! On leur demandait de les subir volontairement pour soutenir l'homme qui les avait vaincus, humiliés, qui les maintenait encore sous un joug de fer, et pour détruire la seule nation qui lui eût résisté avec avantage, qui luttât encore pour la liberté des peuples. Bien plus, on se flattait qu'ils apporteraient du zèle à l'exécution de ces mesures dont ils étaient les premières victimes, car le moindre relâchement dans la surveillance ébranlait tout le système. On s'imaginait qu'ils imputeraient toutes leurs souffrances non pas à l'homme qui en était l'auteur, ni à ses agents détestés, mais au peuple qui combattait sa tyrannie. Plus leur exaspération croîtrait, semblait-on croire, plus l'Angleterre serait isolée et menacée.

A cette supposition qui était une pure utopie, Napoléon joignait une autre illusion, qui n'était pas moins dangereuse. Cette illusion consistait à croire que le blocus continental avait porté une sérieuse atteinte à la prospérité de l'Angleterre et que son maintien la ferait bientôt périr d'inanition. Les faits lui donnaient à cet égard le plus complet démenti. Jamais l'activité industrielle et commerciale de l'Angleterre n'avait été plus grande, malgré les charges d'environ deux milliards qu'elle s'imposait annuellement[1]. La dépréciation de son billet de banque, qui perdait alors vingt pour cent, tenait à une émission exagérée et nullement au malaise des affaires.

1. Ces charges montaient pour l'année 1809 à un milliard neuf cent quarante mille francs, dont un milliard et demi environ perçu par voie d'impôt.

On y rémédia en abrogeant la loi qui autorisait la Banque à suspendre les paiements en argent[1]. Si le blocus avait fermé à l'Angleterre beaucoup de débouchés sur le continent, la contrebande encouragée sous main par ceux qui étaient obligés de la proscrire ostensiblement, lui en laissait encore un grand nombre, et le chiffre de ses exportations en Europe seulement montait à six cent millions; il avait suivi une progression constante depuis 1805[2]. Elle trouvait en outre une large compensation dans la suppression de toute concurrence, résultat naturel de l'immobilité forcée de la marine des neutres. En croyant la frapper, on avait créé à son profit le monopole du commerce. Elle avait trouvé enfin un immense dédommagement dans la saisie de la plupart des colonies européennes, et dans l'exploitation exclusive des débouchés de l'Amérique espagnole.

Au reste, le système continental était si impraticable qu'en France même, c'est-à-dire dans le pays où ses inconvénients étaient le plus supportables, en raison de la richesse du sol et des profits de la conquête, on en éludait l'application, non-seulement au moyen de la contrebande, mais au moyen d'une fraude autorisée par le gouvernement. Cette fraude, en quelque sorte patentée, s'exerçait à l'aide des *licences*, espèces de permis de circulation qui se payaient très-cher. Grâce aux *licences*, des armateurs privilégiés pouvaient porter à l'Angleterre nos blés

1. *Annual Register* : rapport du *Bullion Comittee,* en août 1810. La banque profita du délai qui lui était laissé pour ajourner la mesure.

2. *Annual Register for the year* 1809 : rapport du comité de la chambre des communes, 18 avril 1810. *State papers.*

et nos vins, qu'elle consentait à recevoir parce qu'elle en avait besoin, nos soieries qu'on jetait à la mer parce qu'elle n'en voulait pas. Ils en rapportaient certains produits dont notre industrie ne pouvait se passer, tels que les bois de teinture et les huiles de poisson. Le grand organisateur de cette fraude était Napoléon qui trouvait dans ce trafic injuste une source énorme de revenus, et qui n'éprouvait pas le moindre scrupule à ruiner le commerce honnête au profit des plus indignes monopoles. Au reste, on voit par sa correspondance que les agents de sa police ne se faisaient pas faute de l'imiter sur ce point en le trompant lui-même [1]. Mais, en violant ainsi ses propres lois, il entendait se réserver exclusivement le bénéfice de cette transgression, et il n'en persistait pas moins à vouloir les imposer à ses alliés dans toute leur rigueur. Il est facile, d'après de pareils faits, de se faire une idée des plaintes, des subterfuges, des récriminations, des griefs réciproques, des difficultés de toute nature, auxquels un système ainsi appliqué devait donner lieu. En présence des dangers, des abus, des vices criants de ce blocus qu'un de ses ministres appelait « la plus désastreuse et la plus fausse des inventions fiscales [2] », on se demande si Napoléon, en le poussant à outrance, y a bien réellement vu, comme on l'a toujours dit, un moyen de forcer l'Angleterre à se rendre à merci, ou s'il n'y a pas plutôt cherché des prétextes faciles pour s'ingérer dans l'administration des États alliés

1. Voir notamment une lettre de Napoléon à Fouché, en date du 29 novembre 1809.

2. Mollien : *Mémoires d'un ministre du trésor*, t. III.

et achever la conquête de l'Europe, qui était en effet le préliminaire sous-entendu, mais logique et obligé du système continental.

Ce qui est certain, c'est que les difficultés naquirent dès le premier moment où le blocus fut appliqué. Ces difficultés furent telles, qu'il dépendait absolument de Napoléon d'en faire sortir à son gré la paix ou la guerre. Cette situation ambiguë convenait merveilleusement à sa politique toujours à l'affût des opportunités, et attentive à garder prise sur les autres, sans en donner aucune sur lui-même. Quoi de plus avantageux à ce point de vue qu'un engagement dont la stricte exécution était impossible? Avec son système continental, Napoléon se trouvait placé, vis-à-vis des autres puissances européennes, dans la situation d'un créancier vis-à-vis d'un débiteur insolvable, qui peut toujours être poursuivi et saisi. Parmi les souverains qui avaient souscrit à ce pacte inexécutable, il n'en était pas un qui ne se trouvât en faute, et cela n'était pas surprenant, puisque Napoléon lui-même était si loin d'être en règle. Il avait ainsi la haute main sur eux et les tenait sans cesse sous le coup du châtiment.

Armé de cette législation inexorable, il pouvait récriminer avec avantage contre des alliés douteux ou malintentionnés; il l'invoquait même contre ses propres parents dont la bonne volonté ne pouvait lui être suspecte, mais qui reculaient devant les impossibilités du blocus ou devant l'atrocité de certaines mesures. A ce point de vue, ses frères Joseph, Jérôme et Louis, son beau frère Murat, le docile vice-roi lui-même n'étaient pas moins coupables que

les rois de Prusse et de Danemark. Les reproches incessants qu'il leur adressait prouvent combien il devait être difficile aux autres souverains de trouver grâce à ses yeux. Si le blocus ne ruinait pas l'Angleterre, il offrait tout au moins à Napoléon un moyen de contrainte, d'intimidation et, au besoin, d'intervention d'une force irrésistible, et pour lui ce genre de mérite devait primer tous les autres. De là sa persévérance à l'imposer à tous les États sous prétexte de défendre contre l'Angleterre la cause des neutres. Si le blocus ne lui donnait pas la liberté des mers, il lui assurait toute facilité pour achever la conquête du continent.

Lorsque la Suède signa avec la Russie, vers la fin de 1809, la paix désastreuse qui lui coûta la Finlande, Napoléon tenait dans ses mains Stralsund et la Poméranie. Au lieu de réclamer à la Suède un lambeau de son territoire, il étonna le monde par sa modération, et se contenta de lui demander pour sa part une adhésion au blocus continental. Moyennant cette concession, il consentit à tout restituer au régent que les Suédois venaient d'appeler au gouvernement, après avoir chassé leur roi Gustave IV. Petite concession, en effet! c'était l'indépendance suédoise que le régent venait de lui livrer. Mais la Suède était placée heureusement pour elle un peu loin de ses atteintes. Peu de mois après l'adhésion de la Suède au blocus, Napoléon lui reprochait l'inexécution du traité avec des menaces et en des termes qu'on n'emploie qu'envers des sujets. Il exigeait impérieusement le renvoi des consuls anglais, la saisie des marchandises coloniales, même sur bâtiments

suédois, l'extradition de Fauche Borel et des autres réfugiés français, l'abolition de toute décoration appartenant à l'ancienne France : « Mon intention, ajoutait-il, est de faire la guerre à la Suède plutôt que de souffrir d'être ainsi outragé par elle[1]. » Mieux eût valu cent fois céder une province que d'accepter une pareille ingérence ! Un mois plus tard, ses sommations étaient encore plus menaçantes, et il faisait annoncer au ministre de Suède, à Paris, qu'on allait lui remettre ses passeports si le régent ne s'exécutait pas[2].

C'était là le ton quotidien de nos rapports avec les autres États européens, particulièrement avec le Danemark et la Prusse. La situation de la Prusse était aggravée par le fait qu'elle nous devait encore quatre-vingt six millions sur les contributions de guerre. Les vœux, d'ailleurs si naturels, qu'elle avait dû former contre nous pendant la campagne d'Autriche, lui étaient comptés comme autant d'actes d'hostilité déclarée. Elle implora des délais pour l'acquittement de sa dette. Le roi Frédéric Guillaume écrivit à Napoléon, lui exposa la détresse de son royaume, lui rappela qu'il avait « résisté aux sollicitations étrangères, étouffé les mouvements insurrectionnels », que sa fidélité même à remplir ses engagements avait épuisé ses États, qu'il venait tout récemment de « faire vendre ses bijoux, sa vaisselle d'or et d'argent[3] ». L'empereur lui refusa les adoucissements qu'il réclamait, et répondit par

1. Napoléon à Champagny, 16 mai 1810.
2. Le même au même, 16 juin 1810.
3. Lettre du roi de Prusse à Napoléon en date du 18 octobre 1809.

une froide fin de non-recevoir à cette démarche humiliante[1]. Bientôt même les payements sur lesquels il comptait n'étant pas effectués au terme fixé, il fit à la Prusse l'offre dérisoire de prendre la Silésie en compensation de la dette[2]. Un peu plus tard enfin, il consentit sur la prière du roi à favoriser l'ouverture d'un emprunt prussien en Hollande.

Avec la Russie, Napoléon ne pouvait songer à prendre ce ton de maître qui lui réussissait si bien avec les États faibles. Il y avait là un gouvernement qui l'observait de près, qui connaissait à fond ses stratagèmes, et qui bien que décidé à garder envers lui les plus grands ménagéments, osait lui dire la vérité. Alexandre avait déjà contre Napoléon les griefs les plus légitimes; il ne songeait pas à les relever pour le moment, mais il en prenait acte en homme prévoyant. Il avait pris son allié en flagrant délit de duplicité jusqu'à trois fois dans l'espace de quelques mois; d'abord dans l'affaire des cessions galiciennes, un peu après dans celle du mariage, où les dénégations embrouillées de Napoléon au sujet d'une double négociation, ne faisaient que mieux mettre en lumière sa déloyauté[3], plus tard enfin, dans le projet de traité relatif à la Pologne. Le blocus continental ne pouvait que lui apporter de nouveaux sujets de récriminations. C'est au moment où Napoléon réclamait avec le plus d'instances la stricte observation du système, qu'Alexandre eut connaissance des infractions qu'il y commettait lui-même au moyen des

1. Napoléon au roi Frédéric-Guillaume III, 6 novembre 1809.
2. A Champagny, 12 février 1810.
3. Napoléon à Champagny, 16 mars 1810.

licences. On devine avec quels sentiments cette supercherie fut jugée dans un pays, où le sol naturellement pauvre avait si grand besoin du supplément des produits exotiques, et où les exportations ne pouvaient se faire que par mer. Si le blocus nous imposait des privations, pour la Russie il était la ruine, et c'est nous qui avions la prétention de le lui imposer en ne le respectant pas nous-mêmes! Alexandre n'eut pas de peine à faire ressortir ce qu'une telle dérogation avait d'exorbitant. Napoléon répondit à ses plaintes en niant comme toujours le tort qu'on lui reprochait. Il était vrai, disait-il, qu'il donnait des licences pour l'exportation de ses vins et de ses blés, mais il n'en donnait aucune pour l'importation des denrées coloniales[1], assertion qui était absolument fausse. La Russie eut dès lors le droit de prendre avec le blocus toutes les libertés qui lui parurent nécessaires pour en adoucir les rigueurs, et il devint bientôt évident que la conquête seule pourrait le lui imposer dans toute sa sévérité.

Mais de tous les pays de l'Europe, celui pour lequel l'application du blocus avait eu les suites les plus désastreuses était sans contredit la Hollande. Entraînée malgré elle dans l'orbite d'une puissance militaire dont elle partageait toutes les charges et jamais les profits, privée coup sur coup de ses riches colonies, de sa marine naguère si florissante, de son commerce maritime si actif qui était devenu le commissionnaire du monde entier, réduite pour toute ressource aux productions d'un sol insuffisant, péni-

5. A Champagny, 18 février 1810.

blement conquis sur la mer, épuisée en outre par l'entretien d'une armée au-dessus de ses moyens comme de ses besoins, et dont le principal rôle consistait à la maintenir sous le joug, la Hollande ne vivait plus depuis longtemps que des restes de son ancienne opulence. Il ne lui restait pour toute industrie que ses banques qui étaient encore pour l'Europe le grand marché de l'argent, ses fromages, ses salaisons de jour en jour plus compromises par les entraves que la surveillance anglaise mettait à l'importation du sel, qui lui arrivait par mer. Dans de telles conditions, la priver du commerce des denrées coloniales, déjà si réduit par la guerre maritime, c'était lui porter le dernier coup, et l'on peut dire à la lettre que si les autres pays souffraient du blocus, la Hollande en mourait.

Quelque attaché qu'il fût à son frère, le roi Louis n'avait pu rester insensible à tant de maux. Esprit sans grande étendue, mais non sans sagesse et sans lumières, caractère simple et honnête, passionné sous des dehors froids, sincèrement philanthrope avec des accès d'humeur noire qui tenaient principalement à sa mauvaise santé et à ses malheurs conjugaux, le roi Louis estimait que son acceptation de la royauté hollandaise lui avait créé des devoirs vis-à-vis de ses sujets. Dès le lendemain de son élévation au trône, il s'était constitué auprès de Napoléon leur défenseur d'office. Comme son frère Joseph, il n'avait pas tardé à reconnaître à ses dépens que ces prétendues royautés créées par Napoléon n'étaient dans sa pensée que les déguisements de la conquête et les instruments du despotisme. Elles n'avaient eu, aux

yeux de l'Empereur, d'autre but que celui de conserver sous sa main des pays qu'il n'osait encore réunir ouvertement à l'Empire, par ménagement pour l'opinion de l'Europe. Elles n'étaient qu'une première forme des annexions futures.

Louis avait donc défendu de son mieux contre Napoléon la vie et la fortune de ses sujets. Il s'était efforcé de diminuer les contingents qu'ils devaient fournir à nos armées de terre et de mer, de réduire le nombre des vaisseaux et des chaloupes canonnières qu'ils devaient entretenir, d'alléger les impôts, enfin et surtout d'accorder quelque tolérance et quelques facilités au commerce si cruellement frappé. Ces faits étaient devenus de la part de Napoléon l'objet de reproches incessants et parfois des plus dures invectives; aucun acte de l'administration de Louis ne trouvait plus grâce à ses yeux. Ses fautes qui étaient d'un genre assez inoffensif, comme celles que commet un homme qui aime à jouer au souverain, par exemple le rétablissement des anciens titres de noblesse, la création d'un maréchalat, devenaient pour Napoléon de véritables crimes. Bientôt il en vint à se repentir d'avoir placé Louis sur le trône de Hollande. Dès le 27 mars 1808, en lui offrant la couronne d'Espagne par préférence à Joseph, il lui écrivait : « *le climat de la Hollande ne vous convient pas. D'ailleurs elle ne saurait sortir de ses ruines.* » Plus tard, au mois d'août de la même année, l'Empereur fit proposer à Louis de lui céder le Brabant et la Zélande en échange des villes hanséatiques. Louis repoussa avec indignation ce projet de démembrement du pays dont on lui avait confié les destinées.

Ce fut ainsi contre son propre frère, que Napoléon fut amené à user pour la première fois de la facilité que lui offrait le système continental pour achever la soumission de l'Europe. La résistance mesurée, mais persévérante et invincible, que Louis opposait à une application trop stricte du système continental, au moment où Napoléon la réclamait le plus impérieusement, changea les vélléités de l'empereur en une résolution arrêtée. A son retour de la campagne d'Autriche à Paris, Napoléon était décidé à détrôner son frère, mais il voulait le faire en évitant le plus possible l'odieux d'un pareil acte, en rejetant selon son habitude au moins quelques torts apparents sur celui dont il méditait la perte, enfin en y procédant avec les gradations nécessaires pour préparer l'opinion. Les relations des deux frères en étaient arrivées à cette époque à un tel point d'aigreur, que Louis s'attendait à chaque instant à voir la Hollande envahie, et d'avance calculait ses moyens de défense. A la suite de l'expédition de Walcheren, la Zélande et le Brabant furent occupées par nos troupes sous le prétexte d'une démonstration contre les Anglais, et le roi Louis fut invité à se rendre à Paris, où son frère venait d'arriver. Le sens de cette manœuvre n'échappa nullement à sa perspicacité. Malgré la faiblesse de ses ressources, il songea un instant à décliner l'invitation, et à appeler aux armes les Hollandais. Ses ministres lui conseillèrent d'obéir; il se rendit en France.

Louis était à peine arrivé à Paris qu'il sut à quoi s'en tenir sur les intentions de son frère. A son grand étonnement, et sans avoir été prévenu de rien,

il lut dans tous les journaux la déclaration suivante, extraite du discours de l'Empereur, prononcé à l'ouverture du Corps législatif: « la Hollande placée entre la France et l'Angleterre en est également froissée; elle est le débouché des principales artères de mon empire. *Des changements deviendront nécessaires.* La sûreté de mes frontières et l'intérêt des deux pays l'exigent impérieusement. » Le langage du ministre de l'intérieur était encore plus significatif: « La Hollande, disait-il, *n'est réellement qu'une portion de la France.* Ce pays peut se définir en disant qu'il est l'alluvion du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, c'est-à-dire une des grandes artères de l'Empire.... Froissée entre la France et l'Angleterre, la Hollande est privée et des avantages contraires à notre système général auxquels elle doit renoncer, et de ceux dont elle pourrait jouir. *Il est temps que cela rentre dans l'ordre naturel.* » Cette façon indirecte de signifier au roi Louis qu'on allait s'emparer de ses États, était plus blessante encore que la formule fameuse qui avait appris à l'Europe que le roi de Naples « avait cessé de régner ». On ne lui faisait pas même l'honneur d'une mention. Il n'y avait là pour l'empereur qu'une question géographique, et rien de plus. Du moment où la Hollande n'était qu'une « portion de la France », cet « ordre naturel » n'était pas difficile à découvrir. C'était un retour à la mère-patrie.

Telle fut la forme employée par Napoléon pour faire connaître au roi Louis qu'on avait disposé de ses États. Pour motiver une conquête, il suffisait désormais d'une simple convenance. Le premier mouvement de Louis en reconnaissant le piége dans le-

quel il était tombé, fut de chercher à s'échapper pour regagner la Hollande. mais il s'aperçut qu'il était gardé à vue. Quelques jours après, ayant voulu sortir de la maison de sa mère, chez laquelle il était descendu à Paris, il fut retenu de force par des gendarmes d'élite[1]. Dans cette extrémité, il envoya à Amsterdam son écuyer le comte de Bylandt avec l'ordre de fermer à nos troupes l'entrée des forteresses, et surtout de la capitale.

Cet ordre fut exécuté. Malgré les déboires dont il avait été abreuvé par son frère depuis son élévation au trône, Louis avait encore au fond du cœur le désir de régner. Ses ministres lui conseillaient d'ailleurs la soumission, pour conserver à leur pays, sinon l'indépendance, du moins une autonomie nominale qui pourrait redevenir un jour plus réelle. Il se déclara prêt à accepter toutes les conditions que l'Empereur voudrait lui imposer. Napoléon consentit à se laisser fléchir. Dans une lettre datée du 21 décembre 1809[2], après une longue exposition de ses griefs contre Louis, il offrit de lui rendre sa couronne en échange d'un engagement d'interdire le commerce anglais, d'entretenir une flotte de quatorze vaisseaux et sept frégates, une armée de vingt-cinq mille hommes, de supprimer la noblesse et les maréchaux. Mais tout en lui faisant grâce pour le moment, il avait soin d'ajouter : « *Je ne vous cacherai pas que* mon intention est de réunir la Hollande à la France,

1. *Documents historiques sur la Hollande*, par le roi Louis, tome III.

2. Cette lettre, qui est des plus remarquables, n'a pas été insérée dans la *Correspondance* de Napoléon.

comme le coup le plus funeste que je puisse porter à l'Angleterre ». Il lui montra même tout rédigé le décret qui ordonnait la réunion.

Ce décret, Napoléon avait été un instant à la veille de le publier. Mais au moment de mettre sa menace à exécution, soit qu'il craignît de rencontrer dans une partie de la Hollande une résistance sérieuse, soit qu'il prévît le détestable effet que produirait en Europe un conflit qui n'avait déjà fait que trop de bruit, il s'était décidé à ajourner ce projet. Dans son désir d'utiliser ce grand sacrifice, il imagina de se servir de cette menace même de réunion comme d'un moyen d'influence et de contrainte pour amener l'Angleterre à la paix. Cette idée n'était pas nouvelle chez lui. Bien des fois il s'était servi de ce genre d'intimidation; bien des fois il avait déclaré aux négociateurs de cette puissance, que l'Angleterre le forcerait à conquérir le continent pour l'armer, disait-il, tout entier contre elle, et en réalité pour l'armer contre lui. Aujourd'hui il allait dire aux Anglais : faites la paix, ou je réunis la Hollande. Si la négociation venait à réussir, ne serait-ce pas un chef-d'œuvre diplomatique que d'avoir obtenu la paix de l'Angleterre, non pas en échange d'un avantage présent, mais en prévision d'un dommage éventuel? Si elle échouait, on aurait un nouveau prétexte pour envahir la Hollande, et dans tous les cas on gagnait le temps nécessaire pour s'épargner une précipitation et une violence également compromettantes.

C'était du roi Louis que devait émaner cet appel à la bonne volonté britannique pour avoir quelque

chance de se faire écouter. C'était pour le sauver du danger imminent qui le menaçait lui et son royaume, que l'Angleterre devait oublier tous ses anciens griefs contre l'envahisseur de l'Italie, de la Suisse, de l'Espagne, du Portugal, de l'Allemagne elle-même. Ce fut en conséquence au nom de Louis et du Cabinet d'Amsterdam, que partit dans les premiers jours de février 1810, le négociateur désigné, M. Labouchère riche banquier hollandais, gendre et associé du grand banquier anglais Baring. Baring était intimement lié avec lord Wellesley, le frère aîné de Wellington, alors ministre des affaires étrangères, et c'est pour ce motif qu'on avait choisi Labouchère. Mais par cela même que Labouchère ne pouvait parler qu'au nom du Cabinet hollandais, il n'avait à offrir à l'Angleterre que des conditions fort peu acceptables. Comment supposer en effet que le gouvernement anglais, alors dans tout l'éclat de sa force et de sa puissance, et aussi dans toute l'ardeur de la lutte si passionnée qu'il soutenait pour la liberté de l'Europe, allait se laisser détourner de sa tâche par la crainte d'une annexion de la Hollande; qu'il allait faire la paix pour conserver un trône au roi Louis, comme s'il ne savait pas que la Hollande était depuis longtemps réunie de fait sinon de droit, et comme s'il n'avait pas en vue des intérêts incomparablement plus importants?

De telles ouvertures étaient pitoyables; elles font peu d'honneur au génie politique de Napoléon. Elles attestent, ce qu'on voit d'ailleurs par les éternelles déclamations du *Moniteur*, qu'il n'avait aucune notion exacte de la situation réelle de l'Angleterre. Il

la considérait comme aux abois et sur le point de succomber, et jamais elle n'avait été plus inébranlable. Elle désirait la paix, mais beaucoup moins que nous, parce qu'elle souffrait moins de la guerre. Pour l'y décider, il fallait des concessions tout autres que cette offre ridicule d'épargner les Hollandais, dans le cas où elle viendrait à résipiscence. C'est selon toute apparence le sentiment de l'inutilité d'une démarche si médiocrement conçue, tout autant que son penchant à se mêler de tout, qui poussa Fouché à entamer à l'insu de son maître une négociation simultanée avec le Cabinet anglais, afin de pouvoir, après l'échec fort probable de Labouchère, apporter à Napoléon un traité de paix qu'il n'aurait plus qu'à signer. Ce qui est certain, c'est que l'agent de Fouché, en abordant le marquis de Wellesley, lui soumit du moins quelques propositions sensées et acceptables, associées à des projets chimériques. Cet agent, ancien officier irlandais au service de Condé, nommé Fagan, fut présenté à Wellesley par lord Yarmouth. Il fit savoir au ministre que si l'Angleterre désirait la paix, on pourrait facilement arriver à la conclure sur la base du rétablissement des Bourbons en Espagne, et d'une compensation à donner à Louis XVIII aux dépens des États-Unis d'Amérique. Ce dernier arrangement était une pure rêverie, mais on n'avait aucun parti pris absolu, et on se déclarait prêt à discuter toutes les transactions que proposerait l'Angleterre.

Les ouvertures de Fagan devancèrent de quelques jours celles de Labouchère. Lord Wellesley les déclina poliment, mais nettement, comme faites sans

caractère officiel et sans autorité suffisante. Quant aux propositions de Labouchère, il ne pouvait y voir le résultat d'une intrigue, mais il lui fut difficile de prendre beaucoup au sérieux une négociation, qui ne présentait d'autre base que la clémence de Napoléon envers la Hollande. L'Angleterre n'ignorait nullement que Louis n'était en Hollande que le prête-nom de son frère; elle n'avait pas à empêcher Napoléon de se démasquer; elle avait bien plutôt intérêt à le pousser dans la voie des usurpations jusqu'à ce qu'il eût révolté tout le monde.

Le public avait été indigné en Angleterre de l'issue honteuse de l'expédition de Walcheren; mais une paix sans honneur l'eût bien plus indigné encore. La conduite de lord Chatham avait été l'objet d'une enquête parlementaire, il s'était vu contraint de donner sa démission de directeur général de l'artillerie. Enfin, cet ignominieux échec, sans amener la chute complète du ministère, avait renversé les deux principaux ministres, Canning et lord Castlereagh, réduits à vider leur querelle dans le duel célèbre où Canning fut blessé. Mais malgré les plaintes inévitables dont l'opposition fit retentir le Parlement au sujet de la fâcheuse direction de cette guerre, la nation était plutôt irritée qu'inquiète ou découragée. Lord Wellesley qui avait succédé à Canning, n'était en rien solidaire des fautes de l'administration précédente; il était populaire, grâce à de grands services rendus dans l'Inde et aux reflets de la gloire fraternelle. Esprit d'ailleurs très-éclairé et dégagé de tout préjugé, il n'était suspect de partager ni le parti pris des anciens ministres à qui il fallait avant

tout une revanche des humiliations de Walcheren, ni le zèle intéressé de l'opposition en faveur de la paix. Il était mieux placé qu'aucun des hommes d'État de son pays pour être impartial.

Il écouta avec une parfaite courtoisie les communications de Labouchère, mais il n'eut pas de peine à établir que leur objet immédiat, c'est-à-dire le désir de conserver nominalement à la Hollande une indépendance, qui, de fait, avait depuis longtemps cessé d'exister, ne pouvait être pour l'Angleterre la base d'une négociation sérieuse. En dehors de cette proposition, on ne lui apportait que de vagues assurances dont rien ne garantissait la sincérité, car Labouchère ne pouvait parler qu'au nom des ministres hollandais. Ce n'était pas sur des données aussi incertaines qu'un gouvernement prudent pouvait s'exposer à troubler l'opinion par des espérances peut-être irréalisables et à arrêter l'élan de la nation vers la guerre, alors qu'elle en était venue à n'en plus sentir le poids. L'Angleterre s'était habituée à l'état de guerre; elle y trouvait de grands avantages qui en compensaient les maux inévitables. Si l'on voulait la paix, il fallait le dire hautement, il fallait parler au nom de la France, apporter des conditions nettement formulées et non des ouvertures sans précision et sans garantie. Labouchère n'obtint rien de plus que cette déclaration verbale. Il y joignit ses propres observations sur l'état de l'esprit public en Angleterre. Elles étaient en parfaite conformité avec les appréciations de Wellesley [1].

1. *Note de communication verbale* du marquis de Wellesley à

Cet accueil peu encourageant n'empêcha pas Napoléon de revenir à la charge auprès du cabinet anglais, mais en restreignant cette fois la négociation à un arrangement sur les mesures du blocus. L'Angleterre retirerait ses arrêts du Conseil de 1807, en revanche l'empereur évacuerait non-seulement la Hollande, mais les villes hanséatiques, il rendrait aux Anglais tous leurs débouchés sur le continent. Si ce n'était pas une paix définitive, ce serait du moins un grand pas vers la paix. Dans les instructions remises à Labouchère, il s'efforçait de démontrer que « la France ne souffrait nullement de l'état actuel. » Mais à défaut d'autres faits, son insistance même n'était-elle pas la preuve du contraire? Et s'il y avait une apparence d'équité dans l'offre d'un double retrait simultané des mesures de blocus, les Anglais pouvaient-ils ignorer que leur blocus à eux était très-efficace, puisqu'il immobilisait toutes les marines du continent, tandis que son blocus à lui était éminemment fictif, n'arrêtait nullement leur commerce et faisait surtout du mal à ses alliés? Cette note de Napoléon se terminait par un mot qui définissait admirablement l'esprit de son système: « Pour n'avoir pas fait la paix plus tôt, disait-il, l'Angleterre a perdu Naples, l'Espagne, le Portugal, le débouché de Trieste. Il est évident que si elle tarde à la faire, elle perdra la Hollande, les villes hanséatiques, la Sicile[1]. » Il aurait dû ajouter, pour dire toute sa pensée, la Prusse, le Danemark, la Suède,

M. Labouchère, 12 février 1810. — *Compte-rendu* de M. Labouchère, 12 février 1810.

1. Napoléon à Champagny, 20 mars 1810.

la Russie, car c'était là la conséquence nécessaire de son système. Et cette conclusion forcée, bien loin d'effrayer l'Angleterre, l'eût comblée de joie en lui faisant entrevoir dans un avenir prochain la perte inévitable d'un esprit assez chimérique pour fonder ses plans sur une aussi folle conception.

Cette seconde proposition ne fut pas plus heureuse que la première. Le moment était venu de réaliser les menaces dont on avait fait tant de bruit, et de prendre un parti à l'égard de la Hollande dont le sort restait toujours en suspens. Pendant le cours même des négociations de Labouchère, de nouvelles complications s'étaient produites dans la situation de Louis. Napoléon avait appris successivement que l'entrée de Berg-op-Zoom et de Breda avait été refusée à ses troupes, et que le ministre de la guerre Krayenhof faisait fortifier Amsterdam. Ces graves nouvelles lui parvinrent au moment où il croyait avoir définitivement dompté l'obstination de son frère. Elles lui firent éprouver un véritable transport de fureur : « Le roi de Hollande est-il devenu tout à fait fou ? écrivit-il à Fouché... Vous lui demanderez si c'est par son ordre que ses ministres ont agi ou si c'est de leur chef ; et vous lui déclarerez que si c'est de leur chef, je les ferai arrêter et leur ferai couper la tête à tous[1]. » Le malheureux Louis, qui jusque-là avait passé tour à tour de la crainte à la colère et de la soumission à la révolte, était toujours à Paris, à la merci de son redoutable frère. Ses velléités de

1. Cette lettre, citée par M. Thiers, et datée du 3 mars 1810, n'a pas été insérée dans la *Correspondance*.

guerre à outrance n'étaient pas même soutenues par ses ministres trop convaincus de l'inutilité d'une pareille résistance; il comprit cette fois qu'il fallait plier pour sauver au moins une partie de son royaume. Il fit ouvrir ses places fortes, demanda leur démission à Krayenhof et à Mollerus, les deux seuls ministres qui fussent d'avis de défendre jusqu'à la dernière extrémité l'indépendance de leur pays, et se déclara prêt à se soumettre à toutes les volontés de l'empereur.

Napoléon se trouvait ainsi ramené à son projet d'annexer la Hollande, il y tenait plus que jamais; mais il n'avait pas encore perdu alors (on était en mars 1810) toute espérance d'arrangement avec l'Angleterre, il redoutait l'effet d'un scandale trop bruyant. Il y avait d'ailleurs à peine trois mois que Montalivet, son ministre de l'intérieur, venait de déclarer une fois de plus dans une harangue solennelle: « qu'il lui aurait été facile d'étendre les limites de la France au delà du Rhin, *mais que ce fleuve était la borne invariable des États immédiats de son empire*[1]. » Il préféra donc un moyen terme, qui, tout en mettant la Hollande dans ses mains, ménagerait encore quelques apparences et lui donnerait le droit d'en finir quand il voudrait.

Par un traité qu'il dut signer le 16 mars 1810, Louis s'engagea non-seulement à remplir les conditions antérieurement stipulées, et qui étaient relatives au blocus, à l'entretien de l'armée de terre et de mer, aux maréchaux, à la noblesse, mais à ac-

1. *Exposé de la situation de l'Empire*, du 12 décembre 1809.

cepter un état de vassalité qui était pire qu'une abdication. Il cédait à l'empereur toute la partie de la Hollande située sur la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire jusqu'au Wahal, ce qui formait environ le quart de son territoire. Il consentait à confier la garde de ses États à un corps d'occupation français, il recevait de la France tous les employés de ses douanes. Il déférait à l'empereur le jugement des prises maritimes. Enfin, il s'engageait à mettre le séquestre sur les bâtiments américains qui se trouvaient dans ses ports.

Cette dernière stipulation était l'application anticipée d'un décret qui parut quelques jours après (à la date du 23 mars 1810). En vertu de ce décret, tous les bâtiments américains qui seraient entrés dans les ports de l'empire français à partir du 20 mai 1809, devaient être saisis et vendus. Cette mesure spoliatrice ne fut pas un des traits les moins caractéristiques du système continental. A la suite des décrets de Berlin et de Milan et des représailles du conseil britannique de 1807, toutes les marines de l'Europe avient été frappées d'interdiction. Le commerce des neutres n'avait plus pu se faire que sous le pavillon américain sur l'Océan, et dans la Méditerranée, sous le pavillon turc. Mais l'Angleterre obligeant les neutres à lui payer un droit d'octroi soit à Londres, soit à Malte, et Napoléon ayant déclaré dénationalisés les bâtiments qui se soumettraient à cette formalité, il s'en était suivi pour le commerce américain une série de vexations intolérables. Il était à peu près impossible dans la pratique de distinguer les bâtiments qui s'étaient soumis au

contrôle britannique de ceux qui s'y dérobaient, et comme tous étaient suspects, les innocents payaient souvent pour les coupables. Pour se soustraire à des prétentions également tyranniques des deux côtés de la Manche, les États-Unis, qui n'étaient pas alors assez puissants pour imposer à tous le respect de leur pavillon, avaient, par un arrêté en date du 1er mars 1809, défendu à leur marine marchande l'accès des ports de la France comme de l'Angleterre. Par une réciprocité qui n'était que juste, ils avaient ordonné la saisie de tout bâtiment français ou anglais qui aborderait leurs propres ports à partir du 20 mai 1809. La mesure était incontestablement loyale. Nous étions avertis deux mois et demi à l'avance ; nous n'avions d'ailleurs en mer qu'un nombre extrêmement restreint de vaisseaux ; et si, comme l'affirma Napoléon, il y en eut deux ou trois confisqués pour avoir enfreint la défense, c'est qu'ils s'exposèrent volontairement à être saisis. Mais ce fait fut plus tard démontré faux par le ministre Armstrong ; en réalité, il n'y eut pas une seule confiscation.

C'est sous le prétexte d'exercer des représailles contre un acte si équitable et si modéré que Napoléon, sans aucun avis préliminaire et en donnant même à son décret un effet manifestement rétroactif, s'empara de plusieurs centaines de vaisseaux américains, qui, malgré la défense de leur gouvernement, avaient continué à fréquenter nos ports. Non-seulement il n'avait en rien averti les Américains, mais il les avait fait saisir plusieurs mois avant la publication du décret en France, en Italie, en Espagne. Il

les avait ensuite attirés de nouveau en faisant assure leur ministre « que la France accueillerait les bâtiments américains lorsqu'elle serait certaine qu'ils n'auraient payé aucun tribut ni été dénationalisés[1]. » Alors parut le décret qui leur montra trop tard le piége auquel ils s'étaient laissé prendre. Une surprise non moins pénible les attendait encore. Le décret ne visait que la France, ses colonies ou les pays occupés par ses armées; les Américains pouvaient se croire en sûreté partout ailleurs. Napoléon les fit saisir non-seulement en Hollande et dans les villes hanséatiques, mais en Danemark, en Suède et jusqu'en Prusse, où il offrit d'accepter leurs cargaisons en déduction de la dette.

Aux plaintes du général Armstrong, il répondit par d'hypocrites lamentations sur la dure nécessité où il se trouvait de s'emparer d'un butin qui montait à des centaines de millions. L'Angleterre seule était responsable d'un si fâcheux état de choses et, quant à lui, il était prêt à retirer ses deux décrets de Berlin et de Milan si elle consentait à retirer les ordres du Conseil de 1807. Du reste, l'embargo n'était mis sur les bâtiments américains que par réciprocité, et ces bâtiments ne méritaient aucun intérêt puisqu'ils étaient en contravention avec les lois de leur pays. « Vous expliquerez à Armstrong, ajoutait Napoléon pour justifier l'espèce de guet-apens dont les Américains se trouvaient victimes par suite de la tolérance qui les avait attirés dans nos ports, que la loi d'embargo ne nous a été connue que depuis peu, et que

1. Projet de note au ministre d'Amérique, 25 janvier 1810.

ce n'est que lorsque j'en ai eu connaissance, que j'ai aussitôt prescrit la même mesure[1]. » Rien n'était plus faux que cette assertion, toute la correspondance antérieure de l'Empereur sur ce sujet en est la preuve. Armstrong aurait pu opposer à Champagny une note signée de son propre nom, et dans laquelle on lisait le passage suivant écrit dès le 21 août 1809 : « Pour se dérober aux actes de violence dont cet état de choses menaçait son commerce, *l'Amérique a mis un embargo dans ses ports*, et quoique la France vît ses intérêts blessés par cette mesure, cependant *l'Empereur applaudit à cette détermination généreuse de renoncer à tout commerce plutôt que de reconnaître la domination des tyrans des mers.* » Il y avait donc, de l'aveu de Champagny, huit mois au moins qu'on connaissait en France l'embargo américain.

De toutes les clauses du traité si extraordinaire que Napoléon venait d'imposer à son frère, la saisie des bâtiments américains était une de celles qui coûtaient le plus à la loyauté du roi Louis. Quant au traité lui-même, il était à la fois dérisoire et inexécutable. Ses conditions étaient tellement onéreuses qu'il était impossible de les observer strictement ; il n'avait d'autre but, en un mot, que de permettre à son auteur de s'emparer de la Hollande lorsqu'il le voudrait. Lorsque Louis se récriait sur l'impossibilité de faire ce qu'on lui demandait avec des finances aussi obérées et un pays ruiné, l'empereur lui répliquait froidement qu'il n'avait qu'à faire banqueroute en réduisant sa dette au tiers. Louis se refusait

1. Napoléon à Champagny, 20 mars 1810.

obstinément à une mesure qu'il considérait comme déshonorante. Dans de telles conditions, il eût sagement agi en s'abstenant de signer un pareil traité, et l'on ne peut expliquer son acceptation que par l'état de trouble et de faiblesse auquel l'avaient réduit les violences de l'empereur. Il ne consentit toutefois à le ratifier qu'en y ajoutant le mot : *autant que possible*, formule conditionnelle qui prouvait son peu de confiance dans la validité des engagements qu'il contractait[1]. Ce pressentiment ne devait pas tarder à se réaliser.

Le roi Louis rentra dans sa capitale le 11 avril 1810. Vers la fin du même mois, l'empereur partit avec Marie-Louise pour un voyage en Belgique et dans les deux provinces hollandaises nouvellement réunies à l'empire. La négociation de Labouchère avec le cabinet britannique avait repris, au moment même où elle allait tomber faute d'encouragement, une tournure un peu plus favorable, grâce à une nouvelle intervention de Fouché, dans un domaine qui n'était nullement le sien. Ce personnage audacieux et remuant, enhardi par l'impunité de sa première intrigue, voyant avec un sincère regret échouer par notre faute des propositions pacifiques dont le succès lui paraissait infaillible, si elles étaient présentées avec modération et habileté, conçut le projet à peine croyable, de substituer ses propres vues à celles de l'empereur. Mais il se servit cette fois du même négociateur. Il se flattait, en cas de succès, d'arracher à Napoléon les sacrifices nécessaires par

1. *Docum. histor. sur la Hollande*, par le roi Louis, tome III.

la perspective d'une paix immédiate, et de se faire absoudre lui-même par la grandeur des résultats[1].

Pour parvenir à son but, il envoya auprès de Labouchère un de leurs amis communs, le fournisseur Ouvrard, espèce d'aventurier de la finance, toujours prêt pour toutes les intrigues, avec de nouvelles instructions conçues dans un sens beaucoup plus large. Ces instructions ne pouvaient inspirer aucune défiance à Labouchère car Ouvrard était lui-même convaincu que Fouché agissait d'après les ordres de l'empereur. Le négociateur admettait cette fois la discussion sur tous les points qui faisaient l'objet du débat entre la France et l'Angleterre. Il n'en excluait ni l'Espagne, ni la Hollande, ni même Naples. Fouché revenait en outre à sa proposition relative aux États-Unis; il insinuait qu'on pourrait faire la paix à leurs dépens en envoyant une armée anglo-française en Amérique[2].

Napoléon parcourait les villes de la Belgique avec une cour brillante, inspectant, selon son habitude, tous les grands établissements industriels et administratifs, encourageant les travaux d'utilité publique, distribuant des faveurs de tout genre aux populations accourues sur son passage, lorsqu'il apprit que Labouchère, quoique de retour en Hollande, continuait à négocier avec le ministère anglais et

1. On est autorisé à croire, d'après une conversation que raconte Mollien (*Mémoires d'un ministre du Trésor*, t. III), que Fouché eut un instant la pensée de mêler à la négociation quelques-uns de ses collègues, afin d'agir plus sûrement sur l'esprit de Napoléon.

2. Voir sur ce point une note de police reproduite dans la *Correspondance* de Napoléon, à la date du 9 juillet 1810.

avait de fréquentes conférences avec Ouvrard. Il se fit aussitôt communiquer par le roi Louis la correspondance du négociateur. On la lui livra, d'autant plus facilement que Labouchère croyait reproduire les inspirations de l'empereur. Il y découvrit, avec une profonde stupéfaction, le tour nouveau qui avait été donné, à son insu, à des ouvertures entamées par lui dans un sens si différent. La bonne foi de Labouchère était évidente, mais on pouvait douter s'il avait été trompé par Ouvrard ou par Fouché, et Napoléon hésitait à croire son ministre de la police coupable d'une démarche aussi audacieuse. A peine de retour à Paris, il fit venir Fouché, lui reprocha vivement sa félonie, puis, comme le ministre rejetait toute l'intrigue sur Ouvrard, il fit sur-le-champ procéder à l'arrestation de ce dernier, par l'entremise de Savary. Il acquit ainsi la preuve qu'Ouvrard lui-même n'était qu'un instrument inconscient des manœuvres de Fouché[1].

Dans le premier emportement de la colère, Napoléon songea un instant à faire juger l'imprudent ministre comme coupable de haute trahison. Mais il réfléchit sans doute à l'impression de ridicule plutôt que de terreur, que produirait en Europe, et même en France, une aussi étrange révélation. Que deviendrait le prestige de l'autocratie impériale lorsqu'on la verrait ainsi jouée par ses propres agents, lors-

1. Comparer sur cette singulière intrigue le récit de Savary avec les *Mémoires* d'Ouvrard, ceux de Mollien, et l'histoire de M. Thiers. Ouvrard assure qu'il avait fait connaître à Napoléon la négociation dont il était chargé, mais il n'apporte aucune preuve à l'appui de cette assertion.

qu'on saurait que celui qui faisait trembler les rois était lui-même la dupe de ce hardi serviteur dont le zèle substituait avec un si merveilleux sans gêne les inspirations de sa propre sagesse aux insanités du génie de son maître? Il n'était pas facile d'ailleurs de frapper un homme qui, depuis le 18 brumaire, avait été le confident de tant de secrets, le complice de tant d'actions suspectes ou perverses. Fouché, après tout, n'avait pas conspiré; la négociation qu'il avait entamée ne pouvait aboutir à un résultat qu'à la condition d'être approuvée par Napoléon, et si ce résultat avait été favorable, qui eût osé blâmer son initiative? Il n'était coupable, en définitive, que d'un excès de bonne volonté; il avait préjugé les intentions de l'empereur comme à l'époque des levées de la garde nationale; comme alors, il comptait être absous par le succès. Il n'avait blessé aucun intérêt; l'amour-propre seul de Napoléon avait été atteint. Et si cet orgueil insensé avait été capable d'entendre le conseil indirect que lui donnait Fouché, comment imaginer un plus heureux dénoûment, un parti plus avantageux pour la France, pour Napoléon, pour sa gloire et la nôtre qu'une paix qui lui eût laissé les limites du Rhin et des Pyrénées, presque toute l'Italie, et qui eût délivré ses frères des travaux forcés de la royauté?

Ces considérations, où le calcul n'avait pas moins de part que l'indulgence, sauvèrent Fouché plus sûrement que l'intercession de ses amis ou le souvenir des services rendus. Il échappa ainsi à une disgrâce complète et peut-être à une condamnation infamante. On se contenta de lui retirer son ministère, et

on lui donna pour consolation le gouvernement des États romains. Mais, au moment où il allait gagner son nouveau poste, l'empereur découvrit tout le mystère de la négociation Fagan, qu'il avait ignorée jusque-là. Cette fois il n'y tint plus. Fouché, destitué de nouveau, reçut l'ordre de se retirer dans sa sénatorerie d'Aix en Provence, et de restituer tous les papiers de son ministère qui étaient restés entre ses mains. Fouché répondit qu'il les avait brûlés, songea un instant à fuir en Amérique pour se soustraire aux vengeances qu'il redoutait, puis, se ravisant, alla vivre obscurément dans la retraite qui lui avait été assignée.

Napoléon lui donna pour successeur au ministère de la police, Savary, celui qu'il appelait lui-même « un homme d'exécution. » Savary avait, en effet, figuré comme le personnage principal dans les deux épisodes les plus odieux de la vie de l'empereur : l'exécution du duc d'Enghien et l'arrestation de Ferdinand d'Espagne. Cette nouvelle fut accueillie à Paris par une profonde et pénible sensation. Dans ses mémoires, qui sont un chef-d'œuvre de falsification historique, déguisée sous des apparences de bonhomie et de rondeur militaire, Savary décrit lui-même, dans les termes suivants, l'effet produit sur le public par sa nomination : « J'inspirais de la frayeur à tout le monde ; chacun faisait ses paquets ; on n'entendait parler que d'exils et d'emprisonnements et pis encore ; enfin, je crois que la nouvelle d'une peste sur quelque point de la côte n'aurait pas plus effrayé que ma nomination au ministère de la police[1]. »

1. *Mémoires* du duc de Rovigo, tome IV.

Il est impossible de rendre plus exactement l'impression universelle. L'avénement de Savary au ministère de la police eut pour résultat de rendre Fouché presque populaire. On savait que Fouché, cruel par peur comme tant d'autres à l'époque de la terreur, était plutôt humain par tempérament. On n'ignorait pas qu'en beaucoup d'occasions il avait adouci dans l'exécution des ordres trop rigoureux; qu'il avait, par d'habiles temporisations, épargné à Napoléon bien des cruautés inutiles. Enfin, on trouvait jusque dans son scepticisme cynique et railleur, dans sa longue expérience des choses et des hommes, dans ses vieux instincts de révolutionnaire frondeur et blasé, la garantie d'une certaine indépendance d'esprit. On sentait qu'il jugeait son maître; que Napoléon ne serait jamais pour lui une religion comme pour ceux qu'on nommait alors les « mameluks »; qu'il était capable de lui résister dans une certaine mesure et, au besoin, de le mystifier, qu'il ne se résignerait jamais à n'être qu'un instrument passif et aveugle. Savary, au contraire, était l'homme de la consigne et de l'obéissance absolue. Il se vantait volontiers d'un dévouement sans bornes. La crainte qu'il inspirait était aussi illimitée que son dévouement.

Les rapports de l'empereur avec son frère ne s'étaient pas améliorés depuis que Louis était rentré dans sa capitale. Il est facile de concevoir avec quels sentiments ce pauvre roi était revenu parmi ses sujets après un voyage qui leur avait coûté deux provinces, l'occupation étrangère et les intolérables vexations de notre système douanier, sans parler

des autres conditions d'un traité désastreux. La soumission de Louis ne pouvait avoir aux yeux des Hollandais, comme aux siens propres, qu'une seule excuse, l'espoir qu'il rachèterait l'excès de son humiliation par l'importance de ses services. On ne pouvait lui pardonner qu'à une seule condition, c'est qu'il s'efforcerait de tout son pouvoir d'adoucir les rigueurs du pacte qu'il s'était vu contraint de signer pour leur conserver un reste d'existence nationale. Au reste, toutes les difficultés anciennes restaient, mais aggravées par des complications nouvelles résultant de l'occupation militaire et douanière.

Le roi Louis donna pleine satisfaction à son frère en ce qui concernait la noblesse et les maréchaux; mais tout en faisant de son mieux pour relever la marine, il ne put, avec ses finances ruinées, que rester au-dessous des exigences du traité. C'était là, suivant lui, une entreprise qui demandait du temps. Il ne refusa pas de porter son armée à l'effectif convenu, mais il entendit que ce fût défalcation faite des troupes qu'il entretenait en Espagne pour le compte de l'empereur. Il consentit à livrer les bâtiments américains, mais non les bâtiments hollandais qui avaient emprunté le pavillon des États-Unis. Il ne s'opposa pas à l'établissement de notre ligne douanière sur les côtes de la Hollande; mais lorsque les agents français, pénétrant dans tous les petits golfes que la mer a creusés à l'intérieur du pays, s'arrogèrent un droit d'inspection sur tous les produits de la Hollande elle-même, lorsqu'ils ajoutèrent ainsi les vexations de l'octroi à celles des douanes, lorsqu'ils

instituèrent des commissions pour juger les délinquants, le roi protesta contre cette usurpation de ses droits et fit mettre en liberté tous les individus arrêtés. Plus les prérogatives qu'on lui avait laissées étaient restreintes, plus il entendait les faire respecter. Il ne pouvait songer sans doute à manifester son ressentiment contre l'Empereur; mais il pensait que son droit de souverain allait peut-être jusqu'à lui permettre de s'abstenir de tout témoignage d'empressement. Il reçut donc avec une froideur marquée le chargé d'affaires de France, Sérurier. Il ne prétendait nullement garder des ministres qui avaient déplu à l'Empereur; mais après les avoir destitués, il estimait qu'il avait bien le droit de leur écrire un mot de consolation, ce qu'il fit pour Mollerus. Enfin, il osa également user de ses privilèges de roi en destituant le bourgmestre d'Amsterdam, qui s'était opposé à ce qu'on fortifiât la ville.

En tout cela, le roi Louis se trompait: son pouvoir n'allait pas jusque-là, tant était étrange cette royauté qu'on lui avait faite. Les lettres de l'Empereur devinrent de plus en plus impérieuses et menaçantes: « Le sort en est jeté, lui écrivait Napoléon à la date du 20 mai 1810, vous êtes incorrigible.... Ce n'est ni des conseils, ni des avis, ni de l'affection qu'il faut vous montrer, mais la menace et la force. Qu'est-ce que ces prières et ces jeûnes mystérieux que vous avez ordonnés? *Louis, vous ne voulez pas régner longtemps;* toutes vos actions décèlent mieux que vos lettres intimes les sentiments de votre âme. Écoutez un homme qui en sait plus long que vous. Revenez de votre fausse route; soyez Français de cœur, ou

votre peuple vous chassera et vous sortirez de Hollande l'objet de la pitié et de la risée des Hollandais. C'est avec de la raison et la politique que l'on gouverne les États, *et non avec une lymphe âcre et viciée*[1]. »

Cette allusion cruelle aux infirmités d'un frère annonçait assez qu'on était résolu à ne plus garder envers lui aucun ménagement. Deux jours après, le 23 mai 1810, Napoléon apprenait que Louis, dans une audience diplomatique, avait passé devant le chargé d'affaires Sérurier sans lui adresser la parole, et qu'un cocher à la livrée de l'ambassade avait été battu dans une rixe. Il lui écrivit une seconde fois en l'accablant des plus sanglants reproches. Sa lettre se terminait par ces paroles insultantes : « Ne m'écrivez plus de vos phrases ordinaires. Voilà trois ans que vous me les répétez, et chaque jour en prouve la fausseté. C'est la dernière lettre que de ma vie je vous écris[2]. »

1. Cette lettre n'a pas été reproduite par la *Correspondance* de Napoléon.

2. Cette lettre, d'une authenticité incontestée comme toutes celles que j'ai citées plus haut, manque également dans la *Correspondance*. Des lacunes aussi nombreuses et aussi graves disent suffisamment dans quel esprit de partialité et d'apologie à outrance a été formé ce recueil. Il n'en est pas moins précieux pour l'histoire, parce que ses auteurs, tout en supprimant ou en mutilant beaucoup de pièces importantes, n'ont pas toujours compris le sens et la portée de celles qu'ils laissaient subsister. Mais en s'astreignant à reproduire exclusivement les pièces que l'empereur lui-même aurait consenti à publier, selon la consigne singulière qui leur a été imposée par le prince Jérôme Napoléon, leur président, les éditeurs de la *Correspondance* auraient pu tout au moins se dispenser d'y ajouter des documents manifestement faux et fabriqués à Sainte-Hélène pour les besoins de la cause. J'ai déjà fait justice, dans un précédent

Après de pareils traitements, l'illusion n'était plus possible, et les derniers doutes du roi Louis se

volume, d'une prétendue lettre de Napoléon à Murat, censée écrite le 29 mars 1808, lettre dont l'authenticité est absolument insoutenable et qui, pendant cinquante ans, a trompé l'histoire. Les éditeurs de la *Correspondance* ont reproduit, en l'empruntant à la même source, c'est-à-dire au *Mémorial* de Las Cases, une autre lettre, qui fait encore moins honneur, si c'est possible, à leur scrupules et à leur sens critique. Cette lettre, que Las Cases publie dans le *Mémorial* comme lui ayant été communiquée par le prisonnier de Sainte-Hélène, est censée avoir été adressée au roi Louis par l'empereur, à la date du 3 avril 1808. Elle offre tous les caractères d'une falsification historique et ne supporte pas un instant l'examen. Non-seulement elle est datée du château de Marrac, où l'empereur n'arriva que quinze jours plus tard, et n'a laissé aucune trace aux archives, chose remarquable pour un document d'une longueu aussi démesurée, mais elle forme un tel contraste de ton et de style avec toutes les autres lettres que Napoléon écrivit alors à son frère Louis, qu'il suffit de la lire à la suite de ces dernières pour être aussitôt averti qu'on est en présence d'un document apocryphe. C'est, à propos d'un petit fait de contrebande, une interminable et verbeuse apologie du système continental et des bonnes intentions de l'empereur. Lui qui n'avait jamais pour son frère que de dures paroles et de sévères conseils, il lui parle avec complaisance « de la bonté de son cœur, de la simplicité de ses manières, de la douceur de son caractère, de l'amour que les Hollandais ont pour lui »; il se pique de bienveillance et d'impartialité même à l'égard de l'Angleterre : « Chaque jour je sens que la paix devient plus nécessaire (c'était le moment où il préparait le guet-apens de Bayonne !); je n'ai contre l'Angleterre ni prévention passionnée ni haine invincible... que l'Angleterre soit riche et prospère, peu m'importe, pourvu que la France et ses alliés le soient comme elle. » Au lieu d'employer avec son frère la forme directe, comme dans ses autres lettres, il lui donne le titre de « Votre Majesté », ce qu'il ne faisait jamais que pour les communications ostensibles. Enfin, autant il est d'ordinaire bref, précis, substantiel, autant ce long plaidoyer en faveur du blocus est vague, diffus et traînant. On voit que, s'il est écrit par le même personnage, c'est à une grande distance des événements, sur des souvenirs à demi effacés, et avec des préoccupations complétement étrangères à celles du moment où l'on suppose qu'il a été rédigé. A ce moment, en effet, Napoléon était avant tout

dissipèrent à la vue du nombre croissant des troupes françaises qui venaient sous ses yeux prendre

occupé des affaires espagnoles, et il venait précisément d'écrire à Louis pour lui offrir le trône d'Espagne; il y avait cinq jours qu'il lui avait fait cette offre (le 27 mars 1808); il attendait impatiemment sa réponse, et n'était certes pas d'humeur à lui adresser ce hors-d'œuvre aussi déclamatoire qu'inutile. A toutes ces présomptions morales de la fausseté de la lettre du 3 avril 1808, j'ajouterai une *preuve de fait* qui démontre jusqu'à l'évidence son défaut d'authenticité. L'Empereur, pour justifier les mesures de blocus, rappelle à son frère que « *toutes les marines* de l'Europe ont été détruites » par l'Angleterre, et il ajoute ; « La Russie, la SUÈDE, la France, l'Espagne, qui ont tant de moyens d'avoir des vaisseaux et des matelots, n'osent hasarder une escadre hors de leurs rades. » N'est-il pas étrange que Napoléon ignore à ce point que la *Suède*, bien loin d'être unie alors à notre système, était en guerre avec nous, ainsi qu'avec la Russie, que Bernadotte marchait contre elle avec une armée; que l'Angleterre, bien loin de détruire sa marine, lui servait un subside de trente millions? On avait oublié à Sainte-Hélène que la Suède ne fit sa paix avec nous que près de deux ans plus tard. Aussi écrivait-on encore dans la même lettre, et par suite de la même méprise, que le Portugal allait être soumis et que, par suite de cette soumission, « le *littoral entier* de l'Europe serait fermé aux Anglais, à l'exception de celui de la *Turquie* », second oubli au sujet de la Suède, non moins inexplicable que le premier, si l'on admet l'authenticité de la lettre. Mais autant on comprend l'erreur de Napoléon travaillant loin des sources d'information à réhabiliter son règne et à altérer des faits accablants pour sa mémoire, autant l'on conçoit peu de pareilles distractions chez des hommes qui se sont donné pour mission d'éclairer l'histoire. Les éditeurs de la *Correspondance de Napoléon* auraient pu élever un monument à la vérité : ils n'ont fait trop souvent qu'une œuvre de parti. Et, chose assez curieuse, en suivant avec docilité le programme que leur traçait le prince Jérôme, ils ne faisaient que réaliser une pensée de Napoléon. Celui qui écrit ces lignes a eu sous les yeux un commencement de transcription de la *Correspondance* corrigée par Bourrienne sur les ordres de l'empereur, et d'où l'on avait effacé avec soin tous les passages scabreux ou gênants. Ce travail, qui ne fut conduit que jusque vers le milieu de la campagne d'Italie, laissait bien loin derrière lui les timides altérations des éditeurs de la *Correspondance*. Il eût rendu inutiles tous les mensonges de Ste-Hélène.

possession de son royaume. Aux termes du traité, leur nombre ne devait pas dépasser six mille hommes ; il s'élevait déjà à plus de vingt mille. Au lieu de se borner à garder les côtes comme on en était convenu, elles s'emparaient successivement de toutes les villes, et le cercle qu'elles traçaient autour d'Amsterdam allait se rétrécissant chaque jour. A plusieurs reprises, raconte le roi Louis, le général qui les commandait s'efforça de l'attirer à une entrevue entre Amsterdam et Utrecht, il déclina prudemment cette proposition.

Bientôt les troupes se rapprochèrent de la capitale. Le roi demanda des explications au chargé d'affaires de France, qui lui répondit en déclarant dans une note *officielle* « que sur les bruits qui étaient venus à S. M. l'Empereur et Roi qu'on lui attribuait le dessein de vouloir mettre garnison dans Amsterdam, Sa Majesté l'avait chargé de désavouer ce dessein et de déclarer qu'elle ne songeait point à occuper cette capitale[1]. » Cet ordre fut donné cependant très-peu de jours après par Napoléon, aussitôt qu'il eut la certitude que la capitale n'aurait pas le temps de se mettre en défense[2]. Oudinot devait alléguer « l'outrage fait à nos aigles à Harlem » et Sérurier devait « insinuer que le seul moyen de se tirer d'embarras était de recevoir les troupes françaises en triomphe à Amsterdam. » D'après une autre lettre de Napoléon lui-même[3], l'outrage fait à ses

1. Note de Sérurier, adressée à Rœll, ministre des affaires étrangères, en date du 16 juin 1810.

2. Napoléon à Champagny et à Clarke, 24 juin 1810.

3. A Champagny, 27 juin.

aigles se réduisait « au refus de laisser passer ses *patrouilles.* » Mais au point où il en était arrivé, tout prétexte lui était bon pour en finir. En présence du danger qui le menaçait, Louis rassembla une dernière fois ses conseillers ; il leur proposa de défendre Amsterdam jusqu'à la dernière extrémité, de rompre les digues et d'appeler toute la nation aux armes. Ils lui firent de respectueuses représentations sur l'inutilité d'une telle défense et les malheurs qu'elle attirerait sur leur pays.

La Hollande était trop opprimée et trop ruinée pour avoir encore l'énergie qu'eût réclamée une telle lutte. Le roi Louis, découragé et désabusé, prit alors le parti d'abdiquer en faveur de son fils aîné. Il rédigea en forme d'adieu un message justificatif qu'il adressa au Corps législatif hollandais. On y lisait ce passage touchant : « Peut-être suis-je seul un obstacle à la réconciliation de ce pays avec la France. S'il en était ainsi, je pourrais trouver quelque consolation à traîner un reste de vie errante et languissante loin des premiers objets de mes affections.... Quant à vous, messieurs, je serais bien malheureux si je pouvais penser que vous ne rendissiez pas justice à mes intentions. Puisse la fin de ma carrière prouver à la nation et à vous que je ne vous ai jamais trompés ; que je n'ai eu qu'un but, celui de l'intérêt du pays, et que les fautes que je puis avoir commises tiennent uniquement à mon zèle, qui me faisait désirer, non pas le bien, mais le mieux possible malgré la difficulté des circonstances ! »

Ce message rédigé, le roi Louis, accompagné de

quelques serviteurs restés fidèles à son infortune, s'enfuit dans le plus grand secret et traversa non sans peine nos cantonnements, abandonnant son royaume comme on s'évade d'une prison. Les peuples sont en général bons juges des qualités de leur souverain, à plus forte raison s'il est un étranger. Le roi Louis a laissé en Hollande la mémoire d'un honnête homme et d'un cœur bienfaisant. On doit lui tenir d'autant plus compte de ces vertus, qu'il leur a dû tous ses malheurs.

Parti de Harlem dans la nuit du 1er juillet 1810, il ne s'arrêta qu'aux bains de Tœplitz, en Bohême, où il arriva le 9. Pendant près d'un mois, Napoléon ignora comme toute l'Europe, ce que le malheureux roi en rupture de ban était devenu. Cette disparition, qui autorisait toutes les conjectures, augmenta encore le triste effet d'une fuite si accusatrice pour l'Empereur. Cet éclat déjouait tous ses plans. Il s'était flatté de mener jusqu'au bout l'entreprise sans bruit et sans esclandre, d'étouffer doucement les protestations de Louis entre les quatre murs de quelque résidence magnifique et solitaire. Aussi parut-il comme *atterré*, si l'on en croit le témoignage de Savary, lorsqu'il apprit cette nouvelle. Le masque de sagesse et de modération qu'il avait pris en épousant Marie-Louise tombait brusquement, et l'on voyait reparaître l'homme violent, l'usurpateur, l'oppresseur des droits de sa propre famille. Par une coïncidence des plus fâcheuses pour lui, un autre de ses frères, Lucien, qui avait vécu jusque-là dans les États romains, ne s'y jugeant plus en sûreté depuis qu'ils étaient réunis à l'empire, s'enfuyait par mer dans ce

moment même, préférant devenir le prisonnier des Anglais plutôt que de vivre le sujet de Napoléon. Joseph lui-même, malgré tout son goût pour les honneurs de la royauté, paraissait à la veille d'en faire autant : « Si les dispositions dont je suis menacé ont lieu, écrivait-il à Napoléon, le 8 août 1810, je n'aurais plus d'autre parti que celui de me rendre en France.... pour recouvrer dans l'obscurité des affections et un calme que le trône m'a fait perdre sans m'avoir rien donné en échange, puisque l'Espagne n'est pour moi qu'un lieu de supplice. » Que Fouché parcourût l'Italie en fugitif pour se dérober aux vengeances de l'Empereur, que le général Sarrazin s'enfuît de Boulogne à la même époque, sur une barque de pêcheur, avec la certitude de tomber dans les mains des Anglais, on pouvait jusqu'à un certain point se l'expliquer; mais combien ne fallait-il pas que cette domination fût pesante pour paraître insupportable même à des frères, si intéressés à la soutenir?

L'Europe apprit par un simple décret impérial, inséré au *Moniteur* et daté du 9 juillet 1810, que la Hollande faisait désormais partie du territoire de l'Empire. Le prétexte invoqué à l'appui de cet acte exorbitant était la nécessité de fermer ce pays aux Anglais et de rendre plus efficaces les mesures du blocus continental. Mais comment ne pas voir que de tels motifs pouvaient se retourner contre tous les États européens, et que tous devaient se sentir également menacés dans leur existence? Depuis six mois la Hollande était le second pays dont Napoléon s'emparait par un décret souverain de sa volonté et sans

se croire obligé d'en rendre compte à personne. Les États romains avaient été réunis au mois de décembre précédent. Il se contenta, pour toute notification aux puissances étrangères, de faire dire à la Russie qu'il n'y avait là qu'un simple changement de personnes puisque, de fait, il était depuis longtemps le maître de la Hollande. Tant qu'il lui convenait de maintenir dans les pays conquis, comme à Naples, en Westphalie, en Espagne, une ombre de gouvernement, il soutenait que ces États restaient indépendants. Le jour où il lui plaisait de s'en emparer, il démontrait non moins péremptoirement que cette indépendance n'avait jamais été qu'un mot, sans se soucier autrement d'une contradiction aussi flagrante. Du reste, même avec ses parents, qu'il ne pouvait pas espérer tromper, il rejeta toute la responsabilité de ce malheureux événement sur l'état de maladie de son frère Louis : « Toute sa conduite, écrivait-il le 20 juillet à sa mère et à Jérôme, est inexplicable et ne peut être attribuée qu'à son état de maladie. » Bien des années après, dans ses confidences de Sainte-Hélène, il imputait encore ce qu'il appelait les travers de Louis au cruel état de sa santé, et gémissant sur l'obstination qui l'avait poussé à s'enfuir du trône et à prendre un esclandre pour la gloire, il ajoutait : « Que me restait-il à faire? Fallait-il laisser la Hollande à nos ennemis? Fallait-il nommer un nouveau roi[1] ? »

Il résulterait de ces plaintes rétrospectives que c'est bien à contre-cœur que Napoléon se vit forcé

1. *Mémorial* de Las Cases.

de réunir la Hollande. Le récit des faits a montré ce que l'on doit penser de cette prétendue contrainte. Napoléon envoya en Hollande, pour y représenter son gouvernement, l'ancien consul Lebrun, devenu l'*architrésorier* impérial, dénomination byzantine qui était une définition suffisante du personnage et des services qu'on attendait de lui. Le prince Lebrun avait toutes les qualités d'un excellent préfet; il n'en fallait pas plus pour régner sur la Hollande. Les Hollandais ne restèrent pas longtemps dans le doute sur la nature des reproches que Napoléon adressait à l'administration de son frère. Le premier bienfait que leur apporta le représentant de l'empereur fut une banqueroute des trois quarts de la dette publique, banqueroute mensongèrement déguisée sous le nom de réduction au tiers, puisque on ne servit plus aux créanciers de l'État que vingt millions au lieu de quatre-vingts. C'était là ce que dans ses lettres à Lebrun Napoléon appelait « les économies qui devaient résulter de la réunion ». D'après son évaluation, cette réduction de la dette publique était une première économie. Et il ajoutait : « le Corps législatif sera un autre objet d'économie; les relations extérieures seront un objet d'économie; le Conseil d'État sera un objet d'économie, la liste civile, etc., encore un objet d'économie[1]. » Toutes ces économies qu'allait faire la Hollande se résumaient en une seule : c'était l'économie de sa liberté et de son indépendance nationale. Rien de moins dispendieux en effet que la servitude, mais aussi rien de

1. Napoléon au prince Lebrun, 23 juillet 1810.

plus improductif, de plus stérile, de plus ruineux, et si on eût consulté les Hollandais, ils eussent répondu dès lors que ces économies leur coûtaient trop cher; elles leur coûtaient leur patrie!

# CHAPITRE VI.

SESSIONS LÉGISLATIVES DE 1809 ET 1810. — CRÉATION DU DOMAINE EXTRAORDINAIRE. — LES PRISONS D'ÉTAT. — SAISIE DU LIVRE : DE L'ALLEMAGNE, DE Mme DE STAËL. — LES PRIX DÉCENNAUX (DÉCEMBRE 1809. — OCTOBRE 1810).

Le Corps législatif était arrivé, à cette époque, à remplir presque parfaitement le rôle que Napoléon lui avait de tout temps assigné dans sa pensée. Il faisait si peu parler de lui qu'on savait à peine s'il existait encore, et l'année 1809, presque tout entière, s'était écoulée sans qu'on s'aperçût que le corps qui représentait la nation n'avait pas tenu sa session habituelle. Cette assemblée ne pouvait mieux prouver combien elle s'était pénétrée de l'esprit qui avaient présidé à sa dernière transformation; mais, par un malheur qui semblait attaché à son existence même, sa docilité, son insignifiance actuelle ne la servaient pas mieux que ses anciennes ambitions. On ne disait plus qu'elle était dangereuse, on disait qu'elle était inutile. Il n'était plus question du Corps législatif devant l'Empereur sans qu'il se récriât sur le non

sens d'une pareille institution. Toutes les lois les plus importantes paraissaient, en effet, sous forme de décrets ou de sénatus-consultes; le plus souvent le Corps législatif n'était pas même appelé à les ratifier. On ne lui laissait pour toute occupation que la révision du Code élaboré au conseil d'État, et les lois d'intérêt local; encore se plaignait-on amèrement du retard que subissaient ces lois, comme si elles avaient pu être votées par un Corps législatif absent. D'ordinaire, l'Assemblée votait sans discussion aucune les projets présentés par le gouvernement. Le compte rendu officiel des deux sessions de 1809 et 1810 n'équivaut pas à un vingtième d'une seule de nos sessions actuelles, et cependant la moitié au moins de ces courtes séances est consacrée à l'analyse des ouvrages dont les écrivains du temps faisaient hommage au Corps législatif, dans le but évident d'occuper ses loisirs.

A défaut d'autre tort, le Corps législatif avait celui de rappeler, par son nom même, que la France avait possédé autrefois une représentation nationale. C'était assez pour sa condamnation, et on le traitait dès-lors avec un dédain qui annonçait la suppression prochaine et définitive de cette importune superfétation. La session s'ouvrit le 3 décembre 1809. Un cinquième des députés dont le mandat expirait, devait être réélu le 31 décembre; un sénatus-consulte vint les dispenser de cette inutile cérémonie, et décida que ces députés resteraient en fonction, non-seulement jusqu'à la fin de la session de 1809, mais aussi pendant celle de 1810. De nouveaux départements avaient été réunis à l'empire; ils avaient des dépu-

tés à nommer, un autre sénatus-consulte leur épargna à la fois les fatigues électorales et l'embarras du choix, en statuant que ces députés seraient nommés par le Sénat. Ce n'était pas tout. La session de 1809, quelque courte qu'elle fût, devait nécessairement, par suite même du retard qu'on lui avait fait subir, se prolonger jusque dans le premier mois de 1810; à quoi bon dès-lors faire une nouvelle convocation, et un nouveau discours d'ouverture pour l'année 1810? C'étaient là bien des complications pour si peu de chose! On décida que la session de 1810 suivrait immédiatement celle de 1809, et ne ferait qu'un avec elle sans tout ce vain appareil qui donnait au public de fausses idées sur l'importance de ce corps. Enfin, comme pour compléter aux yeux de la France l'avilissement de cette malheureuse assemblée, la présidence en étant devenue vacante par la démission de Fontanes qui venait d'être nommé grand-maître de l'Université, l'Empereur lui donna pour président son grand chambellan Montesquiou. La représentation nationale se trouva ainsi associée au service du Palais en la personne de celui qui avait pour mission de faire respecter ses droits.

Les travaux de cette double session de 1809-1810 auraient, d'ailleurs, pu honorer les derniers jours du Corps législatif, s'ils avaient été autre chose qu'un enregistrement pur et simple des volontés impériales. Mais une longue et cruelle expérience avait convaincu les députés que toute velléité de critique ou de réforme à l'égard des projets du gouvernement, les plus étrangers à la politique, n'avait d'autre résultat que d'irriter le maître, et de faire faire par

des décrets ce qui aurait dû être décidé par une loi. On se bornait donc à une fastidieuse et invariable approbation des mesures les plus contraires à tous les principes. C'est ainsi que l'Empereur ayant, de son autorité privée, fait vendre les canaux qui étaient la propriété de l'État, sous prétexte d'affecter le produit de cette vente à l'achèvement des nouveaux travaux de canalisation, et le Corps législatif hésitant à approuver cette aliénation illégale d'une portion si précieuse du domaine de l'État, Napoléon avait passé outre au moyen de simples décrets (à la date des 17 mai et 10 août 1809). Le Corps législatif dut en prendre son parti et convertir en loi une mesure qu'il considérait, à bon droit, comme une spoliation du domaine public.

La discussion sommaire du Code pénal, qui fut adopté en bloc et presque sans débats préalables dans le cours de la session de 1810, offrit un exemple encore plus frappant de cette résignation forcée. Tous les criminalistes du temps repoussaient comme inique et immorale la peine de la confiscation, non-seulement parce qu'elle faisait retomber sur les enfants le crime du père, mais parce qu'elle intéressait en quelque sorte le pouvoir à trouver des coupables, tentation toujours dangereuse quand le pouvoir est représenté par un homme. Napoléon lui-même, en restituant à beaucoup d'émigrés les biens qui leur avaient été confisqués par la Révolution, s'était associé au sentiment de réprobation qui avait suivi l'abus qu'on avait fait alors de cette pénalité. Mais comme il ne l'avait réprouvée que pour gagner des partisans, il était parfaitement conséquent avec

lui-même en voulant la maintenir pour effrayer ses ennemis. Il déclara hautement au sein du conseil d'État[1] qu'il ne se dessaisirait jamais d'une arme aussi redoutée ; les légistes du conseil s'inclinèrent, comme toujours, devant sa volonté. S'il y avait eu encore au sein du Corps législatif une ombre d'indépendance et de dignité, c'est en cette circonstance qu'il l'aurait montrée, car l'opinion des hommes éclairés était unanime pour flétrir la peine de la confiscation. Elle était déshonorée à ce point, qu'on en était venu à voir des criminels, non pas dans ceux que la loi frappait, mais dans les juges qui l'appliquaient. Au point de vue philosophique et social, il y avait là tout au moins un sujet de discussion de l'intérêt le plus élevé.

Le projet fut présenté par Treilhard, qui réfuta en quelques paroles dédaigneuses les objections qu'on élevait contre la confiscation : « On objecte, dit-il, que la peine de la confiscation réfléchit sur des enfants qui peuvent n'être pas complices du crime de leur père. *Mais qui donc souffrira pour les fautes du père, si ce ne sont les enfants?* » En vertu d'une pareille déduction, on pouvait tout aussi équitablement les faire participer à la peine de mort. Quelques jours après, le rapporteur de la commission législative, Daubersaert, déclara à son tour que la confiscation était une peine excellente, d'une efficacité infaillible : « L'ambitieux, dit-il, ne pense pas seulement à son élévation personnelle, il croit travailler pour sa postérité ; c'est pour sa famille qu'il s'expose. La

1. Séance du 21 janvier 1809.

crainte de réduire ses enfants à l'indigence sera un moyen plus efficace que la mort même pour détourner son bras parricide[1]. » Aucune voix ne s'éleva dans l'Assemblée pour combattre ces singulières théories, et bien que le sentiment général fut très-opposé au maintien de cette peine, la confiscation resta inscrite dans nos lois pénales. Le projet présenté par Treilhard, et comprenant tout un livre du Code, fut adopté silencieusement à la suite d'un rapport de quelques pages par deux cent vingt-cinq voix contre trente-cinq, et pas une protestation, pas une réflexion, pas un mot, n'apprirent au monde que, dans cette occasion comme dans beaucoup d'autres, c'était la volonté d'un seul homme qui venait de prévaloir contre le sentiment de toute une nation.

Mais pourquoi s'étonner de ce mutisme sur une question si inoffensive en apparence? Effacer la confiscation de nos codes, n'était-ce pas la condamner au dehors comme au dedans, et que devenait le système financier de l'empire sans la ressource des confiscations dans les pays conquis? Il n'est pas question ici des énormes contributions que Napoléon levait sur les nations vaincues; mais en dehors de ces tributs qui, selon son expression, devaient nourrir la guerre, et qui équilibraient ses budgets, que de richesses qui ne provenaient que des confiscations! domaines princiers saisis en tous pays pour faire retour à la couronne impériale ou servir de do-

1. *Archives parlementaires*, publiées par Mavidal et Laurent. — Séance du 2 février 1810.

2. *Ibid.* Séance du 12 février 1810.

tation à ses généraux, séquestration des biens des grands d'Espagne, vente des laines espagnoles, saisie des marchandises anglaises, saisie des bâtiments américains, saisie des biens du clergé italien, autant de confiscations dont on ne rendait compte à personne! Toutes ces mesures, dites d'exception, étaient devenues d'un usage constant et régulier; elles donnaient des recettes sur lesquelles on s'était habitué à compter, et comment ne pas y voir une confiscation permanente et universelle?

Le Corps législatif eût été d'autant plus mal venu à repousser la confiscation, que l'Empereur venait justement de présenter à l'approbation du Sénat une loi dont le principal but était de donner, sous le nom de *domaine extraordinaire*, une sorte de consécration légale à cette source impure de revenus. Jusque là l'Empereur s'était attribué à lui-même, d'abord sous la dénomination de *recettes extérieures*, et plus tard sous celle de *trésor de l'armée*, la libre disposition de tous les profits de la victoire. Il s'était considéré comme le propriétaire légitime et le dispensateur souverain des biens conquis avec le sang de nos soldats; il en avait disposé à sa guise, sans souffrir que personne fût appelé à en contrôler l'emploi, ou osât contester le droit qu'il lui plaisait de s'attribuer. Ce n'était pas là la moins exorbitante de ses usurpations; mais enfin, il était peut-être bon pour la moralité publique que la nation parût ignorer les exactions qu'elle ne pouvait empêcher, et que lui seul fût responsable des iniquités qu'il avait seul commises. Aujourd'hui la possession de fait ne lui suffisait plus, il exigea qu'elle lui fût conférée par

une loi ; il voulut que, par un acte solennel, la nation toute entière fût associée à la responsabilité sans être appelée au partage, qui resta exclusivement à sa discrétion.

La création du domaine extraordinaire faisait partie de tout un ensemble de dispositions, qui allaient avoir pour effet d'accroître dans des proportions inouïes la fortune publique et privée de l'Empereur. Le projet, présenté au Sénat le 20 janvier 1810, et voté par lui le 30, sans discussion, comprenait, outre le domaine extraordinaire, la dotation de la couronne, le domaine privé, l'apanage et la dotation des princes et princesses. Héritière d'un état de choses mal défini où le domaine de la couronne absorbait le plus souvent le domaine de l'État, la Constituante avait, en 1791, rendu selon les vrais principes les biens de la couronne au domaine national, en décidant que le prince n'en aurait que la jouissance et qu'il ne posséderait en toute propriété qu'une liste civile en argent. Elle n'avait pas voulu que le souverain eût un intérêt distinct de celui de l'État. L'Empire, en 1804, avait adopté purement et simplement la loi de 1791. Nul n'aurait osé proposer alors qu'on attribuât à l'Empereur au delà de sa liste civile et de l'usufruit des anciens domaines de la couronne.

Depuis lors, l'Empereur s'était emparé, dans les pays conquis, d'une quantité de palais et de domaines appartenant aux anciens souverains. Le sénatus-consulte réunissait toutes ces acquisitions au domaine de la couronne. Tout en proclamant l'inaliénalibité de ce domaine, il en faisait une propriété distincte de celui de l'État, qui perdait le droit d'en

disposer. L'Empereur, outre sa liste civile et la jouissance du domaine de la couronne, devait posséder un domaine privé provenant soit d'acquisitions, soit de successions ou de donations à lui attribuées, soit enfin des biens meubles de la couronne au delà de trente millions. Il pouvait en disposer à volonté, « sans être lié, disait le sénatus-consulte, par aucune des dispositions du Code. » Il n'était que trop facile d'imaginer la tentation constante, qui devait accroître le domaine privé aux dépens de celui de la couronne et de celui de l'État : « Mais quoi ! répondait Regnault de Saint-Jean d'Angély dans son exposé des motifs, si l'Empereur regrettait le plaisir attaché à la possession d'une propriété privée, voulait-on qu'il pût envier quelque chose à ses sujets ? Et si ce sentiment, ou si l'on veut cette faiblesse, trouvait accès dans le cœur du monarque, serait-elle juste, la loi qui le placerait entre le sacrifice de ses goûts et le sacrifice de ses devoirs[1] ? »

Excellent moyen assurément de prévenir toute faiblesse de la part du prince que d'autoriser sa faiblesse par une loi ! Au reste, ajoutait Regnault, c'était là chez l'Empereur un acte bien désintéressé ; il n'avait pensé en cela qu'à sa postérité (qui n'existait encore qu'à l'état de projet) ; « et ses regards, qui embrassaient le monde, ne s'étaient jamais arrêtés sur les charmes attachés à la propriété individuelle. Sa Majesté en a sans doute remarqué des exemples et conçu la possibilité, mais elle n'en a pas, je crois, connu le sentiment. » Le sénatus-consulte que présentait Regnault et qui mettait dans les mains d'un seul homme

1. *Archives parlementaires* : séance du 20 janvier 1810.

les richesses de plusieurs nations, ne semblait pas en parfait accord avec cette délicate flatterie. La création du domaine extraordinaire était justifiée par des considérations encore moins sérieuses. L'orateur reconnaissait qu'à toutes les époques et chez tous les peuples, le produit des conquêtes avait été réuni au domaine de la couronne, c'est-à-dire en définitive au domaine de l'État. L'Empereur dérogeait à cet antique usage; mais on lui en faisait un titre de gloire, car, disait Regnault, « l'Empereur trouvait suffisante la dotation de la couronne, » et s'il retenait ces biens c'était seulement pour s'en faire l'administrateur et le dispensateur, c'était pour les distribuer à ses compagnons d'armes: « La *Providence française* avait pourvu ainsi aux besoins de l'armée, elle avait pu encore faire de riches réserves et conserver de vastes domaines dans le pays où nos aigles avaient été plantées.... Enfin, *elle avait fait du laurier un arbre fécond dont les fruits ont nourri les braves que ses branches avaient couronnés*[1]. »

On n'aurait pas la vraie couleur des événements, si l'on ne voyait, par quelques citations de l'éloquence du temps, à quel langage à la fois grotesque et dégradant le despotisme a pu faire descendre des hommes qui comptaient encore parmi les meilleurs et les plus éclairés de leur génération. Regnault insistait surtout sur la nécessité « d'intéresser chaque soldat à la conservation du bien de tous en assurant la part de l'armée dans les fruits de ses victoires. » Le domaine extraordinaire avait été en effet affecté en partie

1. *Archives parlementaires :* séance du Sénat du 20 janvier 1810

à cette destination, et cette mesure n'avait pas contribué à relever le moral de notre armée. Malgré le fonds admirable de générosité et de désintéressement qu'elle avait gardé des premières guerres de la Révolution, elle avait présenté en plus d'une circonstance le spectacle d'une armée qui se bat pour le butin. Mais c'était surtout le caractère des chefs qui avait souffert de cette contagion des fortunes mal acquises, et Napoléon, qui s'applaudissait aujourd'hui de cette espèce de corruption où il avait trouvé le gage de leur docilité, devait un jour se repentir amèrement de leur avoir créé, en les enrichissant, un intérêt distinct du sien. Un jour vint en effet où il s'écria avec découragement : « Ils ne veulent plus se battre, je les ai faits trop riches ! » Et de quel droit leur eût-il interdit un égoïsme qu'il avait encouragé à la fois et par ses excitations et par son exemple? Berthier, à lui seul, avait en dotation un revenu de 1,350,800 francs, Davout un revenu de 910,000 francs, Ney de 728,000 francs, Soult de 305,000 francs, Masséna de 500,000 francs, etc.

Cependant le domaine extraordinaire était bien loin d'avoir été affecté tout entier aux dotations de l'armée. Il comprenait également des dotations civiles destinées à entretenir le zèle des hauts fonctionnaires, ou à récompenser le dévouement de certains personnages privilégiés, dont plusieurs appartenaient à l'ancienne aristocratie. Le montant des dotations, tant civiles que militaires, à la fin de 1810, s'élevait à la somme de 28,327,472 francs, sans préjudice de gratifications qui avaient au moins égalé cette somme. Le domaine extraordinaire avait servi en outre à do-

ter différents établissements publics, à faire élever des monuments et surtout à combler le déficit annuel que la guerre laissait dans nos budgets. Pour faire face à toutes ces dépenses, il avait des biens immobiliers dont le revenu était évalué à environ 40 millions. Quant aux capitaux mobiliers, il résulte d'un compte officiel arrêté le 31 décembre 1810, qu'à cette date le total des fonds entrés dans le domaine extraordinaire, à la suite des trois dernières guerres, était de 754,257,174 francs. Cet état était d'ailleurs très-loin d'être complet, car les sommes qu'on y voit figurer comme représentant la saisie des marchandises anglaises ou les confiscations espagnoles, sont infiniment au-dessous du chiffre réel de ces recettes. Les dépenses étant montées à une somme de 433,030,228 francs, il restait un fonds disponible de 321,226,946 francs.

La plus forte partie de ces dépenses avait été absorbée par la guerre. Il ne se passait pas d'année sans que Napoléon renouvelât en présence du Corps législatif l'engagement de ne pas augmenter l'impôt, et de maintenir le budget au chiffre immuable de 730 millions. Mais, malgré toute son habileté pour faire supporter aux pays étrangers l'entretien de ses troupes, il dépassait, en temps de guerre, d'environ une centaine de millions ses ressources budgétaires, et c'était avec les capitaux de son domaine extraordinaire qu'il réparait la brèche faite à ses finances. Les ministres ne manquaient pas de faire ressortir à cette occasion, que c'était grâce à ses largesses qu'on avait pu parer aux mécomptes du budget, comme si ces fonds avaient été pris sur son patrimoine personnel. Et cependant, lorsqu'il offrait en payement ces con-

tributions frappées sur l'ennemi, n'était-ce pas toujours la nation qui payait avec son sang, au lieu de payer avec son argent?

Cette prétendue fixité du budget n'était d'ailleurs qu'une apparence destinée à tromper le bon public. Il suffit de jeter un regard sur les budgets de cette époque pour s'apercevoir que si l'on a maintenu le chiffre sacramentel de 730 millions, c'est à l'aide d'un artifice fort peu loyal, qui a consisté à porter au compte des départements et des communes, des dépenses qui jusque-là étaient supportées par l'État. Grâce à ce subterfuge, l'impôt général restait ostensiblement le même, mais on augmentait impunément toutes les impositions locales. On mettait à la charge des départements et des communes, non-seulement la portion la plus onéreuse des frais du culte, mais la moitié des traitements des préfets et sous-préfets, l'entretien des maisons de détention, des dépôts de mendicité, des établissements d'enfants trouvés, dépenses qui étaient auparavant couvertes par le budget.

Cette dissimulation coupable, imaginée dans le but de retirer à la nation jusqu'à l'ombre du contrôle qu'on lui avait laissé en matière de finances, avait été opérée par décret[1], comme toutes les mesures qui étaient de nature à exercer une influence active sur la marche des affaires. Ce n'était pas là, de la part du gouvernement, un caprice accidentel, mais un système absolu et invariable. Le Corps législatif faisait encore des lois, mais il obéissait aux décrets qui dominaient la loi elle-même, et qui le dépouillaient de toute

1. A la date du 11 juin 1809.

autorité effective. Si jamais mesure a été considérée de tout temps et dans tout pays comme étant du domaine de la loi, ce sont sans contredit les règlements qui touchent à la liberté individuelle, à la presse, à l'imprimerie et à la librairie. Ces questions furent soustraites au contrôle législatif, avec non moins de sollicitude que la nouvelle répartition budgétaire ou la constitution du domaine extraordinaire, et Napoléon les résolut par des décrets qui organisaient arbitrairement des prisons d'État, une censure, une direction générale de l'imprimerie et de la librairie.

La seule chose dont on puisse s'étonner en ceci, c'est qu'il ait jugé à propos de prendre une peine aussi superflue. Tout ce que ces nouveaux décrets autorisèrent, il le pratiquait depuis longtemps et sans la moindre contestation. Depuis longtemps il faisait arrêter, emprisonner, exiler qui bon lui semblait, supprimer les écrits, expulser les écrivains, interdire les journaux, fermer les imprimeries, sans avoir le moindre compte à rendre à personne. Il est inutile de rappeler ici des faits déjà constatés. On devine assez comment devait se comporter envers des individus obscurs, sans autre défense que leur droit, l'homme qui gardait un pape sous les verrous, qui avait fait chasser de Paris par ses agents de police jusqu'à des femmes, que désignait à sa haine une opinion indépendante unie à la beauté, à l'esprit, au génie. Aujourd'hui ce pouvoir ne lui suffisait plus. Il fallait que ces actes hideux de tyrannie parussent être l'ouvrage, non pas de sa volonté, mais de la loi.

Dès 1809, il avait chargé le conseil d'État de lui préparer un projet de loi sur le rétablissement des

prisons d'État. Ce projet lui fut présenté. Il n'était précédé d'aucun préambule. C'était le fait lui-même dans sa terrible concision, le despotisme sans phrase. L'Empereur recula lui-même devant l'impression qu'un tel document devait produire. Il lui échappa en plein conseil d'État un mot vraiment sublime : « Il me faut, dit-il, deux pages de considérants qui contiennent *des idées libérales !* » Voilà une de ces paroles caractéristiques qui expliquent mieux peut-être qu'aucune de ses victoires la merveilleuse fortune de l'Empereur, et son ascendant si extraordinaire sur le génie français. Oh ! qu'il connaissait bien cette malheureuse nation, toujours dupe des mots et toujours prête pour tous les charlatanismes ! De quels dithyrambes, de quelles imprécations n'avait-on pas fait retentir le monde au sujet de la Bastille et des lettres de cachet ! Que de sang répandu pour la détruire ! Que d'enthousiasme pour ses vainqueurs ! Ce n'était plus l'inoffensive bastille du faible roi Louis XVI qu'on rétablissait aujourd'hui, c'étaient huit bastilles réparties sur toute la surface du territoire, et à la discrétion d'un pouvoir ombrageux et inexorable ; mais on les relevait au nom des idées libérales, et dès lors tout était dit, tout le monde s'inclinait ; on n'entendit pas une protestation, pas un murmure. L'homme qu'on avait porté en triomphe le jour de la prise de la Bastille n'était-il pas aujourd'hui le *sénateur comte* Hullin ? Que demander de plus ? N'était-ce pas là tout le but de la Révolution française ?

Quelque *libéraux* que fussent ces considérants qui formaient le préambule du décret sur les prisons d'État, ils ne pouvaient taire un fait trop connu, c'est

qu'il existait déjà un grand nombre de détenus politiques dans les prisons de l'Empire. Mais ce n'était pas pour aggraver leur sort qu'on leur ouvrait l'asile des prisons d'État, bien loin de là ! le préambule faisait remarquer, au contraire, que si on les livrait à la justice ordinaire, « ils seraient condamnés à des *peines capitales.* » C'était donc pour les soustraire au supplice qu'on évitait de les mettre en jugement. On ajoutait qu'un certain nombre d'autres de ces coupables « n'auraient pu être condamnés par les cours d'assises, quoiqu'elles eussent la *certitude* de leur culpabilité, » ce qui signifiait qu'on manquait de preuves contre eux, mais qu'on voulait cependant les maintenir en prison. Une troisième catégorie concernait les employés de la police à l'étranger, qui avaient manqué à leur devoir, et qu'on ne pouvait « ni élargir ni traduire devant les tribunaux sans compromettre le salut de l'État. » Pour tous ces malheureux mis hors la loi, on voulait instituer « des formes *légales* et *solennelles* » destinées à assurer un examen impartial de leur cause. Ces formes légales et solennelles consistaient tout entières dans la nécessité pour chaque détention « d'une décision du conseil privé rendue sur le rapport du grand juge ou du ministre de la police. » Tous les ans, le tableau des prisonniers d'État devait être mis sous les yeux de l'Empereur, et la détention de chacun d'eux devait être autorisée « dans un nouveau conseil privé. »

Une révision annuelle, faite par un conseil composé des familiers et des serviteurs les plus intimes de l'Empereur, voilà à quoi se réduisaient en définitive les garanties octroyées si solennellement aux prison-

niers d'État. Un seul fait se dégageait de tous ces semblants de procédure, ce fait c'est que l'Empereur avait le droit de jeter et de maintenir en prison, sans jugement, qui bon lui semblait. Le décret ne fut pas moins annoncé comme une faveur insigne; et, pour rendre l'illusion plus complète, on le publia dans le numéro du *Moniteur*, qui contenait les premières félicitations des corps de l'État au sujet du mariage[1]. On en fit une largesse au peuple, et c'est ainsi qu'il fut envisagé. Au reste, ces dispositions dérisoires ne furent jamais observées. Le seul article du décret qui reçut son application, fut l'article 38, qui décidait qu'il y aurait huit prisons d'État et qu'elles seraient établies dans les châteaux de Saumur, de Ham, d'If, de Landskrown, de Pierrechâtel, de Fenestrelle, de Campiano et de Vincennes. Cette nomenclature disait à elle seule qu'on avait étendu le bienfait à toutes les parties anciennes ou nouvelles de l'empire.

Le décret sur la presse, la censure et l'imprimerie suggère les mêmes réflexions que celui sur les prisons d'État. On eût dit que l'arbitraire une fois sanctionné par un décret allait changer de nature et devenir légitime, que les abus de pouvoir érigés en règle paraîtraient plus respectables qu'à l'état d'exception et d'illégalité. La presse avait été jusque-là soumise au bon plaisir de l'Empereur et de sa police; il n'en fut pas autrement sous le régime des nouveaux décrets; mais il semblait que ces abus, décorés désormais d'une apparence de légalité, s'exerceraient en vertu d'une autorité plus haute, tant le respect de la loi

1. *Moniteur* du 5 mars 1810.

s'impose à ceux mêmes qui en font une contrefaçon et un mensonge. L'Empereur était d'ailleurs mécontent de l'usage que Fouché avait fait en mainte occasion de son pouvoir discrétionnaire. Fouché était indulgent par nature; il l'était aussi par prévoyance et par calcul. Bien des fois, pendant les fréquentes absences de l'Empereur, il avait épargné à de malheureux écrivains des mesures impitoyables dont il avait à dessein retardé l'exécution. Il agissait souvent d'après ses propres inspirations et se montrait capable d'y tenir. Aussi Napoléon l'accusait-il assez singulièrement « de n'avoir pas assez de légalité dans la tête », ou de vouloir se faire une popularité à ses dépens. Ce qui est certain, c'est qu'un des buts apparents du décret était de lui retirer la juridiction de la presse; pour la donner au ministre de l'intérieur, ce qui n'empêcha nullement Savary de la reprendre aussitôt qu'il eut remplacé Fouché au ministère de la police.

Dans la discussion assez longue du projet de décret qui eut lieu au conseil d'État, les orateurs qui soutinrent la mesure, et l'Empereur lui-même, envisagèrent la presse, non comme un droit assuré aux citoyens de faire connaître leurs opinions, d'exprimer leurs pensées et au besoin leurs griefs, mais comme un « mode d'enseignement, » comme une « institution sociale. » L'Empereur alla plus loin encore en disant : « que c'était une *fonction publique*. » Il en résultait que tous ceux qui se servaient de la voie de la presse devenaient des espèces de fonctionnaires, placés sous l'œil et sous la main de l'État, instruments et interprètes de ses volontés, responsables devant

lui. Ce n'était donc qu'en vertu d'une patente émanée de l'État, qu'on pouvait publier ses opinions, et il avait le droit strict d'arrêter et de supprimer tout ce qui allait à l'encontre de ses intérêts ou de ses convenances.

La conséquence de ces principes était le rétablissement pur et simple de la censure. Mais pour déguiser ce retour trop peu dissimulé à l'ancien régime, l'Empereur voulut que la censure fût déclarée *facultative*, c'est-à-dire que les auteurs qui avaient volontairement soumis leurs ouvrages à la censure, et obtenu son approbation en faisant les retranchements exigés, fussent mis à l'abri de toute rigueur nouvelle. Mais ce mot n'était qu'une supercherie qui avait à peu près la même valeur que les considérants *libéraux* du décret sur les prisons d'État. Tous les écrits, en effet, de quelque genre qu'ils fussent, n'en étaient pas moins soumis à une censure préalable, puisque l'imprimeur était tenu d'appeler lui-même l'attention des censeurs sur tous les livres qu'il publiait; d'autre part, un article du même décret stipulait qu'après le *satisfecit* donné par la censure, le ministre de la police avait encore le droit de faire saisir l'ouvrage. Le décret instituait en outre une direction générale de la librairie, qui était placée sous les ordres du ministre de l'intérieur. Elle avait pour mission spéciale de surveiller les imprimeurs et les libraires. Le directeur choisi par Napoléon fut Portalis, le fils de l'ancien ministre des cultes, jeune conseiller d'État qui s'était fait remarquer dans les délibérations du Conseil par la violence de ses opinions contre la presse. Les imprimeurs comme les libraires

étaient brevetés, assermentés, réduits à un nombre strictement limité, assujettis à un certificat de bonne vie et mœurs, et enfin soumis à une série de déclarations et de constatations d'une minutie incroyable[1]. Les peines, en cas de contravention, étaient la confiscation, l'emprisonnement et l'amende. Il était cependant une circonstance où la loi s'adoucissait singulièrement pour l'imprimeur comme pour le vendeur d'un écrit coupable, et c'était le Code pénal qui s'était chargé lui-même de définir ce motif d'indulgence. Dans le cas où le libraire ou l'imprimeur consentaient à dénoncer l'auteur, ils en étaient récompensés par la clémence de la loi, et n'étaient plus passibles que de peines insignifiantes (art. 284 et 288 du Code pénal).

Quel que fût son état de langueur ou plutôt d'anéantissement, la presse périodique ne pouvait manquer d'avoir sa part dans cette distribution des faveurs impériales. Après tous les coups qui avaient été portés à la presse des journaux, depuis le 18 brumaire, il était surprenant qu'il se trouvât encore des écrivains pour les rédiger, et c'est seulement par leur petit nombre et par leurs épreuves mêmes, qui les mettaient à l'abri de toute concurrence, qu'on peut expliquer les charges énormes qu'ils supportaient. Non-seulement, ils étaient contraints de payer de leurs propres deniers le censeur qui les surveillait, mais c'était encore sur leurs revenus que l'empereur payait ces pensions, accordées aux gens de lettres et aux savants, dont il se montrait si fier

1. Voir au *Bulletin des Lois* le décret du 5 février 1810.

plus tard, lorsqu'il se plaisait à énumérer tout ce qu'il avait fait pour encourager les lettres, les sciences et les arts. Un directeur de journal apprenait à l'improviste que l'empereur venait d'hypothéquer, en quelque sorte, sur sa feuille, une ou plusieurs pensions de six, huit, dix mille francs ; il s'exécutait en silence, trop heureux qu'on lui permît encore de vivre, et par ce moyen, aussi simple qu'économique, ce grand protecteur de la littérature prenait place dans l'histoire, à côté d'Auguste et de Louis XIV. Il atteignait par là un autre but qui ne devait pas lui être moins cher, c'était de faire vivre une moitié des gens de lettres aux dépens de l'autre moitié, de les armer les uns contre les autres, de rendre impossible entre eux toute entente et toute action commune ; d'intéresser les écrivains eux-mêmes à l'avilissement de leur noble profession.

On rougit d'avouer que des hommes tels que Bernardin de Saint-Pierre, Chénier, Monge, consentaient à prélever cet impôt sur le travail de leurs humbles confrères[1]. En dépit de ces entraves onéreuses, acceptées avec une docilité sans limites, les journaux politiques qui avaient conservé un reste de vie, grâce à la tolérance de la police, paraissaient encore trop nombreux et trop indépendants à l'empereur. Il décida qu'il n'y aurait plus qu'un seul journal par département, excepté dans le département de la Seine, et ce journal unique dut être publié sous l'autorité du préfet et avec son approba-

1. Voir l'état de ces pensions dans une lettre de Napoléon à Montalivet, à la date du 3 janvier 1810.

tion. C'était décréter qu'il n'y aurait plus désormais en France que des journaux officiels. Un peu plus tard, enfin, ce n'était plus un impôt qu'il frappait sur un journal sous forme de pension, c'était le journal lui-même qu'il donnait en toute propriété à quelqu'un de ses familiers et sans aucune indemnité pour le propriétaire dépossédé.

Au reste, si ces décrets, tout favorables qu'ils fussent à l'arbitraire du gouvernement, étaient obligatoires pour les écrivains, ils ne l'étaient nullement pour le pouvoir qui les avait rendus. Napoléon ne montra jamais le moindre souci d'y conformer sa conduite. Cette loi, comme toutes les autres, resta soumise au bon plaisir de l'empereur. Ses sujets pouvaient y trouver une aggravation de rigueur, jamais une garantie, et elle ne fut pas plutôt édictée qu'il s'empressa de la violer avec un mépris brutal et cynique pour les droits qu'il avait laissé subsister. Quelques mois à peine s'étaient écoulés depuis la publication du décret, qu'il faisait saisir et supprimer par sa police le livre de l'*Allemagne*, par Mme de Staël.

Cette femme illustre s'était depuis peu rapprochée de Paris pour revoir les épreuves de son livre. Elle résidait aux environs de Blois, c'est-à-dire, comme le disait Sismondi, à la *distance constitutionnelle* de quarante lieues. Elle s'était soumise volontairement aux formalités de la censure facultative. Le censeur Esménard, un de ces littérateurs que l'empire avait dressés à se faire de gros revenus en opprimant la littérature, un homme duquel Savary a pu dire dans ses *Mémoires* : « Je me l'attachai ; il m'a fidèlement

servi », avait minutieusement examiné l'ouvrage. Il en avait retranché tous les passages suspects qu'y pouvait découvrir la servilité la plus raffinée. Il avait, par exemple, exigé la suppression de hardiesses dans le genre de celle-ci : « Paris est le lieu du monde où l'on peut le plus facilement se passer de bonheur[1] ». La phrase avait sans doute paru factieuse, parce qu'elle semblait admettre la possibilité qu'on ne fût pas heureux à Paris. Le permis d'imprimer avait été donné, l'ouvrage tiré à dix mille exemplaires allait paraître, lorsque des gendarmes envoyés par Savary vinrent saisir chez le libraire l'édition entière, qui fut mise au pilon et transformée en carton. La vente de ce carton produisit une somme de vingt louis que Savary, avec le tact exquis qui le caractérisait, fit transmettre au malheureux libraire pour le dédommager de la perte de ses frais. Ce droit de saisie avait été en effet réservé en faveur du ministre de la police, comme une dernière menace toujours suspendue sur la tête des écrivains, même après l'autorisation de la censure; mais le décret du 5 février statuait que, dans ce cas, le conseil d'État serait immédiatement appelé à examiner l'affaire. Il ne fut pas question un seul instant de lui déférer ce délit. En même temps, Mme de Staël recevait l'ordre de quitter la France dans les vingt-quatre heures. Elle écrivit au ministre pour implorer de lui un délai de quelques jours, en exprimant la supposition qu'elle était sans doute punie pour n'avoir fait aucune men-

1. Voir dans le livre de *l'Allemagne* les passages supprimés par la censure.

tion de l'Empereur dans son livre : « Il ne faut point, lui répondit Savary, rechercher la cause de l'ordre que je vous ai signifié dans le silence que vous avez gardé à l'égard de l'Empereur dans votre dernier ouvrage, ce serait une erreur; *il ne pouvait pas y trouver de place qui fût digne de lui*, mais votre exil est une *conséquence naturelle* de la marche que vous suivez depuis plusieurs années. *Il m'a paru que l'air de ce pays ne vous convenait pas*, et nous n'en sommes pas réduits à chercher des modèles dans les peuples que vous admirez. Votre ouvrage *n'est pas français*, c'est moi qui en ai arrêté l'impression[1]. »

On a tout dit sur un régime lorsqu'on a constaté qu'un homme comme Savary, le héros de tant de besognes basses ou sinistres, s'y trouvait en position de prendre ce ton de commandement et de mépris à l'égard d'une femme dont le génie a honoré non-seulement son temps et son pays, mais l'humanité elle-même. Quel était le nouveau crime reproché à Mme de Staël ? Il serait difficile de le dire, même aujourd'hui, et l'on comprend que Napoléon ait reculé devant la nécessité de motiver dans un acte public la mesure aussi lâche que cruelle dont il la frappait. Depuis le mois de septembre 1803, époque de son premier exil, elle n'avait pas reparu à Paris; elle s'en était seulement rapprochée au moment de la pu-

1. Lettre de Savary en date du 30 octobre 1810. — Voir *Dix ans d'exil*, par Mme de Staël, la préface de *l'Allemagne* et la *Correspondance* de Mme Récamier. Il faut lire dans les *Mémoires* de Savary ce qu'il écrit au sujet de cet épisode, pour avoir une idée de la fourberie de ce personnage.

blication de *Corinne*, mais elle avait reçu presque aussitôt l'ordre de s'éloigner. Elle avait voyagé en Italie, en Suisse, en Allemagne, toujours fidèle à ses libérales opinions; mais sans les manifester autrement que dans des conversations privées.

Son livre sur l'Allemagne, plein d'aperçus nouveaux, d'observations vives et originales dont presque tous les traits principaux sont restés vrais, malgré les changements inévitables que le temps opère chez les peuples comme chez les individus, était pour la France une véritable révélation ; mais il ne sortait pas du domaine philosophique et littéraire, et il serait difficile d'y signaler une allusion, même lointaine, à la politique. C'était une initiation à tout un monde d'idées et de sentiments que la France ignorait. Il y avait alors, au point de vue intellectuel comme au point de vue commercial, une sorte de mur de la Chine autour de nos frontières, et cette prohibition des œuvres de la pensée, maintenue par les préjugés autant que par le despotisme, avait appauvri et stérilisé l'esprit français. Notre littérature se mourait de langueur sous la double oppression d'un régime hostile à tout mouvement d'idées, et d'une orthodoxie littéraire étroite et formaliste, qui après avoir depuis longtemps cessé de s'imposer par l'éclat de ses œuvres, ne se défendait plus que par son intolérance. C'était une littérature d'État qui s'était moulée en quelque sorte sur la société politique, et qui avait ses conventions, ses formules officielles, ses types consacrés, en dehors desquels il n'était pas permis de sentir ou de penser. Elle avait l'uniformité et la sécheresse d'une administration

comme elle en avait la discipline. On n'y retrouvait plus aucun des traits caractéristiques de notre esprit national ; elle en reproduisait assidûment les formes vieillies, mais sans la vie qui les avait animées autrefois. Aussi rencontre-t-on chez les auteurs en vogue de ce temps-là, les Delille, les Fontanes, une science prodigieuse du procédé unie à une nullité presque absolue de l'inspiration. Il n'y a de séve, de vigueur, d'originalité que chez les écrivains qui ont respiré l'air du dehors : Châteaubriand, Joseph de Maistre, Mme de Staël, Benjamin Constant. Il faut à tout prix chercher une autre atmosphère ou se résigner à l'élégante banalité de la littérature orthodoxe. Si, d'aventure, il se rencontre dans ce milieu ingrat un esprit d'une réelle distinction, qui répugne à adopter l'un ou l'autre de ces deux partis, c'est un talent condamné au tourment d'une laborieuse impuissance avec toutes les ambitions de la supériorité. Ce sera Joubert, talent d'une rare délicatesse, mais talent maladif, maniéré, sans tempérament, improductif à force de scrupules, ayant en horreur le grand air, le mouvement, la lumière, dilettante incomparable, écrivain avorté.

Ouvrir à l'esprit français de nouveaux horizons dans l'espèce de prison intellectuelle où il était renfermé, lui faire connaître des idées et des formes nouvelles, des inspirations spontanées dans la poésie, dans le drame, dans la philosophie, dans l'histoire, c'était lui apporter le seul genre de renouvellement qui pût lui rendre, sinon son ancienne originalité pour longtemps disparue, du moins sa puissance créatrice. On le vit bien au magnifique essor qu'il

prit aussitôt que la Restauration eut fait tomber les barrières qui empêchaient l'air extérieur de pénétrer chez nous. C'est ce réveil du génie national qu'avait voulu préparer Mme de Staël en nous initiant à la renaissance intellectuelle de l'Allemagne de la fin du dix-huitième siècle, en nous révélant des types nouveaux, des formes rajeunies de la beauté, un sentiment plus intime de la nature, des conceptions profondes malgré leur bizarrerie, enfin, toutes ces sources vives d'imagination et de pensée qui s'appelaient Gœthe, Schiller, Lessing, Kant, Fichte, Herder.

C'était pour avoir voulu nous assurer ce bienfait que Mme de Staël était si durement frappée. Au reste, Napoléon ne se trompait, ni dans sa haine contre une femme qui était la personnification de ce qu'il détestait le plus au monde, l'élévation des idées, l'indépendance du caractère, la noblesse et la fierté du cœur, ni dans l'accès de colère brutale que lui avait inspiré le beau livre dont il venait d'ordonner la suppression. Au fond, tous les genres d'émancipation se tiennent, et quiconque travaille à élever, à ennoblir, à vivifier l'esprit d'un peuple travaille par cela même à sa liberté future. L'Allemagne offrait alors un exemple bien frappant de cette vérité. C'était aux chefs glorieux de sa renaissance intellectuelle, qu'à la suite de sa longue léthargie du dix-huitième siècle, elle avait dû le premier sentiment de son existence comme nation; et ce sentiment était si fort, qu'il survivait à tous les coups que lui avait portés Napoléon. Il l'avait coupée par tronçons, il avait chassé ou corrompu ses souverains, détruit ses anciennes institutions, fusillé ses patriotes. Les Allemands trouvaient

comme une seconde patrie dans leur littérature qui entretenait le sentiment national et la haine de l'étranger. L'esprit resta libre sous les liens qui enchaînaient le corps, et leur pays se releva en 1813 plus vivant que jamais. A ce point de vue, on peut dire qu'un homme de paix comme Gœthe, si hostile par nature à toute littérature militante, a plus fait que toute une armée pour la liberté et l'indépendance de son pays.

Mais ce qui était une insulte gratuite à la vérité aussi bien qu'au génie, c'était de faire écrire à Mme de Staël par cet homme de police que « *son livre n'était pas français* » parce qu'il allait porter une consolation à une nation injustement opprimée. Ce livre était au contraire imprégné à toutes les pages de la qualité française par excellence, d'une vertu que la France a gardée à travers toutes ses épreuves et qui lui a toujours valu l'estime de ses ennemis, la générosité, le seul héritage peut-être, qu'en aucun temps on n'ait pu contester au peuple qui a fait les croisades, la chevalerie, la guerre d'Amérique, et de nos jours la guerre d'Italie. Oui, l'histoire doit le constater à l'honneur d'une nation tour à tour méconnue à l'excès ou adulée sans mesure, cette voix qui s'élevait en faveur des vaincus, ces sympathies qui venaient les consoler dans leur défaite, cette main tendue au malheur, ces paroles d'espérance et d'encouragement, c'était en France et sous l'épée même du vainqueur qu'on les rencontrait! C'était en France qu'on s'exposait à la proscription pour saluer l'infortune de l'Allemagne humiliée! Quelques-uns ne s'en tinrent pas à cette généreuse intercession; ils allèrent jusqu'à

renier leur passé, à s'armer contre leur patrie, à sacrifier volontairement leur mémoire et leur vie à ce qu'ils considéraient comme la cause du genre humain. Le Allemands ont été les premiers à remarquer que les jugements de Mme de Staël au sujet de leur caractère national péchaient par un excès d'indulgence. Ils ont relevé, non sans une certaine ironie, ses éloges de la candeur, de la simplicité, de la bonhomie germaines et toutes les appréciations où sa générosité faisait tort à sa clairvoyance. Noble, touchante exagération d'une vertu dont ils ont eu depuis lors l'occasion de nous indiquer la vraie mesure!... mais ils ne se sont pas souciés d'ajouter cette leçon à toutes celles qu'ils nous ont données.

La peine qui venait de frapper Mme de Staël fut étendue successivement à la plupart des amis qui consolaient son exil, à Mme Récamier, à Mathieu de Montmorency, à Schlegel, à Barante, le préfet de Genève, subitement destitué pour lui avoir témoigné des égards. Un jour vint où, pour échapper à ces persécutions, elle se décida à la longue et pénible odyssée dont elle nous a légué l'émouvant récit. Ainsi fut dispersée cette petite société de Genève si intéressante par son activité d'esprit, un des derniers cercles où l'on ait osé parler et penser librement. Ainsi disparut ce cénacle, illustre et modeste à la fois, où tout ce qui comptait par l'intelligence en Europe tenait à honneur de se faire présenter, où Benjamin Constant apportait la souplesse, la variété, la justesse de l'esprit le plus rare et le plus étendu, Sismondi son solide bon sens, sa science d'économiste

et d'historien, Schlegel ses intarissables fantaisies critiques, Bonstetten sa causticité, Gérando son esprit philosophique, Mme Récamier sa grâce et sa beauté, Mme de Staël sa grande âme éloquente, inspirée, sorte d'écho toujours vibrant où tout ce qui s'agitait de glorieux dans ce siècle trouvait son retentissement.

Par une de ces singulières coïncidences que l'historien doit toujours relever lorsqu'elles servent à mieux caractériser les faits, c'est au moment où Mme de Staël était chassée comme une criminelle, et son livre jeté au pilon, qu'un jury nommé par l'Institut proclamait ces prix décennaux annoncés naguère avec tant de fracas, et destinés à faire revivre les grands siècles littéraires : « Les prix décennaux, avait dit le ministre de l'intérieur dans son *Exposé de la situation de l'Empire*, vont être donnés par la main même de *celui qui est la source de toute vraie gloire.* » C'était sans doute par une flatterie ingénieuse que la plupart des lauréats s'étaient dispensés de demander leur gloire à une autre source, car si cette longue liste offrait dans la littérature quelques noms estimables, elle n'en présentait aucun qui fût attaché à une œuvre glorieuse ou seulement durable. Rulhière était couronné pour l'histoire, Raynouard, Legouvé, Delrieu, Baour-Lormian, Lehoc pour la tragédie, Duval pour la comédie, Sainte-Croix et Villers pour la critique, Delille pour la poésie didactique, Saint-Lambert et Julien pour la philosophie morale, etc.[1].

1. Voir dans les *Mémoires de l'Institut* le volume intitulé : *Rapports* de toutes les classes de l'Institut de France sur les ouvrages

Voilà les écrivains qui étaient proclamés dignes d'une récompense publique, lorsqu'on n'avait que des persécutions et des outrages pour tous ceux qui honoraient la nation par leur caractère et leurs talents. Mais la postérité, qui remet tout le monde à sa place, a plongé ces noms dans le plus profond oubli; elle n'a conservé de souvenir que pour ceux que la servilité officielle a passés sous silence.

La liste des prix donnés à la science offrait les grands noms de Lagrange, de Laplace, de Berthollet, de Cuvier, véritables illustrations de ce temps, mérites supérieurs à toutes les récompenses, et qui ne pouvaient porter aucun ombrage au pouvoir en raison même de la spécialité de leurs travaux. Mais par une particularité qui mérite d'être signalée, non-seulement ces hommes éminents avaient conquis leur célébrité à une époque déjà éloignée, mais ils étaient couronnés pour des ouvrages dont la date était antérieure à l'Empire, qui voulait s'approprier leur gloire. On décernait un prix au *Calcul des fonctions* de Lagrange, publié en 1797, à la *Mécanique céleste* de Lagrange, publiée en 1798, aux *Connaissances chimiques* de Fourcroy, publiées en 1791, aux *Leçons d'anatomie* de Cuvier, publiées en 1802, au *Traité de calcul différentiel et intégral* de Lacroix, qui était de l'année 1796, à l'*Histoire des poissons* de Lacépède, qui était de 1798, à la *Statique chimique* de Berthollet, de 1803. Cette observation n'avait pas échappé au jury chargé de décerner les prix, car il avait écarté du concours plu-

admis au concours pour les prix décennaux. Novembre 1810. Le *Moniteur* des mois de juillet et août 1810 publia de longs extraits de ce rapport.

sieurs ouvrages comme trop anciens, mais il s'était relâché de sa rigueur en faveur des ouvrages couronnés ou parce qu'ils avaient été augmentés d'un volume additionnel, ou parce que l'auteur en avait publié une nouvelle édition quelque peu remaniée. C'était par une fiction analogue qu'on avait couronné l'histoire de l'*Anarchie de Pologne* de Rulhière, qui était mort *depuis trente ans*. A ce compte on aurait aussi bien pu remonter jusqu'à Tacite, le véritable historien de ce temps-là. On avait mis le plus possible à contribution les richesses du passé pour suppléer à l'indigence du présent, et pour donner au dispensateur de toutes les gloires l'illusion de croire qu'il était aussi l'inspirateur de tous les talents.

Mais tous ces frais d'adulation furent dépensés en pure perte. Soit que l'Empereur fût frappé de l'insignifiance de ses poëtes *césaréens*, soit qu'il jugeât son argent mieux employé dans les dépenses de la guerre, il s'abstint de distribuer les prix décernés par le jury, et il ne resta de la magnifique institution des prix décennaux que le souvenir d'une solennelle mystification. Si l'on en croit son apologiste Thibaudeau, Napoléon déclara en plein conseil d'État « que son but en les instituant n'avait été que de fournir une occupation aux esprits pour les empêcher de s'occuper de choses plus sérieuses. » Ce qui donne à penser toutefois que son cortége triomphal de renommées littéraires lui avait paru un peu mince, c'est une note adressée au ministre de l'intérieur[1], et dans laquelle il s'informe des raisons qui ont déterminé

1. A la date du 9 décembre 1810.

l'Institut à ne pas mentionner le *Génie du christianisme* de Châteaubriand. On peut conclure de là qu'il aurait voulu renforcer cette glorieuse élite dans la crainte qu'elle ne fît une assez triste figure devant la postérité. Il ne pouvait aimer Châteaubriand depuis sa courageuse démission à l'époque de l'exécution du duc d'Enghien. Il avait confisqué le *Mercure* qui était sa propriété, pour le punir d'une allusion trop hardie ; mais il avait un goût naturel pour son style imagé et pour ce qu'il y avait d'intempérant dans son imagination ; il écoutait volontiers ses protecteurs Fontanes et Molé ; enfin le *Génie du christianisme* avait le mérite d'avoir popularisé ce titre de restaurateur des autels, auquel il tenait plus que jamais depuis qu'il était en guerre ouverte avec le pape. Châteaubriand venait d'ailleurs de publier ses *Martyrs*. Il y avait reproduit et soutenu la doctrine de l'Église catholique sur la nécessité d'obéir aux pouvoirs établis, même lorsqu'ils sont fondés sur l'usurpation, et cette doctrine n'était pas faite pour déplaire à l'Empereur. Ainsi s'explique l'indulgence de Napoléon, et sa fugitive velléité d'enrôler Châteaubriand dans la phalange des gloires officielles.

# CHAPITRE VII.

EXCÈS ET FOLIES DU BLOCUS CONTINENTAL. — ÉLECTION DE BERNADOTTE AU TRÔNE DE SUÈDE. — DERNIÈRES RÉUNIONS DE TERRITOIRES (JUILLET-DÉCEMBRE 1810.)

La solennité des prix décennaux était venue surprendre l'Empereur au milieu de préoccupations dont la gravité explique suffisamment son dédain pour cette inutile cérémonie. Les intolérables vexations du système continental commençaient à porter leurs fruits; des événements irréparables s'étaient accomplis. Nos alliés poussés à bout étaient encore maintenus par la terreur; mais la paix de l'Europe était plus que jamais compromise, et des préparatifs secrets se faisaient de toutes parts pour une lutte gigantesque. A voir le blocus continental produire si promptement ses conséquences naturelles, on a peine à comprendre qu'il se soit trouvé des historiens pour admirer cette conception insensée, dans laquelle il est impossible de démêler même un système suivi. Nous avons vu comment Napoléon en était venu successivement à fermer les ports de la

France, puis ceux de l'Europe aux Anglais, ensuite à les interdire aux neutres qui se seraient soumis aux ordres du conseil de 1807, plus tard à tous les neutres indistinctement, sous prétexte qu'il était impossible de reconnaître à des signes certains ceux qui avaient refusé de se soumettre à l'octroi britannique. La conséquence de l'interdiction des neutres était la saisie des marchandises coloniales partout où on les rencontrait, et cette saisie avait été, en effet, ordonnée. Mais Napoléon, tout en prétendant imposer ces prohibitions ruineuses à ses alliés qui les avaient subies par force, s'y dérobait lui-même par le système des licences appliqué d'abord à certains produits, étendu ensuite à toutes les denrées coloniales.

En dépit de ses dénégations, ces licences introduisaient en France une immense quantité de marchandises. De cette exception naissait un nouvel embarras pour l'application du système continental. Comment distinguer, dans les saisies ordonnées par Napoléon, les marchandises qui avaient cette origine légale de celles qui avaient été introduites par fraude? Il s'en trouvait, en outre, sur tous les marchés des quantités non moins considérables, qui avaient été vendues aux enchères à la suite des confiscations ou des prises opérées par nos corsaires; elles avaient également acquis par ce fait une origine légale. Comment les distinguer des provenances de la contrebande? Napoléon avait été frappé d'un autre fait non moins important. A la suite de la réunion de la Hollande, il avait permis aux négociants de ce pays d'écouler en France leurs fonds de marchandises coloniales, moyennant un droit de 50 pour 100, et nonobstant cette

surcharge, ils s'en étaient débarrassés avec une extrême facilité. Il en conclut que ce prix de 50 pour 100 représentait à peu près les frais et bénéfices perçus par la contrebande, et marquait la limite à laquelle on pouvait impunément élever les droits sur la marchandise tolérée.

Tel fut, autant qu'on peut l'entrevoir, le mobile qui lui inspira le nouveau remaniement opéré dans le système continental par le décret du 5 août 1810. Il est impossible, en effet, de prendre au sérieux le motif qu'il allègue dans une circulaire adressée aux agents extérieurs, à savoir le désir de rendre les prix uniformes sur tout le continent. Pour réaliser cette uniformité, il eût fallu d'abord que la taxe fût graduée selon les pays. Il ne changea rien à ses interdictions contre les neutres, qui continuèrent à se voir repoussés des ports européens, mais toutes les marchandises coloniales existant sur le continent furent frappées, quelle que fût leur origine, d'un droit d'environ 50 pour 100; tous les négociants furent astreints à en faire la déclaration, et à acquitter le droit en argent ou en nature, sous peine de les voir confisquées. Napoléon déclara, en outre, que les dépôts de ces marchandises, établis dans un rayon de quatre journées des frontières de l'empire, étaient qualifiés dépôts clandestins, et comme tels devenaient saisissables. Il fit aussitôt marcher dans toutes les directions des troupes françaises qui allèrent opérer ces confiscations sur les territoires voisins, en Suisse, à Francfort, en Espagne, dans les villes hanséatiques, sans le moindre ménagement pour ces divers États. Tous les gouvernements de l'Europe furent invités, en

termes pressants jusqu'à la menace, à se conformer à ce nouveau règlement. Un autre décret, publié à la date du 18 octobre 1810, décida que les marchandises anglaises manufacturées seraient brûlées publiquement. Et comme les lois pénales ordinaires, quelle que fût leur rigueur, étaient jugées insuffisantes pour assurer l'exécution de ces mesures, un troisième décret [1] institua une juridiction spéciale, et des pénalités exceptionnelles, pour la répression d'un délit qui trouvait partout des complices. On créa sept cours prévôtales et trente-quatre tribunaux spéciaux, prononçant les uns en premier, les autres en dernier ressort, contre les contrebandiers, fraudeurs et détenteurs, les peines de la mort, des travaux forcés, de la marque. Ce n'était pas tout de réprimer, on voulait encourager et récompenser la répression ; on donna en conséquence une part proportionnelle sur le produit des saisies au dénonciateur, au soldat, au douanier qui les avaient opérées.

Ces mesures furent exécutées avec une sévérité d'autant plus impitoyable qu'elles rapportaient au Trésor des sommes immenses, qui représentaient au décuple le déficit que les douanes avaient laissé dans notre budget des recettes. Les droits acquittés en nature, au moyen de l'abandon de la moitié des marchandises, par les malheureux négociants qui ne pouvaient les payer en argent, mettaient aux mains du gouvernement d'énormes quantités de denrées dont il trafiquait lui-même. On ne voyait partout que soldats et douaniers occupés tantôt à forcer la porte des

1. Décret du 25 novembre 1810.

magasins pour y faire des fouilles ou y opérer les saisies, tantôt à brûler sur les places publiques les marchandises prohibées, tantôt à traquer ceux qui s'étaient laissé prendre en contravention. Napoléon avait beau faire déclarer par ses chambres de commerce dans des adresses dictées par la contrainte « *que les cendres de ces bûchers fertiliseraient le sol français* »[1], les particuliers n'en étaient pas moins ruinés, car, ainsi que l'a remarqué Mollien, ce n'était pas sur les Anglais, mais sur les Français que retombait la perte des marchandises brûlées. C'était à peu de chose près le spectacle, indéfiniment reproduit, d'une ville mise au pillage par ceux qui étaient chargés de la défendre, avec cette différence que ces scènes, démoralisantes pour ceux qui y présidaient autant que pour ceux qui en étaient victimes, étaient protégées par la loi, et se renouvelaient sans cesse. Et pour quel résultat subissait-on de pareils traitements? Quel esprit sensé pouvait croire à l'efficacité du décret du 5 août? Comment ne pas voir que ce droit de 50 pour 100, frappé sur des marchandises qui avaient déjà acquitté l'impôt si onéreux des licences ou celui des saisies antérieures, n'était en réalité qu'une prime donnée à la contrebande? qu'il sacrifiait le négociant honnête au fraudeur, qui malgré toutes les entraves pourrait toujours amener ses produits à bien plus bas prix sur le marché [2]?

Mais ces maux, quelque insupportables qu'ils fus-

1. Adresse de la chambre de commerce d'Agen : *Moniteur* du 12 février 1811.

2. C'est l'appréciation de Mollien le ministre de Napoléon : « Par une contradiction inexplicable, dit-il, ces taxes même rendaient aux

sent pour les peuples comme pour les individus, étaient peu de chose auprès des graves complications politiques que ces mesures commençaient à nous créer à l'extérieur. Les gouvernements étrangers s'étaient soumis au blocus continental à leur corps défendant, et pour échapper à une ruine complète ; mais du moment où le blocus ne faisait que leur apporter, sous une autre forme, une ruine non moins certaine, il était à prévoir qu'ils feraient tout pour s'y soustraire. Comment se retrouver d'ailleurs dans le dédale de règlements et de décrets de ce prétendu système qui se démentait sans cesse, que son auteur était le premier à enfreindre, où il était impossible de démêler une idée suivie, qui n'était en un mot que la démence de l'arbitraire? Non, en se résignant le couteau sur la gorge à déclarer la guerre à l'Angleterre et à lui fermer leurs ports, ils n'avaient pas pu s'engager à faire aussi la guerre à tous les neutres, à faire périr leurs peuples d'inanition et de misère, à obéir à tous les caprices d'un homme qui n'était pas lié par ses propres lois ! S'ils avaient pu faire une telle promesse, cette promesse était nulle comme entachée de violence, et il était insensé de compter sur son exécution, car ils avaient le droit et le devoir de ne pas la remplir.

On comprendrait à la rigueur cette illusion chez l'Empereur, si, en observant lui-même ses décrets, il avait en même temps offert à ses alliés quelques dédommagements en compensation des privations qu'il

produits de l'industrie anglaise plus d'avantages que la prohibition ne leur en faisait perdre. » (*Mémoires d'un ministre du trésor*, tome III.)

leur imposait, s'il leur avait assuré par exemple le bienfait d'une union douanière qui aurait établi dans toute l'Europe une sorte de solidarité industrielle et commerciale. Mais il n'en était rien, pas même pour les pays placés sous sa dépendance immédiate, tels que la Suisse et l'Italie. En même temps qu'il envoyait six mille hommes en Suisse pour y saisir les marchandises coloniales, il interdisait aux tissus et autres produits manufacturés de ce pays les débouchés de l'Italie. Il interdisait de même, par la surélévation de ses tarifs, aux soies italiennes, l'accès du marché suisse et allemand, afin de les attirer exclusivement à Lyon[1] ; ce qui avait pour effet, selon la remarque du prince Eugène, de ruiner les producteurs italiens au profit des fabricants de Lyon, affranchis par là de toute concurrence.

En présence de pareils faits, on eût dit que Napoléon s'ingéniait à augmenter l'intérêt que toutes les nations avaient à enfreindre le système continental, afin de trouver dans leur résistance un prétexte pour justifier ses envahissements. Le sort de la Hollande était un avertissement bien fait pour leur inspirer de sages réflexions. Mais la facilité avec laquelle cette révolution s'était accomplie, était aussi un piége bien dangereux pour un homme si prompt à passer de la menace à l'exécution, et ses ennemis avaient de justes raisons d'espérer que ce succès l'encouragerait à de nouvelles entreprises non moins compromettantes. Les gouvernements européens étaient una-

1. Napoléon au prince Eugène, 6 août 1810.

ıimes dans leur manière d'apprécier les nouvelles mesures continentales qui aggravaient si fâcheusement leur situation; mais ils n'étaient pour la plupart nullement en état de faire valoir leurs objections. Ils y résistèrent en proportion de la distance ou de la force qui les protégeait contre leur terrible adversaire. La Prusse, n'était pas même en position de se plaindre; elle se soumit le désespoir dans le cœur, mais sans protester. Le Danemark avait sa frontière à quelques marches du quartier général de Davout, il avait besoin de la protection de l'Empereur pour se défendre contre les convoitises de la Suède sur la Norwége, et pour appuyer ses propres prétentions à la succession du roi de Suède, il renonça momentanément à toute opposition au système continental, quelque préjudiciable qu'il fût à ses intérêts. Mais la Suède, qui se trouvait au moins en partie protégée par la mer contre les atteintes de Napoléon, s'efforça de tout son pouvoir d'éluder l'application de mesures mille fois plus désastreuses pour elle que pour la France, en raison de l'infériorité de ses ressources, suivant en cela l'exemple que lui donnait Napoléon lui-même. Quant à la Russie, elle parla seule en Europe le langage d'un État indépendant. Elle refusa nettement d'obéir à des décrets sur lesquels on ne l'avait pas consultée, et déclara s'en tenir à ses engagements de Tilsit.

L'empereur n'avait encore aucun moyen de contrainte à employer contre la Russie, mais il n'était pas d'humeur à tolérer l'opposition de la Suède. Il aurait sans doute pris immédiatement des mesures

coërcitives, si un événement aussi singulier qu'inattendu n'était venu le distraire un instant de sa préoccupation dominante. Dans le cours de ce même mois d'août, qui fut témoin d'une si déplorable aggravation du système continental, les Suédois venaient d'appeler le général Bernadotte à la succession du trône de Suède. Cet événement extraordinaire s'était accompli avec la soudaineté d'un coup de théâtre, au point de mettre en défaut la prévoyance de Napoléon lui-même; il n'était cependant pas sans avoir quelque raison d'être dans les faits. Le roi Charles XIII, porté au trône par la volonté de la nation après l'expulsion de Gustave IV, n'avait pas de successeur direct; il avait adopté le prince d'Augustenbourg, allié par son frère au roi de Danemark et destiné, selon certains bruits mal fondés, a rétablir un jour l'union scandinave en réunissant sur sa tête les trois couronnes norwégienne, suédoise et danoise. Malheureusement pour ce projet, le prince d'Augustenbourg, frappé d'une attaque d'apoplexie en passant une revue, mourut au mois de mai 1810. Sa mort, quoique naturelle, fut attribuée par le peuple aux partisans du monarque déchu; le comte de Fersen fut mis en pièces dans une émeute, et l'ancienne famille royale se vit plus sévèrement proscrite que jamais.

Le trône de Suède se trouvait de nouveau sans successeur. Le roi Charles XIII aurait voulu choisir pour héritier le frère du prince d'Augustenbourg, mais il se trouvait déjà tellement placé sous la dépendance de la France, qu'il n'osa prendre une telle décision sans l'assentiment de l'empereur. Il lui écrivit, lui soumit son choix, réclama son appui et ses

conseils[1]. Napoléon, préférait un autre candidat, mais il ne voulait pas se prononcer ostensiblement. Il agréa les vœux du roi, lui donna son entière approbation, mais en même temps il poussa sous main le roi de Danemark à poser lui-même sa candidature au trône de Suède. Ce prince fit, en effet, cette démarche en adressant au roi de Suède une lettre dans laquelle il sollicitait ouvertement l'honneur de son choix. Le roi de Danemark, à tort ou à raison, était extrêmement impopulaire en Suède. La seule annonce de sa candidature y causa un soulèvement universel, et selon le témoignage même de notre chargé d'affaires, Désaugiers, cette antipathie ne s'adoucit nullement lorsqu'on apprit par un article semi-officiel du *Journal de l'Empire*, que Napoléon lui était favorable. Cependant Désaugiers affirmait « qu'un mot de l'Empereur suffirait pour tout décider. » Il sollicitait ce mot dans toutes ses dépêches. On le laissa sans instructions. Tel était le déguisement inaccoutumé auquel l'empereur se croyait obligé d'avoir recours cette fois pour exercer une influence dont il avait si souvent abusé.

Le roi était fort embarrassé d'avoir à se prononcer entre un prétendant odieux à la nation, et un candidat désagréable à l'empereur des Français. Dans cette circonstance critique, il arriva ce qu'on avait vu si souvent en Italie à d'autres époques ; on songea à choisir un étranger. Des Suédois de distinction s'étaient trouvés en rapport avec Bernadotte à l'époque où nos armées occupaient la Poméranie. Berna-

1. Charles XIII à Napoléon, 2 juin 1810.

dotte s'était rendu populaire en Suède par ses ménagements pour les habitants, il avait charmé tous ceux qui l'avaient approché par l'aménité de ses manières, par la vivacité de son esprit, par l'étendue de ses connaissances. Un membre assez obscur de la Diète, simple lieutenant dans l'armée suédoise, le baron Mörner, eut, à ce qu'il semble, le premier l'idée de faire de Bernadotte un roi, et il le fit. Il vint à Paris, se présenta à lui au nom d'un parti qui n'existait pas, lui offrit une couronne dont il n'avait aucun droit de disposer. Napoléon le sut et continua à ne pas agir. Mörner était déjà de retour à Stockholm, travaillant avec ardeur pour son candidat, lorsque Lagerbielke, le ministre de Suède à Paris, fut informé de l'intrigue. Consulté par Lagerbielke au sujet des intentions de l'Empereur, Champagny affecta, comme Napoléon, de ne pas prendre l'aventure au sérieux et de laisser toute liberté au peuple suédois. Les partisans de Bernadotte mirent à profit cette indécision[1].

Au mois d'août 1810, les états de Suède étaient assemblés. Leur comité persistait à se prononcer pour le duc d'Augustenbourg, qui n'était pas moins tenace dans ses refus, lorsque tout à coup un agent secret, ancien vice-consul français établi à Gœthenborg, arrive de France. Un bruit se répand que non-seulement Bernadotte accepte, mais qu'il a obtenu l'assentiment de l'Empereur. Toutes les difficultés avec la France vont être aplanies, il apporte avec lui l'influence politique d'un prince allié à la famille

1. Archives des affaires étrangères : *Suède*, 294. Dépêches de Désaugiers de juillet et août 1810.

impériale, l'éclat de sa réputation militaire, la prospérité, l'alliance intime entre les deux pays. Le peuple va jusqu'à dire « qu'il acquittera la dette publique avec sa fortune ! » Le nom de Bernadotte est aussitôt salué par une immense acclamation. Le roi le recommande à la Diète dans les termes les plus flatteurs; les états lui décernent, à une grande majorité, le titre de prince royal de Suède (17 août 1810).

L'Empereur venait seulement d'apprendre le départ de l'agent chargé des intérêts de Bernadotte. Il fit aussitôt lancer à toute vitesse une dépêche pour le désavouer : « Je ne puis croire, fit-il écrire à Désaugiers, que cet individu ait l'impudence de se dire chargé d'une mission quelconque. » Mais le désaveu arriva trop tard. Napoléon, embarrassé dans les embûches qu'il avait lui-même dressées, dut à regret s'incliner devant un fait accompli, et consacrer la fortune d'un homme pour lequel il n'avait depuis longtemps que des sentiments de haine. Il ne sut pas dissimuler sa mauvaise humeur au roi de Suède, lorsque ce prince lui notifia le choix des états : « *J'étais peu préparé à cette nouvelle*[1] » lui répondit-il un peu sèchement. Telle fut la part assez involontaire, comme on le voit, qu'il prit à l'élévation de Bernadotte, ce qui n'empêche pas que Bernadotte ne soit un des hommes sur l'ingratitude desquels il a le plus gémi. L'ingratitude de Bernadotte était plus tard un

1. Cette lettre inédite de Napoléon au roi de Suède est datée du 6 septembre 1810. Elle est aux Archives des affaires étrangères, *Suède*, 294.

de ses thêmes favoris, comme celle de l'empereur d'Autriche, auquel il avait pris la moitié de ses États. Général dès l'année 1793, ministre de la guerre sous le Directoire, Bernadotte avait conquis lui-même tous ses grades; par les services qu'il avait rendus sous l'empire, en dépit de la malveillance persévérante dont il avait été l'objet et des piéges qui lui avaient été tendus, il avait amplement payé sa dette envers l'Empereur.

Les Suédois ne tardèrent pas à apprendre, comme toute l'Europe, que l'Empereur s'était résigné à l'élection de Bernadotte, mais n'en avait été nullement satisfait. Aussitôt le premier moment de surprise passé, il reprit avec le gouvernement suédois son dialogue irrité et menaçant au sujet du blocus continental. Il se livra envers l'ambassadeur suédois Lagerbielke à une de ces scènes d'emportement dans lesquelles il excellait, l'accabla d'invectives, lui reprocha toutes les infractions que la Suède commettait envers le système, la tolérance du gouvernement suédois à l'égard des immenses entrepôts de marchandises coloniales qui s'étaient établis à Gœthenborg; puis il conclut cette véhémente apostrophe en lui disant : « Choisissez, ou des boulets de canon aux Anglais, ou la guerre avec la France. »

Bernadotte répondit lui-même à l'Empereur; il voulut plaider en personne la cause de son pays d'adoption. Il lui écrivit trois lettres successives pour lui exposer la triste situation à laquelle la Suède se trouvait réduite, par suite de l'anéantissement de son commerce; il établit l'insuffisance de ses moyens pour soutenir la guerre, la pénurie de ses ressources

financières. Si on voulait l'astreindre à des charges qu'elle était hors d'état de supporter, il fallait lui fournir les ressources qui lui manquaient et que la France plus favorisée avait en abondance : « Nous vous offrons des bras et du fer, disait Bernadotte en terminant sa dernière lettre, donnez-nous en retour les moyens que la nature nous a refusés[1]. » Rien de plus juste et de plus naturel qu'une telle demande dans la situation où se trouvait la Suède. L'histoire en fournissait mille exemples. Napoléon accueillit cette ouverture avec un froid dédain. Il fit répondre à Bernadotte par son ministre Alquier « qu'il n'entretenait jamais de correspondance avec aucun prince royal, pas même avec ses propres frères[2], » assertion dont Bernadotte, en sa qualité de beau-frère du roi Joseph, connaissait mieux que personne la fausseté. Pour subvenir aux besoins de la Suède, il offrit de prendre à sa solde un régiment de Suédois et quelques centaines de matelots. Le roi Charles XIII n'accepta pas cette proposition dérisoire, mais il détourna les coups dont le menaçait Napoléon en consentant à déclarer la guerre à l'Angleterre, faute de pouvoir la déclarer à l'Empereur. Alliance vraiment précieuse pour la France, et bien digne par sa solidité de la politique qui l'avait préparée !

Avec la Russie, ce ton impérieux n'était pas de mise, mais Napoléon convaincu par la calme résistance qu'il avait rencontrée chez l'empereur Alexan-

1. Bernadotte à Napoléon, 8 décembre 1810 : *Recueil des lettres, discours et proclamations de Charles-Jean, roi de Suède.* Stockholm, 1858.

2. Napoléon à Champagny, 22 déc. 1810.

dre de l'impossibilité de le plier à ses changeantes volontés, s'habituait peu à peu à l'idée de l'y contraindre par la force, et se préparait dans le plus grand secret à passer de la parole aux actes. Alexandre avait accepté loyalement les conséquences de sa déclaration de guerre à l'Angleterre, il avait rempli son engagement de lui fermer ses ports; mais il ne s'était cru engagé ni à déclarer la guerre aux neutres, ni à se soumettre à tous les caprices de son allié. De ce qu'il était difficile de distinguer les faux neutres des vrais, il ne s'en suivait nullement que ceux-ci n'existaient pas, comme le prétendait Napoléon, et qu'il n'y avait plus ni marine américaine, ni marine turque, ni bâtiments de commerce appartenant à d'autres nations. Il connaissait d'ailleurs toutes les dérogations commises par Napoléon au préjudice du blocus, et il prétendait avec raison avoir un droit égal de régler son commerce, et de modifier ses tarifs. Il n'ignorait pas non-plus les négociations entamées à son insu avec l'Angleterre, par l'entremise de Labouchère, bien que Napoléon eût pris la peine de les démentir[1], pour les avouer un peu plus tard dans un document public.

A la fermeté du langage de la Russie, Napoléon s'aperçut de bonne heure qu'il faudrait en venir à la guerre pour faire céder Alexandre. Dès le 4 août 1810, avant même de lui avoir communiqué le décret du 5 août, on le voit faire ses premiers préparatifs militaires contre la Russie. Il indique au roi de Saxe les travaux à entreprendre pour faire de Torgau

1. A la date du 16 mai 1810.

la place d'armes de dépôt de son royaume, les fortifications à exécuter à Modlin pour avoir un pont sur la Vistule; il désigne à Clarke les renforts à envoyer à Danzig, à Glogau, à Küstrin, à Stettin[1]. Ses instances auprès d'Alexandre n'en deviennent pas moins pressantes. Il a appris que six cents bâtiments anglais ou neutres errent dans la Baltique, sous le coup d'une panique, il l'adjure de les faire saisir et de contraindre par là l'Angleterre à la paix, il sait qu'elle est aux abois[2]. Alexandre reste fidèle à son système ; il fait saisir les bâtiments anglais, mais il respecte les neutres. Un mois après, nouvelles instances : « il n'y a pas de vrais neutres ; tous sont des Anglais masqués sous divers pavillons et porteurs de faux papiers. Il faut les confisquer et l'Angleterre est perdue. » En même temps, le solliciteur s'apprête à passer de la prière à la contrainte. Il active plus que jamais ses préparatifs ; il fortifie les places de la Vistule, il fait préparer à Clarke les cadres d'une armée de trois cent mille hommes pour l'Allemagne, et de deux cent mille hommes pour l'Italie[3]. Il fait expédier secrètement soixante mille fusils et des canons au roi de Saxe ; il envoie des renforts considérables à Davout sur l'Elbe, à Rapp sur la Vistule.

Il y avait plusieurs mois que Napoléon organisait ces préparatifs de guerre contre la Russie, lorsqu'il apprit tout à coup, vers le commencement de décembre, que les Russes exécutaient de leur côté quelques travaux défensifs, non pas comme lui à cinq cents

1. Napoléon au roi de Saxe et à Clarke, 4 août 1810.
2. Napoléon à Alexandre, 23 octobre 1810.
3. Napoléon à Clarke, 6 octobre 1810.

lieues en avant de leur frontière, mais à environ cent lieues en arrière c'est-à-dire sur la Dwina et sur le Dniester. Il en fut indigné : « On ne peut pas se dissimuler, fit-il écrire à Caulaincourt, que ces ouvrages montrent de mauvaises dispositions chez les Russes. Voudraient-ils faire la paix avec l'Angleterre et violer le traité de Tilsit ? ce serait incontinent la cause de la guerre[1] ». Ces menaces se trompaient d'adresse. Alexandre écouta avec beaucoup de douceur les représentations de Caulaincourt, puis il énuméra avec une minutieuse exactitude, devant notre ambassadeur étonné, les travaux que Napoléon faisait exécuter lui-même à Modlin, à Praga, à Sierok, à Thorn, à Danzig, les envois d'armes et de troupes en Saxe et dans le grand duché de Varsovie ; il fit ressortir le caractère éminemment offensif de ces précautions militaires, l'attitude au contraire toute défensive de la Russie qui se bornait à fortifier quelques villes éloignées de la frontière, Dunabourg, Riga, Revel, Smolensk; à ramener quelques troupes de la Finlande en Lithuanie; il rappela tous ses légitimes sujets de plainte contre la France, les cessions galiciennes, le rejet de la convention polonaise, la duplicité offensante avec laquelle on l'avait traité dans l'affaire du mariage, nos nouveaux envahissements en Italie et en Hollande, la mauvaise foi qu'on mettait à éluder au moyen des licences ce système continental dont on prétendait lui imposer les dures prescriptions. Cet exposé terminé, il se borna à prendre amicalement pour juge Caulaincourt lui-même, esprit juste et droit, qui con-

1. Napoléon à Champagny, 5 décembre 1810.

naissait beaucoup moins bien notre situation qu'Alexandre, et qui ne put que ratifier tantôt par son silence, tantôt par des explications embarrassées, la légitimité de ces griefs.

Quelque inquiétants que fussent des sujets de plainte que Napoléon semblait prendre à tâche de raviver sans cesse, au lieu de chercher à les faire oublier, ils furent comme effacés en un seul jour par le nouvel attentat contre le droit des gens, qui vint frapper l'Europe de stupeur, au moment même où Alexandre adressait à Caulaincourt ces équitables remontrances. Le 10 décembre 1810, c'est-à-dire en pleine paix continentale, si l'on faisait abstraction d l'Espagne, et sans qu'on pût invoquer l'ombre d'un prétexte ou d'une provocation, un message de l'Empereur, adressé au Sénat, fit connaître aux gouvernements européens que Napoléon venait de réunir à l'empire le Valais, une partie du Hanovre, les villes hanséatiques, le Lauenbourg, le duché d'Oldenbourg, et toutes les côtes depuis l'Ems jusqu'à l'Elbe. Cet acte, extraordinaire même chez l'auteur de tant d'usurpations, était motivé par des considérations plus extraordinaires encore : « Les Anglais ont déchiré le droit public de l'Europe, disait Napoléon ; un nouvel ordre de choses régit l'univers. De nouvelles garanties *m'étant devenues nécessaires*, la réunion des embouchures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser, et de l'Elbe à l'Empire *m'ont paru être les premières et les plus importantes*... La réunion du Valais est une conséquence prévue des travaux immenses que je fais faire depuis dix ans dans cette partie des Alpes. »

Et c'était tout. Pour justifier de pareilles violences, il ne daignait même plus alléguer des prétextes, faire naître des occasions trop lentes à se produire, mettre la ruse au service de la force ; il ne consultait plus que sa politique, c'est-à-dire son bon plaisir. Pour s'emparer d'un pays, il lui suffisait que ce pays fût à sa convenance ; il le disait tout haut, comme la chose la plus simple du monde ; et il jugeait à propos d'ajouter que ces nouvelles usurpations n'étaient qu'un commencement, et, selon son expression, les *premières* de celles qui lui semblaient encore nécessaires ! Et c'était à l'Europe mécontente, humiliée, poussée à bout par les barbares inepties du système continental, qu'il osait signifier de pareils défis, comme s'il eût voulu la convaincre à tout prix que tout accommodement, toute conciliation étaient impossibles ; que pour les gouvernements comme pour tous les hommes de cœur, il n'y avait plus qu'un seul parti honorable, c'était de combattre jusqu'à la mort. Marmont raconte dans ses *mémoires* que, se trouvant à Paris vers cette époque, il alla voir son ami et compatriote Decrès, le ministre de la marine, homme plein de bon sens et d'esprit qui l'étonna beaucoup. Marmont partageait l'ivresse encore générale surtout parmi les militaires ; il croyait fermement à la perpétuité de la fantasmagorie impériale. Il croyait de bonne foi que cette création chimérique était fondée sur des assises inébranlables, que nous avions succédé à la grandeur romaine, que cette nation spirituelle et mobile, si incapable de se gouverner elle-même, était appelée à gouverner le monde. Et toute la France prenait, comme lui, si bien au sé-

ieux cette vision; qu'elle en resta éblouie et affolée le longues années après que le rêve avait disparu : « Eh bien, Marmont, lui dit Decrès, vous voilà bien content parce que vous venez d'être fait maréchal. Vous voyez tout en beau. Voulez-vous que moi je vous dise la vérité et que je vous dévoile l'avenir? *l'Empereur est fou, tout à fait fou*, il nous culbutera tous tant que nous sommes, et tout cela finira par une épouvantable catastrophe ! »

# CHAPITRE VIII.

ÉTAT DE L'ESPAGNE A LA FIN DE L'ANNÉE 1809. — CAMPAGNE D'ANDALOUSIE (NOVEMBRE 1809-JUILLET 1810.)

On aurait pu croire, d'après les imprudentes provocations que Napoléon adressait ainsi coup sur coup aux puissances européennes vers la fin de l'année 1810, que les affaires d'Espagne, qui auraient dû être son principal, sinon son unique souci, avaient pris une tournure nouvelle et inespérée, que ses armées venaient d'y remporter quelque triomphe éclatant, qu'il était à la veille, en un mot, d'être enfin débarrassé de cette guerre dévorante, qui lui avait déjà coûté plus de soldats à elle seule que toutes ses campagnes précédentes; il n'en était rien. En dépit des quatre cent mille hommes qu'il entretenait alors dans la Péninsule, jamais sa domination n'y avait été moins affermie, son nom plus détesté; jamais ses généraux n'y avaient été plus découragés, ses partisans plus abattus, ses ennemis plus confiants.

Lorsque, au mois d'octobre 1809, Napoléon avait

signé la paix avec l'Autriche, lorsque les grandes masses de l'armée d'Allemagne étaient redevenues disponibles, tout le monde s'était attendu à les voir refluer vers l'Espagne, conduites par celui qui venait de les faire triompher à Wagram. Personne en Europe n'était plus en état de songer à une diversion en faveur de ce malheureux pays; on s'intéressait à son sort, on faisait des vœux pour lui, mais on considérait sa perte comme inévitable; on s'y résignait d'avance. L'Angleterre seule persistait à le soutenir avec les trente mille hommes qu'elle entretenait en Portugal sous les ordres de Wellington. Mais malgré les miracles qu'avait faits cette petite armée à Oporto et à Talavera, comment supposer qu'elle pourrait tenir tête aux renforts écrasants qui allaient submerger la Péninsule, si l'Empereur se décidait à y amener les soldats de Wagram? Les Anglais, comme les Espagnols, n'envisageaient donc qu'avec effroi cette éventualité; le roi Joseph l'appelait de tous ses désirs, comme la consolidation définitive de son trône chancelant; l'armée, comme la fin de ses humiliations et de ses longues misères; la France, comme le préliminaire d'une paix plus réelle que celle qu'on venait de signer à Vienne.

Napoléon avait si bien senti l'importance d'une pareille résolution, qu'il avait annoncé au Sénat son prochain départ pour l'Espagne, en prédisant avec plus d'emphase qu'il ne convenait peut-être « la fuite du léopard épouvanté. » Après un tel engagement, le doute ne semblait plus permis, et dès le mois de novembre 1809, le bruit de son arrivée imminente s'était tellement accrédité en Espagne,

que le roi Joseph avait envoyé des officiers au devant de lui pour lui souhaiter la bienvenue[1]. Ce que les uns craignaient et ce que les autres espéraient de sa présence en Espagne, ce n'était pas seulement la supériorité incontestée de son génie, c'était la certitude que rien ne manquerait, ni sous le rapport des ressources ni sous le rapport des troupes, pour atteindre un grand but, c'était la fin de ces jalousies et de ces rivalités qui avaient paralysé le commandement, c'étaient ces grandes concentrations auxquelles nulle force n'était en état de résister en Espagne, et qui balayaient tout devant elles comme un ouragan. L'Empereur avait un tel intérêt à se montrer dans la Péninsule, ne fût-ce que pour un moment, qu'on s'attendait à chaque instant à l'y voir paraître. A mesure que le temps s'écoula, les doutes s'éveillèrent; mais pendant de longs mois cette incertitude suffit pour intimider et troubler profondément ses ennemis.

Quelles que fussent ses intentions secrètes à cet égard, il y avait deux faits dont il ne pouvait méconnaître l'évidence, sans mettre en péril sa fortune et sa gloire. Le premier était la nécessité d'en finir à tout prix avec une guerre si dangereuse, qui, pendant la campagne d'Autriche, avait occupé ses meilleures troupes, qui pouvait lui lier les mains au moment où il aurait besoin de toutes ses forces. Le second était l'impossibilité d'y mettre fin sans y consacrer toutes ses ressources militaires. Il y avait près de deux ans que ses plus belles armées venaient s'engouffrer dans la Péninsule sans pouvoir y établir sa domina-

1. *Mémoires* de Miot de Mélito.

tion; il y avait employé ses plus habiles généraux, ses vétérans les plus éprouvés, un matériel immense; il avait réussi à couvrir ce pays de sang et de ruines; mais l'œuvre n'était pas plus avancée qu'au premier jour. Bien que vainqueurs dans la plupart des grands engagements, nos corps d'armée, nos divisions, nos détachements étaient partout contenus, bloqués, neutralisés dans les positions qu'ils occupaient, et si l'Espagne pouvait être soumise, ce n'était que par un effort très-supérieur à tout ce qu'on avait tenté jusque-là.

A la suite de la bataille de Talavera, nos armées, loin de songer à profiter de leur supériorité numérique pour poursuivre un ennemi à la fois fugitif et victorieux, étaient restées pendant quelque temps immobiles, et comme à demi étourdies de la forte secousse qu'elles avaient reçue. Wellington avait pu se retirer, sans être inquiété, de Truxillo sur Badajoz, puis il avait établi ses cantonnements entre Badajoz et Alcantara, couvrant la frontière méridionale du Portugal. Il se trouvait hors d'état lui-même de rien entreprendre depuis la grande concentration qui s'était opérée autour de Madrid. Il le pouvait d'autant moins, qu'il s'était vu forcé de renoncer à la coopération des armées espagnoles, par suite des mécomptes de toute nature qu'il avait éprouvés durant la campagne de Talavera. Chassés du Portugal, nous avions été obligés d'évacuer également la Galice; nous n'occupions guère qu'une moitié de l'Estrémadure et de la vieille Castille; tout l'ouest de la Péninsule échappait donc à notre domination. Au sud, nous n'avions franchi les défilés de la Sierra

Morena et la ligne de la Guadiana que pour subir le désastre de Baylen ; nous ne nous étions plus montrés au delà de la Manche depuis la défaite de Dupont. C'était toute l'Andalousie avec ses magnifiques provinces, Séville, Cordoue, Jaën, Grenade, que nous avions perdues du même coup. Nous étions un peu moins malheureux dans l'est. Nous nous maintenions avec des succès mêlés de revers dans la Catalogne et l'Aragon, mais nous n'y occupions ni la province de Valence, ni celle de Cuença, ni Murcie. Nous ne tenions en définitive que le nord de la Péninsule, qui nous était toutefois disputé par d'innombrables guérillas sans cesse acharnées contre nos communications. Quant au centre, il était inondé de nos troupes ; mais nous y étions plutôt campés qu'établis.

Ces provinces insoumises étaient protégées par des obstacles naturels d'une grande force, résultant de la configuration même du pays. On y rencontrait à chaque pas des rochers, des torrents, des défilés, des précipices, qui offraient de puissants moyens de défense à une population fanatisée, à des armées peu solides en plaine et en bataille rangée, mais redoutables dans les actions partielles, presque invincibles lorsqu'elles combattaient dans des positions retranchées. Ces provinces étaient en outre défendues par des places fortes, qui étaient autant de centres d'insurrection et de résistance, et dont nous avions trop négligé de nous emparer. C'étaient Badajoz et Olivença en Estrémadure ; Alméida, Elvas et Abrantès, en Portugal ; Ciudad Rodrigo, en vieille Castille ; Cadix, Gibraltar, en Andalousie ; Mequinenza et

Lerida, en Aragon; Tortose, Tarragone, Hostalrich, Girone, en Catalogne, et beaucoup d'autres places moins importantes, mais qui n'en exigeaient pas moins un siége régulier. Gouvion-Saint-Cyr assiégeait Girone inutilement depuis près de six mois. Un vrai héros, don Alvarès de Castro, défendait ses remparts croulants à la tête de quelques milliers d'hommes mourant de faim. Girone attestait, après Saragosse, de quels prodiges de constance et de courage les Espagnols étaient capables lorsqu'il s'agissait de défendre leurs villes.

Autour de ce vaste demi-cercle que nous occupions au centre de l'Espagne, et qui allait en se rétrécissant vers le nord, se groupaient nos différents corps d'armée, auxquels faisaient face un nombre presque égal de corps espagnols, toujours prêts à se reformer malgré leurs défaites répétées. En Estrémadure, Mortier et Soult observaient Wellington; dans la Manche, Victor et Sébastiani surveillaient les débouchés de la Sierra Morena. On savait qu'en Andalousie l'armée de Gregorio de la Cuesta avait reçu de nombreux renforts; qu'elle était placée sous le commandement d'un officier plein d'ardeur et de présomption, le général Areizaga. On s'attendait à la voir paraître avant peu au delà des défilés où elle montrait souvent ses têtes de colonnes. En Catalogne et en Aragon, Saint-Cyr et Suchet avaient à combattre Reding et Blake. D'abord battu par Blake à Alcaniz, Suchet avait pris sa revanche à Maria et à Belchite; il se préparait à assiéger les places fortes de l'Ebre, et poursuivait à outrance les bandes de Mina. Il préludait dès lors à ce bonheur constant qu'il dut tout à

la fois à une habile administration, à des talents militaires distingués et à la fortune de n'avoir jamais eu les Anglais pour adversaires. Dans les Asturies, le général Bonnet avait à lutter contre Mahy et Ballesteros ; dans la vieille Castille, le général Marchand, qui remplaçait le maréchal Ney, appelé momentanément en France, venait d'éprouver à Tamamès un échec des plus sérieux qui lui avait été infligé par del Parque, à la tête du corps de la Romana.

Dans les provinces du nord, directement placées sur notre ligne de communication, la Navarre, l'Alava, la Biscaye, le passage continuel de nos armées ne permettait pas à l'insurrection de nous opposer des troupes régulières. Elle y suppléait par des centaines de guérillas qui enlevaient nos convois, arrêtaient nos courriers, pillaient nos dépôts, harcelaient nos détachements, tuaient nos blessés et nos traînards, mettaient hors de combat un tiers de nos effectifs avant qu'ils fussent arrivés à destination, nous faisaient plus de mal en un mot que toutes les autres armées espagnoles réunies. Les guérillas, produit original et spontané de cette guerre et de ce pays, et qu'on n'imiterait pas impunément dans des circonstances différentes de celles qui les ont fait naître, avaient pris depuis quelques mois un immense développement. Il est certain, malgré les grands services qu'elles rendirent, qu'elles ont été fatales à l'Espagne par les habitudes de brigandage, d'indiscipline et d'anarchie qu'elles y créèrent. Si l'Espagne avait été placée vis-à-vis de la France dans les conditions d'une guerre normale, il eût incontestablement mieux valu pour elle de n'avoir pas recours à une

arme aussi dangereuse. Mais en présence d'un ennemi qui prétendait occuper, non pas une partie de ses provinces, mais son territoire tout entier, toute guerre régulière, et même toute trêve si courte qu'elle fût, devenait impossible. L'Espagne ne pouvait avoir ni le choix de l'heure ou des moyens, ni le bénéfice d'une longue préparation, ni les avantages si précieux d'une résistance disciplinée. Avant de songer à la préservation de l'ordre et de certains principes sociaux, il fallait songer à vivre et à rester une nation. Sans les guérillas, elle n'y serait probablement pas parvenue, car la guerre d'Espagne n'eût pas duré six mois, et tous les fruits de cette longue résistance eussent été perdus pour l'Europe.

Cette inaction générale de nos armées ne tenait pas seulement aux pertes considérables qu'elles avaient subies, aux fatigues exagérées des campagnes de Portugal et d'Estrémadure, à la pénurie extrême dans laquelle elles vivaient ; mais aussi au profond découragement qui s'était emparé des chefs, aux défiances, aux rancunes qui les divisaient, au manque d'unité dans le commandement, à l'absence d'une autorité reconnue et obéie. Jourdan avait été rappelé en France après Talavera, et le maréchal Soult l'avait remplacé comme chef d'état-major de Joseph. Mais le roi n'avait pardonné à Soult ni sa lenteur à opérer son mouvement sur Plasencia, ni son inertie pendant la retraite des Anglais, ni ses prétentions à ne suivre que ses propres inspirations. Joseph était en outre piqué au vif de la rigueur impitoyable avec laquelle Napoléon avait signalé ses fautes stratégiques, et découvert ses petites dissimulations à la

suite de la dernière campagne. Le blâme et les critiques que lui avaient attirés ses opérations n'étaient pas de nature à l'encourager à reprendre l'offensive. Il se considérait comme méconnu et presque sacrifié. Il était outré de l'indocilité des généraux, révolté de leurs exactions qu'il était impuissant à réprimer, profondément humilié de la détresse financière dans laquelle on le laissait. Son trésor n'avait plus, pour toute ressource, que les recettes de l'octroi de Madrid, quelques faibles perceptions recueillies dans les provinces environnantes, enfin, une portion minime du produit des confiscations sur lesquelles Napoléon s'était réservé la part du lion. C'était avec ces pauvres subsides qu'il fallait faire vivre l'armée, la garde, la cour, les fonctionnaires, sans parler des favorites que Joseph entretenait par goût aussi bien que par tradition.

Ces ressources étaient très-insuffisantes. Napoléon avait pour système de ne payer que la solde des troupes, sans s'occuper de leur entretien. Il fallait donc de toute nécessité que nos armées vécussent en rançonnant et en pillant le pays, ce qui démoralisait les soldats, ruinait et exaspérait les populations. Joseph jugeait avec une parfaite clairvoyance qu'étant donné le caractère espagnol, sa haine contre les étrangers, son indomptable énergie, un pareil système ne soumettrait le pays qu'après une complète extermination des hommes en état de porter les armes. Chaque vol, chaque exaction donnaient à l'armée insurrectionnelle un soldat de plus, et nos procédés ne pouvaient y produire qu'un seul résultat, celui d'éterniser la résistance.

Bon et optimiste par nature, Joseph avait pour ces barbaries une horreur sincère; il en appréciait sainement les effets, mais il ne se faisait pas moins illusion que son frère, lorsqu'il se figurait, dans sa crédule vanité, que s'il était livré à lui-même, il ramènerait les Espagnols par le seul prestige de sa générosité, de sa douceur, de sa courtoisie, de son esprit libéral et conciliant. En cela il se trompait comme Napoléon; mais l'utopie de l'un était la méprise d'une âme élevée, tandis que celle de l'autre était l'erreur d'un esprit effréné qui ne reculait jamais devant l'atrocité des moyens, lorsqu'il les jugeait de nature à le mener à son but. On peut d'ailleurs s'en rapporter à leurs appréciations lorsqu'ils se critiquent l'un l'autre. On ne connaît bien la vérité tout entière qu'à la condition de les écouter tous deux; et chacun d'eux excelle à découvrir les côtés faibles du système qui lui est opposé. Mais ce que ni l'un ni l'autre ne voulaient comprendre, c'est qu'il n'y avait qu'un seul moyen d'arranger les affaires d'Espagne; c'était de laisser les Espagnols libres de se gouverner comme ils l'entendaient.

Autant les Français étaient découragés, incertains, peu rassurés sur l'avenir, autant les Espagnols se montraient ardents, exaltés, téméraires. Ce n'est pas que leurs embarras fussent moindres que ceux des envahisseurs. Ils avaient au contraire à lutter contre des difficultés mille fois plus graves, car ils ne possédaient plus ni gouvernement légal, ni institutions, ni armées organisées. Ils voyaient leur pays en proie à d'épouvantables dévastations dont rien ne faisait prévoir le terme, et ils n'affrontaient guère leurs

ennemis que pour se faire tailler en pièces. Mais le patriotisme transformait tout à leurs yeux, il leur tenait lieu de tous les biens qu'ils avaient perdus, il leur inspirait une invincible espérance, et leur foi dans le succès final de leur cause n'avait d'égal que leur confiance dans sa justice. Leurs fautes politiques et militaires provenaient même, pour la plupart, d'un excès de présomption.

Après avoir dégoûté Wellington de leur coopération par leurs bravades, et par leur facilité à faire des promesses qu'ils ne tenaient pas, ils méprisaient aujourd'hui ses avertissements comme ceux d'un esprit timide, parlaient d'agir avec leurs seules forces, de marcher sur Madrid, de chasser les Français de la péninsule. Leur plus grand mal était le défaut de direction ; mais si tous en souffraient, bien peu s'en rendaient compte. Les juntes insurrectionnelles, qui s'étaient formées dans toutes les provinces au début de la guerre, avaient exercé sur la force et la durée de la résistance une action à laquelle aucun pouvoir centralisé n'aurait pu suppléer. Mais il était impossible de leur demander des opérations d'ensemble ou des décisions d'intérêt général. On avait compris le besoin d'une autorité plus haute, et la junte centrale, formée des délégations des juntes particulières, était née de cette nécessité. Maintenant on comprenait l'insuffisance de la junte centrale elle-même.

Émanée de pouvoirs insurrectionnels qui avaient peu de respect pour leur propre ouvrage, dépourvue de titres légaux et d'attributions nettement définies, la junte centrale, fixée à Séville, s'était vue en butte d'abord à la jalousie de la junte locale de cette cité,

puis à la résistance ouverte des juntes de Valence, d'Estrémadure et de plusieurs autres provinces. Comme toute assemblée qui s'arroge l'exercice du pouvoir exécutif, en même temps que le législatif, elle avait commis beaucoup de fautes. Elle n'avait montré ni sagesse, ni prévoyance, ni esprit pratique dans l'administration militaire; elle avait beaucoup plus déclamé qu'agi. On critiquait ses actes, on discutait ses décisions, on contestait ses pouvoirs; et bientôt on conspira contre elle. C'est là le sort naturel et mérité de tout gouvernement qui se refuse à demander à la nation la consécration légale du pouvoir que lui a donné le hasard d'une révolution. Les Espagnols expiaient, par une anarchie pleine de périls, le tort de n'avoir pas imposé à leurs délégués une convocation immédiate des Cortès.

Cette grande mesure, d'autant plus nécessaire que le danger était plus menaçant, était réclamée de toutes parts avec une énergie croissante. Mais, comme il arrive toujours en pareille occurrence, la junte centrale trouvait toute sorte de bonnes raisons pour ne pas se démettre de sa dictature. Elle alléguait, dans le seul but de se perpétuer, divers prétextes qui ne faisaient honneur ni à sa bonne foi ni à son patriotisme, la crainte que cet appel à la nation n'arrêtât l'élan militaire, ou qu'il ne fît tomber le pouvoir dans les mains des partisans de l'ancien régime, ou qu'au contraire il n'amenât aux affaires des réformateurs fanatiques qui perdraient tout par des innovations inopportunes. Elle ne voyait de sûreté et de salut pour le pays que dans sa propre conservation; hors de là, tout était péril. Bientôt cependant, effrayée

de son isolement, de son impopularité, des conspirations qui se tramaient autour d'elle, la junte centrale se vit forcée de céder au cri de l'opinion publique. Elle se démit d'une partie de ses attributions en faveur d'une Commission exécutive dans laquelle entra un de ses principaux adversaires le marquis de la Romana. Elle se résigna bien à contre-cœur à admettre qu'on pourrait un jour se passer de ses services, et décida que les Cortès seraient convoquées au mois de mars 1810. Cette concession, aussi tardive qu'insuffisante, ne pouvait lui faire pardonner sa longue usurpation; elle n'en fut récompensée que par le mépris public.

Telle était la situation générale de l'Espagne lorsque Napoléon conclut la paix avec l'Autriche, et se trouva mis en demeure par les événements, aussi bien que par ses engagements réitérés, d'y venir terminer en personne cette guerre funeste. Il devait d'autant plus tenir à remplir cette promesse qu'il était le seul auteur et le seul partisan de cette criminelle entreprise, conçue, préparée, soutenue et continuée par lui malgré le sentiment public, et sans qu'aucun intérêt national s'y trouvât engagé; il le devait aux souffrances de ses soldats sacrifiés pour la plus indigne des causes, à sa propre dignité, à la sécurité de ses autres conquêtes, au renom même de sa puissance et de son génie. S'il ne sentit pas la force de ces motifs, il feignit du moins de les comprendre. Il n'eut pas plutôt quitté Vienne, qu'il fit diriger sur les Pyrénées des renforts importants sous la conduite du général Loison, en annonça d'autres plus nombreux encore, qui devaient être amenés par

Junot. Le tout formait un total de quatre-vingt mille hommes d'infanterie et de seize mille cavaliers. Il envoya Berthier à Bayonne, en qualité de major-général, pour s'y occuper spécialement de leur organisation, puis il fit répandre partout le bruit de son prochain départ pour l'Espagne, afin d'y tenir ses ennemis intimidés sous le coup de cette formidable éventualité.

Les Espagnols se montraient impatients d'agir, comme pour prévenir ce danger. Ils préparaient une grande opération offensive contre le roi Joseph, oubliant une fois de plus que, réduits à leurs seules forces, ils étaient incapables d'affronter en bataille rangée les masses de troupes que nous avions réunies sur les grands plateaux qui entourent Madrid. Plusieurs circonstances les entraînèrent à commettre cette faute, l'enthousiasme produit par le succès du duc del Parque à Tamamès, l'espoir de la junte centrale de retremper sa popularité dans la victoire, la force et la bonne tenue relative de leur armée d'Andalousie, la plus nombreuse et la mieux équipée qu'on eût vue depuis longtemps en Espagne. Wellington, qui se trouvait alors à Séville, où il était venu voir son frère le marquis de Wellesley, s'efforça vainement de détourner les chefs du gouvernement de ce projet. Non-seulement ses avis ne furent point écoutés, mais la junte centrale, pour donner plus de confiance à son général, Areizaga, lui fit parvenir l'assurance formelle que Wellington devait lui apporter son concours dans cette campagne.

Rien n'était plus éloigné des intentions du général anglais. Il avait expérimenté à ses dépens l'outre-

cuiaance des chefs espagnols, leur entêtement, leur ignorance militaire, le peu de solidité et le manque de discipline de leur armée. Dans la sévérité de ses rancunes, il ne leur reconnaissait qu'une seule qualité, la facilité à se reformer après une bataille perdue[1]; il était fermement résolu à n'accepter avec eux d'action commune qu'à la condition de leur dicter des ordres, et d'avoir ses approvisionnements assurés. Il n'admettait pas que, selon une opinion très-répandue alors et depuis, l'enthousiasme suffît pour faire des soldats :

« On croit, écrivait-il à ce sujet dans une lettre adressée à lord Castlereagh, que l'enthousiasme a fait la force des Français durant leur révolution, et qu'il a seul enfanté ces efforts qui ont presque conquis le monde. Mais, si on y regarde de près, on verra que l'enthousiasme fut seulement l'apparence, et la force l'instrument réel qui, sous le système de la terreur, mit en œuvre les immenses ressources de la France, et qui pour la première fois arrêta les coalisés. L'Europe a été ensuite conquise par la persévérance dans ce système qui appliquait tous les individus et toutes les propriétés au service des armées[2]. » Les armées espagnoles n'ayant encore pour elles que l'enthousiasme, il leur fallait, selon lui, acquérir les qualités militaires avant d'entreprendre de grandes opérations : « De grandes masses retranchées dans de très-fortes positions, où elles puissent se former à la discipline à l'abri des attaques des Français, pendant

1. A Castlereagh, 24 août 1809 : *Dispatches.*
2. *Ibid.*

que ceux-ci seront eux-mêmes harcelés par les guérillas; voilà, écrivait-il encore, le système que j'ai toujours recommandé comme le plus approprié à la nature du pays et au caractère du peuple[1]. »

Ces conseils du bon sens, qui à la guerre comme en politique est le génie même, lorsqu'il s'unit à la rapidité de la conception, furent rejetés avec dédain. La junte centrale discutait déjà ce qu'il conviendrait de faire, lorsqu'on aurait pris possession de Madrid[2]. Areizaga, jeune officier plein de courage, de présomption et d'incapacité, qu'on avait porté au commandement pour ses défauts autant que pour ses qualités, franchit avec cinquante mille hommes les défilés de la Sierra Morena, dans les premiers jours de novembre 1809. De là, il s'élança dans les plaines de la Manche avec une impétuosité sans pareille. Il se croyait tellement sûr de la victoire, qu'il traînait à sa suite une troupe de comédiens qui répétaient une pièce destinée à célébrer son entrée dans Madrid[3]. Après un petit combat de cavalerie avec nos avant-postes à Dos Barrios, il traversa Ocaña, et arriva jusqu'au Tage vers Aranjuez. Alors, devenu tout à coup aussi hésitant qu'il avait été résolu, et comme étonné de sa propre audace, il perdit le temps en tâtonnements inutiles, fit traverser le fleuve à une de ses divisions, puis la rappela, puis enfin se reporta sur Ocaña, où semblait l'appeler son mauvais destin.

Soult, après quelque incertitude sur les desseins

1. 28 octobre 1809 : *Dispatches*
2. Toreno.
3. Miot.

de l'ennemi, avait rappelé Mortier et le cinquième corps de Talavera sur Tolède, il avait fait passer le Tage à Sébastiani près d'Aranjuez, et amené en outre sur ce point la division Dessolle et la garde de Joseph. Ces forces réunies formaient un total d'environ trente-cinq mille hommes d'excellentes troupes. Ses flancs étaient d'ailleurs parfaitement couverts à droite par le deuxième corps qui le gardait à Oropesa contre un mouvement offensif des Anglais, à gauche par Victor qui avait remonté la vallée du Tage jusqu'à Fuente Duena. Le 18 novembre au soir les deux armées achevaient leur mouvement de concentration aux environs d'Ocaña, lorsque trois de nos brigades de cavalerie se trouvèrent tout à coup en présence de toute la cavalerie espagnole. Au lieu de se retirer devant cette masse plus imposante que solide, elles la chargèrent avec impétuosité, et la repoussèrent en désordre.

Le lendemain 19, sans attendre Victor, nos troupes abordèrent audacieusement l'armée espagnole. Elle avait pris position à Ocaña, son centre en avant de la ville, sa droite sur une colline vers Noblejas, sa gauche derrière un ravin tellement profond qu'elle ne pouvait ni y être attaquée, ni attaquer elle-même. L'immobilité forcée à laquelle était condamnée cette partie de l'armée d'Areizaga, permit à Soult de jeter presque toutes ses forces sur la droite espagnole. Elle fut chargée par la cavalerie de Sébastiani et par deux divisions d'infanterie, pendant que Sénarmont foudroyait le centre avec trente pièces d'artillerie. Les Espagnols soutinrent avec fermeté cette première attaque, bien que leur cavalerie, intimidée par le com-

bat de la veille, ne leur fût d'aucun secours. La division Leval décimée par leur feu dut rétrograder, et son général tomba grièvement blessé. Mais on ne leur laissa pas le temps de mettre à profit cet avantage momentané. Mortier, ayant aussitôt poussé en avant la division Girard, secondée au centre par celle de Dessolle, qui fit irruption sur Ocaña et l'enleva à la baïonnette, la ligne espagnole fléchit, et les troupes se débandèrent. Sébastiani fondit alors avec toute sa cavalerie sur leurs rangs à demi rompus. Il fit mettre bas les armes à un corps de six mille hommes, et chargea sans relâche les débris épars d'une armée qui n'était plus qu'une multitude saisie de panique, fuyant dans toutes les directions. La bataille avait duré trois heures. Les Espagnols avaient perdu près de cinq mille hommes tués ou blessés, et lorsque la nuit tomba, nous avions recueilli jusqu'à vingt-cinq mille prisonniers. Nous n'avions perdu que mille sept cents hommes tués ou blessés[1].

On apprit presque en même temps, que Kellermann avait pris à Alba de Tormes une revanche de l'échec de Tamamès, et bientôt après, que les défenseurs de Girone avaient succombé (le 1er décembre 1809), devant les habiles dispositions de Saint-Cyr, après d'horribles souffrances héroïquement supportées. Saint-Cyr, disgrâcié pour avoir critiqué avec trop d'indépen-

1. Soult, dans une lettre écrite au sujet de cette bataille (en date du 22 novembre 1809), n'évaluait notre perte qu'à cent cinquante tués et cent cinquante blessés. Mais on ne doit voir là qu'un de ces mensonges de bulletin qui étaient devenus traditionnels dans notre armée. Le rapport de Mortier était beaucoup plus véridique : il évaluait notre perte à mille deux cents hommes.

dance les ordres qu'on lui adressait de Paris, était rentré en France la veille de la capitulation de la place, et tout l'honneur de ce succès fut attribué au maréchal Augereau, son successeur, dont le court passage en Catalogne ne fut marqué que par des revers.

Ces avantages dont on ne pouvait contester l'importance, relevèrent pour un temps le prestige de nos armes dans la Péninsule. Des renforts considérables pénétraient chaque jour en Espagne, par la frontière des Pyrénées. On en attendait de plus grands encore. On connaissait à Madrid la destination que leur réservait l'Empereur. Marcher tout d'abord aux Anglais, les pousser jusqu'à la mer, les forcer à se rembarquer après avoir détruit leurs établissements en Portugal, tel était le plan qu'il faisait annoncer partout, et qu'il devait, disait-on, réaliser lui-même, avant de compléter la soumission de la Péninsule. Mais on ne pouvait plus guère compter sur l'achèvement de ses préparatifs, et par conséquent sur son arrivée en Espagne, avant le milieu ou la fin du printemps prochain. D'ici là, cette armée qui venait de détruire si facilement à Ocaña les dernières troupes régulières de l'Espagne et le seul rempart de l'Andalousie, ne pouvait-elle plus rien entreprendre? L'Empereur se plaignait sans cesse de notre inaction: « On ne reçoit plus de nouvelles de ce qui se fait en Espagne, écrivait-il à Joseph le 11 novembre 1809. Cependant avec une armée si nombreuse et si bonne et avec des ennemis si peu redoutables devant soi, comment est-il possible qu'on n'avance pas plus les affaires? »

Joseph était sensible à ces reproches. La victoire d'Ocaña, dont il s'attribuait à lui-même tout le mérite, avait fait briller d'un nouvel éclat ses talents militaires, un peu méconnus à la suite de la bataille de Talavera. Ses troupes avaient retrouvé toute leur ardeur, mais elles mouraient de faim, comme la cour elle-même, dans des provinces horriblement épuisées par cette guerre interminable. A deux pas de là, il y avait l'abondance pour tout le monde dans les riches plaines de l'Andalousie, dans ses villes industrieuses et opulentes, dont les ressources étaient encore intactes. Pourquoi ne pas s'emparer de l'Andalousie en attendant qu'on pût entreprendre la campagne du Portugal? Qu'avait-on à craindre depuis que l'armée d'Andalousie était détruite? On savait par les Espagnols eux-mêmes que le gouvernement de la junte centrale avait lassé tout le monde, que beaucoup de villes étaient disposées à se soumettre pour en finir avec cette anarchie. Il était d'ailleurs peu probable qu'on eût à redouter une diversion des Anglais, puisqu'ils avaient laissé succomber Areizaga, et seraient tenus en respect par un corps d'armée laissé sur le Tage. La conquête de l'Andalousie ne serait donc qu'une promenade militaire, elle jetterait le découragement dans les autres provinces. Enfin cette perspective souriait à tout le monde, particulièrement à Soult[1] qui était dégoûté du Portugal et des rencontres avec les Anglais. Joseph écrivit à Napoléon pour lui soumettre ce projet, et lui envoya son aide de camp Clermont-Tonnerre, avec

1. Soult à Clarke, 14 décembre 1809.

mission de lui donner toutes les explications qui pouvaient l'éclairer.

Une seule de ces considérations était de nature à influencer Napoléon, c'était celle qu'on motivait sur les ressources fort importantes, en effet, que nous devions trouver en Andalousie. Très-sensible d'ordinaire à ce genre d'argument, il songeait en ce moment même à réduire les subsides qu'il accordait à son frère, et il répétait fréquemment que les dépenses de la guerre d'Espagne ruinaient son trésor. Mais pour un génie militaire tel que le sien, un avantage de cet ordre ne pouvait entrer un seul instant en balance avec les inconvénients et les dangers que présentait, au point de vue stratégique, l'expédition d'Andalousie.

L'Empereur connaissait assez l'Espagne, après une expérience de deux années, pour savoir que la difficulté n'était pas en général d'envahir le pays, mais de le garder. On entrerait en Andalousie comme on était entré ailleurs, cela ne pouvait faire aucun doute, lorsqu'on connaissait la force de l'armée expéditionnaire. Mais il faudrait ensuite occuper et défendre ce vaste territoire placé si loin du centre, si loin de nos lignes de communication, il faudrait y consacrer des troupes nombreuses, en état de se suffire à elles-mêmes, et qui ne pourraient jamais être d'aucun secours aux corps d'armée engagés sur les points les plus essentiels de la Péninsule. Il y avait en outre, au fond de l'Andalousie, une ville forte, Cadix, dont le siége demandait à lui seul toute une armée : pouvait-on se flatter de la soumettre en temps opportun? Était-il sensé d'engager de pareilles forces

aux extrémités de l'Espagne, lorsque les Anglais en menaçaient le cœur?

Il était impossible que des objections si évidentes ne s'offrissent pas au génie de l'Empereur. Ses ennemis eux-mêmes ne pouvaient admettre qu'il commettrait une pareille faute : « Son premier objet sera l'attaque du Portugal » écrivait Wellington dès le 14 novembre 1809[1]. Cependant il ne répondit que par le silence à la proposition de Joseph. Un mot de lui suffisait pour tout arrêter; ce mot il s'abstint jusqu'au bout de le prononcer. Les richesses de l'Andalousie lui firent oublier les dangers de l'expédition, et il laissa faire ce qu'il n'eût pas voulu ordonner. Il écrivait tous les jours à Clarke et à Berthier au sujet des affaires d'Espagne, il leur adressait les recommandations les plus minutieuses au sujet de la réorganisation des corps d'armée; ses lettres ne contenaient pas une seule observation sur l'expédition d'Andalousie.

Après d'inutiles instances pour obtenir l'autorisation qu'il demandait, le roi Joseph prit ce silence pour un consentement et l'expédition fut résolue. Il y avait plus d'un mois qu'elle était commencée, lorsqu'on reçut une lettre de Napoléon, datée du 31 janvier 1810, et contenant des conseils d'ailleurs très-justes, sur les précautions à prendre en prévision d'un mouvement des Anglais. « Il n'y a de dangereux en Espagne que les Anglais[2], » disait l'Empereur après avoir critiqué le plan de campagne. Mais

1. Wellington à lord Liverpool, 14 nov. 1809.
2. Napoléon à Berthier, 31 janvier 1810.

cette désapprobation rétrospective ne pouvait plus arrêter une entreprise inspirée par l'imprévoyance, tolérée par la cupidité, et qui devait avoir les conséquences les plus désastreuses.

L'armée de Joseph était composée de trois corps que commandaient les maréchaux Mortier et Victor, le général Sébastiani, avec Soult pour chef d'état-major. Elle comprenait en outre une réserve placée sous les ordres de Dessolle. Quant au deuxième corps, qui était commandé maintenant par le général Reynier, il avait été laissé en observation dans la vallée du Tage, aux environs de Talavera. L'armée arriva vers le milieu de janvier au pied de la sierra Morena. Le principal défilé de ces montagnes, celui qui passe par Despeña Perros, la Caroline et Baylen, offrait des positions très-favorables à la défensive; mais on pouvait le tourner par deux côtés différents, à droite par Almaden et Guadalcanal, à gauche par San Esteban. Dans ces conditions, il eût fallu autre chose que les débris découragés d'Areizaga pour défendre cette barrière, si forte qu'elle fût, contre une armée de soixante-dix mille hommes conduite par des généraux éprouvés. Sébastiani marcha donc par San Esteban et Victor par Almaden, tandis que notre principal corps, conduit par Soult et Mortier, s'avançait sur la Caroline. A la vue de ces dispositions, convaincus de l'impossibilité de nous arrêter, les Espagnols se replièrent après une résistance insignifiante, mais non sans laisser dans nos mains beaucoup de prisonniers.

Le 22 janvier, les trois corps d'armée avaient opéré leur jonction sur le Guadalquivir, de Cordoue à An-

dujar. De là, Sébastiani se dirigea à gauche sur Jaën, qui se rendit presque immédiatement. Il s'empara ensuite de Grenade après avoir culbuté Areizaga, qui fut poursuivi jusque dans le royaume de Murcie, où il dut remettre son commandement à Blake. Pendant ce temps, Joseph entrait triomphalement à Cordoue. Le 30 janvier 1810 il était à Carmona, à quelques lieues de Séville. Une question importante à résoudre se présenta à l'esprit des chefs de l'armée. Devait-on se diriger sur cette capitale, ou valait-il mieux la laisser de côté pour marcher tout droit sur Cadix, place bien autrement importante, et dont on parviendrait peut-être à s'emparer à la faveur d'une première surprise?

On savait, il est vrai, que les défenses de Séville ne pouvaient nous arrêter longtemps, qu'une partie des habitants étaient bien disposés pour nous, en haine de la junte centrale qui était tombée dans le dernier mépris, que la chute de Séville produirait une profonde impression de découragement. Mais on savait aussi que si Cadix n'était pas en quelque sorte emportée d'assaut, malgré le canal qui la séparait de la terre ferme, on en viendrait à bout très-difficilement; on savait[1] qu'une division espagnole, commandée par le duc d'Albuquerque, était accourue au secours de l'Andalousie, qu'elle avait franchi la sierra Morena presque sur la même ligne que le corps d'armée de Victor, nous avait devancés à Carmona, et qu'elle se portait à marches forcées sur Cadix. Malgré l'avance

1. C'est ce qui résulte avec évidence des lettres de Soult à Berthier, du 25 et du 31 janvier 1810.

qu'Albuquerque avait gagnée sur nous, on pouvait espérer l'atteindre en route, peut-être aux portes mêmes de Cadix, et dans ce cas tenter d'y pénétrer pêle-mêle avec lui.

Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, c'était là la seule chance que nous eussions de surprendre Cadix, et notre devoir était de la tenter. On tint conseil à Carmona et les avis furent partagés; mais l'opinion de Soult fit pencher la balance en faveur de la marche sur Séville[1]. A son avis, l'effet moral produit par la capitulation de Séville devait faire tomber Cadix: « qu'on me réponde de Cadix et je réponds de Séville! s'écria-t-il en réponse aux instances du général O'Farrill qui s'efforçait de le détourner de ce projet.

Jusqu'au dernier moment, la junte centrale avait entretenu le peuple de Séville dans les plus folles illusions. Le 20 janvier, lorsque nos avant-gardes étaient déjà sur le Guadalquivir, elle annonçait encore, dans une proclamation affichée à Séville, qu'il n'y avait rien à craindre, qu'Areizaga allait nous arrêter dans la sierra Morena pendant que del Parque et Albuquerque tomberaient sur nos flancs. Cette assurance, n'empêchait pas d'ailleurs, les membres de

1. Soult ne s'est pas fait faute, selon son habitude, de rejeter ce tort sur autrui, mais on a sur ce point plusieurs témoignages qui paraissent décisifs; d'abord le sien propre sous une forme il est vrai dubitative : « il est probable que Séville entraînera Cadix », écrit-il à Berthier le 27 janvier. On a ensuite celui de Joseph, qui est très-affirmatif, et qui est contenu dans une lettre adressée à la duchesse d'Abrantès en date du 29 août 1834; celui de Miot, qui suivait l'armée et qui est en général très-exact; enfin celui du maréchal Jourdan, qui parle d'après le récit des généraux.

la junte de faire leurs préparatifs de départ pour Cadix. Lorsque l'armée française parut devant Séville, il fallut bien se rendre à l'évidence. L'intelligence populaire, toujours si lente en pareil cas, découvrit pour la première fois que déclamer et agir sont deux choses fort différentes; que les membres de la junte n'étaient pas des héros parce qu'ils parlaient sans cesse de vaincre ou de mourir sans sortir de leur cabinet; que leur incapacité, leur présomption, leur inertie bruyante et agitée, leurs plans de campagne extravagants avaient été la cause principale, sinon unique, de tous les désastres qu'on avait eu à déplorer depuis un an; que leur obstination à ajourner les élections pouvait tenir à leur conviction peu justifiée qu'ils étaient seuls capables de sauver le pays, mais qu'elle pouvait tenir aussi à la perverse ambition de conserver malgré la nation une dictature qu'aucun mandat régulier ne leur avait conférée, et dont ils n'avaient su faire que le plus pitoyable usage. On se rappelle leurs mensonges systématiques, leurs fausses victoires, leurs actes cyniques de despotisme toujours commis au nom de la liberté; on les accuse d'avoir honteusement spéculé sur les malheurs de la patrie au profit de leur intérêt privé. La haine populaire, implacable en ses justices, parce qu'elle succède le plus souvent à une faveur aveugle, alla les chercher jusque dans leurs demeures; quelques-uns furent arrêtés et accablés de mauvais traitements, mais le plus grand nombre avait fui dès la première apparence du danger

Le roi Joseph fit son entrée à Séville le 1er février, après quelques démonstrations de résistance qui ne

furent pas soutenues, parce qu'on vit qu'elles amèneraient la destruction de la ville, sans pouvoir nous arrêter efficacement. Bien que les Français fussent justement exécrés en Espagne, le caractère de Joseph y était connu et apprécié. On savait que son rêve était de se faire aimer de ses sujets. Il fut reçu à Séville presque en libérateur, tant le gouvernement de la junte s'y était rendu méprisable et odieux. Jamais conquête ne s'était présentée sous de plus heureux auspices. « On pourrait considérer la guerre comme presque terminée », écrivait Soult à Berthier, le 3 février. L'expédition n'avait été jusque-là pour notre armée qu'une marche triomphale à travers des campagnes magnifiques, et sous le plus beau ciel du monde. Nos soldats avaient tout en abondance, les habitants se montraient pleins de prévenances pour eux, les contributions de guerre étaient exactement payées. Le roi Joseph était radieux.

Dans son ravissement, il rédigeait les proclamations les plus ridicules, tantôt déclarant en style Napoléonien « que toute résistance était inutile, que l'immuable destin avait prononcé sur le sort de l'Espagne, » tantôt promettant aux Espagnols « de bâtir une troisième colonne d'Hercule » à la mémoire de ceux qui avaient « reconquis à la France ses alliés naturels. » Il se figurait naïvement avoir inventé une nouvelle manière de faire la guerre, qui consistait à séduire et à charmer ses ennemis par la grâce et l'aménité des procédés, au lieu de les attaquer brutalement à coups de canon suivant la vieille méthode. Sébastiani venait d'entrer presque sans coup-férir à Malaga. Joseph se persuada que, grâce

au prestige qu'il venait d'acquérir en Andalousie, de simples sommations pourraient suffire pour lui soumettre même des places fortifiées. En même temps qu'il faisait marcher le corps d'armée de Victor sur Cadix, il envoya Mortier sur la Guadiana pour y sommer Badajoz. Il fit écrire à Ney, qui était de retour en Vieille-Castille, de sommer Ciudad Rodrigo, et il prescrivit à Suchet une démonstration du même genre contre Valence.

La nouvelle de la résistance de Cadix vint lui apporter sa première déception au milieu d'un si beau rêve. Dédaignant les ordres de la junte centrale, qui voulait l'attirer à Séville, où il aurait été pris sans profit pour personne, Albuquerque avait compris qu'il n'y avait en Andalousie qu'un seul point stratégique important, et qu'il fallait le sauver à tout prix, c'était Cadix. Il y marcha jour et nuit sans se laisser détourner de son but; il y fit entrer dix mille hommes et rendit par là un service incalculable à la cause espagnole.

Entourée presque de tous côtés par la mer, reliée par une lagune étroite à l'île de Léon, qu'un canal large et profond sépare de la terre ferme, protégée par des défenses formidables, alimentée par une flotte maîtresse de la mer, défendue par une garnison nombreuse qu'allait bientôt soutenir un fort contingent anglais envoyé de Lisbonne, la ville de Cadix était à peu près inexpugnable, et pouvait défier tous les efforts de l'armée d'Andalousie. Les membres de la junte centrale, qui s'y étaient réfugiés, furent immédiatement remplacés par une régence composée de cinq membres. Cette régence obtint des pouvoirs étendus

et fut chargée de gouverner en attendant la prochaine convocation des cortès. La défense fut vigoureusement organisée, et lorsque Victor parut devant la place, il ne put que l'investir après d'inutiles sommations, en attendant qu'il fût en état d'entreprendre les opérations du siége.

La résistance de Cadix fut le terme des courtes prospérités de Joseph ; à dater de ce moment tout commença à aller de mal en pis. On apprit presque en même temps que les sommations de Suchet devant Valence, de Ney devant Ciudad Rodrigo, de Mortier devant Badajoz n'avaient nullement suppléé au manque de l'artillerie de siége, et n'avaient pas eu plus de succès que celles de Victor devant Cadix. Ces maréchaux avaient dû se retirer après cette espèce de bravade peu digne de généraux sérieux ; et cette petite déconvenue n'avait pas contribué à les rendre plus bienveillants envers le roi Joseph. Au même moment, Napoléon venait de porter à son frère un coup qui lui fut mille fois plus sensible encore. Joséph était persuadé qu'il avait converti l'Empereur à ses idées sur l'Espagne, à son plan favori de la conquérir par la douceur, lorsqu'il reçut communication d'un décret rendu le 8 février 1810, qui organisait toutes les provinces situées au nord de l'Èbre en gouvernements militaires, indépendants de l'autorité royale, et soumis à la seule volonté de Napoléon. Les généraux gouverneurs de ces provinces, Suchet, Augereau, Reille, Thouvenot, y étaient investis de tous les droits de la souveraineté, y compris celui de lever des impôts et de frapper des contributions pour la solde et l'entretien de l'armée. Napo-

léon réduisait à deux millions par mois les subsides qu'il accordait à son frère. Bientôt après, d'autres décrets lui retirèrent toute influence sur la direction des armées. Masséna eut le commandement en chef de l'armée de Portugal, qui comprenait les corps de Ney, de Junot, de Reynier ; Soult fut investi de celui de l'armée d'Andalousie, et Joseph réduit à celui de la division Dessolle, sous le nom dérisoire d'armée du centre, se trouva dépouillé de tout contrôle sur les opérations militaires, comme il l'était déjà de toute autorité politique.

Militairement, cette innovation avait pour but de faciliter la tâche de la conquête en la divisant. Napoléon attribuait au système d'une direction unique, personnifiée dans le maréchal Jourdan, les fautes et les malheurs de la campagne de 1809, sans vouloir reconnaître que ces fautes et ces malheurs étaient bien plutôt imputables au défaut d'unité qu'à l'excès de concentration, car Jourdan avait été sans cesse contrarié, tantôt par les ordres inopportuns de l'Empereur, tantôt par la résistance des généraux. Multiplier les commandements et les responsabilités n'était pas un moyen de diminuer le mal, et mieux valait encore une direction même médiocre, mais unique, que les plus hautes compétences, si l'action restait divisée.

Au point de vue politique, le décret du 8 février était le préliminaire d'une réunion définitive des provinces de l'Èbre à l'empire, réunion destinée, disait l'Empereur, à l'indemniser des dépenses et des sacrifices qu'il avait faits pour l'Espagne ! Après avoir donné l'Espagne à son frère, il la lui reprenait

lambeaux par lambeaux pour récupérer les frais que lui occasionnait cette même donation; puis reconnaissant bientôt que Joseph avait aussi droit à une compensation, il lui faisait offrir le Portugal en dédommagement des provinces de l'Èbre! C'était à ce démembrement, à cet étrange chaos, à ce gâchis sans nom dans les mots et dans les choses, que devaient aboutir tant de déclarations solennelles sur l'indépendance et l'intégrité de l'Espagne. Et c'était sans doute afin de préparer l'Europe à accepter plus facilement les annexions de la Hollande, du Valais, des provinces de l'Elbe et du Weser, qu'il lui notifiait ainsi des projets sur la portée desquels personne ne pouvait se méprendre. On aurait peine à croire à une telle démence, si l'on n'en retrouvait l'expression consignée tout au long dans la correspondance du roi Joseph avec l'Empereur : « Ce n'est qu'au bout de quelques jours, écrivait Napoléon à Champagny, le 9 septembre 1810, que vous ferez connaître aux ministres espagnols *que je veux la rive gauche de l'Èbre pour l'indemnité de l'argent, et de tout ce que me coûte l'Espagne jusqu'à cette heure.* » Ainsi, par une perversion d'idées qui semble d'abord une affreuse ironie, c'étaient à ses yeux les Espagnols qui étaient ses débiteurs, et presque ses obligés, pour les avances qu'il leur avait faites dans tant de massacres!

Joseph regagna sa capitale vers le milieu du mois de mai 1810, le cœur ulcéré, exhalant les plaintes les plus amères, parlant à tout propos de donner sa démission, mais n'ayant jamais le courage de la maintenir, bien qu'il y fût encouragé par ses con-

seillers les plus intimes[1]. Il écrivait à l'Empereur lettres sur lettres, il lui envoyait successivement ses deux ministres d'Azanza et Almenara pour le faire revenir sur ses décisions. Il n'était plus, lui écrivait-il, « que le concierge des hôpitaux de Madrid ». Il se voyait abandonné de la plupart de ses serviteurs, qu'il ne pouvait plus nourrir. Il n'avait plus, quant à lui, d'autre ambition que celle de rentrer dans la vie privée, « mais il pleurait sur le changement survenu dans le cœur de son frère, sur *l'affaiblissement graduel d'une gloire immense*.... Je crains bien, disait-il encore, que Votre Majesté ne voie pas la fin de cette terrible convulsion[2]. » De temps à autre il lui échappait de véritables cris de douleur sur la pénible situation qui lui était faite : « Votre gloire ne vous permet pas de prolonger la *douloureuse agonie* d'un frère sur le trône d'Espagne[3]. »

Napoléon ne prenait plus la peine de répondre à ces lettres, qui n'étaient à ses yeux que d'importunes jérémiades. Il ne daignait même recevoir qu'à de très-rares intervalles les ministres de Joseph, qui n'obtenaient de lui aucune concession sérieuse. Pour se laver, aux yeux des Espagnols, de tout soupçon d'avoir participé au décret qui partageait leur pays, Joseph se donna le plaisir d'une vengeance toute platonique en divisant lui-même en départements toute l'Espagne, y compris les provinces au-delà de l'Èbre. Mais ses sujets ne lui témoignèrent aucune

1. Voir à ce sujet les *Mémoires* de Miot de Melito.
2. Joseph à Napoléon, 8 août 1810.
3. *Ibid.*, 10 août.

reconnaissance pour cet inutile hommage rendu à l'intégrité nationale. Ils n'avaient plus pour lui qu'un mépris peu déguisé, et Joseph ressentait leur ingratitude avec un chagrin et une assurance dans la bonté de ses propres intentions, qui a quelque chose de risible et de touchant à la fois : « Je veux, écrivait-il un jour à sa femme, que la postérité plaigne une grande nation d'avoir méconnu le roi que le Ciel lui avait donné dans sa bonté[1] ! »

Quoi qu'il en soit, l'expédition d'Andalousie n'avait été qu'une grave méprise, ajoutée à toutes les fautes que nous avions commises en Espagne. Elle nous procura à la vérité des ressources importantes, surtout au début; elle offrit une sorte de ravitaillement momentané à une royauté qui périssait d'inanition; mais elle n'eut, au point de vue militaire, d'autre résultat que celui de paralyser une armée de soixante-dix mille hommes, qui eût pu être employée plus utilement sur d'autres points, dans les combats où se décida le sort de la Péninsule. Après avoir si facilement conquis l'Andalousie, cette armée avait fort à faire pour la garder. Elle n'avait d'autre alternative que de l'évacuer entièrement, ce qui eût été un véritable affront, ou d'y rester en quelque sorte prisonnière, sous prétexte de la posséder. Nos soldats semblaient tenir l'Andalousie, mais c'était en réalité l'Andalousie qui les tenait. Il fallait de vingt-cinq à trente mille hommes devant Cadix; il en fallait presque autant pour contenir les montagnards insurgés de Ronda, pour masquer Gibraltar, pour tenir en

1. Joseph à la reine Julie, 8 novembre 1810.

respect l'armée de Murcie et de Valence que commandait Blake; il fallait de plus un corps d'observation du côté de Badajoz, des garnisons dans les principales villes, une division dans la sierra Morena et la Manche pour maintenir nos communications avec Madrid. Ce n'était pas trop de l'armée d'Andalousie pour remplir cette tâche difficile. On le vit bien lorsque Masséna eut besoin de son secours.

## CHAPITRE IX.

TORRÈS-VÉDRAS. — MASSÉNA ET WELLINGTON. — RETRAITE DE MASSÉNA. — FUENTÈS DE OÑORO. (AOUT 1810. — JUIN 1811.)

Pendant que ces événements s'accomplissaient au midi de la Péninsule, lord Wellington n'avait pas fait un mouvement pour venir au secours des Espagnols. Tout ce qu'il avait pu faire pour eux, avait été de rester le plus tard possible sur la Guadiana, afin d'y retenir en observation un de nos corps d'armée. Bien qu'il fût assailli des plus pressantes sollicitations, il ne voulut ni courir le risque de perdre sa petite armée pour soutenir Areizaga, dans une campagne entreprise au mépris de ses conseils et dont il avait prédit la triste issue[1], ni tenter en faveur de l'Andalousie une diversion dans la Vieille-Castille. De ce côté, il aurait eu à combattre Ney, Kellermann, Reynier, dont les forces réunies étaient très-supérieures aux siennes, sans parler des renforts consi-

1. Il prédit la défaite d'Areizaga dans une lettre au colonel Roche du 19 novembre 1809.

dérables qui entraient alors en Espagne : « Je connais parfaitement, écrivait-il à ce propos, tout l'avantage que la cause des alliés retirerait d'un mouvement de l'armée anglaise en Castille, si les renforts ennemis n'étaient pas encore entrés en Espagne. Mais je doute fort que, selon un rapport, il ne soit arrivé que huit mille hommes. L'ennemi est trop prudent pour entrer dans la sierra Morena avec de si grandes forces, s'il n'attendait des renforts de Castille. Mais ces conjectures sur l'arrivée probable de ces renforts ne m'empêcheraient pas de marcher sur la Castille, si l'ennemi n'y avait en ce moment même des forces supérieures aux miennes[1]. »

Indépendamment de ces motifs dictés par une clairvoyance supérieure, Wellington aurait pu alléguer le danger de découvrir Lisbonne, de compromettre les plans encore ignorés, et plus tard si fameux, auxquels il attachait avec raison non-seulement le salut de l'Espagne et de l'armée anglaise, mais jusqu'à un certain point celui de la cause européenne elle-même. Depuis que l'Autriche avait mis bas les armes en signant la paix de Vienne, et que les derniers alliés de l'Angleterre avaient fait défection, depuis que Napoléon n'avait plus parmi les souverains du continent que des courtisans ou des sujets, Wellington avait compris que toutes les ressources et tous les efforts de cette puissance gigantesque allaient être tournés contre le seul pays où on luttait encore pour la liberté de l'Europe. Que pouvait l'Espagne avec ses bandes insurgées, avec ses armées persévé-

1. *Dispatches :* Wellington à Bartle Frere, 30 janvier 1810.

rantes mais toujours battues, que pouvait la faible armée anglaise contre ce formidable adversaire et les forces combinées de tant de nations? Au moment où tout le monde jugeait la partie perdue, où les plus fiers ennemis de Napoléon faiblissaient, Wellington ne désespéra pas de la cause qu'il avait embrassée. Loin de se laisser abattre par la grandeur et l'imminence du danger, il y puisa, avec la résolution de combattre jusqu'à la dernière extrémité, l'énergie de concevoir et d'exécuter un projet qui restera l'admiration de l'histoire, et l'éternelle leçon des peuples opprimés par une domination étrangère.

Il avait toujours pensé qu'un jour viendrait tôt ou tard où l'Europe se soulèverait tout entière contre la tyrannie de Napoléon, pourvu qu'on lui en offrît l'occasion en prolongeant la résistance sur certains points. Le but à poursuivre n'était donc pas actuellement de chasser les Français de la Péninsule, selon la prétention chimérique des tacticiens de la junte centrale, mais d'y maintenir à tout prix la lutte ouverte, jusqu'au moment où cette révolte inévitable se produirait. En présence de la nouvelle invasion qui allait fondre sur l'Espagne, il ne pouvait plus songer à entreprendre contre les Français des opérations offensives. Même conduites avec génie, elles auraient rapidement épuisé ses forces si limitées. Avec sa petite armée, brave, solide, disciplinée, mais maintenue au chiffre à peu près invariable de trente mille hommes, et réduite à subir l'alliage de contingents auxiliaires qui ne la valaient pas, il n'eût pas duré un mois au milieu des masses françaises. Il résolut de la retrancher dans de fortes positions,

rendues plus redoutables encore par toutes les ressources de la défensive, où elle pourrait défier la supériorité du nombre et le hasard des surprises, où elle aurait la facilité de se ravitailler par la mer, au besoin de s'embarquer en cas de désastre, où elle mettrait à profit l'avantage des distances et la difficulté des communications qui usaient si rapidement nos troupes, en créant autour de nous un désert où il nous serait impossible de vivre. Dans ces conditions restreintes, mais fortement conçues, résister avec une opiniâtreté invincible jusqu'à ce que l'Europe, honteuse de le laisser succomber, accourût à son secours; tel était le seul parti qui lui offrît quelque chance de succès eu égard aux faibles moyens dont il disposait, et tel est celui qu'il adopta avec autant de fermeté que de décision. La nécessité qui le lui suggéra n'ôte rien d'ailleurs au mérite et à l'originalité d'une opération, qui était pour ainsi dire sans précédents dans l'histoire militaire.

Il trouva la position qu'il cherchait aux environs même de Lisbonne, dans la presqu'île que le Tage, vers son embouchure, forme avec la mer. Protégée presque de tous côtés soit par l'Océan, soit par le fleuve qui a sur ce point la largeur d'une mer intérieure, cette presqu'île n'était accessible que par le nord qui la liait à la terre ferme. Mais là, le prolongement de la sierra d'Estrella présentait une série de hauteurs, d'escarpements, de ravins profondément encaissés, de torrents qui formaient une véritable barrière naturelle dont la force avait frappé déjà plus d'un observateur militaire. En 1799, sir Charles Stuart, et plus tard le colonel du génie fran-

çais Vincent, avaient fait dresser les plans du terrain, mais pour y construire des ouvrages de campagne, et non pour une enceinte fortifiée [1].

Wellington, le premier, conçut et réalisa le projet de transformer toute la presqu'île en une colossale forteresse, d'environ quarante lieues de circonférence. Il voulut que cette forteresse fût composée de trois enceintes concentriques, hérissées de canons, qu'elle fût assez vaste pour contenir non seulement son armée et les auxiliaires portugais en troupes régulières, milices, ordenanzas, mais toute la population valide des provinces méridionales du Portugal, avec ses récoltes, ses bestiaux, ses provisions, afin que le pays qui environnait Lisbonne n'offrît plus aucune ressource aux envahisseurs. Il assura sa retraite au moyen d'un port spacieux et fortifié, dans lequel, en cas d'accident fâcheux, l'armée anglaise et les troupes portugaises elles-mêmes pouvaient s'embarquer en toute sécurité. Cette immense citadelle s'étendait au nord depuis le Zizembre et les hauteurs de Torrès-Védras qui protégeaient son front, jusqu'à Alemquer; elle suivait de là à l'est par Sobral et Alverca les contreforts de l'Estrella qui surplombent le Tage, et s'étendait jusqu'à Lisbonne, où elle était couverte à la fois par l'embouchure du fleuve et par l'Océan.

Quelque forte que fût cette position, il résulte clairement d'une note de Canning adressée au marquis de Wellesley, et de la correspondance de lord Liverpool avec Wellington, que le cabinet anglais eut pen-

1. Napier : *Peninsular War.*

dant longtemps une préférence marquée pour celle de Cadix, qui était en effet plus inexpugnable encore. Mais sans méconnaître en rien cet avantage, Wellington persista dans son projet de défendre les lignes de Torrès-Védras. D'abord Cadix se suffisait à elle-même, et deux centres de résistance valaient mieux qu'un seul. De Torrès-Védras on pouvait en outre s'avancer plus facilement au cœur de la Péninsule, comme s'en retirer, depuis que nous occupions l'Andalousie. Enfin on devait y tenir en échec une armée beaucoup plus nombreuse qu'à l'île de Léon, qu'on pouvait investir avec des troupes relativement peu nombreuses[1].

Depuis l'issue vraiment honteuse de l'expédition de Walcheren, qui avait coûté à l'Angleterre tant d'hommes et d'argent, sans parler de la perte de son influence au dehors, le cabinet anglais avait été renouvelé en partie par l'entrée au ministère de Perceval, de Liverpool et de Wellesley, le frère aîné de Wellington. Il n'en était pas moins à l'extérieur d'une timidité excessive qui tenait surtout à sa faiblesse dans le Parlement. Le déchaînement de l'opposition contre l'administration de la guerre avait produit une réaction de l'opinion qui enveloppait dans ses sévérités non-seulement les auteurs de la malheureuse expédition, Chatham et Castlereagh, mais jusqu'à Wellington lui-même, bien qu'on l'eût comblé de titres et de récompenses nationales. Ne rien exposer, ne rien laisser au hasard, éviter toute action douteuse, tel était le refrain invariable d'un

1. *Dispatches:* Wellington à lord Liverpool, 1er mars 1810.

ministère qui sentait qu'au premier échec il serait renversé ; autant valait prescrire au général de ne jamais combattre. Bien qu'il eût son frère dans le cabinet pour y soutenir ses vues, et bien qu'il connût mieux que personne le prix de la prudence, Wellington était impatienté de cette gêne constante qui pesait sur tous ses actes : « Ici vos chances de défense, lui écrivait lord Liverpool à la date du 10 mars 1810, sont considérées comme si improbables par toutes les personnes militaires ou civiles, que je ne puis vous recommander aucune tentative de ce qu'on appelle une résistance désespérée ».

Telle était en effet l'opinion dominante : « Si j'aimais à livrer des batailles désespérées, lui répondait Wellington, je pourrais en livrer une par jour. J'ai prouvé en résistant en plusieurs occasions aux prières de nos alliés, et aux conseils de mes amis, que je ne me laissais pas détourner de mon grand but par un vain désir d'engager des affaires partielles. Je n'ai pas fatigué mon armée par des marches et contre-marches pour suivre les mouvements de l'ennemi, je crois que tout le monde dans la Péninsule commence à comprendre que j'ai eu raison. Tout ce que je demande, c'est qu'étant seul responsable je sois seul juge de ce que je dois faire[1] ! » Mais il était plus sensible encore à l'ingratitude de ses concitoyens, et tout en dédaignant de s'en plaindre, il en éprouvait une vive amertume : « Je sais, écrivait-il encore à

1. *Dispatches :* Wellington à Liverpool, 2 avril 1810. Voir dans les *Suppl. disp.*, vol, VI et VII les lettres de Liverpool et du marquis de Wellesley.

Liverpool, que le *common council* de Londres a demandé que ma conduite fût soumise à une enquête. Soit que je réussisse ou que je succombe, je ne puis attendre aucune merci de ces gens-là ; et si j'échoue, ils ne se demanderont pas si l'échec est dû à mon incapacité, aux erreurs involontaires auxquelles nous sommes tous sujets, aux fautes d'autrui, au manque de ressources, aux grandes difficultés de notre situation, à la puissance et aux talents de mes adversaires. Dans toutes ces hypothèses je serai leur victime, mais ce surcroît de danger ne m'effraie pas, et quelles que soient les conséquences je resterai à mon poste et remplirai mon devoir jusqu'au bout[1] ».

Dès le mois d'octobre 1809, secondé par un habile ingénieur le colonel Fletcher, il avait employé sans relâche des milliers d'ouvriers et de paysans à élever des retranchements, à construire des redoutes, à former des écluses qui devaient servir à inonder les parties basses de la plaine. Il avait fait remettre en vigueur par la régence portugaise les anciennes lois militaires qui lui permirent d'armer toute la population du pays. Il fit armer de piques ceux à qui l'on ne pouvait donner de fusils. D'après un état officiel du mois d'avril 1810 cette population armée de piques montait à deux cent dix-neuf mille quarante hommes, dont une grande partie reçurent plus tard des fusils ; cent-cinq mille autres en possédaient déjà. L'armée régulière portugaise, commandée par des officiers anglais, organisée par le maréchal Beresford et devenue excellente, montait à trente mille hom-

1. *Dispatches*, 2 janvier 1810.

mes ; le reste formait les milices recrutées dans les villes et les *ordenanzas* qui étaient des levées de paysans. Ces troupes peu redoutables sur un champ de bataille étaient capables de bien défendre des retranchements.

La régence dut rendre d'autres décrets pour obliger les habitants à se transporter avec toutes leurs ressources dans l'intérieur des lignes. Cette obligation était rigoureuse mais moins pénible après tout pour eux que la certitude d'être dépouillés de tout par notre armée. Wellington recommandait en même temps qu'on engageât les *gentlemen* à rester dans le pays où ils étaient un élément d'insurrection[1], il ordonnait la destruction des ponts et des moulins sur tous les cours d'eau, excepté sur les points où ils étaient nécessaires à ses propres opérations. Lisbonne dut se soumettre à toute la sévérité des règlements militaires. Une flotte, composée d'un grand nombre de frégates et de bâtiments de transport, resta sous les canons du fort de Saint-Julien pour assurer la retraite de l'armée ; enfin le subside accordé au Portugal fut porté sur la demande de Wellington à environ vingt-cinq millions de francs, non compris la solde et l'entretien de l'armée, dont il payait toutes les dépenses avec une rigoureuse exactitude.

Ces mesures aussi habiles qu'énergiques, exécutées malgré la résistance obstinée qu'opposaient à Wellington le découragement, le scepticisme de son propre gouvernement, la mollesse, la routine, l'inertie de la régence portugaise, furent conçues et réali-

1. *Dispatches* : à Ch. Stuart, 1er mars 1810.

sées avec une pleine et entière prévision des conséquences qu'elles devaient produire, non-seulement pour la cause espagnole, mais pour l'Europe elle-même. On est confondu lorsque, après avoir embrassé l'énorme étendue des préparatifs de cette mémorable opération, et les hautes pensées qui l'inspirèrent, on voit nos auteurs de mémoires et nos historiens militaires, par exemple Pelet et Marmont, attribuer à la bonne étoile de Wellington le succès qui couronna ses plans. Nul, au contraire, ne se rendit jamais un compte plus exact de la portée de ses entreprises, nul ne prépara et ne mérita mieux ses succès, nul ne les arracha plus opiniâtrément à l'aveugle fortune : « Si nous pouvons nous maintenir en Portugal, écrivait-il à un membre de la régence portugaise, la guerre ne finira pas dans la Péninsule, et si la guerre dure dans la Péninsule, l'Europe sera sauvée. Je suis aussi d'opinion que la position que j'ai choisie pour la lutte est bonne, qu'elle est calculée de façon à défendre l'*âme même* du Portugal, que si l'ennemi ne peut pas nous y forcer, il sera obligé de faire une retraite dans laquelle il courra grand risque de se perdre, et contraint en tout cas d'abandonner le Portugal[1]. » Lorsqu'il écrivit ces lignes prophétiques, si longtemps avant l'événement, le général anglais était bien peu de chose auprès du maître de l'Europe, mais c'était lui qui représentait la force morale contre la brutalité du nombre et de la toute-puissance. Il avait de son côté non-seulement la bonté et la justice de la cause,

1. *Dispatches* : à don Forjas.

mais la supériorité des efforts, des prévisions, de la prudence, du discernement, des grands résultats obtenus avec de petits moyens, de la résolution la plus calme et la plus inflexible, et c'est par là avant tout qu'on obtient la victoire. Par là aussi Wellington a mérité la gloire d'avoir porté le coup le plus décisif à la puissance écrasante de Napoléon. La guerre de Russie fut sans doute la cause déterminante de sa chute, mais sans ce coin de fer, qui dès 1810 pénétra si profondément dans les flancs du colosse et paralysa ses mouvements, qui oserait affirmer que la guerre de Russie aurait jamais eu lieu?

Après avoir fait annoncer pendant six mois son départ pour l'Espagne, Napoléon, soit répugnance pour une guerre de détail qui ne lui promettait aucune gloire, soit, comme l'a dit Jomini, éloignement pour un pays qui produisait tant de fanatiques, avait renoncé à ce projet, si toutefois il l'avait jamais eu, ce dont il est permis de douter, en raison même de la bruyante publicité donnée à cette promesse. Il offrit le commandement de l'armée de Portugal à celui de nos généraux qui était après lui notre premier homme de guerre, depuis qu'une proscription inique avait privé la France des services de Moreau. Masséna n'avait que des répugnances pour une entreprise dont il appréciait très-sainement les difficultés et le péril. Il jugeait sans illusion l'empire lui-même et ses fausses grandeurs. Né en 1758 et plus âgé que la plupart de ses compagnons d'armes, il croyait avoir acquis des droits au repos par ses glorieux travaux militaires, et sa constitution éprouvée par tant de campagnes et de fatigues commençait

à ressentir les premières atteintes de la vieillesse. Il céda toutefois aux instances, aux flatteries et aux promesses de Napoléon, et il accepta à contre-cœur une mission dont il ne prévoyait qu'en partie les douloureux mécomptes[1].

Masséna devait avoir sous ses ordres les corps de Ney, de Junot, de Reynier, montant ensemble à soixante-dix mille hommes. Il devait être renforcé plus tard par vingt mille hommes environ, envoyés du nord sous le commandement du général Drouet, et par le corps d'armée de Mortier qui, venant de l'Andalousie, entrerait dans l'Alentejo et lui donnerait la main sur la rive gauche du Tage. Ce n'était pas tout, Napoléon voulait qu'une fois Masséna entré en Portugal, l'armée d'Aragon elle-même fît un mouvement pour l'appuyer. Suchet venait de terminer avec éclat les deux siéges de Lérida et de Mequinenza; il allait commencer celui de Tortose. Aussitôt Tortose rendue, il devait laisser une moitié de son armée à Macdonald, qui venait de remplacer en Catalogne l'incapable Augereau, et marcher avec l'autre jusqu'à Valladolid, où il serait en mesure de soutenir les opérations de Masséna[2]. De toutes ces forces, Masséna n'avait actuellement à sa disposition que ses trois corps d'armée, et de tous les renforts qu'on lui promettait si libéralement, il ne reçut jamais que sept à huit mille hommes sous les ordres de Drouet. Mais l'important était que Masséna partît. Une fois engagé dans cette périlleuse aventure, il trouverait, on n'en

1. Général Koch. *Mémoires de Masséna.*
2. Napoléon à Suchet, 14 juillet 1810.

doutait pas, un moyen de s'en tirer à son honneur. Au reste Napoléon avait son opinion faite sur l'armée anglaise. Wellington avait en tout vingt-quatre mille hommes, pas un soldat de plus; quant aux Portugais, ils ne comptaient pas, et comment supposer que cette armée pourrait tenir contre soixante-dix mille Français conduits par le vainqueur de Zurich et de Rivoli? Aussi ne voulait-il pas qu'on se pressât. On avait laissé passer le printemps sans ouvrir la campagne : il fallait employer l'été à faire le siége de Ciudad Rodrigo et d'Almeida, et ne commencer l'expédition qu'après les chaleurs : « *Je ne veux pas entrer en ce moment à Lisbonne,* écrivait Napoléon en faisant adresser ces recommandations à Masséna, parce que je ne pourrais pas faire vivre la ville dont l'immense population tire ses subsistances par mer[1] », sollicitude vraiment rare, qui montre toute la profondeur de ses illusions, mais qui avait beaucoup moins de mérite qu'il ne pensait!

A la faute de ne pas venir en Espagne, ce qui était renoncer à obtenir des renseignements exacts sur la situation de la Péninsule, à celle d'avoir laissé faire la campagne d'Andalousie, et perdu un temps précieux dont les Anglais avaient profité pour fortifier leurs lignes de Torrès-Védras, d'avoir créé en Espagne des commandements morcelés également incapables de se suffire à eux-mêmes et de se soutenir mutuellement, Napoléon avait ajouté le tort grave de donner à Masséna deux lieutenants fort peu disposés à lui obéir, l'un parce qu'il était d'un ca-

1. Napoléon à Berthier, 29 mai 1810.

ractère à ne s'accorder avec personne, excepté l'Empereur : c'était Ney; l'autre, parce qu'il avait déjà commandé en chef en Portugal, où il allait rentrer en qualité de subordonné : c'était Junot. Lorsque le maréchal arriva en Espagne, ces deux généraux avaient investi Ciudad Rodrigo avec cinquante mille hommes, pendant que Reynier prenait position à Alcantara sur le Tage. Dès son début dans le commandement, Masséna dut user d'autorité et montrer les ordres de l'Empereur pour obtenir d'eux qu'on fît le siége de la place, au lieu d'entrer immédiatement en campagne contre les Anglais. Ces dissentiments furent presque aussitôt connus de l'ennemi : « On dit ici, écrivit à Wellington son frère Henry Wellesley, alors ministre à Cadix, que les généraux français sont tous en désaccord et que Masséna est généralement détesté parmi eux[1]. » Masséna s'aperçut en même temps que son armée était très-loin d'avoir les ressources qui lui étaient nécessaires en équipements, en munitions, en vivres, et que la maxime favorite de l'Empereur : « la guerre doit nourrir la guerre », était d'une application difficile dans un pays épuisé par d'incessantes dévastations.

Masséna employa les mois de juin, de juillet et d'août 1810 à compléter ses préparatifs pour la campagne de Portugal, à assiéger les places de Ciudad Rodrigo et d'Alméida. Ciudad Rodrigo fut héroïquement défendue par André Herrasti, vétéran des armées espagnoles. Avec une faible garnison, Herrasti résista pendant plus de deux mois aux efforts d'une

1. Lettre du 19 juin 1810.

armée de cinquante mille hommes. Wellington était à quelque distance de là, à Celorico, et à l'affût d'une occasion favorable qui lui permît de secourir la place. André Herrasti lui adressait des appels suppliants, et il était lui-même plein d'admiration pour l'intrépide vieillard. Il lui écrivit, l'encouragea, mais ne prit aucun engagement formel[1].

Le marquis de la Romana vint à son camp pour le supplier de faire une tentative en faveur des assiégés. La Romana était de tous les généraux espagnols celui pour lequel Wellington éprouvait le plus d'estime et de sympathie; ses meilleurs officiers joignirent leurs instances à celles de La Romana. Cependant Wellington laissa succomber la place, sans attaquer l'armée française. Cette résolution dut lui coûter d'autant plus, que, dénoncée comme une trahison par les Espagnols, désapprouvée par ses amis, elle était l'objet des railleries de notre armée et de Masséna lui-même. Mais le général anglais n'avait alors à sa disposition que trente-trois mille hommes, sur lesquels quatorze mille Hispano-Portugais[2]; il avait été forcé de détacher près d'une moitié de ses forces sous la conduite de Hill pour contenir le corps de Reynier sur le Tage; il n'avait qu'une cavalerie insuffisante à opposer à la nôtre, qui montait à près de dix mille hommes. En attaquant avec de pareilles forces une armée de cinquante mille hommes dans un pays de plaine, où toute surprise était impossible, il s'exposait à un échec certain, et ce qui le prouve

1. Wellington à André Herrasti, 6 juin 1810.
2. *Dispatches :* 20 juin 1810.

péremptoirement, c'est qu'à notre quartier-général on avait en ce moment le plus vif désir qu'il entreprît cette attaque[1]. Les défenseurs de Ciudad Rodrigo méritaient sans doute qu'on courût ce risque, ne fût-ce que pour rendre hommage à leur constance. Mais Wellington savait qu'au premier échec il recevrait du cabinet anglais l'ordre d'embarquer son armée; dès lors le Portugal était perdu et tous ses plans se trouvaient renversés. Il refusa et subit sans se plaindre les accusations, les reproches, les quolibets, laissant à un avenir prochain le soin de le justifier, courage plus rare et plus difficile que celui qu'exigent les exploits guerriers.

Il assista avec la même impassibilité apparente au siége d'Alméida, bien que le commandement de cette place fût confié à un Anglais, le général Cox. Longtemps très-inquiet des plans de Napoléon au sujet de l'Espagne, Wellington commençait à se rassurer depuis qu'il voyait que l'effectif de l'armée de Portugal ne dépassait guère les soixante-dix mille hommes confiés à Masséna, et que celle de Soult ne pourrait pas quitter l'Andalousie : « Les Français découvriront bientôt, écrivait-il à son lieutenant Crawfurd, qu'ils ne sont pas assez forts pour bloquer Cadix et pour nous attaquer en même temps en Portugal[2] ». C'était juger d'un mot toute la portée de la faute que nous avions commise en occupant l'Andalousie. D'après l'incohérence de nos mesures en Espagne, il avait deviné la mésintelligence qui exis-

1. Masséna à Berthier, 2 juillet 1810.
2. Wellington à Crawfurd, 20 juin.

tait entre Napoléon et son frère Joseph, et il s'applaudissait des conséquences qui devaient en résulter :

« Il y a, écrivait-il à son frère Henry Wellesley, quelque chose de discordant dans tous leurs arrangements en Espagne. Joseph divise son royaume en préfectures, Napoléon le divise en gouvernements. Joseph fait l'expédition d'Andalousie et le siége de Cadix, Napoléon crée pour Masséna l'armée de Portugal... il est impossible que de telles mesures aient été adoptées de concert[1]. » Vers le milieu de juillet 1810, un document secret d'une haute importance tomba dans ses mains, grâce aux guérillas qui interceptaient toutes nos communications. C'était un état officiel intitulé : « *Emplacement des troupes de l'Empire français à la date du* 1er *juin* 1810. » De l'étude à laquelle il se livra sur l'emplacement qu'occupaient nos armées dans toutes les dépendances de l'Empire, et sur les nouvelles entreprises dans lesquelles s'était engagé Napoléon, il conclut que les seules troupes qui pouvaient être déplacées sans inconvénient, et par conséquent être envoyées en Espagne, étaient celles qui occupaient la ville de Nantes[2]. Ces troupes formaient en effet le corps d'armée que Drouet devait amener à Masséna, et le seul renfort qui pénétra en Espagne. Cette découverte acheva de lui donner confiance, et ce fut sans appréhension qu'il vit son illustre antagoniste s'avancer sur le Portugal, lorsque la chute d'Alméida, déterminée par l'explosion d'une

1. A Henry Wellesley, 11 juin.
2. Wellington à lord Liverpool, 18 juillet 1810.

poudrière, permit aux Français de commencer des opérations plus actives.

Masséna se mit en marche le 16 septembre 1810, avec des troupes déjà réduites d'au moins dix mille hommes par les pertes et les fatigues des siéges, par les maladies, par les garnisons qu'il fallut mettre dans les deux places qu'on venait de conquérir, enfin par un détachement qu'on dut laisser en chemin pour recueillir les soldats sortis des hôpitaux, et faciliter les communications[1]. Mal renseigné sur l'état des chemins qu'il allait parcourir, Masséna se borna à suivre les Anglais sur la ligne qu'ils parcouraient eux-mêmes, c'est-à-dire par Celorico, Vizeu, et le long de la rive gauche du Mondego. Cette route était la plus mauvaise qu'il pût choisir. Non-seulement elle était entièrement ruinée, mais vers le point où la sierra d'Alcoba se rapproche des contre-forts de la sierra d'Estrella, elle présentait comme on le vit plus tard, une impasse des plus dangereuses. L'armée emportait avec elle pour quinze jours de vivres, approvisionnement qu'on n'avait pu recueillir qu'à grand'peine. Partout sur son passage elle trouvait les ponts détruits, les villages abandonnés, les champs dévastés, et comme l'écrivait Wellington « un ennemi derrière chaque pierre. » En fouillant le pays, les soldats finirent par recueillir des vins, quelques récoltes encore sur pied telles que les

1. D'après l'état de situation arrêté à la date du 15 septembre, l'armée de Masséna comptait 61,000 hommes *présents sous les armes*. Voir le *Journal histor. de la campagne de Portugal* en 1810-1811, rédigé d'après les papiers du général Fririon, chef d'état-major de Masséna.

maïs, les châtaignes, et une espèce de gland comestible[1], mais ils ne trouvaient pas trace des habitants : « Nous marchons à travers le désert, écrivait Masséna.... Femmes, enfants, vieillards tout a fui ; enfin, on ne peut trouver nulle part un guide[2]. »

Cependant les paysans de l'Ordenanza n'avaient pas fui, ils harcelaient nos maraudeurs et nos traînards, ils avaient enlevé un de nos colonels. Masséna, selon une pratique déshonorante, inaugurée en Italie et appliquée ensuite à l'Allemagne par Napoléon, fit publier l'ordre de fusiller comme des brigands tous ceux qui seraient pris, cruauté qu'on devait un jour retourner contre nous, lorsque nous connûmes à notre tour les humiliations de la défaite et de l'invasion. La leçon que Masséna reçut à cette occasion du général anglais ne saurait être trop connue, car il n'est pas de nation qui ne soit intéressée à défendre les droits éternels du patriotisme. Elle mérite d'autant plus d'être recueillie que tout en portant l'empreinte de cette hauteur d'âme qu'on aime à rencontrer chez les hommes de guerre, elle contient dans sa sévérité une flatterie des plus délicates pour celui à qui elle était adressée.

Masséna avait opposé à une première réclamation le prétexte qu'on allègue d'ordinaire à l'appui de ces violences, à savoir que ces paysans ne portaient pas d'uniformes ; « Ceux que vous appelez des paysans sans uniformes et des assassins de grand chemin, lui écrivit Wellington, forment l'Ordenanza

1. L'Intendant général Lambert à Berthier, 23 septembre.
2. Masséna à Berthier, 15 sept.

de ce pays. Ils font partie, comme j'ai déjà eu l'honneur de vous l'assurer, de corps militaires payés et agissant sous les lois militaires. Il paraît que vous exigez que pour être admis à jouir des droits de la guerre on soit revêtu d'un uniforme ; *mais vous devez vous souvenir que vous-même avez augmenté la gloire de l'armée française, en commandant des soldats qui n'avaient pas d'uniforme*[1]. » Masséna s'était montré en Espagne beaucoup plus humain que nos autres généraux, la remarque est de Wellington lui-même. Sa correspondance, exempte des déclamations et des bravades à la mode dans nos armées, atteste un grand sens, une âme simple et forte ; il n'était pas indigne de comprendre un langage qui restait courtois tout en étant sévère, et dont il était surtout impossible de contester l'évidence et la justice. Il n'est pas certain que sous l'habit du maréchal d'empire, il n'y eût parfois un soupir de regret pour ces jours de pauvreté, de jeunesse et de gloire, où il se battait pour la patrie au lieu de risquer sa vie pour un caprice du plus exigeant des maîtres :

« Je suis fâché, ajoutait Wellington, que V. Exc. sente quelques inconvénients personnels de ce que les Portugais quittent leurs foyers à l'approche de l'armée française. Il est de mon devoir de faire retirer ceux que je n'ai pas les moyens de défendre. Au reste, les ordres que j'ai donnés à cet égard étaient à peine nécessaires, car ceux qui se souviennent de l'invasion de leur pays en 1807, et de l'usurpation du gouvernement de leur prince en pleine paix, quand il

1. Wellington à Masséna, 24 septembre.

n'y avait pas un seul Anglais chez eux, auront peine à croire à vos déclarations que vous faites la guerre aux Anglais seuls »

Le 26 septembre, l'armée continuant à cotoyer la rive du Mondego, arriva au fond de l'espèce d'entonnoir par lequel ce fleuve passe avant de traverser Coïmbre. D'un côté la sierra d'Alcoba, de l'autre une ramification escarpée de l'Estrella, se rapprochaient graduellement sur l'espace étroit que suivaient la route et le Mondego, et formaient sur ce point un véritable coupe-gorge. L'armée anglaise occupait toutes les hauteurs, depuis Busaco jusqu'à Puente de Murcelha. La position était formidable, mais il fallait forcer le passage, ou rétrograder jusqu'à Vizeu pour déboucher sur la Vouga, ce qui eût beaucoup mieux valu, mais ce qui paraissait maintenant une honte inacceptable. L'attaque fut, en conséquence, résolue malgré les objections de Ney qui ne croyait pas le succès possible, du moment où l'on n'avait pas tenté d'emporter Busaco par une surprise. L'armée de Masséna comptait encore près de soixante mille hommes, et les troupes anglo-portugaises n'en formaient pas plus de cinquante mille, mais leur infériorité était plus que compensée par la force de cette barrière infranchissable. On ne pouvait songer à passer par Puente de Murcelha, dont les hauteurs étaient couvertes de retranchements [1]; ce fut donc contre Busaco que notre armée concentra ses efforts. Pendant toute la journée du 27 septembre, les corps de Reynier et de Ney livrèrent des combats acharnés sur les

1. Rapport de Masséna à Berthier, 4 octobre 1810.

pentes abruptes de de la montagne. Plus d'une fosi nos régiments arrivèrent avec un irrésistible élan sur les crêtes inégales qui la couronnaient, mais là des réserves d'infanterie, soutenues par des batteries habilement disposées, ouvraient sur eux un feu meurtrier, puis les rejetaient à la baïonnette dans les ravins qu'ils venaient de franchir. Nous couvrîmes les hauteurs de nos blessés et de nos morts, parmi lesquels les généraux Merle et Graindorge, plusieurs colonels et un grand nombre d'officiers tués. Mais pas une de nos divisions ne parvint à s'établir sur le plateau. Le soir, après des efforts désespérés bien qu'un peu incohérents comme il arrive toujours sur un terrain aussi accidenté, il était devenu évident que nous ne pouvions plus prétendre à forcer la position. Nous avions perdu quatre mille cinq cents hommes en tués ou blessés, les Anglo-Portugais en avaient perdu à peine mille deux cents[1]. Ainsi que l'avait prévu leur habile général en se décidant à défendre les positions de Busaco, ce premier succès avait doublé leur confiance et leur courage : « Il faut que les Français emportent la position ou qu'ils meurent de faim ! » écrivait Wellington à Stuart le soir même de la bataille.

Il y avait un troisième parti dont Wellington ne semblait pas admettre la possibilité pour un général tel que Masséna, c'était celui qui consistait à rétrograder. Cependant, il eût bien fallu en venir là, quoi qu'il en pût coûter, sans la découverte inespérée

1. Rapport de Wellington, 30 sept. 1810. — Général Koch : *Mémoires de Masséna.*

qu'on fit, au moment où l'on s'y attendait le moins, d'un petit chemin de montagne, qui permettait de franchir un peu plus au nord la sierra d'Alcoba par le col de Caramula. Ce chemin, qui était heureusement praticable pour l'artillerie, descendait de là sur Sardão et la route de Coïmbre, il tournait par conséquent les positions de l'armée anglaise.

Masséna se hâta d'y engager nos troupes dans la journée même du 28, pendant que des feintes habiles occupaient l'attention de l'ennemi sur notre front. Bientôt toute l'armée put achever son mouvement sur Sardão. On a reproché maintes fois à Wellington de n'avoir ni compris l'importance, ni même soupçonné l'existence de ce chemin de Caramula qui rendit sa victoire inutile. Cette accusation tombe devant le plus simple examen de sa correspondance, car non-seulement il donna au colonel Trant l'ordre d'occuper Caramula, avec ses milices qui étaient suffisantes pour la garde d'un chemin de montagne, mais dès le 21 septembre, écrivant au général Cotton pour lui faire part de son intention de livrer bataille à Busaco, il ajoutait : « Malheureusement Hill est en retard d'un jour, et *il y a sur notre gauche un chemin par lequel nous pouvons être tournés et coupés de Coïmbre.* » L'absence de Trant sur un point si essentiel tint à un de ces hasards qui se présentent si souvent à la guerre. Au moment où l'ordre lui fut expédié, il fut appelé dans une autre direction par le général qui commandait à Oporto, et lorsqu'il revint sur Sardão, il y trouva nos troupes. On a reproché plus justement à Wellington [1] de n'avoir pas profité de notre

1. Napier : *Peninsular War.*

mouvement tournant pour tenter une attaque de flanc qui avait grandes chances de réussite, mais il est assez probable d'après toute sa conduite, qu'il avait aussi de puissants motifs pour ne pas l'entreprendre. Le résultat de la victoire de Busaco, pour être surtout un effet moral, n'en était pas moins précieux pour lui, car il avait aguerri et enhardi à un point extrême ses auxiliaires portugais qui, peu sûrs jusque-là, avaient fait la meilleure contenance à côté de ses propres troupes[1].

Notre armée avait repris toute sa confiance à la suite de l'heureuse manœuvre qui fit tomber les défenses de Busaco. On allait approcher de Lisbonne et des extrémités mêmes de la Péninsule, on était sûr cette fois de rejoindre les Anglais qui ne pourraient reculer plus loin. On traversa sur leurs pas la ville de Coïmbre, qui fut mise au pillage. Masséna dut laisser à Coïmbre nos blessés, nos malades, avec un détachement pour les garder, le tout montant à cinq mille hommes, ce qui réduisait son armée à cinquante-cinq mille. Le 8 octobre 1810, notre avant-garde conduite par Montbrun arriva à Santarem sur le Tage. Le 10, elle entrait à Villa Nova, suivant à quelque distance l'arrière-garde ennemie avec laquelle elle avait de fréquentes escarmouches, lorsque

1. Rapport de Wellington. Le *Moniteur*, qui avait publié jusque-là tous les bulletins de Masséna, interrompit brusquement cette publication. Il transforma l'échec sanglant de Busaco en une victoire dans laquelle « les Anglais avaient été attaqués, tournés et vivement poursuivis ». Le combat de Busaco n'avait été qu'une *feinte* pour tourner la position, et nous n'avions perdu que 200 hommes tués. (*Moniteur* du 20 octobre et du 23 novembre 1810.)

tout à coup celle-ci se déroba comme par enchantement. On n'avait plus devant soi qu'une ligne impénétrable de hauteurs fortifiées sur un immense développement.

L'armée était arrivée au pied de ces lignes de Torrès-Védras, depuis si fameuses, et dont jusqu'à ce moment elle n'avait pas soupçonné l'existence. Masséna lui-même n'en avait entendu parler vaguement qu'à Coïmbre ; il n'en connaissait ni la force ni l'étendue. Chose plus inexplicable encore, Napoléon qui était placé au centre des informations, qui avait des agents en Angleterre et dans toute l'Europe, allait apprendre pour la première fois l'existence de ces immenses travaux auxquels, depuis plus d'un an, on employait plusieurs milliers d'hommes. Les jours suivants, les reconnaissances que Masséna fit exécuter sur toute la ligne ennemie depuis Torrès-Védras jusqu'à Villafranca, ne servirent qu'à mieux constater la force de ces retranchements inexpugnables.

Partout les villages étaient couverts par des abattis, les vallées fermées par des redoutes, les plaines inondées à l'aide de barrages pratiqués dans le lit des torrents. Les renseignements qu'on obtint successivement des prisonniers et des très-rares habitants qui n'avaient pas fui, augmentèrent encore l'impression de stupeur produite par le premier aspect de ces formidables travaux. On apprit qu'à environ deux lieues en arrière de cette ligne, il s'en trouvait une seconde beaucoup plus forte encore, où l'armée trouverait un refuge assuré si la première était forcée, qu'entre les deux se trouvaient de larges plateaux où toutes les forces anglo-portugaises

pouvaient se concentrer pour combattre sur un point déterminé, au premier signal donné par les nombreux postes télégraphiques établis sur les hauteurs; enfin que plus loin encore, derrière cette seconde ligne, s'élevait une troisième barrière servant de réduit à la colossale forteresse, et de force à protéger l'armée pendant tout le temps qui lui serait nécessaire pour son embarquement. On ne possède pas l'état définitif et complet des défenses de Torrès-Védras, mais il existe un état officiel qui a été dressé quelques mois avant l'achèvement des travaux, et qui donne une idée suffisante de ce qu'ils durent être lors de l'arrivée de nos troupes. Il en résulte que dès le mois de juin 1810, les défenses, terminées ou en cours d'exécution, comprenaient un nombre total de cent vingt-sept redoutes, armées de cinq cent onze pièces de canon, et contenant environ trente-deux mille hommes, indépendamment de l'armée d'opération [1]. Celle-ci comptait trente mille Anglais, trente-cinq mille Portugais, auxquels vinrent bientôt se joindre dix mille Espagnols sous les ordres de La Romana, ce qui formait un total de soixante-quinze mille hommes, sans parler des milices et des ordenanzas.

Ces découvertes accablantes, jointes à la difficulté de se procurer des vivres, à la perte totale de nos communications, promptement constatée par la nouvelle de la prise de Coïmbre et des cinq mille homme que nous y avions laissés, produisirent l'effet le plu

1. Rapport du lieutenant-colonel du génie Richard Fletche adressé à Wellington (25 juin 1810).

fâcheux sur le moral de l'armée, mais elles n'abattirent pas le courage de Masséna. Dans cette périlleuse extrémité, arrêté par d'insurmontables obstacles, si loin de tout secours, entouré d'ennemis, dépourvu d'approvisionnements, mal secondé par des lieutenants qui jalousaient son autorité, il ne fléchit pas. On retrouva en lui le grand caractère du défenseur de Gênes. Il imposa silence aux objections des uns, aux murmures des autres, il força ses adversaires eux-mêmes à admirer son inébranlable résolution. Sans admettre un instant la possibilité d'une retraite, qui eût été l'équivalent de l'abandon du Portugal, il décida que l'armée demeurerait en présence des positions anglaises, jusqu'à ce que les renforts envoyés par Napoléon lui permissent de les attaquer avec avantage. D'ici là, il n'y avait pas à songer à une attaque. Ce n'est que par une étrange ignorance des faits qu'on a pu prétendre qu'un coup d'audace aurait pu réussir. On peut s'en rapporter sur ce point aux appréciations de Wellington, si peu porté, en général, à s'exagérer ses propres avantages.

L'opinion qui revient dans toutes ses lettres, c'est que les Français ont des forces tout à fait insuffisantes pour atteindre leur but. Écrivant, le 17 octobre, à l'amiral Berkeley, qui commandait la flotte, il lui disait : « L'ennemi est dans une situation désespérée. Mais, par cela même, ajoutait-il, nous devons nous attendre à ce qu'il risquera tout pour atteindre son objet, et j'en sais assez pour être certain qu'à la guerre on n'est jamais sûr du résultat[1]. » Dix

1. *Dispatches.*

jours plus tard, le 27 octobre, il écrivait en Angleterre que l'arrivée même du corps de Mortier ne lui causerait aucune inquiétude, et il s'étonnait déjà que Masséna eût pu tenir si longtemps, vu le manque complet de vivres[1]. C'était là, en effet, son plus grand embarras, par suite de ce système à la fois barbare et imprévoyant qui condamnait nos armées à n'avoir jamais de magasins, à ne jamais payer leurs fournitures, en présence d'un ennemi qui payait scrupuleusement les siennes, à vivre en un mot de réquisitions, c'est-à-dire de rapines ; car ces contributions en nature qui s'acquittaient assez régulièrement dans les villes, n'étaient plus dans les campagnes qu'un horrible pillage.

Heureusement pour nous, les ordres de Wellington n'avaient été qu'imparfaitement exécutés dans le Beira et l'Alentejo, en sorte que nos détachements qui fouillaient le pays dans toutes les directions, jusqu'à quinze et vingt lieues de distance, y trouvaient encore des provisions. Mais il fallait le plus souvent les arracher à de malheureux paysans, réfugiés avec leurs familles sur les montagnes ou dans les bois, ce qui était les réduire à mourir de faim. Ces scènes de violence, constamment répétées, démoralisaient les soldats, elles développaient parmi eux de véritables habitudes de brigandage. Lorsque les vivres devinrent plus rares, elles donnèrent lieu à des actes de sauvagerie et de cruauté qui avaient depuis longtemps cessé de déshonorer les mœurs militaires. On a, sur ce point, le témoignage peu sus-

1. A lord Liverpool 27 oct. 1810.

pect d'un homme qui a fait cette affreuse guerre d'Espagne vers la même époque, et qui a pris le commandement des mains mêmes de Masséna : « Des détachements d'hommes armés et sans armes, a écrit Marmont, se formaient dans chaque régiment pour explorer le pays et enlever tout ce qu'ils trouveraient. Rencontraient-ils un Portugais, ils le saisissaient et le mettaient à la torture, pour obtenir de lui des révélations sur le lieu où étaient cachées les subsistances. *On pendait au rouge*, c'était une première menace ; *on pendait au bleu*, et puis la mort arrivait[1]. » Tels étaient les moyens de civilisation employés par Napoléon, dans le même temps où il se faisait décerner par son sénat le titre de « régénérateur de l'Espagne. »

Ces atrocités prouvaient suffisamment combien le général anglais avait eu raison de conseiller aux Portugais d'emporter leurs provisions dans l'intérieur des lignes. Il est incontestable que ses ordres, si impitoyables en apparence, étaient tout à la fois la mesure la plus salutaire pour les habitants et la plus désastreuse pour nous. S'ils avaient été rigoureusement obéis, Masséna n'aurait pas pu tenir quinze jours devant Torrès-Védras. Les Russes, dans la dévastation systématique qu'ils opposèrent à Napoléon, en 1812, ne firent qu'appliquer, comme dans leur retraite elle-même, la méthode de Wellington. Cette méthode était la seule manière de combattre efficacement l'habitude, commode mais dangereuse, qu'avaient contractée nos armées de tirer tous leurs

1. *Mémoires* de Marmont, t. IV.

approvisionnements du pays envahi, et d'y vivre aux dépens des habitants. C'était une réponse terrible, mais victorieuse, à l'axiome sauvage : Que la guerre doit nourrir la guerre !

Au reste, si le général anglais n'éprouvait pas, derrière ses lignes, les mêmes difficultés pour nourrir ses troupes, ravitaillé qu'il était par mer, s'il avait lieu d'être satisfait du moral de son armée, de l'excellent esprit de ses officiers qui se reposaient de leurs travaux militaires en se livrant aux plaisirs de la chasse et de la pêche [1], il n'en avait pas moins à lutter contre de sérieux embarras qui lui étaient suscités par la régence portugaise, et par les inquiétudes croissantes du cabinet anglais, qu'il s'efforçait vainement de rassurer.

La régence avait toujours espéré que Wellington réussirait à maintenir la guerre sur les frontières du Portugal. Depuis que la capitale était menacée, elle ne perdait plus une occasion de l'entraver, et de lu témoigner sa mauvaise volonté. Le patriarche de Lisbonne et le principal Souza étaient les plus ardents dans cette opposition insensée. Ils lui reprochaient tantôt sa temporisation, tantôt ses ordres rigoureux, mais nécessaires pour faire exécuter dans l'Alentejo les mesures qui avaient déjà été prises dans les autres provinces, tantôt les privations qu'il fallait s'imposer dans l'intérêt commun, ou les travaux complémentaires qu'il faisait exécuter sur la rive gauche du Tage. Plus d'une fois, Wellington eut à craindre des émeutes dans Lisbonne. Il réussit toutefois à im-

Lord Londonderry, *Story of the peninsular war.*

poser silence à Souza, en le menaçant de le faire transporter au delà des mers. Bientôt des ordres venus du Brésil, où s'était réfugié le Régent, firent comprendre aux membres du gouvernement portugais la nécessité de se soumettre aux plans du général. D'un autre côté, le ministère Liverpool-Perceval, menacé dans son existence même par une rechute du roi dans sa maladie d'aliénation mentale, lui recommandait plus que jamais la plus extrême prudence ; tandis que les journaux, et quelques-uns de ses propres officiers, lui reprochaient de ne pas attaquer l'armée affaiblie de Masséna.

Il reconnaissait qu'il pouvait le faire avec de grandes chances de succès. Il savait toutefois par notre correspondance interceptée que Masséna avait le plus grand désir d'être attaqué; or, dans le cas d'un échec toujours possible, il ouvrait aux Français un chemin à travers ses lignes jusqu'à Lisbonne et à ses vaisseaux, et alors tout serait perdu. Pourquoi courir de si grands risques, quand on était sûr de réussir avec le temps sans rien exposer? D'ailleurs, remarquait-il avec une profonde justesse, son but était moins de chasser les Français du Portugal que d'user leurs forces, jusqu'à ce qu'elles fussent assez diminuées pour qu'on pût leur porter de grands coups. Jusque-là, à quoi servait-il de leur faire évacuer certaines provinces? Uniquement à les contraindre d'opérer de grandes concentrations, contre lesquelles la lutte devenait impossible. Les provinces qu'ils évacuaient, une fois délivrées de leur présence, ne faisaient plus rien pour la cause commune; la Galice en offrait une preuve frappante. Il valait bien mieux

maintenir leurs forces dans l'état d'éparpillement qui les épuisait, et laisser agir contre elles les guérillas : « Au reste, ajoutait-il en terminant ces pénétrantes observations, la situation de Masséna est un exemple extraordinaire de ce qu'on peut obtenir d'une armée française [1]. »

Vers le milieu de novembre, Masséna ayant entièrement épuisé les ressources du terrain sur lequel il campait, et s'y trouvant d'ailleurs dans une position de moins en moins sûre, à mesure que ses forces diminuaient, reporta, par une manœuvre des plus habiles, à quelques lieues en arrière, ses lignes d'investissement. D'après son calcul, l'armée avait perdu huit mille hommes depuis qu'elle avait quitté Alméida [2]. Il établit son quartier général avec le corps de Reynier, à Santarem, entre le Tage et le Rio Mayor, position accessible seulement par une étroite chaussée, au milieu des marais et qui était, de l'aveu de ses adversaires, la plus forte qu'il y eût en Portugal. Junot occupa Alcanhède et Torrès-Novas, et Ney s'étendit de Thomar à Punhete ; il cantonna sa cavalerie à Leyria, sur le revers de l'Estrella, afin de conserver la route de Coïmbre. Dans ces positions nouvelles, choisies et utilisées avec un art consommé, l'armée trouva à sa portée d'autres moyens de subsistance ; elle se vit en état de résister avec avantage à toutes les entreprises de l'ennemi. Si l'on ne pouvait pas dire que Masséna bloquait les lignes anglaises, puisque Wellington avait ses communications par

1. *Dispatches :* Wellington à lord Liverpool, 21 décembre 1810.
2. Masséna à Berthier, 29 octobre 1810.

l'Alentéjo et ses approvisionnements par la mer, il conservait du moins vis-à-vis des Anglais une attitude offensive et menaçante, qui lui permettrait d'attaquer aussitôt que Napoléon lui en aurait fourni les moyens. Le général Éblé s'occupa activement, par son ordre, à construire des ponts sur le Zezère et à faire les préparatifs, beaucoup plus longs et difficiles, qui étaient nécessaires pour la construction d'un pont sur le Tage, en face de Punhete. Cette construction, dont Éblé dut improviser tous les éléments à force de patience, de tenacité et d'intelligente industrie, était indispensable, non-seulement pour toute coopération éventuelle avec le corps de Mortier qui devait arriver par l'Andalousie, mais même dans le cas où les renforts attendus viendraient du Nord. L'attaque des lignes de Torrès-Védras n'avait en effet quelque chance de réussite qu'à la condition qu'elle serait faite simultanément par les deux rives du Tage. Quelque invulnérables que fussent ces lignes du côté de la rive gauche, à cause de la largeur exceptionnelle qui a fait donner le nom de mer de la Paille à l'embouchure du Tage, on pouvait, du point même où le fleuve rejoint la mer à Almada, jeter des bombes sur les parties basses de Lisbonne, et peut-être forcer la flotte à se retirer. Ce danger, d'abord inaperçu par suite de la négligence de l'amiral Berkeley, décida un peu plus tard Wellington à fortifier Almada.

Nos communications continuaient à être interrompues. On ne savait ni ce qui se passait en France, ni ce qui se passait dans le reste de la Péninsule. Pour porter une lettre d'un point à un autre de l'Espagne, il fallait au minimum cinq cents hommes, et souvent

jusqu'à deux mille. Au dire du roi Joseph lui-même, sur quatre-vingts prisonniers qu'on envoyait d'Andalousie, quarante arrivaient à Madrid, et dix tout au plus arrivaient jusqu'à Bayonne[1]. Souvent il n'en arrivait pas un seul, et, dans ce cas, c'étaient les généraux qui avaient trafiqué de leur libération[2]. Masséna avait donc toute raison de croire que les pressantes dépêches, dans lesquelles il demandait des secours à Napoléon, n'étaient pas parvenues à Berthier. Aussi, dès les premiers jours de novembre, avait-il fait partir pour Paris, sous la protection d'une forte escorte, le général Foy, officier instruit, habile, éloquent, en le chargeant de donner à l'empereur tous les renseignements de nature à l'éclairer sur la situation de l'armée.

Le général Foy arriva à Paris le 22 novembre. Promptement admis auprès de l'Empereur, il le trouva rempli de préventions contre Masséna, d'illusions sur la possibilité de terminer cette guerre, quoique mécontent de tous ses généraux, à l'exception de Suchet. Foy n'eut pas de peine à justifier son chef, à prouver que toutes nos opérations avaient été commandées par les circonstances et par la force des choses. A cette justification, il ajouta une franche et complète exposition des besoins de l'armée, de ses souffrances, de l'insuffisance de ses forces en présence des formidables défenses de Torrès-Védras; enfin, de la nécessité de lui envoyer des renforts

1. Joseph à Napoléon, 31 août 1810.

2. Le fait est constaté par Joseph et par Napoléon lui-même. 17 septembre : à Berthier.

très-considérables, si l'on voulait obtenir un heureux résultat.

Cet exposé, fait par un témoin oculaire qui avait partagé toutes les épreuves de l'armée de Portugal, par un des officiers les plus estimés pour son caractère autant que pour son intelligence, était de nature à dissiper toutes les illusions et tous les malentendus. C'était une dernière chance qui s'offrait à Napoléon de réparer les fautes qu'il avait commises en Espagne. Ce n'étaient plus les deux divisions de Drouet, c'était un renfort d'au moins cent mille hommes qu'il fallait diriger sur la Péninsule ; il fallait en outre s'y porter en personne pour y mettre fin aux rivalités et imprimer à toutes les opérations une impulsion unique. Pendant ce temps, il fallait avoir la paix avec l'Europe, c'est-à-dire, renoncer à une politique d'aventure, d'envahissement, de provocation. Mais n'était-ce pas trop attendre de l'Empereur, déjà engagé dans vingt entreprises nouvelles, et entraîné par la fatalité de ses passions?

En faisant annoncer par le *Moniteur* l'arrivée de Foy, il continua à tromper le pays sur la situation de l'armée de Portugal. Il insulta à sa détresse en faisant publier qu'elle « *avait en grande abondance* le pain, la viande, le riz, le vin, le rhum, le sucre et le café! » Nous n'avions eu selon lui que des succès[1]. Tel fut le seul effet apparent de cette grande et sévère leçon. Il laissa passer, sans savoir en profiter, ce dernier délai que lui accordait la fortune. Il venait de réaliser ces fatales annexions des villes hanséatiques, du Va-

1. *Moniteur* du 23 et du 29 novembre 1810.

lais, du grand-duché d'Oldenbourg, et il organisait une grande armée pour envahir la Russie, envisageant, comme l'éventualité la plus simple du monde, une nouvelle guerre qui allait le forcer d'étendre sa ligne d'opération de Cadix à Moscou ! Il renvoya le général Foy avec les plus belles assurances, mais sans faire rien de ce qu'il fallait pour sauver l'armée de Portugal. On eût dit qu'il ne voyait plus dès lors dans les affaires d'Espagne qu'une question secondaire qu'il était sûr de résoudre, aussitôt qu'il aurait achevé de conquérir l'Europe.

Jusque-là, on pouvait, semblait-il, sans le moindre inconvénient, laisser traîner la guerre en longueur et abandonner nos généraux à leurs seules forces. Les ordres qu'il fit expédier à Drouet et à Soult montrent qu'il connaissait toute l'importance des opérations de Masséna et la gravité de sa situation, et cependant, ces ordres manquaient absolument de la précision dont ils avaient besoin pour être efficaces. A l'un et à l'autre il faisait dire que *tout était sur le Tage*, qu'il fallait avant tout secourir Masséna et chasser les Anglais de la Péninsule; mais il ajoutait à ces recommandations des instructions accessoires qui devaient en paralyser l'effet. Ainsi, tout en ordonnant à Drouet de se hâter de renforcer Masséna, il lui faisait prescrire en même temps « de ne pas se laisser couper d'Alméida[1] ». Il faisait témoigner son mécontentement à Soult de ce qu'il avait gardé le corps de Mortier à Séville, pendant que la Romana s'échappait pour aller rejoindre Wellington; il lui faisait

1. Napoléon à Berthier, 20 et 22 novembre 1810.

écrire « que le siége de Cadix ne pouvait être disputé par les misérables troupes qui se trouvaient enfermées dans cette place », et que son grand objet devait être d'envoyer un corps d'armée sur le Tage, entre Montalvão et Villaflor, où Masséna l'attendait. Mais il fixait la force de ce corps d'armée à *dix mille hommes*, chiffre tellement insuffisant que ce corps n'aurait jamais pu même arriver à destination[1].

Le maréchal Soult ne cherchait qu'un prétexte pour ne pas obéir, il ne tenait nullement à secourir Masséna, ni à augmenter la gloire d'un rival. Il avait d'ailleurs fort à faire lui-même pour se défendre contre les incursions incessantes, que les défenseurs de Cadix faisaient sur les flancs de l'armée de siége, en débarquant des détachements à quelque distance de la place, contre les sorties de Gibraltar, contre les guérillas de Ronda et les fréquentes attaques de l'armée de Murcie. Il profita de la difficulté d'envoyer le secours qu'on lui demandait pour n'en envoyer aucun. Il avait d'ailleurs ses vues particulières sur le degré de coopération qu'il lui convenait d'apporter à Masséna. Lorsqu'il ne vit plus la possibilité de résister aux pressantes sollicitations qui lui venaient de toutes parts, il se décida en effet à venir au secours de son illustre collègue ; mais, ainsi que Masséna en fit spirituellement la remarque[2], au lieu de prêter le moindre appui à l'armée de Portugal, ce fut lui qui se servit d'elle comme d'un poste avancé pour entreprendre en toute sécurité le siége d'Oli-

1. Berthier à Soult, 4 décembre 1810.
2. Masséna à Berthier, 20 mars 1811.

vença et de Badajoz, sous le prétexte qu'il ne pouvait laisser des places aussi fortes sur les derrières de son armée.

Ce n'était pas la bonne volonté qui manquait au général Drouet, mais il péchait par excès de scrupule, autant que Soult par l'excès contraire. Il avait amené, dans les derniers jours de décembre, ces secours si longtemps annoncés, et si ardemment attendus. Il n'avait avec lui ni vivres ni argent. Ce renfort tant vanté se réduisait à une huitaine de mille hommes manquant de tout; il se composait des restes de la division Conroux et du détachement que Masséna avait laissé à Alméida, sous le commandement du général Gardanne. Drouet avait été forcé de partir sans attendre sa seconde division, qui était encore dans le Nord. Préoccupé de concilier les instructions contradictoires qui lui prescrivaient à la fois de donner la main à Masséna, et de garder des communications avec Alméida, deux choses qu'on pouvait aisément exécuter sur le papier à Paris, mais qui étaient impraticables en Portugal, Drouet eût été d'une médiocre utilité, lors même que le renfort qu'il amenait aurait été moins insignifiant.

L'hiver s'acheva ainsi, au milieu des plus cruelles privations, courageusement supportées. Le général Éblé avait terminé, grâce à des miracles d'activité, les préparatifs des deux ponts à jeter sur le Tage; mais on ne pouvait songer à les utiliser, tant que le corps d'armée de Mortier ne se montrerait pas sur la rive gauche. Réduite à sa force actuelle, l'armée de Masséna était dans l'impuissance absolue d'opérer à la fois sur les deux rives. En se divisant devant un

ennemi qui, grâce aux défenses de Torrès-Védras, pouvait se porter tout entier sur l'une ou l'autre rive, elle s'exposait à une perte inévitable. Au reste, malaisé en tout temps, en raison des crues subites du fleuve et de sa largeur considérable, le passage du Tage devenait de jour en jour plus difficile. Les chantiers de Punhete avaient depuis longtemps fixé l'attention de Wellington; il avait fait construire des fortins et établir des batteries de distance en distance sur la rive gauche. Il la faisait parcourir incessamment par sa cavalerie et par ses milices; il y maintenait enfin un corps d'armée sous les ordres de Beresford, tout prêt à marcher sur les troupes qui pourraient venir de l'Andalousie.

Le retour du général Foy, dans les premiers jours de février 1811, rendit à l'armée un reste de confiance et d'espoir, bientôt suivi d'une déception nouvelle. Tout plein des promesses de l'Empereur et de ses propres illusions, le général annonça comme un fait certain la prochaine apparition de Soult, à la tête d'une armée de secours. Comme pour confirmer la vérité de ses paroles, du 10 au 15 février, des détonations d'artillerie, affaiblies par la distance mais distinctes, se firent entendre dans la direction de Badajoz. Mais peu de jours après, le vent tourna et l'on n'entendit plus rien. Ces détonations lointaines et fugitives étaient tout ce que l'armée de Portugal devait obtenir de la coopération de Soult.

Forcé enfin de marcher au secours de Masséna par des ordres formels, Soult s'était avancé sur la Guadiana, vers le milieu de janvier, avec une vingtaine de mille hommes; il avait pris Olivença après quelques

jours d'investissement. Il faisait maintenant le siége méthodique de Badajoz, pendant que les soldats de Masséna mouraient de faim, et comptaient les heures en l'attendant. Il n'était pas loin d'ailleurs de demander qu'on lui élevât des statues pour sa conduite. Il répondait aux reproches de Berthier avec l'accent d'une grande âme calomniée. Il alléguait pour sa justification que s'il avait envoyé dix mille hommes en Portugal, comme le demandait l'Empereur, ce renfort ne serait jamais arrivé à destination, ce qui était vrai, mais ce qui ne l'excusait pas de n'en avoir pas envoyé vingt mille. Il promettait de prendre promptement Cadix, si l'Empereur voulait seulement la faire bloquer par une de ses escadres, projet très-réalisable en effet, si l'amiral Collingwood, qui venait de nous brûler non loin de là cinq vaisseaux de guerre, avait été disposé à nous laisser faire. Enfin il concluait en « suppliant l'Empereur d'envoyer un militaire digne de confiance pour examiner sa conduite et même pour prendre sa place. Quant à lui, il lui était impossible d'en faire davantage, et il n'avait plus qu'une mort glorieuse à ambitionner[1]. »

Ce qui eût mieux valu que de mourir, c'eût été de tenter, même avec peu de chances de succès, un de ces coups hardis et énergiques qui avaient porté si haut la gloire de nos grands généraux. Mais depuis quelques années tout avait baissé, l'audace, l'ambition, le génie, et comme le remarquait Wellington au moment où Ney conduisait les opérations du siége de Ciudad Rodrigo, avant l'arrivée de Masséna, « ce n'é-

1. Soult à Berthier, 22 et 25 janvier 1811.

tait pas ainsi que les Français avaient conquis l'Europe[1] ! » Le mois de février s'écoula tout entier sans qu'on vît rien paraître sur la rive gauche du Tage, ou qu'on reçût la moindre nouvelle encourageante de Soult. Les souffrances de l'armée étaient devenues intolérables. Le pays que nous occupions depuis près de six mois, était réduit à un tel état d'épuisement à quinze lieues à la ronde, que l'armée anglaise, après notre départ, y trouva des maisons pleines de morts et de mourants tombés d'inanition[2]. Il fallut songer enfin à s'éloigner de ces lieux témoins de tant de labeurs, de constance et de sacrifices inutiles. Mais, cette fois encore, l'âme indomptable de Masséna, inaccessible au découragement qui avait amolli les plus fiers courages, ne voulut pas se résigner à l'idée d'une retraite. Chercher un nouveau campement, où son armée pût vivre, en attendant le moment où elle serait en état de reprendre l'offensive, ce fut toute la concession qu'il consentit à faire au malheur des circonstances.

Ces nouveaux cantonnements, l'armée pouvait les prendre ou dans l'Alentejo, en passant tout entière sur la rive gauche du Tage, avec sa ligne de retraite sur l'Andalousie, ou derrière le Mondego, à quinze lieues en arrière de ses positions actuelles. Passer dans l'Alentejo, c'était renoncer à toute opération offensive contre les Anglais, parce qu'on ne pouvait conserver un pont sur le Tage ; c'était livrer à leurs incursions toute la Vieille-Castille[3]. Sur le Mondego

1. A Henry Wellesley, 11 juin 1810.
2. Napier.
3. Rapport de Masséna à Berthier, 6 mars 1811.

au contraire, on continuait à les tenir en échec, on gardait sa base d'opération à Ciudad Rodrigo, on couvrait, en un mot, le centre de la Péninsule. Masséna se décida pour ce dernier parti. Trompant l'ennemi par des démonstrations simultanées sur le front de sa ligne, de Punhete à Leyria, et tenant ainsi Wellington indécis sur la question de savoir s'il franchirait le Tage à Punhete, ou s'il se retirerait par Leyria sur Coïmbre, il profita avec une merveilleuse habileté de cette incertitude pour acheminer ses malades, ses bagages, puis le gros de son armée, par les routes qui, de Thomar se dirigeaient l'une sur Pombal, l'autre sur Espinhal. Le 8 mars, après trois jours de marche, presque toute l'armée s'était dérobée au delà de l'Estrella. Le 11, elle s'avançait sur Coïmbre, lorsque Ney, qui occupait Pombal avec une forte arrière-garde, eut un premier engagement avec les troupes anglaises qui s'étaient mises à notre poursuite.

Montbrun s'était porté en avant sur le Mondego avec sa cavalerie. Mais il ne put, comme on s'en était flatté, enlever Coïmbre, dont il trouva le pont rompu et les abords fortement occupés par les milices du colonel Trant. Coïmbre était indispensable à l'occupation de la ligne du Mondego; il fallait donc s'en emparer à tout prix avant que nous ne fussions pressés par l'armée anglaise. Tout allait dépendre, par conséquent, de la résistance que notre arrière-garde opposerait à l'ennemi. Le combat de Redinha, où Ney soutint avec une admirable solidité le choc des masses anglaises qui le débordaient de toutes parts, donna lieu d'espérer qu'il gagnerait le temps nécessaire pour construire le pont de bateaux sans lequel

on ne pouvait emporter Coïmbre. Mais, soit défaillance passagère, soit rancune secrète contre Masséna dont il ne subissait l'autorité qu'avec impatience, ce maréchal, si grand depuis dans une retraite bien autrement difficile, ne montra le lendemain à Condeixa ni le même sang-froid ni la même opiniâtreté. Après une courte résistance, inquiet de se voir menacé sur sa gauche par un détachement avancé, il se replia dans la direction de Miranda de Corvo et abandonna à l'ennemi les défilés de Condeixa. Tout établissement sur le Mondego devenait par cela seul impossible, car on ne pouvait entreprendre de franchir ce fleuve avec la certitude d'être attaqué pendant l'opération du passage[1]. Il ne restait plus à Masséna qu'à le remonter par Puente de Murcelha, dans la direction de Ciudad Rodrigo, en suivant une route parallèle à celle qu'il avait parcourue pour entrer en Portugal. Les Anglais firent une nouvelle tentative à Foz d'Aronce pour enfoncer notre arrière-garde, mais après ce dernier effort, ils renoncèrent à troubler notre retraite par des combats toujours très-sanglants, quoique sans résultat.

Masséna revenait sur la frontière d'Espagne, le cœur nâvré du rôle sacrifié auquel on l'avait réduit à la fin d'une carrière si longtemps glorieuse, de l'indigne abandon dans lequel on l'avait laissé après tant de belles promesses. Il n'avait perdu dans cette périlleuse retraite ni un canon, ni une voiture de bagage, ni un malade[2], et ce résultat, il le devait à sa seule

1. Masséna à Berthier, le 19 mars 1811.
2. Masséna à Berthier, 19 mars 1811.

énergie, car dès l'arrivée à Pombal, Ney disait hautement qu'il fallait détruire tous les équipages et les caissons, pour rendre la marche plus facile[1]. Son armée, réduite à quarante mille hommes par les privations autant que par les combats, n'avait plus ni vivres, ni munitions, ni souliers, ni chevaux en état de supporter de longues fatigues; ses soldats étaient couverts d'uniformes en lambeaux. Habitués à de constants succès, ils ne montraient plus dans les revers la discipline qu'ils avaient gardée dans la victoire.

Des contrariétés plus pénibles encore que toutes celles qu'il avait endurées attendaient Masséna. Arrivé à Celorico le 22 mars 1811, ce chef intrépide qui ne voulait pas encore s'avouer vaincu, et qui s'éloignait à regret du Portugal, conçut le projet de se rabattre vers le Tage par Plasencia et Coria, position où il pourrait du moins garder une attitude offensive et manœuvrer sur le flanc des Anglais s'ils s'avançaient dans la Vieille Castille. Il fit en conséquence recueillir des informations sur la possibilité de vivre dans ces régions. Ce projet fut à peine connu de Ney, que ce maréchal, mettant le comble aux mauvais procédés dont il avait usé envers son chef depuis l'ouverture de la campagne, écrivit à Masséna une lettre des plus étranges, pour lui déclarer qu'il se refusait péremptoirement à exécuter ce mouvement, à moins qu'il ne fût commandé par un ordre exprès de l'Empereur. Une démonstration en règle des inconvénients de l'opération sur Plasencia accompagnait cette déclaration

1. Masséna à Berthier, 21 mars 1811.

inouïe de la part d'un subordonné [1]. Masséna, pour toute réponse, se borna à réitérer au maréchal Ney l'ordre de se préparer à exécuter ce mouvement. Ney insista de son côté pour obtenir communication des ordres de l'Empereur, protestant de nouveau de sa ferme intention de ne pas obéir si on ne les lui montrait pas : « Je sais, disait-il en terminant cette seconde lettre, qu'en m'opposant aussi formellement à vos intentions je me charge d'une grande responsabilité, mais dussé-je être destitué ou y perdre ma tête, je ne suivrai pas le mouvement sur Plasencia et Coria dont me parle Votre Excellence, à moins, je le répète, qu'il ne soit ordonné par l'Empereur [2]. »

Quel que fût le caractère de son auteur, une pareille lettre n'aurait jamais pu être écrite dans une armée où le sentiment du devoir et le respect de la discipline n'auraient pas subi une très-grave atteinte. Parmi des troupes qui ont gardé cette abnégation qui est le nerf même de l'honneur militaire, l'esprit général réagit sur les individus, et suffit pour prévenir des écarts aussi dangereux. Ce fait était donc à lui seul une révélation alarmante de l'état moral de l'armée, il montrait qu'elle était arrivée à un degré de lassitude et de découragement où il n'y avait plus à espérer d'elle les grands efforts nécessaires pour une campagne active : « Il suffit, écrivait Masséna, que l'ennemi montre quelques têtes de colonnes pour intimider les officiers et leur faire dire hautemen que c'est toute l'armée de Wellington qui se pré-

1. Ney à Masséna, 22 mars, 2 heures après midi.
2. Ney à Masséna, 22 mars, 4 heures après midi.

sente. » Au reste, les renseignements venus de l'Estrémadure prouvaient qu'on aurait eu les plus grandes difficultés à s'y nourrir, et Reynier avait gravement compromis ce plan en se laissant surprendre à Sabugal. Masséna dut à contre cœur se contenter de ramener ses troupes vers Ciudad Rodrigo et Salamanque, après avoir retiré à Ney son commandement, et placé le sixième corps sous les ordres du général Loison.

Dans les premiers jours d'avril, Masséna eut un avant goût de la disgrâce qui l'attendait en récompense de ses longues épreuves : « Réussissez, disait souvent Napoléon, je ne juge les hommes que par les résultats[1] ! » Masséna avait manqué à ce grand précepte. Une lettre de Berthier, en date du 29 mars 1811, lui apporta un blâme peu dissimulé de l'Empereur au sujet des opérations de l'armée de Portugal. Après lui avoir ordonné si impérieusement de marcher tout droit aux Anglais, dont on lui avait garanti avec tant d'assurance le petit nombre et la faiblesse, on lui reprochait aujourd'hui « d'avoir mis trop d'audace à attaquer la position de Busaco », et après Busaco, de s'être avancé jusqu'aux lignes de Torrès Védras, dont personne ne connaissait l'existence ! L'Empereur, disait Berthier, se serait arrêté à Coïmbre; il s'y serait fortifié, aurait fait des magasins, aurait remonté le moral des troupes, etc., conseils toujours faciles à donner après l'événement, leçons imméritées, qu'il y avait une sorte d'impudeur à infliger à un capitaine aussi illustre, dont l'incurie et

1. *Mémoires* de Mollien.

l'imprévoyance de Napoléon avaient seules causé le malheur. Pour juger de la valeur de ces reproches, il suffit de se reporter à l'impatience que témoignait l'Empereur au début de la campagne, et d'apprécier par là ses impressions si le maréchal avait refusé le combat.

Pendant ce temps, son heureux rival, vengé enfin des jalousies, des craintes, des défiances, des sinistres prédictions, des critiques passionnées dont sa grande entreprise avait été l'objet, se voyait comblé par l'Angleterre de témoignages de reconnaissance et d'admiration. La Chambre des communes et la Chambre des lords lui avaient voté les remercîments les plus flatteurs[1], et tous les partis s'étaient montrés unis dans un même sentiment national. Le ministère qui, peu de jours avant la retraite de Masséna, lui faisait écrire par lord Liverpool pour lui reprocher l'étendue de ses dépenses et lui signifier qu'on ne pourrait plus les continuer[2], ne lui témoignait plus maintenant que la plus respectueuse déférence. Lui seul avait tout prévu, lui seul avait vu juste, lui seul avait compris le genre de tactique qu'on devait opposer à Napoléon, c'était à lui enfin qu'on était redevable du seul grand échec qui eût atteint jusque-là la puissance impériale sur le continent. A dater de ce moment, Wellington prit un ascendant de plus en plus marqué sur la direction des affaires non-seulement militaires, mais politiques.

Loin de se reposer sur ce grand succès, il s'appré-

1. *Résolutions*, du 26 avril 1811.
2. Lord Liverpool à Wellington, 20 février 1811.

tait à le mettre à profit pour nous porter de nouveaux coups. Grâce aux renforts qu'on ne lui refusait plus, à la dispersion forcée de l'armée de Masséna qui mourait de faim à Salamanque comme au fond du Portugal, Wellington se trouvait désormais assez fort pour diviser ses troupes en deux corps d'armée, et opérer en même temps en Estrémadure et en Vieille-Castille. Il résolut de nous reprendre les places que nous avions enlevées dans ces deux provinces, c'est-à-dire Alméida et Ciudad-Rodrigo d'une part, et de l'autre Badajoz, qui s'était rendue à Soult depuis le 12 mars. Devinant avec une parfaite sagacité que les approvisionnements d'Alméida avaient dû être fortement entamés par la malheureuse armée de Portugal, Wellington se contenta d'investir cette place pendant que son lieutenant Beresford allait assiéger Badajoz.

L'armée de Portugal n'était que fort insuffisamment remise de ses fatigues, et surtout de l'ébranlement moral qu'elle avait subi, lorsqu'il fallut parer à ce nouveau danger. Mais elle avait reçu des renforts, des chevaux, et une partie de l'équipement dont elle avait si grand besoin. Alméida ne pouvait plus tenir que quelques jours, Wellington devenu moins prudent s'était affaibli de près d'une moitié de ses troupes. Masséna jugea l'occasion bonne pour débloquer la place et pour prendre contre les Anglais une éclatante revanche. Le 2 mai 1811, il marcha de Ciudad-Rodrigo sur Alméida, avec environ trente-huit mille hommes auxquels vinrent se joindre une batterie et quinze cents cavaliers de la garde, amenés par le maréchal Bessières. Le 3 mai, il prit position en face

de l'armée anglaise. Elle s'était, selon son habitude, retranchée sur un terrain très-favorable à la défensive, entre deux petites rivières, le Dos Casas et le Turones. De là elle couvrait les travaux d'investissement, et s'étendait du fort de la Conception et d'Alameda à Fuentès de Oñoro, son front protégé par le ravin profond du Dos Casas, sa retraite assurée par deux ponts, sur le Turones et la Coa. Pour la première fois depuis Busaco, elle nous était inférieure en nombre, et ne s'élevait pas au-dessus de trente-six mille hommes, y compris ses auxiliaires espagnols; mais la force de sa position compensait amplement ce désavantage.

La gauche et le centre de Wellington étant d'un accès très-difficile, en raison de la profondeur du ravin du Dos Casas, Masséna résolut de l'attaquer sur sa droite à Fuentès de Oñoro, de lui enlever, s'il se pouvait, le pont sur la Coa qui assurait sa retraite à Castelbone, puis de rejeter toute l'armée sur le cul-de-sac qui est formé par le Douro, la Coa et l'Agueda. Le 3 mai dans l'après midi, la division Ferey attaqua avec vivacité le village de Fuentès de Oñoro, en enleva la partie basse et s'y établit sans trop de difficulté. Mais lorsqu'elle voulut s'emparer de la partie haute qui était fortement occupée et couverte par le Dos Casas, elle se vit accueillie par un feu épouvantable et fut repoussée au delà du ruisseau. Une seconde attaque, soutenue cette fois par les deux divisions Ferey et Marchand, fut secondée par une nombreuse artillerie qui cribla le village de boulets, pendant que Reynier faisait une forte démonstration à Alameda pour attirer l'attention des Anglais

sur leur gauche. Elle n'eut pas un meilleur résultat que la première. Après une courte apparition sur les hauteurs de Fuentès de Oñoro, nos troupes en furent précipitées à la baïonnette, et durent se replier au delà du ruisseau, laissant les rues du village jonchées de morts et de blessés.

La nuit suspendit le combat. Il était devenu évident qu'il faudrait une lutte des plus sanglantes pour enlever les hauteurs de Fuentès de Oñoro, qui étaient la clef des positions anglaises. Mais on pouvait peut-être les tourner. Le lendemain 4 mai, Masséna fit sur la ligne ennemie une reconnaissance générale pour en découvrir le côté vulnérable. Au delà de Fuentès de Oñoro, vers Poso-Velho et Nave de Aver, le terrain s'aplanissait et le Dos Casas n'était plus qu'un petit filet d'eau. L'obstacle du ravin disparaissait, notre cavalerie, très-supérieure à celle de l'ennemi, pouvait s'étendre et agir efficacement. De là on pouvait tourner la droite de Wellington, on interrompait ses communications avec Sabugal, on menaçait sa ligne de retraite sur Castelbone. Par un changement de front opéré pendant la nuit du 4 au 5, Masséna porta sur Poso-Velho toute sa cavalerie commandée par Montbrun, deux divisions de Loison, une partie du corps de Drouet et de Junot. Reynier resta devant Alameda pour occuper l'ennemi par des attaques simulées.

Le 5, de grand matin, toutes ces forces réunies attaquèrent Poso-Velho, position qui n'était d'abord défendue que par les auxiliaires espagnols de Don Julian Sanchez. Mais pendant la nuit, Wellington prévoyant la manœuvre de Masséna, les avait fait

renforcer d'un corps portugais, de la brigade Houston, et de la cavalerie du général Cotton. Abordées impétueusement par les divisions Marchand et Mermet, et par la brigade Maucune, pendant que la cavalerie de Montbrun se rabattait sur leurs flancs et les chargeait à outrance, ces troupes plièrent sous le choc, et furent rejetées jusque sur le Turones.

Derrière ces régiments, on trouva rangée en bataille la division Crawfurd qui les recueillit et les rallia. Montbrun rompit et enfonça deux des carrés de l'infanterie anglaise; mais des batteries démasquées à l'improviste arrêtèrent court le magnifique élan de ses cavaliers, et lui firent éprouver des pertes cruelles. Dans ce moment décisif, une partie de la cavalerie, qui appartenait à la garde, refusa de charger, sous prétexte qu'elle n'en avait pas reçu l'ordre de Bessières son chef direct. L'armée anglaise avait perdu tout le plateau de Poso-Velho, c'est-à-dire près d'une lieue de terrain sur sa droite. Mais Wellington avait renforcé Crawfurd d'une division, de la brigade Ashworth, d'une réserve d'artillerie; il avait concentré sur le même point toutes les troupes que nous avions refoulées le matin, et renonçant franchement à garder ses communications avec Sabugal, il nous opposait un nouveau front qui s'appuyait d'un côté sur Fuentès de Oñoro, de l'autre sur le Turones et la Coa. Cette nouvelle ligne résista avec une inébranlable solidité aux plus furieuses attaques. Fuentès de Oñoro était redevenu le point central de l'action; il fut plusieurs fois pris et repris par les deux armées avec un acharnement ex-

traordinaire, mais cette journée sanglante s'acheva sans que nous eussions été plus heureux que l'avant-veille. Nous restâmes maîtres de la partie basse du village, maîtres aussi de la plaine qui avait été le théâtre de la bataille du matin; cette consolation stérile ne pouvait toutefois nous faire oublier que les Anglais n'en continuaient pas moins à bloquer Alméida, et que par conséquent nous avions manqué notre but.

Masséna voulait à tout prix recommencer la bataille le lendemain. Malheureusement ses munitions étaient épuisées, et ce qui était plus grave encore, ses principaux lieutenants étaient tous opposés à ce qu'on renouvelât l'attaque. On pouvait faire venir les munitions de Ciudad Rodrigo; mais ni Bessières, ni Drouet, ni Reynier, ne voulaient recommencer la lutte, et chaque heure qui s'écoulait, l'ennemi l'employait à se fortifier et à se couvrir d'abattis et de retranchements. Pendant quatre jours entiers, Masséna resta en présence de l'armée anglaise, front contre front, tournant autour de ses positions, comme pour chercher le point où il voulait la frapper de nouveau, et ne pouvant se résoudre à s'avouer vaincu. Le 10 mai il s'éloigna enfin, le désespoir dans l'âme. Il avait expédié au général Brenier, qui commandait à Alméida, l'ordre d'évacuer cette place en faisant sauter les fortifications, depuis longtemps minées. Brenier sortit avec sa petite garnison dans la nuit du 10 au 11 mai. Il laissa dans la place quelques hommes qui mirent le feu aux mines; puis se glissant en quelque sorte dans l'obscurité et le silence du camp endormi, il traversa les lignes anglaises avec

autant d'intrépidité que de bonheur. Il rejoignit l'armée dans la journée du lendemain[1]. Bientôt après Masséna rentra en France, impopulaire auprès des soldats qui lui attribuaient leurs souffrances, disgrâcié auprès de Napoléon, qui ne lui pardonnait pas l'insuccès dont il était le seul auteur, décrié par des compagnons d'armes envieux de sa supériorité, emportant dans la solitude qui allait se refermer sur lui une gloire compromise, le poignant souvenir de ses services méconnus, toutes les déceptions et toutes les amertumes d'un cœur à jamais blessé. Son successeur était déjà nommé. C'était le léger et présomptueux Marmont.

Peu de jours après, on apprit que Soult avait fait de son côté une tentative pour forcer Beresford à lever le siége de Badajoz et qu'il avait été encore moins heureux que Masséna. Beresford l'avait attendu à Albuera, dans des positions qui lui avaient été désignées un mois à l'avance par Wellington[2], comme le terrain où il devait livrer à l'ennemi une bataille défensive. Cette fois Soult, laissant là toutes ses feintes habituelles, s'était engagé à fond, avec une énergie extraordinaire; aussi sa défaite avait-elle été très-sanglante. Loin de profiter à la gloire de Soult, les calculs, les arrière-pensées, l'artificieuse diplomatie de ce maréchal avaient tourné à sa confusion. Ses pertes devant Badajoz, celles de son lieutenant Victor devant Cadix, et surtout à Chiclana, avaient telle-

1. Rapport de Masséna à Berthier, 7 mai 1811. — Wellington à Liverpool, 8 mai 1811. — Napier : *Peninsular War*. — Général Koch : *Mémoires de Masséna*.

2. Dans une lettre à Beresford, du 16 avril 1811.

ment affaibli l'armée d'Andalousie, qu'il demandait aujourd'hui des secours à tout le monde, à Berthier, à Joseph, à Masséna lui-même, qu'il avait si perfidement abandonné.

Les dispositions militaires de Beresford à Albuera ressemblaient à toutes celles de Wellington, comme l'œuvre d'un élève ressemble à celle du maître. C'était une bataille toute défensive, qu'il avait reçue plutôt que donnée, avec une circonspection qui allait jusqu'à la timidité. Les brillants *manœuvriers* de l'empire n'avaient pas assez de dédain pour cette tactique immobile, hésitante, embarrassée, à laquelle leur défaut d'homogénéité condamnait les armées anglo-espagnoles. Masséna lui-même, quoique beaucoup plus clairvoyant, n'avait pu s'empêcher de remarquer avec un secret dépit dans son bulletin de Fuentès de Oñoro, que son adversaire « avait employé toutes les ressources de la fortification contre une attaque de vive force. » Enfin, le *Moniteur*, dans des articles où l'on sentait la main de Napoléon, se plaisait à railler « la prudence » de Wellington.

Ces railleries étaient à peu près aussi sensées que celles des généraux autrichiens de 1796, lorsqu'ils reprochaient au jeune Bonaparte de ne pas les battre selon les règles. La lenteur et la prudence de Wellington étaient aussi appropriées aux circonstances de la guerre d'Espagne, que la rapidité et l'audace de Bonaparte l'avaient été à celles de la guerre d'Italie. Cette tactique nouvelle était non-seulement adaptée à l'infériorité des moyens dont disposait le général anglais, mais elle était fondée sur une connaissance profonde des côtés faibles de la méthode impériale,

des défauts comme des qualités de l'armée française telle que Napoléon l'avait faite. Cette armée nouvelle, plus impétueuse que solide, visant avant tout à l'effet et à l'éclat, moins soucieuse du résultat que de l'apparence, ne vivant que d'expédients et de rapines, se créant un ennemi pour chaque bouchée de pain qu'elle consommait, téméraire dans le succès, insubordonnée dans les revers, commençait à dédaigner comme autant de préjugés les fortes et patientes vertus qui lui avaient valu sa gloire. Les rivalités y avaient remplacé l'émulation, l'ambition y tenait lieu de patriotisme, la rage des distinctions y avait introduit jusqu'à des priviléges de cour. Comment expliquer dans une armée formée par un général tel que Napoléon cette étiquette, digne du bas empire, qui défendait à la garde de charger, quel que fût le péril, sans un ordre exprès de son commandant direct, comme si son rôle auprès du souverain lui avait communiqué l'inviolabilité de sa personne sacrée?

Discipline inflexible, attention constante à assurer les subsistances du soldat, à payer toutes ses dépenses, à garder ses communications, défensive systématique qui n'acceptait une bataille qu'après avoir mis tous les avantages de son côté, circonspection extrême dans le dessein, opiniâtreté invincible dans l'action, tels étaient les moyens que nous opposait Wellington. Ils étaient sans doute beaucoup moins brillants que les nôtres, au point de vue esthétique. Ils n'offraient ni coups de théâtre, ni combinaisons savantes à mettre dans un traité de stratégie; mais ils étaient efficaces. Wellington n'éblouissait personne, mais il nous battait. On pouvait sup-

er nos dédains avec beaucoup de philosophie, ju'on avait vaincu tour à tour Junot, Soult, Ney, iéna, c'est-à-dire les généraux qui avaient le plus ribué à la fortune de l'empire.

# CHAPITRE X.

ALEXANDRE ET LA POLOGNE. — PRÉPARATIFS DE LA GUERRE DE RUSSIE. — NÉGOCIATIONS AVEC LES PUISSANCES EUROPÉENNES (DÉCEMBRE 1810 — SEPTEMBRE 1811).

Les graves événements qui venaient de s'accomplir dans la Péninsule n'eurent pas tout d'abord en Europe le retentissement qu'ils semblaient appelés à produire. Les faits étaient mal connus grâce au silence forcé de la presse; ils ne s'éclaircirent que peu à peu; l'intimidation qu'exerçait l'Empereur était d'ailleurs plus forte que jamais. L'Angleterre seule parut avoir compris toute l'importance du long et terrible duel dont le Portugal venait d'être témoin. Cependant on eut bientôt lieu de reconnaître que la leçon n'avait pas été perdue pour une autre puissance, la seule qui osât aujourd'hui se tenir debout en face de Napoléon, au milieu du continent subjugué. Longtemps la plus complaisante des alliées, mais révoltée enfin de ses tyranniques exigences, la Russie se dressait devant lui comme un dernier champion des droits de l'Europe. Son attitude était d'au-

tant plus inquiétante, qu'elle s'abstenait avec un soin extrême de toute provocation et de toute bravade, bien qu'elle se montrât fermement résolue à maintenir ses droits : « Tous les yeux sont ouverts sur les deux empires », écrivait Joseph de Maistre, de Saint-Pétersbourg, dès le mois de février 1811[1]. L'antagonisme des deux empereurs n'était plus un secret pour personne. Longtemps dissimulés dans la pénombre discrète des chancelleries, leurs démêlés avaient éclaté au grand jour, depuis que Napoléon, sans invoquer l'apparence même d'un prétexte, avait mis la main sur les États du duc d'Oldenbourg, au mépris des liens de parenté qui unissaient ce prince à Alexandre. Cet acte insensé n'avait pas été, quoi qu'on en ait dit, le motif déterminant du refroidissement d'Alexandre. Sans parler de ses griefs antérieurs, les usurpations qui avaient accompagné ou précédé la réunion d'Oldenbourg, étaient plus que suffisantes pour justifier une rupture. Mais il y avait dans cette dernière violation du droit des gens une sorte d'affront personnel, qui était fait pour donner aux réclamations d'Alexandre, non pas une plus grande force juridique, mais une plus grande force d'opinion, ce qui est d'une importance capitale en pareil cas.

Aussi est-ce à partir de ce moment qu'il osa prendre une attitude énergique et décidée. Sa première réponse à la réunion du duché d'Oldenbourg fut un ukase rendu à la date du 31 décembre 1810, par lequel il se séparait nettement du système commer-

1. *Correspondance diplomatique*, publiée par Albert Blanc.

cial de Napoléon, reprenait la liberté de ses tarifs, et sans admettre plus qu'auparavant les marchandises anglaises, excluait certains de nos produits manufacturés, comme, d'ailleurs, nous avions déjà exclu certains produits russes. Qu'il eût le droit strict d'en agir ainsi, qu'il ne fût nullement lié par ces décrets changeants et arbitraires qui avaient constitué le système continental, décrets rendus sans lui, impraticables pour la Russie, et auxquels Napoléon lui-même n'obéissait que selon ses propres convenances, c'est ce qui n'est pas douteux. On pourrait même invoquer sur ce point le témoignage de leur auteur qui, tout en faisant un crime à Alexandre de les avoir enfreints par son ukase, a reconnu en termes formels qu'après tout « il avait bien été le maître de prendre cette mesure, mais qu'on y remarquait *je ne sais quoi* d'hostile à la France et de favorable à l'Angleterre[1]. » Mais qu'importait le bon droit lorsqu'il était en opposition avec cette impérieuse volonté? Et si peu que fût ce *je ne sais quoi* dont parlait Napoléon, n'était-ce pas assez à ses yeux pour motiver une guerre même avec la Russie?

Alexandre jugea avec une parfaite clairvoyance que, vu le caractère de son redoutable antagoniste, cette guerre était désormais inévitable. Il s'y prépara dès lors de toutes ses forces, sans prendre la peine aussi inutile qu'humiliante de dissimuler ses armements. Il s'étudia toutefois à leur conserver une apparence toute défensive. Il ordonna de nouvelles levées, ramena plusieurs divisions de la Finlande et des

1. Napoléon au roi de Würtemberg, 2 avril 1811.

provinces danubiennes sur les frontières polonaises, fit exécuter des travaux de défense sur le Dnieper et la Dwina. Bien que son droit de déclarer la guerre fût devenu indiscutable depuis les derniers attentats de Napoléon contre le droit public européen, l'empereur Alexandre n'envisageait pas sans de vives et douloureuses perplexités une extrémité toujours si périlleuse. Devait-il garder jusqu'au bout cette attitude expectante, attendre que son ennemi vînt le chercher jusque sur le territoire russe afin de rendre ses torts plus évidents, ou bien ne valait-il pas mieux fondre sur lui, avant qu'il eût achevé ses préparatifs, et déjouer ses combinaisons par une de ces brusques attaques qui sont souvent la meilleure manière de se défendre?

La tentation dut être forte pour Alexandre, car il est incontestable que, bien qu'il eût commencé après nous ses armements, il fut prêt avant Napoléon. Pendant tout l'hiver de 1811, le bruit d'une imminente entrée en campagne des Russes courut en Pologne comme à Pétersbourg. Averti par le prince Poniatowski, un de nos diplomates alors en mission à Varsovie, Bignon, le mentionna dans ses dépêches, et Alexandre lui-même fit à ce bruit une allusion indirecte, lorsque au mois de mai suivant, dans une conversation avec notre ambassadeur, il s'écria: « Si j'eusse voulu attaquer, qui eût pu m'en empêcher? *Je suis prêt depuis deux mois*[1] ! » L'intention qu'on lui attribuait, et qui était si naturelle dans sa position, exista-t-elle réellement à l'état de projet, ou

1. Dépêche de Lauriston du 1er juin 1811.

ne fut-elle qu'une vaine et passagère velléité? Longtemps on n'a pu émettre à cet égard que des conjectures plus ou moins vraisemblables, mais il nous est possible aujourd'hui d'éclaircir cette question.

Alexandre n'avait jamais entièrement renoncé à son ancien rêve de réconcilier la Pologne avec la Russie. Alors, comme au début de son règne, il eût volontiers tendu la main aux Polonais, pourvu que leur émancipation s'accomplît au profit de la Russie, et sans rompre les liens qui les unissaient à l'empire; mais il ne voulait à aucun prix la voir opérer par une influence étrangère. Obligé d'ajourner indéfiniment son utopie de jeune homme, en présence de la popularité que Napoléon avait acquise en Pologne en constituant le grand-duché de Varsovie, il y était ramené par la nécessité, depuis que le grand-duché avait été fortifié et agrandi par l'accession d'une partie de la Galicie, et surtout depuis qu'il avait vu surgir la menaçante éventualité d'une nouvelle guerre. Dans cette lutte si inégale, il voulait avoir à tout prix la Pologne pour alliée, et il était prêt à tous les sacrifices pour la détacher de Napoléon.

Que l'affranchissement de la Pologne fût une arme terrible contre la Russie, et que Napoléon fût résolu à se servir un jour de cette arme, Alexandre n'en pouvait douter après ses inutiles efforts pour obtenir de lui l'engagement de ne jamais rétablir la Pologne. Il n'y avait donc qu'un moyen de lui arracher l'empire extraordinaire qu'il avait pris sur les Polonais, c'était de venir à eux, de les adjurer d'oublier les rancunes, les défiances passées, de leur offrir

plus que Napoléon ne pouvait leur donner. Alexandre ne recula nullement devant cette conséquence naturelle de sa grande détermination. Dès l'époque où Napoléon avait rejeté son projet de convention relatif à la Pologne, le czar avait repris ses pourparlers d'autrefois avec le prince Adam Czartoryski, l'ami et le confident de sa jeunesse. Il lui avait fait entrevoir clairement les chances d'un arrangement possible avec la Pologne, les avantages qui pourraient en résulter pour ce malheureux pays. Le prince ne lui avait pas dissimulé les difficultés d'un tel projet, l'attachement que ses compatriotes avaient pour la France, les espérances qu'ils plaçaient en elle, les obstacles que Napoléon ne manquerait pas de lui susciter.

Le 25 décembre 1810, sous l'impression évidente des nouvelles venues de France, les propositions d'Alexandre sortent tout à coup du vague et se formulent avec toute la précision désirable : « Il me semble, écrit-il à Czartoryski, que voici le moment de prouver aux Polonais que la Russie n'est pas leur ennemie, mais bien plutôt leur amie naturelle et véritable ; que malgré qu'on leur ait fait envisager la Russie comme la seule opposition existante pour la restauration de la Pologne, il n'est pas improbable au contraire que ce soit elle qui la réalise. Ce que je vous dis là vous étonnera peut-être, mais, je le répète, les circonstances me paraissent favorables pour me livrer à une idée qui a été anciennement mon idée favorite, et que j'ai été deux fois dans le cas de devoir ajourner sous l'empire des circonstances, mais qui n'en est pas moins restée dans le fond de ma

pensée[1]. » Et il pose aussitôt au prince une série de questions qui se résument dans les deux suivantes : « Pouvez-vous être fondé à croire que les Varsoviens saisiront avec avidité toute certitude (non pas probabilité, mais *Certitude*) de leur régénération? La saisiront-ils de quelque part qu'elle leur vienne, et se joindront-ils à la puissance qui voudra épouser sincèrement leurs intérêts? » La réponse d'un patriote tel que Czartoryski ne pouvait être douteuse : « Oui, écrit-il à l'empereur, la certitude de la régénération de la Pologne sera saisie avec empressement et reconnaissance de quelque part qu'elle vienne, *pourvu que cette certitude existe en effet.* »

Mais, comme il le disait, là était toute la difficulté. Quels que fussent les torts de Napoléon envers les Polonais, il avait su leur persuader qu'il voulait les affranchir, et c'était en lui seul qu'ils avaient confiance. Il avait en outre 20,000 Polonais en Espagne, c'étaient autant d'ôtages qu'il tenait dans ses mains. Cependant le prince considérait comme possible de rallier la majorité de la nation polonaise, si on lui promettait trois choses : la constitution du 3 mai 1791, la réunion de toute la Pologne sous un même sceptre, enfin les avantages commerciaux qui lui étaient indispensables. Mais il fallait agir avec noblesse et grandeur, de façon à saisir les imaginations, sans demi-mesures ni réticences, et même dans ces conditions le succès lui paraissait bien difficile : « C'est trop beau pour arriver ! » s'écriait-il tristement en achevant sa lettre[2].

1 Alexandre au prince Czartoryski, 25 décembre 1810.
2. Czartoryski à Alexandre, 30 janvier 1811.

Cette fois l'empereur Alexandre déchira tous les voiles, et fit le pas décisif. Unité de la Pologne, constitution libérale, il promit tout à Czartoryski ; mais il y mit pour condition *sine quâ non* que la Pologne formerait un royaume uni à la Russie, dont l'empereur porterait désormais le titre d'empereur et roi, et que les personnages polonais les plus marquants prendraient envers lui un engagement formel. Si ces deux conditions étaient acceptées, il proclamait le rétablissement de la Pologne et attaquait immédiatement Napoléon, malgré sa répugnance à être l'agresseur. Il croyait, ajoutait-il, pouvoir le faire avec de grandes chances de succès. Il avait toute prête à entrer en campagne une armée de 106,000 hommes. Une autre armée de 134,000 hommes allait marcher en seconde ligne pour la soutenir. Il évaluait à 50,000 hommes la coopération qu'il attendait des Polonais, à un nombre égal celle que devait lui apporter la Prusse. Ces forces formaient une masse de plus de 300,000 hommes, à laquelle Napoléon n'avait alors à opposer, selon son calcul, qu'une armée très-insuffisante, surtout si, comme on était autorisé à le croire, on parvenait à entraîner l'Autriche en lui offrant les provinces danubiennes, en échange de ce qui lui restait de la Galicie[1].

Ces offres étaient sincères, l'empereur Alexandre le démontra surabondamment plus tard, en reprenant la réalisation de son libéral programme à une époque où les circonstances ne l'y obligeaient nullement. Mais le prince Czartoryski, quels que fussent son

1. Alexandre à Czartoryski, 31 janvier 1811.

zèle et son patriotisme, ne put lui assurer les garanties qu'il exigeait. Le projet de fonder un royaume de Pologne fut abandonné comme celui d'attaquer Napoléon, et Alexandre se vit forcé de revenir à son système défensif[1]. Selon toute probabilité, ce retour à la prudence ne fut pas regrettable pour la Russie. Dans les suppositions les plus avantageuses, un premier succès obtenu par Alexandre n'aurait pas pu le mener bien loin. On sait avec quelle rapidité Napoléon concentrait ses armées Au lieu de donner la bataille sur la Vistule, il l'aurait reçue sur l'Oder, l'Elbe ou le Weser; et là, cette nouvelle coalition aurait pris fin en une seule journée, comme toutes celles qui l'avaient précédée, mais avec des conséquences plus désastreuses pour la cause européenne. En ne profitant pas, contre un ennemi aussi formidable que Napoléon, des avantages que lui assuraient ses vastes espaces et son climat rigoureux, la Russie se privait volontairement de ses meilleures chances de le vaincre. Au mois de janvier 1811, l'empereur Alexandre n'avait pas encore entrevu cette vérité. Ce fut la campagne de Masséna en Portugal qui la lui fit comprendre.

Le plan auquel il s'arrêta fut en partie l'œuvre du comte d'Armfeldt, Suédois de naissance, qui, après avoir occupé de hauts emplois dans son pays, s'était réfugié en Russie à la suite de l'élévation de Bernadotte au rang de prince royal. Accueilli avec distinc-

1. Le projet de fonder un grand duché de Lithuanie dont parle le comte Oginski dans ses *Mémoires*, t. III, ne vint qu'après l'échec de celui que je viens de mentionner et fut abandonné pour les mêmes motifs.

tion à Pétersbourg et nommé gouverneur de la Finlande par Alexandre, d'Armfeldt lui témoigna sa reconnaissance en lui adressant divers mémoires politiques et militaires qui paraissent avoir exercé une sérieuse influence sur ses déterminations. Ses plans furent appuyés et rectifiés par d'éminents personnages, remarquables à divers titres, Barclay de Tolly, Serra Capriola, l'amiral Mordwinoff.

Garder ses griefs contre Napoléon, sans toutefois lui donner aucune prise par une opposition trop ouverte, lui susciter partout des ennemis secrets en s'abstenant de toute démarche compromettante, lui résister par la force d'inertie, le contraindre à attaquer en le menaçant toujours, sans le provoquer jamais; une fois la guerre déclarée, se retirer devant lui en détruisant tout sur son passage, en faisant le vide autour de son armée, l'attirer au fond de la Russie en refusant toute action générale, à moins qu'on ne fût sûr de l'emporter, en se contentant d'agir sur ses communications, jusqu'à ce qu'on l'eût usé et épuisé selon la méthode qui avait si bien réussi à Wellington, tel était, autant qu'il est permis de le supposer d'après des informations fort incomplètes, le programme que développaient d'Armfeldt et ses amis. Selon toute probabilité ils ne furent pas seuls à le recommander, car ces idées étaient alors dans l'air; on en trouve partout quelque trace. Les documents diplomatiques et les œuvres des publicistes en constatent également l'existence. Tel est dans tous les cas le système qui fut adopté par Alexandre. Ce plan fut connu dès le mois de juillet 1811, et Alquier, notre ministre à

Stockholm, en signala à Napoléon toutes les données essentielles; mais cet avertissement fut inutile, comme tant d'autres qu'il reçut à la même époque.

Ce programme une fois fixé, quel qu'en fût l'auteur, Alexandre eut le mérite de s'y tenir avec une invariable persévérance, et de le mettre en œuvre avec une merveilleuse habileté. La guerre entre les deux puissants empires était désormais certaine, on le savait également des deux côtés. Napoléon qui l'avait cherchée, la voyait lui-même avec une appréhension qu'il n'avait jamais éprouvée jusque-là; mais comme ni l'un ni l'autre ne voulaient faire les concessions nécessaires pour la prévenir, elle devenait chaque jour plus inévitable. On ne saurait nier toutefois que malgré l'infériorité de sa situation, Alexandre n'aït gardé jusqu'au bout sur son adversaire l'avantage de la franchise, de la modération et de la dignité, comme il avait celui du bon droit. Dans cette longue série de récriminations réciproques qui se prolonge durant toute l'année 1811, Alexandre parle en général comme il agit.

Dès le premier jour où Caulaincourt l'a interpellé sur ses armements, il les a avoués, en faisant observer à l'ambassadeur qu'ils n'étaient qu'une réplique à ceux de Napoléon, ce qui était strictement vrai. Dans le même temps, Napoléon s'obstine à nier les siens avec une dissimulation d'autant plus mesquine qu'elle est inutile. L'Europe entière connaît et dénonce ses envois d'armes, de munitions, de soldats à Hambourg, à Danzig, dans le duché de Varsovie; ses convois encombrent les routes et les canaux; il continue à nier, ou lorsqu'il est contraint d'avouer,

il a des explications pour tout. Tantôt ces envois de troupes ont pour objet de surveiller la Prusse, tantôt ils sont destinés à repousser un débarquement projeté des Anglais. Il a une telle habitude, un tel besoin de mentir partout et toujours, qu'il persiste à mentir même avec la certitude que le mensonge ne trouvera aucun crédit. Il ne pouvait guère se flatter, après tout ce qui s'était passé, d'envahir la Russie à petit bruit comme il avait envahi l'Espagne, en parlant sans cesse d'alliance et d'amitié pendant que ses troupes s'emparaient de toutes les places du royaume. Cependant ses procédés actuels envers Alexandre semblaient exactement calqués sur ceux qu'il avait employés envers Charles IV.

Plus ses préparatifs sont poussés avec activité, plus ses protestations sont affectueuses : « Il ne veut rien faire, écrit-il le 17 février 1811, qui puisse être désagréable à l'empereur Alexandre. Il a fait tout ce qui dépendait de lui en offrant Erfurt en indemnité au prince d'Oldenbourg. *Les termes du sénatus-consulte sont précis!* » La bonne volonté de Napoléon enchaînée par les termes de son sénatus-consulte, n'était-ce pas là une trouvaille de génie? « Vous chargerez, poursuivait-il, le duc de Vicence de déclarer à l'empereur que je persiste dans l'alliance; que je n'entrevois aucune circonstance possible où je fasse la guerre avec la Russie, le seul cas excepté où la Russie se mettrait avec l'Angleterre; *que je n'ai aucune alliance avec aucune puissance*[1]. » Or le même jour, à la même heure, il faisait faire des ouvertures

1. Napoléon à Champagny, 17 février 1811.

à la Turquie[1], qui s'empressait de les dénoncer à toute l'Europe; et quelques jours plus tard, le 25 février, il en faisait faire à l'Autriche, dont la discrétion n'avait d'autre mesure que son intérêt: « La France, devait dire le comte Otto à Metternich, voyait avec peine l'accroissement de territoire qui résultait pour la Russie de l'occupation de la Moldavie et de la Valachie, mais ayant consenti à cette occupation en haine de l'Autriche à l'époque de l'entrevue d'Erfurt, elle ne pouvait plus s'y opposer sans recourir à la guerre. Ces provinces n'étaient pour la France que d'un intérêt secondaire; elles étaient pour l'Autriche un intérêt de premier ordre : Jusqu'où l'Autriche serait-elle disposée à aller, et que serait-elle en état de faire pour *empêcher leur réunion*? Son déplaisir irait-il jusqu'à ne pas lui faire redouter la guerre avec la Russie [2]? »

On est surpris de tant de naïveté au milieu de tant de rouerie. N'y avait-il pas en effet un excès de candeur à se figurer que l'Autriche s'effrayerait des accroissements de territoire de la Russie, lorsqu'ils lui étaient dénoncés par l'homme qui en quelques années s'était emparé de plus de la moitié de l'Europe, et venait de dépouiller l'Autriche elle-même de ses plus belles provinces? Pouvait-on supposer que de pareilles ouvertures resteraient un secret? Pouvait-on croire sans folie qu'une puissance, frappée avec une si impitoyable rigueur, avait tout à coup renoncé à ses traditions, à ses intérêts, à ses rancunes, à ses

1. Napoléon à Champagny, 17 février 1811.
2. Au même, 25 février 1811.

espérances, parce que l'empereur François s'était vu réduit à l'humiliation de donner sa propre fille à son ennemi pour le désarmer, parce qu'il avait consenti suivant l'expression de Louis XVIII, dans une lettre au comte d'Avaray, à se faire « un marchand de chair humaine? » C'était une pauvre diplomatie que celle qui se fondait sur de si pitoyables illusions, et hasardait si légèrement de pareilles démarches. Comment pouvait-on ignorer à Paris que l'ami le plus intime de Metternich à Vienne était le comte Razumowski, l'ancien ambassadeur de Russie auprès de la cour d'Autriche?

Alexandre était informé jour par jour des démarches de notre diplomatie, non-seulement par ses agents, mais comme il était facile de le prévoir, par les cours étrangères elles-mêmes, qui étaient éminemment intéressées à le tenir au courant des menées de l'ennemi commun. Il était instruit non moins exactement de nos préparatifs militaires, et de nos mouvements de troupes, par son aide de camp Czernitcheff, officier diplomate des plus brillants, très-recherché dans les salons de Paris. Occupé uniquement en apparence de ses plaisirs et de ses succès mondains, Czernitcheff était parvenu, grâce à de secrètes connivences, à connaître à fond les opérations de notre ministère de la guerre. Après de telles communications, quel effet pouvaient produire sur l'esprit d'Alexandre les amicales protestations dont Napoléon persistait à l'accabler ?

Napoléon s'était décidé à rappeler Caulaincourt, qu'il accusait d'être devenu plus Russe que Français, sous l'influence des cajoleries d'Alexandre. Il l'avait rem-

placé par Lauriston qui encourut bientôt le même reproche pour avoir montré la même sincérité. Il écrivit à cette occasion à Alexandre : « il avait cherché, disait-il, autour de lui la personne qu'il avait supposée pouvoir être la plus agréable à S. M., la plus propre à maintenir la paix et l'alliance. Ses sentiments envers S. M. n'avaient pas changé ; mais, ajoutait-il avec mélancolie, je ne puis me le dissimuler, *Votre Majesté n'a plus d'amitié pour moi*[1] *!* » Suivait une longue énumération de tout ce qu'il avait fait pour Alexandre. Il lui avait laissé prendre la Finlande et les provinces danubiennes à d'anciens alliés de la France. Il avait pu relever la Pologne et s'en était abstenu. Enfin, si l'on s'en rapportait à lui, la Russie s'était approprié tous les profits de l'alliance.

Il oubliait que dans le même laps de temps il s'était emparé de l'Espagne, de la Toscane, des États Romains, de l'Illyrie, du Tyrol, de la Hollande, d'une partie du Hanovre, des villes Hanséatiques, de l'Oldenbourg et du Valais, acquisitions qui pouvaient sans doute entrer en balance avec la Finlande et la Moldo-Valachie ! Comme il se doutait bien, malgré tout ce qu'il faisait pour cacher ses armements, qu'il devait en transpirer quelque chose, il se résignait à en avouer une partie dans une note adressée au prince Kourakine, mais en l'assurant que nous étions indignement calomniés, « que les malveillants se plaisaient à exagérer les moindres circonstances, que le moindre mouvement ne pouvait se faire sans être envenimé, que l'approche d'un grand mouvement des Anglais

1. Napoléon à Alexandre, 28 février 1811.

dans la Baltique l'avait seule décidé à augmenter la garnison de Danzig, qu'enfin le meilleur moyen de déjouer la malveillance était désormais de se prévenir réciproquement de tout ce qui serait susceptible de donner lieu à de mauvaises interprétations[1]. »

Ces explications d'une si honnête et si cordiale franchise, Napoléon les faisait transmettre à Alexandre, dans un moment où il s'occupait de l'organisation de la grande armée avec une si minutieuse activité, qu'il réglementait jusqu'au nombre de *lanternes sourdes* à mettre sur chaque caisson de son parc d'artillerie[2] ! Il expédiait à Davout jusqu'à trois dépêches dans une seule journée pour stimuler son zèle. Il ne voulait d'ailleurs pas admettre un seul instant que la Russie eût eu l'intention de l'attaquer. Il ne voulait pas surtout qu'on pût croire à un pareil excès d'audace de la part de cette puissance. Elle était selon lui trop occupée avec les Turcs pour y avoir songé. Ce qu'écrivaient les Polonais à ce sujet « *n'étaient que des bêtises*[3]. » Sûr de la discrétion de Davout, il lui prescrivait de recommander à Rapp de *couper sa langue*, et de faire entendre que tous ces préparatifs étaient dirigés contre les Anglais.

Ainsi, toujours niant cette guerre qu'il voulait et qu'il craignait tout à la fois, et comme entraîné déjà par la fascination de l'abîme, il faisait chaque jour un pas de plus vers sa perte, parfois avec un secret désir de revenir en arrière, mais sans pouvoir se soustraire à la fatalité de son orgueil et de ses fautes

1. Napoléon à Champagny, 19 mars 1811.
2. Napoléon à Clarke, 19 mars.
3. Napoléon à Davout, 24 mars.

passées. On est autorisé à croire qu'à la veille de jouer cette formidable partie, il eut plus d'un moment de trouble; peut-être ne fut-il pas toujours de mauvaise foi, lorsqu'il proposa à Alexandre de revenir à l'ancienne amitié. Mais il n'y avait qu'un seul acte qui pût opérer la réconciliation, c'était la restitution pure et simple du duché d'Oldenbourg; et une pareille rétractation révoltait tellement tous ses instincts, elle était si incompatible avec l'idée qu'il voulait donner de lui-même, avec le rôle qu'il s'arrogeait dans le monde, qu'elle constituait une véritable impossibilité morale.

Napoléon eût renié tout son passé, il eût renoncé à toutes ses prétentions anciennes et nouvelles, abdiqué tout son système de domination, s'il s'était infligé à lui-même un pareil démenti. Or, il n'avait jamais été maître de ses passions, et aujourd'hui il ne l'était plus de son système. Il était l'esclave de ce qu'il appelait sa destinée, c'est-à-dire de ce rôle d'omnipotence et d'infaillibilité qu'il avait usurpé de si bonne heure. S'il souffrait qu'il y fût porté une seule atteinte, tout l'échafaudage s'écroulait. Ce n'était donc pas sans quelque raison qu'il disait ne pouvoir revenir sur ce qui avait été fait, bien qu'il en éprouvât parfois le désir. Cette impossibilité de rétrograder, c'était la guerre, car Alexandre n'était pas moins résolu à maintenir sa protestation, et à ne plus être ni le complaisant ni le complice de l'oppresseur du continent. Bien que son système ne fût que défensif, le dénouement de cette résistance, passive mais inflexible, n'en était pas moins inévitable. L'un ne reculant pas, l'autre avançant toujours, il était im-

possible que la rencontre n'eût pas lieu dans un temps donné.

Ces considérations expliquent comment une guerre, en apparence si facile à prévenir, fut cependant préparée, résolue, déclarée, longuement, lentement, froidement, sans la moindre animosité de part ni d'autre, avec toute espèce de protestations affectueuses et pacifiques. C'était du massacre d'un million d'hommes qu'il s'agissait cette fois, et cette immense calamité, Napoléon pouvait la conjurer d'un mot. Mais il n'était pas au pouvoir de ce monstre de puissance et d'orgueil tel que l'avait fait l'abjection des peuples, de prononcer ce mot ; et ceux qui avaient élevé l'idole ne pouvaient pas se plaindre d'avoir à lui fournir des victimes. Aussi tout en répétant sans cesse : « je ne veux pas la guerre », la voyait-il en quelque sorte marcher tout animée sous ses yeux, sans pouvoir se dérober à l'attraction qu'elle exerçait sur lui. Cette vision ne quittait plus son esprit : « *La guerre aura lieu*, écrivait-il au roi de Würtemberg ; *elle aura lieu malgré moi, malgré l'empereur Alexandre, malgré les intérêts de la France et ceux de la Russie.* J'ai déjà vu cela si souvent, et c'est mon expérience du passé qui me dévoile cet avenir. Tout cela est une scène d'opéra, et les Anglais tiennent les machines[1] ! »

Peu de jours après, il laissait percer la même impression dans une lettre à l'empereur de Russie, en lui avouant pour la première fois une partie de ses préparatifs : « J'ai été instruit de Bucharest que cinq divisions russes ont quitté la Moldavie et la Valachie

1. Napoléon au roi de Würtemberg, 2 avril 1811.

pour se rendre en Pologne... J'ai dû penser aussi à mes affaires et me mettre en mesure. Le contre-coup de mes préparatifs portera V. M. à accroître les siens; et ce qu'elle fera, retentissant ici, me fera faire de nouvelles levées et *tout cela pour des fantômes!..* Pour moi je resterai l'ami de la personne de V. M. *même quand cette fatalité qui entraîne l'Europe* devrait un jour mettre les armes à la main à nos deux nations[1]. »

C'était son propre état moral, et non celui de ses adversaires, que Napoléon décrivait en traçant ces lignes caractéristiques. C'était bien lui en effet, et non pas l'Europe, qu'entraînait la fatalité, car en se contentant de maintenir son bon droit sans vouloir être l'agresseur, même pour soutenir une cause juste, Alexandre suivait strictement la ligne de l'honneur et du devoir, qui n'est jamais soumise aux fluctuations de la fatalité. Il n'était en rien responsable des conséquences, quelque désastreuses qu'elles pussent être pour lui comme pour nous.

Les gouvernements européens furent avertis, dès le mois de mars, par une protestation ferme et digne du cabinet Russe contre la réunion d'Oldenbourg, du conflit qui avait éclaté entre les deux empereurs. Ils ne pouvaient qu'en soupçonner les phases diverses, mais ils savaient qu'il y avait désormais entre eux une querelle ouverte, et ils en attendaient l'issue avec une anxiété mêlée d'espérance. Si leurs vœux secrets étaient nécessairement favorables à une cause qui était la leur, ils n'ignoraient pas que laisser même entrevoir de tels sentiments, c'était s'exposer à une

1. Napoléon à l'empereur Alexandre, 8 avril.

ruine immédiate et certaine. Pour être en état de profiter des éventualités qu'ils prévoyaient, il fallait avant tout vivre et durer. Dans l'état de faiblesse auquel leurs défaites les avaient réduits, ils ne pouvaient ni arrêter un seul instant les armées de Napoléon, ni apporter, au moins au début, un concours utile à la Russie. Il fallait donc gagner du temps, feindre et plier jusqu'au moment où l'on pourrait avec avantage se retourner contre lui. Leur soumission et leur empressement furent en raison directe de la crainte qu'il leur inspirait. Tout cela allait de soi et fut compris à demi mot; nul ne s'en étonna ni ne s'en offensa. Tous les gouvernements d'alors connaissaient surabondamment la distinction forcée qu'il y avait à établir entre les sentiments réels et l'attitude officielle, et celui-là seul, qui la leur avait enseignée à coups de canon, s'obstina plus tard à appeler ingratitude et trahison les effets naturels de sa tyrannie.

Au mois d'avril 1811, Napoléon qui trouvait son ministre Champagny taciturne et réservé, ce qui suffisait à ses yeux pour impliquer une désapprobation secrète, lui retira le portefeuille des affaires étrangères. Il lui donna pour successeur le secrétaire d'État Maret, duc de Bassano. Interprète fidèle et dévoué des pensées de son maître, et dès longtemps habitué à leur donner une correction de forme qu'elles n'avaient pas naturellement, Maret n'était que trop porté à abonder dans le sens des passions et des idées de l'Empereur. Il avait pour lui une admiration exaltée; il était à genoux devant son infaillibilité, bien qu'il fût très-infatué de ses propres mérites. Un tel ministre n'était pas fait pour

rendre a notre diplomatie le prestige qu'elle avait perdu depuis la retraite de Talleyrand ; aussi, ne fit-elle que réfléter de plus en plus les incohérences et les violences de celui qui l'inspirait. Par la nomination de Maret, on peut dire que tout intermédiaire, entre Napoléon et ceux qui traitaient avec lui, avait disparu. Cette absence de tout tempérament et de toute atténuation ne devait pas faciliter les transactions. Dans le moment actuel pourtant, comme c'était une force irrésistible qui faisait tous les frais de la persuasion diplomatique, les inconvénients de cette méthode ne se montrèrent qu'imparfaitement. Ils n'apparurent dans tout leur jour qu'à l'époque où cette force fut ébranlée.

Ce fut ainsi Maret qui reçut la réponse du cabinet autrichien à la singulière question que Champagny lui avait adressée au nom de l'Empereur. Depuis son mariage avec Marie-Louise, Napoléon n'inspirait plus à la cour de Vienne ni la même terreur ni la même exécration. On n'y aimait ni sa personne ni son système, mais on se sentait protégé contre lui par les liens qui unissaient les deux souverains, on s'estimait assez fort pour faire ses conditions, et on voulait, en se compromettant le moins possible, se tenir en mesure de profiter de notre victoire comme de notre défaite. Pour obtenir ce résultat, une politique neutre, conciliante, sans couleur, donnant des espérances à tout le monde sans s'engager avec personne, était l'attitude à la fois la plus sûre et la plus habile. Metternich excellait précisément dans ces savantes temporisations, où il fallait dépenser beaucoup plus de théories et de paroles que d'action. En cela il

était parfaitement secondé par l'empereur François, qui jouait avec Napoléon la bonhomie d'un bon père de famille retiré des affaires, affectait de ne plus s'occuper que de ses plaisirs, parlait en homme désabusé et résolu à ne plus se mêler de politique. A la question qui lui avait été adressée par Napoléon au sujet de la Moldo-Valachie, Metternich répondit que les provinces danubiennes étaient sans contredit pour l'Autriche un intérêt des plus considérables, qu'il y avait là pour elle un grief sérieux contre la Russie, mais qu'elle n'y pouvait voir une cause de guerre immédiate, dans l'état d'épuisement auquel l'avait réduite la dernière campagne. Il était évident, d'après cette réponse, que l'Autriche ne résisterait pas à une injonction menaçante de Napoléon, mais qu'elle le suivrait à contre-cœur, non sans lui faire payer cher ses services, et avec la ferme intention de l'abandonner à la première occasion[1].

Toute autre était la situation de la Prusse. Cette puissance était si fatalement condamnée à conspirer contre nous par les intolérables avanies qu'elle subissait depuis Tilsit, elle était tellement intéressée à nos revers, qu'elle-même ne pouvait supposer que le premier acte de Napoléon, avant d'entrer en campagne contre la Russie, ne fût d'achever sa ruine, et cette perspective la remplissait d'épouvante. Aussi, dès les premiers bruits de rupture, s'empressa-t-elle de prendre les devants et d'offrir ses services, avant même qu'on eût songé à les lui demander. A moitié disloquée sous les coups que lui avait portés Napo-

1. Archives des aff. étr., *Autriche*, 270. Otto, 10 avril 1811.

léon, occupée encore en partie par nos troupes, écrasée d'impôts et de contributions de guerre, la Prusse s'était déjà relevée à notre insu, quoique sous nos yeux, à force d'énergie, d'ordre, de travail, d'économie, de patiente obstination, et surtout grâce à une parfaite et constante union entre le peuple et son gouvernement. Là, par une rare et merveilleuse fortune, depuis le dernier des sujets jusqu'au souverain, tous concouraient au même but sans consigne et sans mot d'ordre. L'accord secret des volontés avait tout fait; jamais pareille discipline ne s'était vue dans le monde. On y faisait servir jusqu'à la désobéissance. Le roi n'avait pas eu de serviteur plus dévoué que le rebelle Schill. On n'y connaissait plus ni coteries, ni partis, tous n'avaient qu'une seule pensée : la libération du pays.

Les sociétés secrètes elles-mêmes apportaient un appui de plus au gouvernement, en s'acquittant pour lui d'une tâche qu'il n'aurait pu remplir, celle qui consistait à entretenir le zèle et la propagande. Les efforts de Stein et de Scharnhorst n'avaient pas été perdus. Depuis les ordonnances de Memel, rendues en octobre 1807, toute une révolution politique et sociale s'était opérée en Prusse sans que l'Europe en eût entendu parler, révolution sans discours, sans tumultes, sans échafauds, mais révolution profonde et durable, qui avait renouvelé et rajeuni la vieille monarchie de Frédéric. Des droits nouveaux avaient affranchi les bourgeois et les paysans de toute sujétion féodale, les avaient appelés, dans une large mesure, à la propriété territoriale, au partage des influences locales, à la gestion de leurs propres inté-

rêts. On avait multiplié pour eux les écoles et les centres d'enseignement; on avait réveillé en eux tous les sentiments qui font le citoyen et le patriote. Eu dépit de la détresse des finances, l'instruction publique avait été réorganisée d'après les plans féconds mais dispendieux de Guillaume de Humboldt. L'université de Berlin venait de se fonder, et déjà elle comptait parmi ses professeurs des hommes qui étaient l'honneur de leur temps, Fichte, Savigny, Wolf, Schleiermacher, Hufeland, Klaproth. L'esprit scientifique et civil restait ainsi le maître et le régulateur de l'esprit militaire. L'armée, réduite au nombre fixe de 42,000 hommes, par le traité du 8 septembre 1808, en comptait en réalité 150,000, grâce au mécanisme ingénieux qui suppléait à la quantité par la multiplicité des appels; elle possédait des cadres pour 200,000 hommes.

Malgré ses prodiges d'activité, dissimulés avec un art infini, la Prusse n'en était pas moins encore à la merci de Napoléon. Connaissant la pénétration de son ennemi, elle le supposait beaucoup plus au courant, qu'il ne l'était en réalité, de ses desseins hostiles. Elle craignait tout de lui dans un instant aussi critique, et comme elle ne se piquait ni d'une dignité inopportune, ni d'une vaine franchise, elle s'offrait à lui avec tout l'abandon du repentir et de la peur. Dès le commencement d'avril 1811, le roi Frédéric-Guillaume fit à notre ambassadeur Saint-Marsan des ouvertures pour un traité d'alliance éventuel entre la France et la Prusse. Bientôt, encouragé par des insinuations de Napoléon, qui voulait savoir jusqu'où on était disposé à aller à Berlin, il rédigea lui-même

un projet de traité, que son ministre Krusemarck dut remettre à l'Empereur. D'après ce projet, Napoléon devait s'engager à garantir à la Prusse l'intégrité de ses possessions actuelles, et le roi promettait en retour de lui fournir un corps de troupes auxiliaires, dans le cas « où la France se trouverait engagée soit en Allemagne, *soit sur les confins de la Prusse*[1]. »

Cette circonlocution, qu'on était obligé d'employer pour désigner la Russie, montrait l'inconvénient qu'il y avait à signer un pareil traité trop longtemps d'avance. Mais offrir à Napoléon un corps auxiliaire, c'était le prendre par son côté faible, car il demandait des soldats et des matelots à tout le monde, même à ses ennemis, et poussait la fureur des enrôlements jusqu'à la manie. Il avait dans ses armées, non-seulement des Polonais, des Allemands, des Italiens, des Hollandais, des Suisses, des Illyriens, des Dalmates, mais jusqu'à des Espagnols et des Portugais. Son génie devait à lui seul suppléer à tous les mobiles patriotiques chez ce ramassis international, et même lorsqu'il ne pouvait, à aucun degré, compter sur ces étranges coopérateurs, il voyait en eux des ôtages qui lui répondaient de la fidélité de leurs souverains. Le roi écrivait en même temps à l'empereur de Russie pour le prévenir que, ne pouvant garder la neutralité, il allait se lier à la France[2]. Mais Alexandre connaissait la valeur que pouvait avoir cette alliance, il s'émut fort peu de sa déclaration, bien sûr que la Prusse lui reviendrait avec la fortune. Quant à Napo-

1. Lettre du roi de Prusse à Krusemarck, 14 mai 1811.
2. Frédéric-Guillaume à Alexandre, 16 mai.

léon, fixé désormais sur ce qu'il pouvait attendre des complaisances prussiennes, il garda sur la proposition d'alliance un profond et énigmatique silence, qui mit à une rude épreuve les patientes vertus de ce cabinet. Quels desseins couvrait cette réserve? N'annonçait-elle pas que la destruction de la Prusse était décidée dans son esprit? Était-il prudent d'autre part de revenir à la Russie avant que la rupture fût certaine? Ne garderait-elle aucune rancune d'une défection si récente?

Les perplexités des hommes d'État prussiens furent bientôt portées au paroxysme par l'incertitude où les maintenait le silence calculé de Napoléon. Ils en sortirent par une résolution, en apparence très-aventurée, mais qui était en réalité beaucoup plus habile et surtout plus honorable, que leur obséquiosité première. Ils se mirent à fortifier ostensiblement les places de guerre qui leur restaient, annoncèrent l'intention d'armer, en alléguant à l'appui de ces mesures le motif même qu'avait invoqué Napoléon vis-à-vis de la Russie, c'est-à-dire la nécessité de se mettre en défense contre le prétendu débarquement des Anglais. Mais c'était là un de ces mensonges dont il se réservait exclusivement le monopole, et il prit très-mal la plaisanterie : « On a pu, fit-il écrire à St.-Marsan, *vouloir faire accroire à la Russie qu'on envoyait des troupes contre les Anglais, mais on sait bien que les Anglais ne feront pas de descente!* » Les faux-fuyants n'étaient plus de saison. Voyant son pays compromis vis-à-vis de la Russie, sans être à couvert du côté de la France, Hardenberg joua le tout pour le tout; il déclara hardiment à notre ambassadeur

Saint-Marsan « que mieux valait mourir l'épée à la main que de succomber avec opprobre ; que c'était à la France de choisir entre une alliée fidèle, ou une lutte qui ne pouvait être que celle du dernier désespoir[1]. » Krusemarck reçut l'ordre de faire la même déclaration à Maret, et de dire par la même occasion que la Prusse pouvait mettre immédiatement cent mille hommes sous les armes. Ce coup d'audace et d'adresse exaspéra d'abord Napoléon. Dans le premier moment de colère, il expédia à Davout tous les ordres nécessaires pour écraser la Prusse, si elle ne cessait pas immédiatement ses préparatifs, mais comme il dut laisser entrevoir en même temps que le traité d'alliance serait la récompense du désarmement[2], il ne lui fut pas difficile d'obtenir cette satisfaction. Dans ces nouvelles conditions, les rôles étaient singulièrement changés. Pour avoir voulu trop abuser de ses avantages sur la Prusse, on pouvait presque dire que Napoléon n'imposait plus l'alliance, il la subissait[3].

La Russie ne chercha en aucune manière à nous disputer des alliances dont elle connaissait le peu de solidité. A Pétersbourg, à Vienne, à Berlin, on était trop lié par l'intime solidarité des intérêts pour avoir besoin d'engagements écrits ou d'apologies ré-

1. Hardenberg à Krusemarck, 30 août 1811.

2. Maret à Saint-Marsan, 13 septembre.

3 Les dépêches de Saint-Marsan des mois d'août et septembre sont particulièrement significatives. (Archives des aff. étr. : *Prusse*, 213.) Voir aussi sur ces négociations, Bignon, t. X, Schœll : *Histoire abr. des traités*, t. X, et les *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*, t. XI.

ciproques. On était sûr de s'entendre sans explications et de se retrouver unis, lorsque le moment décisif serait venu. Il en était ainsi même dans ces petits royaumes qui, comme la Saxe, étaient jusqu'à un certain point nos alliés naturels. On obéissait encore, mais on se tenait prêt à profiter des éventualités[1]. Depuis qu'Alexandre avait adopté pour tactique de se retirer devant notre armée, pour l'attirer au fond de la Russie, demander à la Prusse ou à l'Autriche de se prononcer pour lui, ne pouvait aboutir qu'à l'anéantissement immédiat de forces qu'il était beaucoup plus politique de conserver entières pour une époque ultérieure. Les deux seules alliances qu'il lui fût important d'obtenir, parce qu'elles pouvaient couvrir ou menacer les deux flancs de son immense empire, étaient celles de la Turquie et de la Suède. Il était sûr d'obtenir, quand il le voudrait, au moins la neutralité de la Turquie en faisant la paix avec elle. On connaissait à Constantinople, grâce à d'obligeantes communications libéralement fournies par les Anglais, toutes les preuves de la perfidie dont Napoléon avait usé à l'égard de la Porte en récompense de sa longue fidélité, on y avait très mal reçu les avances de Napoléon; on s'y moquait presque ouvertement de son ambassadeur Latour-Maubourg. Quant à la Suède, qui était comme la Turquie un de nos plus anciens alliés, on avait à Pétersbourg la certitude de la détacher de nous, car on y était aidé par une conni-

1. V. les *Mémoires* du comte de Senfft, alors principal ministre du roi de Saxe.

vence toute puissante, c'était celle de Napoléon lui-même.

Depuis le refus de Bernadotte de s'associer aux mesures du blocus continental contre les neutres, nos rapports avec la Suède étaient devenus de plus en plus fâcheux, et par cela même un commencement de solidarité s'était établi entre ce pays et la Russie, qui se trouvait exactement dans le même cas. Bernadotte, pas plus qu'Alexandre, n'avait pu consentir jusqu'au bout à ruiner son royaume pour une conception manifestement folle, et déjà les faits leur fournissaient à tous deux un éclatant témoignage à l'appui de leur résistance.

Une crise industrielle et commerciale des plus graves venait de se déclarer en France (mars 1811), et personne ne pouvait douter que le système continental n'en fût la cause déterminante. Par les souffrances que la France eut à endurer, malgré tous les avantages de sa situation privilégiée, on peut juger de celles que durent éprouver des pays qui n'avaient ni sa richesse de production agricole, ni son monopole industriel, ni les frauduleux profits des licences, ni la dépouille des nations vaincues. Dans un tel état de choses proscrire les neutres, c'était pour la Suède se condamner littéralement à mourir de faim. Napoléon n'en persistait pas moins à vouloir lui imposer cette loi inexécutable, soutenant imperturbablement « qu'il n'y avait pas de neutres, que tous les neutres étaient des Anglais. » Et lorsqu'on lui opposait le témoignage d'un ministre d'Amérique, certifiant la nationalité des bâtiments de son pays, il répondait sans hésiter : *Il n'y a pas de bâtimens*

*américains. Si le ministre d'Amérique dit le contraire, il ne sait ce qu'il dit*[1].

Un parti pris aussi insensé devait tôt ou tard jeter la Suède dans les bras de la Russie. Cependant ses sympathies étaient encore pour nous. Elle avait résisté aux instances d'Alexandre, qui lui offrait la Norwége dès le mois de décembre 1810, et rien n'était plus facile que de la ramener. Malgré sa prodigieuse infatuation, Napoléon éprouvait assez fréquemment des velléités de surmonter ses répugnances personnelles contre Bernadotte, pour le gagner définitivement à sa cause. Au mois de mars 1811, il fit une tentative de rapprochement en condescendant à lui écrire directement en dépit de ses refus antérieurs. Bernadotte fut très-sensible à cette avance, car ce n'était pas sans un vif regret qu'il se voyait entraîné à rompre avec son pays d'origine. Napoléon ne consentit pas plus que par le passé à lui laisser prendre la Norwége, possession de notre allié le roi de Danemark, et que Bernadotte convoitait avec ardeur, afin d'avoir quelque chose à offrir aux Suédois en don de joyeux avénement; mais il s'engagea formellement à l'aider à reconquérir la Finlande dans l'éventualité d'une guerre avec la Russie[2].

A la suite de cette communication, nos relations avec la Suède étaient devenues presque cordiales, lorsqu'un incident imprévu, qui était une conséquence à peu près inévitable du système continental, vint les rendre plus difficiles que jamais. Deux cor-

1. Napoléon à Maret, 15 juillet 1811.
2. Champagny à Alquier, 15 avril 1811.

saires français s'étant emparé de bâtiments suédois, sous prétexte d'infraction aux prescriptions du blocus, vinrent se réfugier avec leurs prises dans le port de Stralsund, où ils furent très-maltraités par les conscrits poméraniens. Bernadotte ne pouvait pas supporter, sans s'avilir aux yeux de ses nouveaux compatriotes, qu'on s'arrogeât le droit de faire la police chez lui avec des formes aussi agressives. De son côté, Napoléon n'était pas homme à désavouer ses corsaires. Il exigea la punition des auteurs de la rixe en termes péremptoires, dont la hauteur et la dureté fut encore exagérée par Alquier, son ministre en Suède. Alquier, ancien conventionnel, depuis longtemps réconcilié avec la tyrannie contre laquelle il avait tant déclamé autrefois, était totalement dépourvu de tact et de mesure. On retrouvait le démagogue dans le diplomate. « Blessant pour tout le monde, » selon une observation de Caulaincourt, il exécrait Bernadotte, et ses dépêches étaient autant de pamphlets d'une violence inouïe. Il n'y était question que de la *démence* de Bernadotte, de sa *médiocrité*, de sa *débonnaireté triviale*, de son *inepte fatuité*. Il y critiquait jusqu'à ses toilettes. De tels rapports n'étaient pas faits pour exercer sur Napoléon une influence calmante.

Cet incident, quelque regrettable qu'il fût, ne valait pas à coup sûr une rupture avec la Suède, allié si précieux dans le cas d'une guerre avec la Russie, parce qu'il prenait à revers toutes les armées russes, et menaçait directement Pétersbourg. Et combien cette raison d'indulgence et de modération n'était-elle pas plus forte encore, si ces corsaires avaient

outrepassé leur droit en attaquant les bâtiments suédois? or, c'est justement là ce que Napoléon a reconnu lui-même. Écrivant un peu plus tard à Davout, il déclarait en termes exprès, « que ces corsaires avaient abusé de l'influence du général Rapp, pour ravager les côtes et commettre des choses injustes qui engageaient la France dans des querelles[1]. » Mais l'Empereur devait-il admettre que ses agents, même les plus infimes, pussent avoir tort? Ne fallait-il pas soutenir avant tout le prestige et la suprématie de l'empire? Alquier fut rappelé de Stockholm, mais non sans avoir eu le temps d'exaspérer la susceptibilité de Bernadotte, et de détruire toute chance de réconciliation. Poussée à bout par nos mauvais procédés, trop faible pour rester isolée au milieu des convulsions de l'Europe, forcée enfin de songer à sa propre sûreté, la Suède s'éloigna de nous et se tourna de plus en plus vers la Russie[2].

1. Napoléon à Davout, 2 décembre 1811.

2. Archives des affaires étrangères: *Suède*, 296. Dépêches d'Alquier de juillet, août et septembre 1811.

# CHAPITRE XI.

ORGANISATION DE L'ARMÉE DE RUSSIE. — MESURES CONTRE LES RÉFRACTAIRES. — CRISE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE. — SESSION DE 1811. — NAISSANCE DU ROI DE ROME. — LE CONCILE NATIONAL. — IMMINENCE D'UNE RUPTURE AVEC LA RUSSIE (MAI-DÉCEMBRE 1811).

Ces négociations, toujours malheureuses même lorsqu'elles étaient couronnées de succès, parce qu'elles ne pouvaient nous donner que de fausses amitiés, ne devaient plus réconcilier personne avec une domination qui n'inspirait que des sentiments de haine et de méfiance. Elles étaient loin d'occuper la première place dans les préoccupations de l'Empereur. Une foule d'autres affaires non moins importantes se disputaient son attention. C'était en premier lieu le règlement des difficultés avec l'Église et la papauté, difficultés qui faisaient peu de bruit, mais qui entretenaient un trouble profond parmi les populations de l'empire, puis la désastreuse crise industrielle et commerciale, qui était la conséquence longtemps retardée, mais absolument fatale, des mesures du

blocus; enfin et surtout, c'étaient ses préparatifs militaires contre la Russie qui étaient alors son objet de prédilection, sa pensée de tous les jours et de tous les instants, le point principal, essentiel, unique, sur lequel il concentrait ses incomparables facultés d'organisation. Si l'on considère qu'il continuait à embrasser en même temps tous les détails de l'administration intérieure d'un si immense empire, à diriger de Paris les opérations militaires de l'Espagne et du Portugal, on ne sera pas étonné que son activité, quelque prodigieuse qu'elle fût, se soit trouvée inférieure à une telle tâche, qu'il ait été comme débordé par l'étendue, la multiplicité des affaires, et ne touchât plus à chacune d'elles que, pour ainsi dire, par accès, sans la suite et l'assiduité indispensables pour les bien mener.

Cet inconvénient était d'autant plus grave, que la qualité la plus nécessaire à la direction suprême d'un si vaste ensemble, c'est-à-dire la mesure, la sûreté, la justesse d'esprit, commençait à faire tout à fait défaut à son génie toujours puissant, mais excessif et désordonné. Aussi fécond que jamais en expédients, en combinaisons, en ressources de tout genre, d'une force de conception surprenante dans l'art de coordonner les moindres détails pour arriver à ses fins, il avait perdu, si toutefois il l'avait jamais possédé, ce tact délicat, ce sens supérieur, qui dans toute entreprise découvre à première vue les conditions du possible, et la limite qu'on ne peut dépasser. Mais dans l'ordre des choses militaires, où il s'agissait avant tout d'administrer et d'organiser les immenses ressources qu'il avait sous la main, où les

opérations dépendaient moins d'une appréciation morale, que de calculs d'une rigueur presque mathématique, son génie se retrouvait tout entier avec une merveilleuse puissance de création et de travail. Depuis qu'il avait prévu et presque résolu la guerre avec la Russie, il s'était appliqué sans relâche à la formation d'une armée qui fût à la hauteur des gigantesques projets de domination universelle qu'il avait conçus, c'est-à-dire, telle que le monde n'en avait pas encore vu. D'après le nombre et la force de cette armée, on voyait bien, que même à ses yeux, ces plans chimériques étaient une violence faite à la nature des choses, et n'avaient d'autre chance de réalisation que la victoire. Mais s'ils n'avaient par eux-mêmes ni solidité, ni raison d'être, il voulait leur donner un appui matériel sans précédent. Sa politique ne s'était-elle pas toujours trouvée en contradiction avec la prudence comme avec l'esprit de son temps, et n'était-ce pas toujours son épée qui avait tout réparé?

Au fond, l'armée destinée à ce qu'il commençait à appeler « la guerre de Russie » était tout à ses yeux, et peu lui importait que cette guerre fût entreprise contre toute raison et contre toute justice, s'il croyait pouvoir la faire avec succès. La crainte d'être pris au dépourvu une fois passée, ce succès lui paraissait de moins en moins douteux. Au mois de décembre 1810 la conscription lui avait fourni 120,000 hommes, montant de la levée de 1811, auxquels il convient d'ajouter 30,000 hommes levés à partir de quatorze ans pour la conscription maritime. Cette mesure avait été célébrée par les orateurs du sénat comme

un trait de générosité exceptionnelle, parce que c'était la première fois, depuis bien des années, qu'une conscription n'était pas levée par anticipation. Personne ne songea même à remarquer quelle critique amère on faisait des institutions existantes, en considérant la stricte exécution de la loi comme un bienfait du prince. Ces recrues furent versées dans des cadres tirés des anciens corps de l'armée d'Allemagne. Grâce à ces renforts, les corps d'observation formés sur l'Elbe, sur le Rhin, en Italie, devinrent bientôt de véritables armées comprenant, le premier cinq, les deux autres quatre divisions. Un corps de réserve, composé de quatre autres divisions, fut formé dans le midi de la France à portée d'envoyer des renforts en Espagne ou en Italie selon les besoins. En même temps tous les princes de la Confédération germanique furent mis en demeure de fournir leurs contingents. Ces préparatifs furent poussés avec une telle activité, qu'au mois de juin 1811, Davout, qui commandait le corps d'observation de l'Elbe, avait sous ses ordres 200,000 hommes prêts à marcher au premier signal. Son corps d'armée montait à 120,000 hommes, le roi de Saxe en avait 24,000, le duché de Varsovie 34,000, le roi de Westphalie 15,900[1]. Dans le même moment, le 16 juin, jour de l'ouverture de la session législative, Montalivet put imprimer dans son *Exposé de la situation de l'Empire :* « La France a 800,000 hommes sous les armes ! »

En dépit des dithyrambes officiels des rapporteurs

1. Napoléon à Clarke, 23 juin 1811.

du sénatus-consulte relatif à la conscription, sur l'ardeur et l'empressement que montraient les jeunes Français pour courir à la gloire[1], ces grands résultats ne s'obtenaient plus sans beaucoup d'efforts et de résistance. Le silence profond qu'on gardait systématiquement sur les pertes de nos armées d'Espagne n'avait pas empêché la vérité de se faire jour. Si l'on ne savait pas au juste à quel point cette guerre était peu glorieuse pour nous, on savait du moins combien elle était meurtrière, et c'était avec une sorte de stupeur qu'on en voyait surgir une nouvelle qui n'était justifiée par aucune nécessité ni par un intérêt quelconque. Les familles cherchaient par tous les moyens à soustraire leurs enfants au service militaire, et le nombre des jeunes gens qui s'y dérobaient par la fuite s'était accru dans des proportions inouïes. Deux faits suffisent pour réduire à leur juste valeur les complaisantes fictions des orateurs du sénat, le premier, c'est qu'en cette même année 1811, un remplaçant se payait déjà jusqu'à *huit mille francs*[2], ce qui représente aujourd'hui le double de cette somme ; le second, c'est que le nombre des conscrits réfractaires montait alors à près de 80,000 individus.

Ces délinquants formaient en quelque sorte le fonds de plusieurs années de révolte contre la loi ; ils offraient le scandale permanent d'une désobéissance qu'aucun gouvernement ne pouvait tolérer. Celui d'a-

1. *Rapports* de Saint-Jean d'Angély et de Lacépède, séances du 10 et du 13 décembre 1810.

2. L'auteur tient ce fait d'un homme dont le témoignage est irrécusable, puisqu'il parle de ce qui lui est arrivé à *lui-même*.

lors était armé contre eux au delà du nécessaire, et s'il s'était contenté des moyens de contrainte que lui fournissait la loi, on ne pourrait que l'approuver d'avoir mis fin à cette rébellion. Mais ces moyens légaux, quelque cruels qu'ils fussent dans certains cas, étaient loin de suffire à l'impatience et à l'irritation de Napoléon. Ce qu'il lui fallait, c'était moins encore d'arriver à la répression du délit, que de parvenir à mettre promptement la main sur cette réserve aussi nombreuse qu'énergique, et à l'enrégimenter, n'importe à quel prix, dans son armée. Pour obtenir promptement ce résultat, le moyen le plus expéditif était d'intéresser le plus grand nombre de gens possible à l'arrestation du conscrit réfractaire. On y intéressa ses parents et ses amis en les frappant à cause de lui.

Cet expédient sauvage avait été imaginé et pratiqué par le directoire contre les insurgés vendéens. Le premier consul s'était fait gloire de l'abolir à une époque où il était clément par calcul. On ne se contenta pas de reprendre le principe de la *loi des ôtages* autrefois si justement flétrie, on le généralisa en l'étendant non-seulement à la famille du conscrit réfractaire, mais à sa commune et parfois au canton tout entier. La pénalité était celle qui pouvait être le plus sensible aux pauvres. Elle consistait à loger, à nourrir, à payer sous le nom de *garnisaires* une certaine quantité de soldats, jusqu'à ce que le réfractaire eût fait sa soumission. Les père et mère, puis les frère et sœur, puis les personnes chez qui le délinquant avait bû, mangé et dormi, puis la commune elle-même, furent suc-

cessivement rendus responsables d'un délit tout personnel[1].

Ces procédés, quelque impitoyables qu'ils fussent, n'opérant pas encore assez vite au gré de Napoléon, les garnisaires reçurent pour auxiliaires des colonnes mobiles, plus connues sous le nom de *colonnes infernales*, qui rançonnaient et terrorisaient tout un canton. Ces mesures furent efficaces, mais elles montrent ce qu'il en coûtait dès lors pour faire une grande armée, et à quel degré de lassitude la nation en était arrivée en dépit de ses goûts traditionnels pour la vie militaire. Tous les moyens étaient bons pour échapper à ce dur service, mais tous aussi pour y contraindre, et si la fuite était peu sûre, ni le remplacement ni la réforme n'étaient une garantie d'immunité. Les remplacés comme les réformés étaient invariablement repris au bout d'un certain laps de temps dans de nouvelles catégories, et il n'était pas rare de rencontrer des jeunes gens qui avaient payé trois ou quatre fois de suite leur exonération, sans être plus sûrs pour cela d'être libérés définitivement.

On voit, par ce tableau fort abrégé des souffrances populaires, que la nation française payait déjà bien cher l'honneur, devenu d'ailleurs assez problématique, d'avoir donné un maître à l'Europe. Ce n'était pas tout pourtant, et les maux que lui infligeait le système continental étaient plus cruels encore. Que le blocus fût la cause directe et principale de la crise

1. Voir dans le *Bulletin des Lois* les décrets d'ailleurs fort incomplets des 12 janvier, 5 avril et 23 septembre 1811.

industrielle qui désola la France, pendant l'hiver de 1811, c'est ce qui ne peut être contesté sérieusement, bien qu'on puisse admettre que nos interminables guerres y ont aussi contribué pour une bonne part. Un des avantages que Napoléon avait découverts après coup dans cette étrange conception avait été de créer, en faveur de la France, une sorte de monopole industriel et commercial. Ses manufactures recevaient en effet au moyen des licences et des ventes après saisies, en coton, en bois de teinture, indigo, etc. les seules matières premières qui fussent admises sur le continent, elles seules par conséquent devaient garder le privilége de la fabrication; et si elles n'avaient plus aucun débouché maritime, elles pouvaient du moins compter sur le marché de l'Europe. Il en était de même pour les autres denrées coloniales dont il avait entendu nous réserver le commerce exclusif, dans les conditions restreintes auxquelles il l'avait réduit.

D'après ces données, théoriquement fort rassurantes, nos manufacturiers s'étaient livrés à une production exagérée. De leur côté, les spéculateurs de toute espèce s'étaient disputé les approvisionnements de denrées coloniales, comptant sur la consommation européenne tout entière. Mais si le calcul paraissait juste en théorie, il devait se trouver faux dans la pratique, parce qu'on n'avait pas tenu un compte suffisant du renchérissement extraordinaire qui était la conséquence forcée du système. En premier lieu, les Anglais qui étaient devenus, par suite de nos mesures contre les neutres et de la suppression de toute concurrence, maîtres absolus

du prix de ces marchandises, dont ils étaient presque les seuls détenteurs, les vendaient à des taux exorbitants aux possesseurs des licences. Ils leur faisaient payer jusqu'à quatre et cinq francs une livre de sucre qui leur coûtait cinquante centimes. Le négociant pourvu de licences n'avait donc sa marchandise qu'à un prix très-élevé. Il devait en outre ajouter à ce prix de revient d'abord celui des marchandises prohibées en Angleterre, qu'il avait dû jeter à la mer, parce que Napoléon le forçait à les exporter, ensuite les frais fort onéreux de la licence elle-même, et enfin ses propres bénéfices. On devine à quel prix devaient monter des produits chargés dans de telles proportions, avant même d'être entrés dans nos manufactures ou dans nos magasins. Ceux qui provenaient des saisies étaient également rendus inabordables pour les acheteurs par les droits successifs, et surtout par le droit de cinquante pour cent, dont les avait grevés Napoléon.

Le résultat fut ce qu'on devait prévoir, les marchandises ne se vendirent pas. Leur cherté équivalait à une prime donnée à la contrebande qui gagna tout ce que le commerce régulier perdit. Les manufactures cessèrent leurs travaux, les banques qui leur avançaient des fonds ne recouvrant pas leurs avances, se virent forcées de suspendre leurs payements; et toutes les industries étant solidaires, toutes se trouvant atteintes par la guerre, celles qui semblaient le plus à l'abri des influences extérieures, comme l'industrie des laines et des soies, furent entraînées dans le commun désastre.

Napoléon s'efforça d'arrêter la crise au moyen de

quelques millions dont il fit l'avance aux négociants les plus compromis, sans tenir compte des sages représentations de Mollien et des hommes compétents dont il était entouré. On ne put jamais lui faire admettre que sa volonté, qui pouvait tant de choses, ne pouvait rien sur le crédit. Ces secours ne sauvèrent personne. Il prêta jusqu'à quinze cent mille francs à la fois à une seule maison[1]; mais bientôt il se vit forcé de renoncer à cet expédient en présence de l'énormité des demandes.

Les commandes de fournitures militaires, de mobiliers pour les palais impériaux, apportèrent un faible adoucissement à la détresse des classes ouvrières; mais toutes les ressources du gouvernement, eussent-elles été consacrées intégralement à conjurer le fléau, étaient fort insuffisantes pour relever les affaires. Le seul soulagement efficace de tant de misères eût été le retrait des mesures qui avaient amené la crise ; mais ce moyen était aussi le seul dont Napoléon ne voulait pas entendre parler. Le 25 mars 1811, les délégués de la Chambre de commerce, conduits par deux grands industriels de l'époque, Martin et Ternaux, ayant essayé de lui présenter quelques observations timides sur les remèdes à apporter aux maux de l'industrie et du commerce, il leur coupa la parole sans leur laisser dire un mot pour exposer leurs doléances. Alors il se livra à une longue et incohérente apologie du système continental et de sa politique en y mêlant, à l'adresse de la Russie, des menaces au moins fort inconsidérées dans un mo-

1 Mollien : *Mémoires d'un ministre du Trésor.*

ment où il s'attachait encore à la tromper, et à nier ses armements :

« Les commerçants se plaignaient comme toujours, et cependant c'était par leur faute que la crise était arrivée. Ils avaient voulu s'enrichir à tout prix, s'enrichir trop vite, gagner une fortune comme on gagne une bataille, au lieu de compter sur les résultats toujours lents du travail et de l'économie. Ils ne devaient s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils étaient victimes de leur propre avidité. Quant à lui, il était resté fidèle à son système qui était de réduire l'Angleterre. On s'était beaucoup moqué de ses décrets de Berlin et de Milan, et cependant aujourd'hui l'Angleterre déclinait, *elle était perdue!* Il possédait les côtes de toute l'Europe, il bâtissait vingt-cinq vaisseaux par an, avant peu il aurait une marine de deux cents vaisseaux, et l'Angleterre serait forcée de se soumettre. Jusque là, malheur aux États du continent qui refuseraient de le seconder! Toutes les trames que les Anglais essayeraient de nouer avec ces puissances il les *couperait avec son épée*; il réunirait ces États comme il avait réuni tous ceux qui lui avaient résisté. A Tilsit, il avait *fait grâce* à l'Empereur de Russie en retour de ses promesses de concours, mais si ces promesses n'étaient pas tenues, il irait au besoin *à Riga, à Moscou, à Pétersbourg!* il n'était pas un simple roi de France, il était l'*Empereur du Continent*, il avait deux cent millions dans les caves des Tuileries. La France était le pays le plus riche du globe, et dans aucun cas il ne changerait quoi que ce soit à son tarif des douanes, on devait se le tenir pour dit. »

Ces divagations, qui touchèrent à tout excepté à ce

qui faisait l'objet précis des doléances du commerce, n'eurent d'autre effet que d'apprendre aux auditeurs interdits de Napoléon qu'à côté de son ancienne idée fixe de réduire l'Angleterre en affamant l'Europe, une autre préoccupation commençait à hanter le cerveau impérial, celle d'aller chercher un nouvel ennemi aux extrémités du continent. Les menaces dirigées contre la Russie dans cette malheureuse allocution eurent un immense retentissement à l'étranger. Pendant quelque temps les chancelleries et les gazettes ne furent occupées qu'à en reproduire les variantes, et cette impression parut si fâcheuse à l'Empereur lui-même, qu'il en fit publier un résumé qui équivalait à une sorte de rétractation.

Il était d'ailleurs exact, comme il l'avait avancé, que la crise continentale s'était répercutée en Angleterre. Ce pays ne pouvait en effet ne pas se ressentir des souffrances de l'Europe au moins par contre-coup ; mais il souffrait de l'encombrement et du trop plein, ce qui n'est pas la même chose que de souffrir de la détresse. Ses Docks, qui étaient devenus l'entrepôt du monde entier, regorgeaient de marchandises, principalement en sucres et en cafés. L'industrie du coton avait seule été atteinte sérieusement par suite de spéculations imprudentes[1]. En France, l'encombrement n'existait que chez quelques manufacturiers, et chez quelques détenteurs privilégiés des denrées coloniales, partout ailleurs, c'était un profond dénument, un appauvrissement continu. En Angle-

1. *Report from the Select committee on the state of commercial credit*; mars 1811.

terre, c'était chez toutes les classes industrielles et commerçantes, une accumulation inouïe de richesses et de produits de tout genre, qui momentanément ne trouvaient pas des débouchés suffisants, bien que toute concurrence eût été détruite à leur profit, mais qui étaient assurés de les trouver un peu plus tard. La preuve en était dans cette inépuisable puissance de crédit qui permettait à l'Angleterre d'emprunter un milliard par an, problème difficile, que le maître de l'Europe n'aurait certainement pas résolu à son honneur.

Au moment de la plus grande intensité de la crise, le 20 mars 1811, était né cet enfant dont Napoléon avait annoncé la naissance avant même d'avoir épousé Marie-Louise, comme si la nature elle-même était une sujette trop heureuse de lui obéir. Les mêmes acclamations qui avaient salué le mariage impérial retentirent autour du berceau du roi de Rome, car depuis longtemps déjà l'enthousiasme n'était plus qu'un mécanisme savamment organisé dont on réglait à volonté le fonctionnement. Mais les espérances pacifiques, qu'on avait fondées sur le mariage autrichien, avaient été trop cruellement déçues pour qu'on pût s'y livrer de nouveau, et la confiance fit cette fois complétement défaut aux manisfestations de l'allégresse officielle. Jamais événement ne fut plus chanté, plus célébré, dans les temples, les palais et jusqu'au fond des plus obscurs villages. Les cent et un coups de canon qui l'annoncèrent à Paris furent répétés de Danzig à Cadix, dans toutes les localités où nous avions un régiment et une batterie. Wellington raconte dans sa correspondance, avec un

étonnement qui n'est pas exempt d'ironie, qu'un officier français vint le prévenir de la part de Masséna, alors en pleine retraite, de la signification inoffensive de ces décharges d'artillerie. Malgré l'avertissement, il crut, dit-il, à une attaque, tant cette démonstration joyeuse lui paraissait invraisemblable de la part d'une armée si effroyablement éprouvée. Combien de fois ces mêmes canons et ces mêmes soldats n'avaient-ils pas annoncé au monde nos serments de « guerre éternelle aux tyrans! » Comment croire qu'ils proclamaient aujourd'hui autre chose que notre éternelle mobilité? Et si, comme on le disait avec une foi bien surprenante, la naissance de l'héritier impérial assurait la perpétuité du régime, quelle espérance pouvaient concevoir ces malheureux de voir jamais finir leurs maux?

Le Sénat et le conseil d'État firent entendre à cette occasion leurs adulations accoutumées : « Nous venons les premiers, dit le président du Sénat, faire retentir jusqu'aux pieds du trône ces transports de ravissement, et ces cris d'allégresse que la naissance du roi de Rome fait éclater dans tout l'empire. Vos peuples saluent par d'unanimes acclamations *ce nouvel astre qui vient de se lever sur l'horizon de la France, et dont le premier rayon dissipe jusqu'aux dernières ombres des ténèbres de l'avenir*[1]. » Toute la harangue sénatoriale était sur ce ton extatique, et si j'en cite ce passage, ce n'est pas qu'on doive y voir une hyperbole exceptionnelle, mais c'est qu'on n'aurait pas une juste idée de l'abjection des pouvoirs publics à cette

1. Discours du comte Garnier, président du Sénat, 22 mars 1811.

époque, si je ne reproduisais l'accent et la note dominante du langage officiel. On peut juger par là de l'essor que dut prendre l'imagination des poëtes tenus par état d'aller plus loin encore. Au-dessus des astres il n'y avait que les dieux, et c'est là en effet qu'ils allèrent chercher leurs comparaisons en saluant la venue du *nouveau Messie*[1]. Le *Moniteur* publia d'innombrables paraphrases d'un vers fameux :

« *Jam nova progenies cœlo dimittitur alto.* »

« L'éclair luit, le ciel s'ouvre et t'offre ton image
Sous les traits de ton fils[2].

Le Corps législatif n'ayant été convoqué que deux mois plus tard manqua ainsi l'occasion de se distinguer par son émulation à flatter le maître. En revanche, il fut un peu plus tard admis à l'honneur insigne de présenter ses hommages à l'enfant luimême. Le président de ce corps législatif, qui était le descendant direct de la Constituante et de la Convention, vint, à la tête d'une députation choisie, haranguer cet enfant âgé de deux mois ; il lui parla du dévouement de l'Assemblée; il reçut et transmit à ses collègues la réponse de la gouvernante ! Voici dans quels termes il leur rendit compte de cette glorieuse mission : « Nous lui avons, messieurs, porté l'expression de vos sentiments les plus tendres en y mêlant les vœux que l'amour de nos enfants peut nous inspirer. Mme la gouvernante les a reçus et nous en a

1. *Le Noël nouveau*, hommage d'un troubadour, par Armand Gouffé.

2. Delrieu.

remerciés au nom du jeune prince, en regrettant sans doute de ne pouvoir joindre ses sentiments personnels à ceux qu'elle exprimait au Corps législatif[1]. »

Ce discours prononcé sur le berceau du roi de Rome fut à peu près l'œuvre la plus considérable de la session législative de 1811. Napoléon, comme nous l'avons déjà dit, avait depuis longtemps l'arrière-pensée de supprimer le Corps législatif, comme il avait supprimé le tribunat. Avant de frapper cette ombre d'assemblée, il voulut que tout le monde fût bien convaincu de son inutilité. Il lui retira ainsi progressivement toutes ses attributions effectives, suppléa aux lois par des décrets, par des sénatus-consultes ou même par de simples arrêtés, et il en arriva enfin à ne lui rien laisser faire. En 1811, la démonstration fut aussi complète que possible. Aussi ne prit-il plus la vaine précaution de convoquer en 1812 le Corps législatif, dont l'absence fut à peine remarquée, tant le public avait été habilement préparé à la suppression de ce rouage inutile. Les procès-verbaux de la session de 1811 sont un des monuments historiques qui en disent le plus long sur l'esprit des institutions napoléoniennes, et sur le rôle que Bonaparte voulait assigner à la représentation nationale, car c'est seulement alors que, de perfectionnement en perfectionnement, le Corps législatif arriva à la forme définitive qu'il lui avait toujours réservée, c'est-à-dire au néant absolu. Les comptes

1. Discours du président de Montesquiou dans la séance du 25 juillet 1811.

rendus des vingt séances dont se compose la session n'occupent pas *cinquante pages*.

Le budget, qui est la seule affaire importante dont l'Assemblée se soit occupée, est adopté et voté en une séance, sur un rapport de quelques lignes du député Mollérus, et sans qu'un seul orateur ait demandé la parole[1]. Les autres séances sont occupées par le message de l'Empereur, par l'exposé de la situation de l'empire, œuvre du ministre Montalivet, par la nomination du bureau, par des comptes rendus d'ouvrages offerts au Corps législatif, par des éloges des députés décédés, enfin par des lois autorisant des aliénations, acquisitions ou échanges de biens communaux, qui sont la seule tâche législative qu'on ait laissée aux représentants de la nation. Cela fait, les députés se retirent avec autant de résignation qu'ils en ont mis à venir, reconduits avec des hommages ironiques, mille fois plus blessants dans leur pompe dérisoire que ces baïonnettes dont on leur poussait la pointe au visage lorsqu'on les chassait de l'orangerie de Saint-Cloud.

En raison même de la nullité de cette session législative, les deux manifestes impériaux qui en signalèrent l'ouverture ne furent que plus remarqués. Après un coup d'œil jeté sur la situation de l'Europe, sur les nouvelles réunions de territoires, qui étaient présentées comme la conséquence toute naturelle « des principes adoptés par le gouvernement anglais, » et enfin sur l'affaiblissement progressif de « l'insurrection espagnole, » l'empereur faisant allu-

1. Séance du 15 juillet 1811 : *Archives parlementaires.*

sion aux dernières batailles livrées par Wellington, s'écriait : *Le sang anglais a enfin coulé à grands flots!...* Ce cri du cœur eut en Europe un long retentissement. Bien loin de se rendre compte de la force que l'Angleterre venait de communiquer à la résistance espagnole, en s'engageant à fond dans la péninsule, il n'y voyait que la certitude de la vaincre en Espagne au lieu d'avoir à la poursuivre sur les mers. Il prédisait déjà le jour où « la moitié de ses familles étant couvertes du voile funèbre, un coup de tonnerre vengerait l'Europe et l'Asie en terminant cette seconde guerre punique[1]. » C'était là tout l'enseignement qu'il avait retiré des graves événements qui venaient de s'accomplir dans la péninsule.

*L'exposé de la situation de l'empire*, qui fut lu dans la séance du 29 juin, n'était que la paraphrase du message impérial, mais sa rédaction froide et positive laissait encore mieux voir la profondeur des illusions de Napoléon. Il contenait surtout un examen comparé de la situation de la France et de l'Angleterre d'un optimisme qui était effrayant à force de parti pris. Chez nous tout allait pour le mieux, *le système continental n'avait rien changé à notre situation*, la prohibition des marchandises anglaises nous avait donné le continent pour débouché, enfin la France pouvait rester dix ans encore dans la même situation, sans augmenter sa dette et en faisant face à toutes ses dépenses. L'Angleterre, au contraire, avait fermé la moitié de ses comptoirs, elle empruntait 800 millions chaque année, elle n'avait d'autre ressource que la

1. Discours d'ouverture, 16 juin 1811.

banqueroute; nous allions bientôt avoir cent cinquante vaisseaux de ligne pour lui imposer la paix « Cette paix nous serait utile sans doute, mais elle était bien plus désirable pour nos ennemis que pour nous[1] ! »

L'exposé faisait allusion comme le message aux différends de Napoléon avec le Saint-Siége, sans laisser soupçonner toutefois à quels excès il s'était porté envers la personne du Pape : « Si la moitié de l'Europe, avait-il dit non sans vérité, s'est séparée de l'Église de Rome, on peut l'attribuer spécialement à la contradiction qui n'a cessé d'exister entre les principes de la religion qui sont pour tout l'univers, et des prétentions et des intérêts qui ne regardaient qu'un très-petit coin de l'Italie. J'ai mis fin à ce scandale pour toujours. J'ai réuni Rome à l'empire. J'ai accordé des palais aux papes à Rome et à Paris. S'ils ont à cœur les intérêts de la religion, ils voudront séjourner souvent au centre des affaires de la chrétienté. C'est ainsi que saint Pierre préféra Rome au séjour de la Terre Sainte. » Montalivet acheva de déchirer le voile en annonçant que « le refus du Pape d'instituer les évêques nommés par l'Empereur avait rendu nul le concordat, *qui n'existait plus*[2]. »

Une grande partie du public connut ainsi pour la première fois la gravité d'une querelle, dont jusqu'à ce moment il remarquait à peine l'existence. On lui apprenait en même temps qu'un concile, qui devait être tenu à Paris, allait décider « si la France serait

1. *Exposé de la situation de l'empire*, du 29 juin 1811.
2. *Ibid.*

comme l'Allemagne sans épiscopat. » Que s'était-il donc passé entre le Pape et l'Empereur, pour que l'auteur du concordat vînt proclamer lui-même le néant d'une transaction, dont il s'était tant de fois glorifié comme d'un chef-d'œuvre de sagesse? Pour que l'implacable ennemi de la discussion et des assemblées en vînt spontanément à convoquer un concile, qui allait être comme les états généraux de l'Église de France?

C'est que les démêlés de Napoléon avec le Saint-Père avaient pris, dans ces derniers temps, un tel caractère d'exaspération, par suite de la patiente ténacité du pontife et de la violence de l'Empereur, que les conseillers de ce dernier l'avaient déterminé à force d'instances à adopter ce terme moyen. On le détourna ainsi des fâcheuses extrémités auxquelles il avait été sur le point de se laisser entraîner. Aucune résolution, aucun acte nouveau de la part de Pie VII n'avaient provoqué ces emportements. Dans la dure captivité où on le maintenait à Savone, séparé de tous ses conseillers, dépouillé non-seulement de tous ses priviléges, mais de tous ses droits, le Pape continuait à se servir de la seule arme qui lui eût été laissée pour revendiquer sa liberté, il refusait d'instituer les évêques nommés par l'Empereur. Pour le forcer dans cette position toute défensive, Napoléon avait imaginé un moyen fort ingénieux de procurer à ses évêques nommés une sorte d'institution provisoire. Il obligeait les chapitres à les élire comme vicaires capitulaires, ce qui leur conférait un droit intérimaire d'administrer les diocèses. Cet expédient, qui permettait de se passer de l'insti-

tution du Pape, eût à la longue neutralisé son opposition, si Pie VII n'avait intimé aux chapitres une défense expresse d'élire les évêques nommés comme vicaires capitulaires. Cette démarche, qui n'excédait en rien ses attributions spirituelles, et qui n'était qu'une mesure conservatrice d'un droit incontestable du Saint-Siége, est la seule que se fût permise le prisonnier de Savone depuis les ouvertures que Napoléon lui avait fait faire, par l'entremise des cardinaux Spina et Caselli à Savone.

Parmi les chapitres avertis, se trouvaient notamment les chapitres de Florence, d'Asti, et celui de Paris, déjà en lutte depuis quelque temps contre son évêque nommé et non institué, le cardinal Maury, instrument docile et complaisant des vues de Napoléon. Ce prélat fut en quelque sorte mis en interdit par la défense pontificale, qui trouva au sein du chapitre des propagateurs ardents et dévoués. A la tête de ces hardis opposants se distinguait le chanoine d'Astros, grand vicaire capitulaire, à qui était échu le dangereux honneur de recevoir les communications de Pie VII. Brusquement interpellé, en présence de toute la cour et des grands corps de l'État, par Napoléon qui soupçonnait ses menées, l'abbé d'Astros se troubla devant les menaces et les invectives de l'Empereur. Son arrestation fut immédiatement résolue. Au sortir de l'audience, Maury le conduisit lui-même dans sa voiture chez Savary. Le ministre, chargé de l'arrêter, avait confié au cardinal cette honorable mission, afin d'éviter tout scandale[1]. Là,

1. *Mémoires du duc de Rovigo.*

circonvenu par les ruses du ministre de la police, d'Astros finit par avouer non-seulement qu'il avait reçu les brefs du Pape, mais qu'il les avait communiqués à son cousin Portalis, le conseiller d'État, directeur de la librairie. Portalis avait en effet reçu cette confidence, mais loin de propager le document incriminé, il en avait signalé l'existence au préfet de police Pasquier qui était son ami, et on ne pouvait lui reprocher d'autre crime que de s'être abstenu de dénoncer son parent d'Astros.

Mais Napoléon voulait arrêter d'un seul coup ce qu'il appelait « la *lutte scandaleuse de la prêtraille contre son autorité*[1] ». Il s'inquiétait fort peu du plus ou moins de légitimité des ses griefs, lorsqu'il avait résolu de produire un grand effet d'intimidation. Plus celui qu'il voulait frapper occupait un rang élevé dans l'élite des fonctionnaires, plus le choix de la victime convenait à ses desseins. C'était bien en effet au sommet de la hiérarchie qu'il fallait viser pour que le coup eût toute sa portée et tout son éclat. Le 4 janvier, en plein conseil d'État, après quelques vagues plaintes au sujet des trames ecclésiastiques, il apostropha tout à coup le magistrat tremblant, lui reprocha en termes sanglants son ingratitude et sa trahison, puis sans lui laisser le temps ni de se défendre ni de se remettre de son trouble, lui intima l'ordre de sortir de la salle du conseil et de n'y jamais reparaître. Le malheureux Portalis, d'abord anéanti comme un homme frappé de la foudre, balbutia quelques paroles sans suite et s'éloigna la tête perdue,

1. Napoléon au prince Eugène, 5 janvier 1811.

laissant ses collègues, muets d'épouvante et d'humiliation, en tête à tête avec le courroux impérial qui s'éteignit dans le vide et le silence. Pasquier seul osa dire quelques mots en faveur du conseiller disgrâcié, et rappela, non sans courage, la confidence qu'il avait reçue.

Cette scène à grand fracas était destinée à avertir les fonctionnaires, et les magistrats de tout ordre, qu'on attendait d'eux une obéissance qui devait aller au besoin jusqu'à la dénonciation de leurs propres parents. Des mesures encore plus significatives prouvèrent au clergé qu'on frapperait impitoyablement les ecclésiastiques, qui préféreraient obéir au Pape plutôt qu'à l'Empereur. D'Astros avait été emprisonné à Vincennes où il fut détenu jusqu'à la fin de l'empire. Les cardinaux di Pietro, Oppizoni, et Gabrielli, convaincus d'avoir répandu les manifestes du Pape, y furent enfermés comme lui. Les meneurs des chapitres d'Asti et de Florence, reconnus coupables du même délit, furent jetés dans les cachots de Fénestrelle, où se trouvaient déjà le cardinal Pacca et beaucoup d'autres ecclésiastiques.

Mais ce n'était rien de frapper les instruments, si l'on n'atteignait aussi la main qui les avait dirigés. Ces hommes n'étaient après tout que des complices; le véritable criminel, aux yeux de Napoléon, c'était le Pape, et quel nouveau châtiment infliger à un souverain qu'il avait déjà dépouillé de ses États, et réduit à la plus dure captivité? Dans le premier moment, l'Empereur songea à faire déposer Pie VII, non plus comme prince mais comme pontife. On a de lui, adressée à son bibliothécaire Barbier, et datée du

lendemain même du jour où il avait chassé Portalis du conseil d'État, une note dans laquelle il s'informe « s'il y a des exemples d'empereurs qui aient déposé des Papes[1]. » En attendant que ce doute fût éclairci, il donna des ordres pour que le prisonnier de Savone fût traité avec la dernière rigueur; il fit supprimer le peu de confort qu'on avait laissé à sa maison, et assimiler sa pension à celle d'un employé de quatrième ordre. On le garda à vue, on lui retira ses voitures, on lui interdit toute communication et toute correspondance avec le dehors, on emprisonna son confesseur et ses serviteurs les plus intimes, on saisit ses papiers, on lui enleva son écritoire, ses plumes, son bréviaire et jusqu'à une bourse en peau qui contenait quelques pièces d'or. Enfin pour couronner dignement ces outrages, on lui fit demander, par le capitaine de gendarmerie Lagorse, l'anneau du pêcheur, que les agents chargés de la perquisition n'avaient pas su découvrir. Telle fut la lâche et basse persécution à laquelle osa recourir, contre un vieillard infirme et sans défense, l'homme qui devait un jour faire tant de bruit des rigueurs de la captivité de Sainte-Hélène, toujours si clémente lorsqu'on la compare aux traitements dont il usa envers ses adversaires[2].

Ces mesures d'intimidation, quelque terrifiantes qu'elles fussent pour un clergé qui ne brillait pas

1. A la date du 5 janvier 1811.

2. Ces indignités avaient souvent été imputées aux agents de Napoléon. Les lettres inédites de l'Empereur qui ont été publiées par le comte d'Haussonville prouvent péremptoirement que Napoléon seul en fut l'auteur.

par la fermeté, ne résolvaient rien et la difficulté restait entière. Le chapitre de Paris protesta de sa soumission et de son dévouement dans une adresse sans dignité; les chapitres d'Italie imitèrent son exemple avec une complaisance servile. Mais les siéges épiscopaux n'en restaient pas moins vacants, faute de l'institution canonique. Dans son impatience d'en finir, Napoléon eût volontiers fait trancher la question par le sénat. Ses conseillers lui représentèrent que cette assemblée n'aurait peut-être pas aux yeux des catholiques toute la compétence désirable. C'est ainsi que l'Empereur fut insensiblement amené à l'idée, si extraordinaire à première vue, de convoquer un concile. Il avait toujours trouvé les ecclésiastiques si faibles et si dociles qu'il se croyait certain de dominer toute assemblée générale du clergé, de la transformer en une sorte de corps législatif pour les affaires spirituelles. Le concile bien dirigé mettrait fin aux difficultés existantes, il écarterait tout danger de schisme, il lui permettrait de se passer du Pape et peut-être de gouverner l'Église.

Avant de prendre une résolution aussi grave, il convenait toutefois d'arrêter d'abord, le plus nettement possible, le programme des questions à soumettre au concile, et de s'enquérir des chances de succès qu'on pourrait avoir. Pour s'éclairer à cet égard, Napoléon fit consulter le comité ecclésiastique, dont il modifia la composition en y introduisant quelques prélats selon son cœur, tels que le cardinal Caselli et l'abbé de Pradt, archevêque nommé, mais non institué, de Malines. Les questions posées au comité étaient celle mêmes qui devaient l'être plus tard au

concile. Toute communication se trouvant interrompue avec le Pape, à qui fallait-il s'adresser pour obtenir soit les dispenses dont il disposait, soit l'institution canonique qu'il refusait aux évêques nommés? En ce qui concernait les évêques, la question était des plus embarrassantes et des plus complexes.

Les formes de leur intronisation avaient en effet beaucoup varié dans le passé. Mais à quelque époque qu'on remontât, on y trouvait toujours la double intervention de l'élément laïque et de l'élément ecclésiastique. Au temps même de l'élection des évêques, si c'étaient les fidèles qui nommaient, c'était le métropolitain qui instituait. Il y avait toujours là le concours simultané de deux pouvoirs distincts et indépendants l'un de l'autre. Or, ce que Napoléon voulait au fond, c'était la suppression de l'un de ces éléments au profit de l'autre, car dans l'organisation actuelle des pouvoirs politiques et religieux, le métropolitain n'avait plus l'indépendance suffisante pour exercer l'autorité que tant de révolutions successives avaient dévolue au Pape. On n'aurait pu rendre l'institution au métropolitain qu'en l'affranchissant de tout lien de dépendance envers l'autorité civile, et encore l'Église seule avait-elle, aux yeux des catholiques, la compétence nécessaire pour sanctionner un pareil retour aux traditions primitives.

La difficulté n'était pas nouvelle. C'était la même, au fond, que celle qui avait entravé les efforts de la Constituante, au moment où elle décréta la constitution civile du clergé. Depuis lors, elle s'est produite bien souvent, sous une forme ou sous une autre, et comme elle ne peut être résolue que par l'indépen-

dance réciproque de l'Église et de l'État, il n'est pas surprenant qu'aujourd'hui encore, des gouvernements, plus soucieux de leur autorité que de la liberté des cultes, l'aggravent en s'imaginant en venir à bout par des coups de force. Les membres du comité ecclésiastique de 1811 ne pouvaient se faire illusion sur la vraie portée des prétentions de l'Empereur, mais ils avaient un immense désir de ne pas déplaire, et leur réponse peu concluante porta l'empreinte de ce double sentiment. Ils exprimaient leur profonde douleur de voir toutes communications rompues avec le Pape, « centre de l'unité ecclésiastique », leur espérance de les voir se rétablir. Ils pensaient que des conciles provinciaux pourraient donner l'institution, si le Pape la refusait « sans alléguer de raison canonique », mais c'était à un concile national qu'il appartenait de décider la question. Ils en appelaient donc la réunion de tous leurs vœux, mais après qu'on aurait envoyé au Pape une députation, pour l'éclairer sur les besoins de l'Église de France[1].

En dernière analyse, le comité n'avait fait qu'indiquer la procédure à suivre, pour arriver à une conciliation qu'il conseillait sans l'espérer. Le plus éclairé et le plus éminent de ses membres, l'abbé Émery, ne dissimula nullement à l'Empereur, que selon toute probabilité, le Pape ne renoncerait jamais à son droit d'institution[2]. Ce fut donc sans beau-

1. *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique*, par Mgr de Barral, archevêque de Tours. Ce recueil reflète les vues du comité et reproduit les principaux documents émanés de ses chefs.

2. D'Haussonville.

coup d'illusion, et plutôt avec l'arrière-pensée de rejeter tout le mal sur l'obstination du pontife qu'avec l'espoir de le convertir à ses vues, que Napoléon se décida à lui envoyer la députation. Il n'en prit pas moins les plus savantes précautions, pour profiter du trouble d'esprit où l'avaient jeté les mesures d'intimidation adoptées contre lui.

Il voulut que la démarche des évêques lui fût présentée comme une résolution toute spontanée de l'épiscopat français, que le programme du concile, dont Napoléon était le seul auteur, eût l'air d'une sorte d'ultimatum adressé au Saint-Père par l'Église de France, au moment de rompre avec Rome. Pour créer une apparence si propre à ébranler l'imagination du prisonnier de Savone, il eut soin de fixer l'époque de la convocation du concile, avant le départ de la députation, par une circulaire qui était un véritable acte d'accusation contre Pie VII. Il semblait ainsi avoir pris d'avance son parti d'une rupture considérée comme inévitable, et ne lui laissait d'autre alternative que celle de se soumettre ou de tout refuser. Il fit en outre signer par dix-neuf évêques, réunis chez le cardinal Fesch, et qui semblaient exprimer l'opinion du clergé français tout entier, une sommation des plus nettes, dans laquelle ces prélats suppliaient le Souverain Pontife « de ne pas réduire l'Église de France à l'extrémité si fâcheuse de pourvoir elle-même à sa propre conservation[1] ». La menace était très-directe, bien qu'elle fût déguisée sous la forme d'une prière.

1. De Barral : *Fragments sur l'histoire ecclésiastique.*

Les trois évêques, désignés pour se rendre auprès du Pape, étaient plus connus par leur science théologique et leurs talents distingués que par leur indépendance de caractère. C'étaient l'archevêque de Tours, de Barral; l'évêque de Nantes, Duvoisin, et l'évêque de Trèves, Mannay. Ils avaient pour instruction d'offrir à Pie VII le rétablissement du concordat, à la double condition qu'il consentirait à instituer les évêques déjà nommés, et qu'il exercerait à l'avenir son droit d'institution dans les trois mois qui suivraient la nomination faite par l'Empereur, faute de quoi l'institution serait faite par le métropolitain. Si le Pape montrait des dispositions conciliantes, on pourrait lui proposer un traité plus étendu, fondé sur les bases suivantes : le retour à Rome, à la condition de prêter serment à l'Empereur. A défaut du serment, on se contenterait d'une simple promesse de ne rien faire contre les libertés gallicanes, mais dans ce cas la résidence du Pape serait fixée à Avignon. Il recevrait un traitement de deux millions; il aurait auprès de lui les chargés d'affaires de la chrétienté, et jouirait de l'administration spirituelle. Dans aucun cas, il ne pourrait être question de rétablir la souveraineté temporelle des papes[1]. Les députés ne devaient avouer leurs pouvoirs que lorsqu'ils trouveraient le Saint-Père dans « une disposition d'esprit raisonnable. »

En arrivant à Savone dans les premiers jours du mois de mai 1811, les trois évêques trouvèrent Pie VII soumis à l'espèce de régime cellulaire que Napoléon

1. *Instructions* pour les trois évêques, 26 avril 1811.

lui imposait depuis près de cinq mois sous la haute surveillance du préfet de Montenotte, M. de Chabrol. Tout avait été si bien combiné pour l'intimider, qu'il crut un instant que les trois prélats venaient pour instruire son procès devant le concile. Ils ont raconté eux-mêmes qu'ils eurent à le rassurer à cet égard[1]. Après avoir dissipé ses craintes par les plus vives démonstrations de respect et de dévoûment, ils abordèrent le sujet de leur mission, lui représentèrent la nécessité de mettre un terme à la fâcheuse situation de l'Église de France, en lui laissant croire qu'ils parlaient au nom du clergé, puis ils examinèrent en termes généraux les conditions d'un arrangement, mais sans faire connaître immédiatement à Pie VII la promesse que l'Empereur exigeait de lui relativement aux libertés gallicanes.

Le Pape, agréablement détrompé au sujet des nouvelles rigueurs qu'il redoutait, montra des dispositions conciliantes : il parla avec une bonté touchante de son ancienne amitié pour Napoléon, et sans acrimonie de la dure captivité à laquelle il était réduit. Mais il insista avec raison sur l'impossibilité où il était de prendre une détermination, tant qu'il ne serait pas libre et entouré de ses conseillers habituels. Sur ce terrain il était invincible, car, pour tout esprit impartial, il y avait un révoltant abus de la force à vouloir faire signer un traité, destiné à modifier si profondément la constitution de l'Église, à un prisonnier non-seulement séparé de ses conseils, et en butte à des traitements faits pour lui ôter toute liberté

1. Première lettre des évêques, 10 mai 1811.

d'esprit, mais privé de tout élément d'étude et d'appréciation.

Dans les entrevues qui suivirent, le Pape discuta les termes de la transaction proposée. Il montra avec beaucoup de sens que la translation au métropolitain du droit d'instituer, après un certain délai, équivalait à la suppression de l'institution pontificale et ne laissait debout que le droit de l'Empereur. Il fit observer qu'il ne pouvait reconnaître les libertés gallicanes, condamnées par un de ses prédécesseurs, tout en étant personnellement disposé à ne jamais les mettre en question; il revint sur la nécessité où il était de consulter les docteurs de l'Église avant de prendre une détermination.

Mais déjà les députés s'étaient aperçus que la résistance du vieillard devenait moins énergique. Il était surtout très-ébranlé à la pensée que ses refus pourraient amener un schisme. Ses inquiétudes lui avaient fait perdre le sommeil; sa santé toujours faible se ressentait de ses tourments de conscience Et depuis que sa résolution fléchissait, les instances des prélats devenaient plus vives. Le Pape n'avait pour tout confident intime que son médecin, qui avait été gagné par M. de Chabrol, et qui appuyait de son mieux les supplications des évêques, le langage tour à tour obséquieux et menaçant du préfet de Montenotte. En butte à ces incessantes obsessions, l'esprit troublé par le sentiment d'une responsabilité dont il n'était pas de force à porter le poids, le pape Pie VII faiblit comme dans toutes les circonstances décisives de sa vie[1]. Il consentit, non pas à signer, mais à ac-

1. Les rapports du préfet Chabrol, publiés pour la première fois

cepter une note, par laquelle il s'engageait 1° à instituer les évêques déjà nommés par l'Empereur; 2° à laisser l'institution au métropolitain, dans le cas où le Pape n'aurait pas exercé son droit dans le délai de six mois; 3° à examiner les projets d'arrangement qui auraient pour but le rétablissement de la paix de l'Église.

Les prélats n'eurent pas plutôt quitté Savone que sa vive imagination lui représenta, avec une force extraordinaire, les conséquences de cet acte de faiblesse. Il se le reprocha comme une simonie, comme un déshonneur, comme un crime. Il voulut le rétracter immédiatement, et ne retrouva un peu de repos que lorsqu'il eut fait courir après les évêques, pour leur faire savoir que la note n'était qu'un projet, sans aucun caractère définitif et officiel. Ces combats intérieurs, ces scrupules de conscience dont on ne peut contester la sincérité, montraient assez combien était difficile à résoudre cette question de l'institution des évêques, surtout dans les termes où Napoléon s'obstinait à la poser, c'est-à-dire en annulant le pouvoir spirituel au profit de l'autorité civile. Ces difficultés, l'Empereur les comprenait si peu, ou du moins il en tenait si peu compte, que, loin de se montrer satisfait des concessions excessives, inespérées, que ses artifices avaient arrachées à la faiblesse du Saint-Père, il espéra obtenir beaucoup mieux encore de la docilité des membres du Concile. De là

par M. d'Haussonville dans sa remarquable *Histoire de l'Église romaine sous le premier empire,* jettent un jour tout nouveau sur les moyens employés par Napoléon, pour vaincre la résistance de Pie VII.

le silence profond qu'il imposa d'abord aux trois évêques sur le résultat de leur négociation avec le Pape. Il serait toujours temps, pensait-il, d'y revenir comme à un pis-aller si cette assemblée ne tenait pas tout ce qu'on attendait de sa complaisance.

Le concile de 1811, n'était à proprement parler, ni un concile national dans le sens ordinaire du mot, puisqu'il comprenait les évêques de France et d'Italie, ni un concile œcuménique, comme Napoléon l'eût préféré, puisqu'on avait été forcé de reculer devant l'impossibilité de convoquer les évêques d'Espagne et de quelques autres contrées de la catholicité. C'était une imposante réunion ecclésiastique, dont la composition offrait d'ailleurs à l'Empereur toutes les garanties de soumission qu'il pouvait désirer. Il connaissait personnellement la plupart de ces prélats, il avait mis assez souvent leur complaisance à l'épreuve pour savoir qu'il y pouvait compter. Mais son génie tout mathématique commettait une grave méprise, en supposant que l'esprit d'une assemblée est la somme exacte des caractères individuels qui concourent à sa formation, et qu'un concile composé d'évêques dévoués ne pouvait être que servile.

Les hommes réunis en corps ont, en effet, des scrupules, des susceptibilités auxquels ils sont fort insensibles comme individus. C'est ce qui fait que les assemblées trompent si souvent l'attente de ceux qui croient le mieux les connaître. Ouverte au nom de l'Empereur le 17 juin 1811, la première séance du concile se termina par un serment solennel d'obéissance au Pape. Ce serment qui n'était qu'une formalité presque banale, mais qui, prêté à un prisonnier

d'État en présence de son persécuteur, et retentissant au milieu du silence de la servitude, empruntait un sens tout nouveau aux circonstances périlleuses où se trouvait l'Église catholique, saisit fortement les imaginations; il prit à l'improviste le caractère et l'accent d'une sorte de *serment du jeu de Paume* sacerdotal. Et quel fut le metteur en scène, involontaire à coup sûr, de cette manifestation presque hostile? Ce fut le cardinal Fesch, président du concile, l'oncle de l'Empereur, l'homme le plus intéressé, par situation autant que par goût, à apaiser les esprits, à éviter tout incident scabreux.

Ce serment, ce cri semblable à une explosion des âmes longtemps comprimées, l'élan passionné qu'on y mit, la signification imprévue qu'on lui donna, indisposèrent au plus haut point Napoléon. Il consentit sur les représentations de ses conseillers, à ne voir dans cette manifestation qu'une cérémonie traditionnelle; mais il donna, dès le lendemain, au concile deux surveillants en la personne de Bigot de Préameneu et de Marescalchi, les ministres des cultes de France et d'Italie. Un message impérial, rempli d'expressions offensantes à l'égard de Pie VII, fit ensuite connaître aux membres du concile ce qu'on attendait de leur bonne volonté. Après avoir dénoncé les *projets sinistres du Pape*, et les funestes effets de ses bulles « qui avaient excité l'indignation générale », Napoléon retraçait l'historique de ses démêlés avec le Saint-Siége, mais en s'abstenant avec soin de faire la moindre allusion à ses propres violences envers la personne du Saint-Père. Il rappelait les bienfaits dont il avait comblé l'Église, il annonçait son

intention de « pourvoir à la transmission de l'épiscopat de la manière qui serait indiquée par le concile, » et de ne plus souffrir que désormais « *un seul prétendît se substituer au pouvoir de tous*[1]. » Personne ne songea, ni à relever ce qu'avait d'étrange cette maxime républicaine dans la bouche de l'auteur du 18 brumaire, ni à flétrir les injures que le tout puissant empereur adressait à sa victime.

Mais quoique contenus par la terreur, les sentiments de l'assemblée ne s'en firent pas moins jour dans la séance où l'on discuta l'adresse qui devait servir de réponse au message : « Eh quoi! s'écria l'évêque de Chambéry, Dessolle, nous discutons une adresse, et il n'y est pas question de la liberté du Pape! allons tous, s'il le faut, nous jeter aux pieds de l'Empereur pour la lui demander[2]! » Ce mouvement oratoire produisit sur l'assemblée un effet indescriptible. On se lève, on applaudit, on veut aller sur le champ à Saint-Cloud supplier l'Empereur, et ce n'est qu'à grand'peine que le cardinal Fesch, secondé par quelques prélats complaisants ou circonspects, obtient que la démarche sera ajournée.

Napoléon, de plus en plus désappointé et irrité de l'indépendance tout à fait inattendue, quoique bien timide, qu'il rencontrait chez les membres du concile, leur témoigna son déplaisir en refusant de recevoir leur adresse. Il leur rappela, avec dureté, qu'il n'attendait d'eux que le règlement de l'institution

1. *Discours d'ouverture*, remis par l'Empereur au ministre des cultes le 18 juin 1811.

2. *Journal* de l'évêque de Gand, Mgr de Broglie, publié par M. D'Haussonville.

canonique et rien de plus. Il leur donnait *huit jours* pour décider la question. Il fallut donc, en venir au plus vite, à l'examen de cette difficulté si délicate. Dès la première séance de la commission chargée d'étudier la question, se présenta une objection capitale, à laquelle il semble qu'on avait bien peu songé jusque-là. Dans l'affaire de l'Institution, deux droits se trouvaient en présence, celui de l'Empereur et celui du Pape. Or un concile national, c'est-à dire restreint, quelle que fût son autorité, était-il compétent pour prononcer sur un droit qui appartenait au Saint-Siége? Il est de toute évidence que, même au point de vue des idées gallicanes, un tel pouvoir ne devait appartenir qu'à l'Église elle-même, c'est-à-dire à un concile œcuménique. Partagée entre le sentiment de ses devoirs et la crainte d'exaspérer l'Empereur, la commission employa plusieurs jours à chercher un moyen de concilier les opinions contradictoires, ou plutôt les intérêts si opposés qui étaient en jeu dans ce débat. Mais après de longues tergiversations, les partisans de l'incompétence, les évêques de Tournay, de Bordeaux, de Gand, l'emportèrent sur les champions de l'omnipotence impériale, Fesch, Duvoisin, de Barral.

Ce fut alors seulement, qu'en présence de l'impossibilité d'arriver à un résultat et du peu d'efficacité de ses railleries contre ceux qu'il appelait « les bedeaux de l'Église[1] », Napoléon se décida à faire connaître à la commission les concessions que les trois évêques, députés à Savone, avaient obtenues du Pape

1. Vie du cardinal Fesch par l'abbé Lyonnet, t. II.

La transaction étant ainsi proposée avec l'assentiment du Saint-Siége, il semblait que tous les obstacles fussent aplanis. Mais cette communication tardive n'eut pas tout le succès qu'il en espérait, soit que le retard même inspirât des soupçons bien naturels, soit qu'il eût transpiré quelque chose du changement qui s'était opéré dans l'esprit de Pie VII. La commission, d'abord convertie aux idées de l'Empereur, revint presque aussitôt à son premier sentiment sur l'incompétence du concile. Elle consentit toutefois à accepter le décret proposé au nom de l'Empereur, mais en stipulant expressément qu'il serait soumis à l'approbation du Pape. Le 10 juillet 1811, le concile se réunit de nouveau pour entendre la lecture du rapport de l'évêque de Tournay, qui se fit l'interprète des idées de la commission. Ses conclusions répandirent le trouble et l'agitation au sein de l'assemblée. Les partisans du Pape et ceux de l'Empereur en vinrent aux accusations réciproques, se reprochant tour à tour l'usurpation des droits de l'Église ou la bulle d'excommunication : « Si un Pape ne peut excommunier un souverain, condamnez donc l'Église qui l'a ainsi établi! » s'écria l'archevêque de Bordeaux.

C'était là beaucoup plus que ne pouvait supporter le partisan du *pouvoir de tous* contre le pouvoir d'un seul. Ces paroles furent l'arrêt de mort du concile national. Dès le lendemain, parut un décret impérial qui en prononçait la dissolution. Napoléon avait bien voulu d'un concile, mais c'était à la condition que le concile serait toujours de son avis, or les prélats avaient singulièrement oublié ce point essentiel du

rôle qu'ils étaient appelés à remplir. Les trois principaux chefs de l'opposition, les évêques de Tournay, de Gand et de Troyes furent arrêtés et jetés dans les cachots de Vincennes, sans qu'on pût leur reprocher d'autre crime que celui d'avoir exprimé et soutenu un avis qu'on leur demandait. Ce dénoûment était d'ailleurs dans la logique d'un régime incompatible avec l'existence de toute assemblée libre. C'était un 18 brumaire contre les représentants de l'Église, faisant suite à un 18 brumaire contre les représentants de la nation. Et déjà Napoléon, qui avait expérimenté tout ce que peut la crainte comme moyen d'influence parlementaire, s'apprêtait à tirer des débris tremblants du concile *épuré*, le même parti qu'il avait tiré des membres dispersés des Conseils, après son coup d'État.

Loin de se considérer comme battu, il se regardait comme définitivement maître du terrain, car il n'avait plus à compter avec les convictions, mais avec les défaillances. Ce n'était plus sur une assemblée, toujours inquiète lorsqu'elle est le plus docile, mais sur les évêques pris isolément, qu'il avait résolu d'agir, assuré, grâce à la connaissance qu'il avait de ces hommes pusillanimes, de leur faire dire en les prenant un à un le contraire de ce qu'ils affirmaient réunis. Par quels moyens il opéra cette triste conversion, il est facile de le deviner lorsqu'on sait qu'il y employa l'action combinée de son ministre des cultes et de son ministre de la police : « C'est alors, écrit Savary avec un admirable euphémisme, que l'Empereur m'ordonna de *tourner les regards de mon administration* vers le concile qu'il m'avait expressé-

ment recommandé jusque là de laisser à lui-même[1]. »
Sous cette inspiration, qui n'était pas tout a fait celle du Saint-Esprit, les membres du concile signèrent les uns après les autres, au nombre de quatre-vingt-cinq, un décret qui attribuait au métropolitain l'institution canonique, si dans un délai de six mois, le Pape n'avait pas fait usage de son droit. Ce décret devait être soumis à la sanction du Pape, mais dans le cas où il la refuserait, le concile passerait outre. Jamais conduite honorable ne fut démentie par une plus honteuse rétractation. Cela fait, les malheureux prélats, confus et humiliés de leur propre faiblesse, furent de nouveau convoqués en concile le 5 août 1811. Vainqueurs et vaincus se retrouvèrent en présence, ayant à rougir également de la victoire et de la défaite ; puis ils votèrent le décret, la tête basse et en silence, comme accablés sous le poids de ce reniement public.

Dans les premiers jours de septembre, une nouvelle députation, composée de cardinaux et d'évêques, se rendit à Savone pour soumettre à Pie VII le décret du concile. En lui présentant ce résumé des délibérations de la vénérable assemblée, ces prélats n'eurent garde de lui faire connaître les moyens de persuasion que l'Empereur avait employés pour la convaincre. Sous l'influence de ces conseillers choisis, qui étaient unanimes à lui commander la prudence et à lui démontrer la nécessité des concessions, le Saint-Père, dont le premier mouvement avait été de revenir à son ancien thème et de soutenir « qu'il ne pouvait

1. *Mémoires du duc de Rovigo.*

rien décider tant qu'il ne serait pas libre,» abandonna de nouveau ce terrain sur lequel il était si fort, et suivit avec résignation l'exemple du concile, la conscience plus tranquille sur sa propre faiblesse, depuis qu'il pouvait invoquer comme prétexte ou comme excuse celle d'un si grand nombre de princes de l'Église. Il donna son approbation aux décrets du concile sous la forme d'un bref adressé aux évêques, en y joignant toutefois quelques réserves au sujet des doctrines gallicanes.

Ces concessions du Pape étaient pour Napoléon un triomphe inespéré. Elles lui donnaient complétement gain de cause, et il ne tenait qu'à lui de profiter de ce succès pour mettre fin à une querelle dangereuse. Mais ces avantages n'étaient rien auprès de ceux qu'il se flattait d'obtenir plus tard. Il s'empressa de mettre à profit sa victoire, en faisant enregistrer comme loi de l'État le décret du concile et en faisant instituer les évêques nommés. Mais il se réserva de déférer au conseil d'État le bref pontifical, comme contenant des restrictions contraires aux principes de l'Église gallicane.

De plus en plus engagé dans ses préparatifs de guerre contre la Russie, convaincu que cette guerre allait lui donner un surcroît de prestige, de grandeur et de force sans précédent dans l'histoire du monde, Napoléon s'abstint de répondre à la lettre affectueuse que lui écrivit Pie VII pour lui annoncer sa décision. Il laissa en suspens les affaires de l'Église jusqu'au moment où, selon son expression, l'empire d'Occident se trouvant rétabli, les Papes reprendraient le rôle modeste qu'ils avaient rempli sous les empereurs

d'Occident. Ces mots d'empire d'Occident, d'empereur du continent revenaient alors sans cesse sur ses lèvres; ils trahissaient l'idée fixe qui obsédait son esprit. Nos relations diplomatiques avec la Russie étaient entrées dans cette nouvelle phase qui, sous le règne de Napoléon, présageait invariablement des hostilités imminentes. De la période des armements secrets, couverts par d'affectueuses protestations, il avait passé brusquement à celle de l'ostentation de ses forces et de la menace ouverte. Le calme, la constante modération d'Alexandre lui avaient toujours fait croire qu'à la longue il finirait par l'intimider. Aussi bien Napoléon ne pouvait plus se dissimuler l'inutilité de ses efforts pour donner le change sur des faits connus de l'Europe entière.

Il changea donc de tactique. Il convint avec Kourakine que c'était bien contre la Russie que ses préparatifs étaient dirigés, qu'en alléguant la crainte d'une expédition anglaise dans la Baltique, il n'avait vu là *qu'un prétexte*[1], avéu peu propre à inspirer confiance pour l'avenir. Il chargea en même temps Lauriston de déclarer à l'empereur de Russie « que Napoléon avait armé, qu'il armerait encore, qu'il avait dépensé cent millions d'extraordinaire, qu'il pouvait en dépenser cent autres sans toucher à ses réserves, qu'à la conscription de 1811 il allait joindre bientôt celle de 1812, qu'il avait levé trente mille chevaux, que tous ses alliés imitaient son exemple, que cependant il était toujours prêt à écouter toutes les propositions

1. Dépêche du prince Kourakine à la date du 7 mai 1811 : *Archives russes*.

qui ne seraient pas incompatibles avec son honneur[1]. »

Par malheur, ce qu'il déclarait incompatible avec son honneur c'étaient justement les deux seuls arrangements qui fussent de nature à satisfaire la Russie, à savoir une restitution pure et simple des États dont il s'était emparé au détriment du duc d'Oldenbourg, ou encore, une compensation dans la partie de la Pologne qu'il avait donnée à la Saxe. Ces premières démonstrations paraissant produire peu d'impression sur le cabinet de Pétersbourg, qui se retranchait imperturbablement dans son système défensif, Napoléon voulut y ajouter un éclat public, comme si le scandale devait donner plus de sérieux à l'avertissement. Dans la grande réception du 15 août 1811, après le feu d'artifice, l'Empereur fit, selon son habitude, le tour des salons du Palais des Tuileries encombrés ce soir-là d'une foule brillante, puis, arrivé dans la salle du trône, il alla tout droit à Kourakine. Alors, le prenant seul à partie en présence des ambassadeurs des cours étrangères, il lui adressa à brûle pourpoint une de ces interpellations fameuses qui annonçaient périodiquement à l'Europe qu'une nouvelle guerre était résolue. Il y avait trois ans, jour pour jour, que Metternich avait éprouvé un accident tout pareil, et personne n'en avait oublié les suites. Cette sortie, dont toutes les violences étaient calculées et qui dura plus de deux heures[2], ne pouvait être d'ailleurs qu'une accusation sans ré-

1. Napoléon à Maret, 21 juin 1811.

2. *Archives russes :* dépêche du prince Kourakine en date du 15 août 1811.

ponse, ce qui en caractérise suffisamment l'inconvenance et le mauvais goût. Pour un ambassadeur, tenu de peser chaque parole, et soucieux avant tout de ne pas compromettre son gouvernement, il y avait impossibilité à accepter un débat diplomatique dans un tel lieu, devant de tels auditeurs, contre un tel adversaire. Il était condamné à recevoir tous les coups sans pouvoir les rendre, et Napoléon, en abusant du privilége de sa propre position, jouissait de l'embarras de son adversaire, comme s'il y voyait une première victoire remportée sur la puissance qui avait encouru sa disgrâce.

Dans ce long réquisitoire contre la Russie, Napoléon reprit l'un après l'autre tous ses griefs vrais ou faux. Il se plaignit de ce qu'on répondît par des préparatifs de guerre aux avances qu'il faisait depuis six mois, à ses offres d'indemnité pour le duc d'Oldenbourg qui, après tout, était son vassal sinon son sujet, et dépendait beaucoup plus de la France que de la Russie, puisqu'il était membre de la confédération du Rhin. On voulait sans doute cette indemnité en Pologne, mais jamais il n'en céderait un pouce de terrain; et puisqu'on ne l'acceptait pas en Allemagne, c'était donc qu'on désirait la guerre. De là ces armements précipités, ces divisions rappelées du Danube au moment où l'on en avait le plus besoin contre les Turcs, au risque d'être battu par eux, comme on l'avait été en effet devant Rutschuk. Cela étant, comment espérait-on lui faire croire qu'on ne voulait pas la guerre? *Il était, quant à lui comme l'homme de la nature qui, lorsqu'il ne comprend pas, se méfie!* Il avait donc armé à son tour, armé pour se

défendre. Mais *bien qu'il eût plus d'argent et de moyens que la Russie,* il ne pourrait pas toujours continuer ces mêmes sacrifices. Un moment viendrait où la mesure serait comblée, où, pour en finir, il serait forcé malgré lui de tirer l'épée.... Cependant il persistait à ne pas vouloir la guerre, bien qu'il pût avant peu mettre en ligne six cent mille hommes contre la Russie, tout en continuant à en envoyer vingt-cinq mille par an en Espagne. Si on en venait à cette extrémité, si cette guerre funeste se faisait, Alexandre et Romanzoff seraient seuls reponsables des maux qu'elle entraîne avec elle, car on sait bien quand elle commence, mais on ne sait jamais quand ni comment elle finit. Il y avait là de leur part un inconcevable aveuglement. On avait le vertige à Pétersbourg; on y était *comme un lièvre qui a reçu du plomb dans la tête et qui tourne sans savoir où il va.* Mais, on devait s'y souvenir qu'il n'avait pas l'habitude d'être battu; on devait s'y rappeler le sort de la Prusse qui elle aussi avait voulu courir à sa perte[1] !

Lorsque l'Empereur termina cette longue algarade, les salons du palais étaient vides, et tous les témoins de cette pénible scène s'étaient éclipsés les uns après les autres, à l'exception des ambassadeurs d'Autriche et de Naples, protestation muette, mais significative, qui traduisait assez bien le mot charmant de Talleyrand : « Quel dommage qu'un si grand homme ait été si mal élevé! » Le pauvre Kourakine, encore malade des suites des brûlures dont il avait

1. *Archives russes :* dépêche du prince Kourakine en date du 15 août 1811.

été atteint dans l'incendie du palais Schwarzenberg, resta debout sous cette avalanche, bien que ses jambes le fissent cruellement souffrir, « sans paraître, écrivait-il, un instant abattu, inquiet ou impatienté, avec une attitude immobile, l'air le plus calme, et le sourire toujours à la bouche[1]. » Le lendemain tout le monde sut qu'une rupture avec la Russie était devenue imminente. Au point où en étaient venues les choses, les hostilités auraient immédiatement commencé si la saison avait été moins avancée. Les menaces publiques que Napoléon venait d'adresser à la Russie ne modifièrent en rien l'attitude de cette puissance. Elles n'eurent d'autre résultat que d'amener Alexandre à déclarer immédiatement à Lauriston « qu'il refuserait toute indemnité en Pologne, et qu'il s'en tenait strictement à la restitution d'Oldenbourg. »

On continua cependant à parler de paix, à entretenir ces semblants de négociation où l'on ne cherche plus qu'un moyen de mettre l'adversaire dans son tort, et qui sont comme les premiers tâtonnements de deux fers déjà croisés. On alla même jusqu'à proposer un désarmement[2]. Les deux empereurs se disaient également prêts à y consentir, et tous deux redoublaient d'activité dans leurs préparatifs. Alexandre désarmait en ordonnant une levée de cent mille hommes, et Napoléon en appelant la conscription de 1812. On n'en persistait pas moins à jurer de plus belle que jamais on ne tirerait l'épée le premier. Alexandre annonçait le départ d'un nou-

1. *Archives russes. Ibid.*
2. Napoléon à Maret, 6 novembre 1811.

veau négociateur chargé de tout arranger, et Napoléon feignait d'attacher une très-grande importance à l'arrivée de ce diplomate qui ne venait pas. Il n'y avait plus là que de vaines feintes. Au fond, ni l'un ni l'autre ne voulaient plus reculer, mais tous deux sentaient l'énormité d'une telle guerre, les conséquences incalculables qu'elle pouvait avoir, et ils cherchaient à en éviter la responsabilité au moins immédiate. Sur ce terrain, qui n'était plus que celui des formes et des apparences, Napoléon n'avait pas mieux conservé l'avantage que sur celui du droit, car si Alexandre disait encore comme il dit jusqu'au bout : Je n'attaquerai pas, je me défendrai ; Napoléon commençait à dire : On me forcera d'attaquer pour me défendre.

Assuré désormais d'avoir avec lui toute l'Europe, et jusqu'à ces gouvernements de Prusse et d'Autriche qu'il avait traités avec une si impitoyable rigueur, il s'affermissait dans ses desseins par la certitude d'avoir mis toutes les chances de son côté. Il en était déjà à évaluer les ressources que devait lui procurer cette guerre. Elle devait lui donner non-seulement l'empire du monde, mais un moyen de relever ses finances ! « Je ferai cette guerre dans un intérêt politique, mais aussi dans l'intérêt de mes finances. N'est-ce pas toujours par la guerre que je les ai rétablies? » s'écriait-il, en réponse aux représentations de ses ministres Gaudin et Mollien[1]. Il est permis de supposer, d'après quelques propos qui lui échappèrent de loin en loin, et d'après la lenteur

1. Mémoires de Mollien.

peu ordinaire qu'il mit à se décider, qu'il éprouvait parfois quelques appréhensions sur l'issue de son entreprise, mais l'immense étendue de ses préparatifs, l'extrême précision de ses calculs qui embrassaient et prévoyaient tout, ne faisaient que mieux lui cacher le piége où il allait tomber. D'après toutes les données positives du formidable problème, n'était-il pas sûr de le résoudre à son avantage? N'avait-il pas à la fois la supériorité du nombre, celle des ressources, des troupes, du commandement?

A ce point de vue, le seul décisif à ses yeux, sa victoire pouvait être en quelque sorte démontrée scientifiquement. Mais n'y avait-il pas à tenir compte d'autres éléments aussi réels, quoique moins connus? A côté de cette Europe officielle, prosternée si bas à ses pieds, n'y avait-il pas une autre Europe, celle des peuples, menaçante, irritée, impatiente de se lever contre lui? A côté de la force des armements, n'y avait-il pas celle du patriotisme, de l'amour de la liberté, des haines, des vengeances nationales? Enfin, au-dessus des ressources de la stratégie régulière, n'y avait-il pas les surprises, aussi terribles qu'imprévues, de cette tactique du désespoir, dont les Espagnols avaient déjà prouvé l'efficacité?

Ces énergies latentes, qui n'étaient autre chose que le réveil tardif des forces morales de la société européenne, ne comptaient pas aux yeux de Napoléon. C'était en les niant et en les foulant aux pieds qu'il avait réussi à élever si haut sa fortune, comment aurait-il pu leur reconnaître après coup une puissance qu'il leur avait toujours refusée? Les avertissements ne lui manquèrent pas. On lui avait signalé

déjà bien des fois les plans désespérés de la Russie, sa résolution sauvage de tout détruire autour de lui pourvu qu'il fût enveloppé lui-même dans la destruction de l'empire. On lui dénonça avec plus d'insistance encore les conspirations allemandes. Alquier lui transmit de Stockholm un propos significatif d'Alexandre : « Si l'empereur Napoléon éprouve des revers, avait-il dit, toute l'Allemagne courra aux armes pour s'opposer à sa retraite, ou à l'arrivée des renforts. » Son frère Jérôme, qui était mieux placé encore pour savoir ce qui se passait en Allemagne, lui faisait part, dès le mois de janvier 1811, de la proposition qu'on lui avait faite d'entrer dans une ligue secrète contre la France. Napoléon, pour tout remerciement, lui reprocha d'avoir encouragé ces ouvertures, par sa conduite équivoque [1]. Jérôme revint sur ce sujet en juillet, puis en décembre 1811 :

« Si on parle à Votre Majesté de tranquillité et de soumission, on la trompe. La fermentation est au plus haut degré, les plus folles espérances sont entretenues et caressées avec enthousiasme, on se propose d'imiter l'exemple de l'Espagne, et si la guerre vient à éclater, toutes les contrées situées entre le Rhin et l'Oder seront le foyer d'une vaste et active insurrection [2]. » Le maréchal Davout, et le général Rapp lui transmirent à la même époque, de Hambourg et de Danzig, des informations toutes semblables. Mais loin d'encourager ces confidences, Napoléon s'en irrita, soit qu'il ne voulût pas qu'on pût douter de

1. *Correspondance* du roi Jérôme, t. V. 16 et 21 janvier 1811.
2. Jérôme à Napoléon, 5 décembre 1811.

sa fortune, soit qu'il y vît une sorte d'offense contre l'infaillibilité de son génie :

« Il n'y a rien de commun entre l'Espagne et l'Allemagne, écrit-il à Davout.... Il n'y a rien à craindre, l'Allemand fût-il aussi oisif, aussi fainéant, aussi assassin, aussi livré aux moines que l'est le peuple d'Espagne où il y avait trois cent mille moines. Jugez donc de ce qu'il y a à redouter d'un peuple si sage, si raisonnable, si froid, si tolérant, tellement éloigné de tout excès, qu'il n'y a pas d'exemple qu'un homme ait été assassiné en Allemagne pendant la guerre.... S'il y avait un mouvement en Allemagne, il finirait par être *pour nous* et contre les petits princes ! » Les avis de Rapp sont encore plus mal reçus : « Je ne sais pas pourquoi Rapp se mêle *de ce qui ne le regarde pas*.... De quoi va-t-il parler, de ce qui se passe en Hongrie, de l'esprit qui anime la confédération et ces pays, lui qui en est si éloigné !... *Je vous prie de ne pas me remettre de pareilles rapsodies sous les yeux.* Mon temps est trop précieux pour que je le perde à de pareilles fadaises.... tout cela ne sert qu'à me faire perdre mon temps et *à salir mon imagination* par des tableaux ou des suppositions absurdes[1]. »

En présence de cette hallucination d'orgueil et d'infatuation, on croit entendre Macbeth insultant dans son délire les messagers qui lui annoncent l'approche des armées ennemies : « Loin de moi ces pâles visages de poltrons ! Qu'on ne m'apporte plus de messages ! je ne veux plus en recevoir. Ni l'esprit qui me mène, ni le cœur que je porte, ne

1. Napoléon à Davout, 2 décembre 1811.

peuvent être ébranlés par le doute ou abattus par la peur ! » Ainsi ce parvenu, ce grand calculateur, cet observateur, autrefois si pénétrant, si prompt à s'emparer de toutes les circonstances qui pouvaient le servir, en était venu à s'emporter comme un enfant contre la puissance tranquille et souveraine des faits. Il considérait comme n'existant pas les faits qui avaient le malheur de lui déplaire, ou plutôt il les traitait comme des courtisans révoltés, qu'un grand roi supprime et destitue en les chassant de sa présence. Il ne daignait plus entrer en discussion avec la force des choses. Un obstacle n'existait plus, du moment où il l'avait nié. Voilà ce que dix ans de pouvoir absolu avaient fait de lui! Un jour cependant, un des derniers jours de cette année 1811, qui s'achevait sous de si tristes auspices, un éclair de sagesse et de raison traversa cet esprit déjà saisi de vertige, et Napoléon écrivit à son bibliothécaire pour lui demander, « tout ce que nous avons de plus détaillé en français, sur *la campagne de Charles XII en Pologne et en Russie*[1]. » Que d'enseignements dans ce nom de Charles XII et dans les désastreux souvenirs de Pultawa! Ce n'était pas un hasard qui amenait sous sa plume ce nom fatidique. Que devait-il y voir? un pressentiment? un suprême avertissement de la destinée? ou bien n'y devait-il trouver qu'une occasion de s'applaudir et de s'exalter lui-même aux dépens du grand aventurier suédois? Les impressions que fit naître en lui cette lecture sont demeurées secrètes, mais la suite de ses actes nous a suffisam-

1. Napoléon à M. Barbier, 19 décembre 1811.

ment prouvé que la leçon fut perdue. A qui veut se perdre tout est piége et péril, même un instrument de salut.

FIN DU CINQUIÈME VOLUME.